

RES PUBLICA

VOLUME VI

1964 - 1

BUNDEL VI

1964 - 1

SOMMAIRE - INHOUD

LA DEFENSE MILITAIRE DE L'EUROPE :

Introduction,
par Marcel GREGOIRE.

Discours d'ouverture,
par Henri FAYAT.

Les conséquences politiques et stratégiques des armes
nouvelles,
par le Lt. Général Albert CRAHAY.

Les conséquences politiques et militaires des armes nou-
velles et la défense de l'Europe,
par Robert ROTHSCHILD.

L'OTAN. La défense de l'Europe occidentale hier et au-
jourd'hui,
par Pierre M. GALLOIS.

Les Etats-Unis et l'Europe,
par A. KISSINGER.

Les problèmes européens,
par F.O. MIKSCHÉ.

Conclusions,
par Victor CRABBE.

Armements nucléaires et union européenne,
par Roberto DUCCI.

Le mythe de la planification soviétique,
par Léo MOULIN.

L'année politique en Belgique (1^{er} septembre au 31 décem-
bre 1963).



RES PUBLICA

REVUE DE L'INSTITUT BELGE DE SCIENCE POLITIQUE

TIJDSCHRIFT VAN HET BELGISCH INSTITUUT VOOR POLITIEKE WETENSCHAPPEN

LA DEFENSE MILITAIRE DE L'EUROPE :

Introduction,
par Marcel GREGOIRE 5- 7

Discours d'ouverture,
par Henri FAYAT 8- 11

Les conséquences politiques et stratégi-
ques des armes nouvelles,
par le Lt. Général Albert CRAHAY 12- 33

Les conséquences politiques et militaires
des armes nouvelles,
par Robert ROTHSCHILD 34- 41

L'OTAN. La défense de l'Europe occi-
dentale hier et aujourd'hui,
par Pierre M. GALLOIS 42- 51

Les Etats-Unis et l'Europe,
par A. KISSINGER 52- 57

Les problèmes européens,
par F.O. MIKSCHÉ 58- 66

Conclusions,
par Victor CRABBE 67- 71

Armements nucléaires et union européenne,
par Roberto DUCCI 72- 77

Le mythe de la planification soviétique,
par Léo MOULIN 78- 81

L'année politique en Belgique (1^{er} septem-
bre au 31 décembre 1963). 82-106

En annexe :

Table quinquennale.

Chronique de bibliographie générale sur la
vie et les questions politiques en Belgique

VOLUME VI - BUNDEL VI

1964 - 1

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT BELGE DE SCIENCE POLITIQUE

DE BEHEERRAAD VAN HET BELGISCH INSTITUUT VOOR POLITIEKE WETENSCHAPPEN

- Président - Voorzitter :** M. GRÉGOIRE, ancien Ministre de la Justice — oud-Minister van Justitie.
- Vice-Président :** J. VAN HOUTTE, sénateur, ancien Ministre des Finances, professeur à l'Université de Gand — senator, oud-Minister van Financiën, professor aan de Universiteit te Gent.
- Onder-Voorzitter :**
- Membres du Conseil :** R. DECLERCK, Gouverneur de la province d'Anvers — Gouverneur van provincie Antwerpen.
- Leden van de Raad :** P. DE VISSCHER, professeur à l'Université catholique de Louvain — professor aan de Katholieke Universiteit te Leuven.
- J. DUVIEUSART, sénateur, ancien Premier Ministre — senator, oud Eerste-Minister.
- H. FAYAT, membre de la Chambre des Représentants, Ministre adjoint au Ministre des Affaires étrangères, professeur à l'Université libre de Bruxelles — volksvertegenwoordiger, adjunct Minister aan Minister van buitenlandse Zaken, professor aan de Vrije Universiteit te Brussel.
- W.J. GANSHOF van der MEERSCH, Avocat général à la Cour de Cassation, ancien Ministre chargé des affaires générales en Afrique, professeur à l'Université libre de Bruxelles — Advocaat-generaal bij het Hof van cassatie, oud-Minister belast met de algemene zaken in Afrika, professor aan de Vrije Universiteit te Brussel.
- L. GYSELINCK, professeur à l'Université libre de Bruxelles — professor aan de Vrije Universiteit te Brussel.
- J.P. HAESAERT, secrétaire perpétuel de l'Académie royale flamande des Sciences, professeur émérite de l'Université de Gand — vast secretaris van de Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, professor emeritus van de Universiteit te Gent.
- P. HARMEL, membre de la Chambre des Représentants, ancien Ministre des Affaires culturelles, professeur à l'Université de Liège — volksvertegenwoordiger, oud-Minister van culturele Zaken, professor aan de Universiteit te Luik.
- M.P. HERREMANS, publiciste, chargé de recherches à l'Institut de Sociologie de l'Université libre de Bruxelles (fondé par E. Solvay) — publicist, gecommiteerd onderzoeker aan het Sociologisch Instituut van de Vrije Universiteit te Brussel (opgericht door E. Solvay).
- H. JANNE, sénateur, Ministre de l'Education Nationale et de la Culture, professeur à l'Université libre de Bruxelles — senator, Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur, professor aan de Vrije Universiteit te Brussel.
- A. MAST, conseiller d'Etat, professeur à l'Université de Gand — raadsheer bij de Raad van State, professor aan de Universiteit te Gent.
- A. MOLITOR, chef de cabinet du Roi, professeur à l'Université catholique de Louvain — Cabinetschef van de Koning, professor aan de Katholieke Universiteit te Leuven.
- L. OPDEBEECK, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur et de la fonction publique — secretaris-generaal van Ministerie van Binnenlandse Zaken en van het openbaar ambt.
- P.H. SPAAK, membre de la Chambre des Représentants, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, ancien Secrétaire général de l'O.T.A.N. — Volksvertegenwoordiger, Vice-Eerste-Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, oud-Secretaris-generaal van N.A.T.O.
- L.E. TROCLET, sénateur, ancien ministre, professeur à l'Université libre de Bruxelles — senator, oud-Minister, professor aan de Vrije Universiteit te Brussel.
- P. WIGNY, membre de la Chambre des Représentants, ancien ministre des Affaires étrangères, professeur à l'Université catholique de Louvain — Volksvertegenwoordiger, oud-Minister van Buitenlandse Zaken, professor aan de Katholieke Universiteit te Leuven.

Directeur de (van) RES PUBLICA: J. DE MEYER, professeur à l'Université catholique de Louvain — professor aan de Katholieke Universiteit te Leuven.

Rédacteur en chef : Léo MOULIN, professeur au Collège d'Europe (Bruges) — professor aan het College van Europa (Brugge).

Hoofdredacteur :

Secrétaires généraux de l'Institut belge de Science politique :
Secretarissen-generaal van het Belgisch Instituut voor Politieke Wetenschappen :

V. CRABBE, assistant à l'Université libre de Bruxelles — assistent aan de Vrije Universiteit te Brussel.

L. CLAES, secrétaire général du Conseil Economique Flamand — secretaris-generaal van de Economische Raad voor Vlaanderen.

Siège de l'Institut : Hôtel de Sociétés scientifiques, 43, rue des Champs-Élysées, Bruxelles 5. Tél. : 48.79.65 - C.C.P. n° 533.74 — Hotel der Wetenschappelijke Verenigingen, 43, Elyzeese Veldenstraat, Brussel 5. Tel. 48.79.65 - P.C.R. n° 533.74.

Zetel van het Instituut :

La reproduction, soit intégrale, soit abrégée, des articles est autorisée. Toutefois, les références doivent être indiquées avec précision (nom de l'auteur, titre de l'article, numéro et pages de la revue). Les droits de traduction sont réservés pour tous les pays.

L'Institut belge de Science politique n'assume pas la responsabilité des opinions émises ; celles-ci n'engagent que leurs auteurs. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

De reproductie van de artikels, hetzij integraal, hetzij samen-gevat, is toegelaten. De referenties moeten nochtans nauwkeurig aangeduid worden (naam van de schrijver, titel van het artikel, nummer en bladzijden van het tijdschrift). De vertaalrechten zijn voorbehouden voor alle landen.

Het Belgisch Instituut voor Politieke Wetenschappen neemt geen verantwoordelijkheid op zich voor de uitgebrachte meningen ; deze verbinden slechts hun schrijvers. De niet opgenomen manuscripten worden niet teruggegeven.

Bibliographie : Il est rendu compte de tout ouvrage relatif à la science politique dont deux exemplaires sont envoyés au Secrétariat général de l'Institut.

Er wordt kennis gegeven van elk werk in verband met de politieke wetenschappen, waarvan twee exemplaren aan het Algemeen Secretariaat van het Instituut worden gezonden.

Deux de nos grands amis quittent le Conseil d'administration : MM. Walter Ganshof van der Meersch, professeur à l'Université de Bruxelles, et Paul De Visscher, professeur à l'Université de Louvain. Tous les deux parce que trop absorbés par les tâches nouvelles auxquelles les oblige leur enseignement.

Ce furent des administrateurs actifs, très assidus aux séances du conseil d'administration et à qui l'Institut doit beaucoup de ce qu'il est actuellement.

C'est avec regret que nous les avons vus nous quitter. Le conseil d'administration et l'assemblée générale leur ont déjà dit toute notre gratitude : qu'ils en acceptent, ici, l'expression renouvelée. Ce qui nous console, c'est que, membres de l'Institut, il nous sera encore possible de compter, le cas échéant, sur leurs conseils et sur leur appui.

M.G.



La défense militaire de l'Europe

Colloque organisé à Bruxelles,
par l'Institut belge de Science politique du 13 au 16 mai 1963,
sous le patronage de l'OTAN et du Gouvernement belge

Introduction

par Marcel GREGOIRE,
Président de l'Institut belge de Science politique.

★

L'Initiative du premier colloque international organisé par l'Institut belge de Science politique a été caractérisée par son président, notamment en ces termes.

« Le thème dont nous traiterons tout au long de ces quatre journées n'est pas de ceux que l'on aborde sans crainte. L'immensité du problème, les conséquences vitales attachées à sa solution, les dangers de mal le poser, de mal l'analyser ou de mal le résoudre exigent une lucidité dans la vision, une rigueur et une honnêteté dans le raisonnement, un courage dans les conclusions qui incitent à la modestie, à la réserve, voire à l'abstention.

Il serait vain cependant de se dérober. Lorsque l'Institut belge de Science politique a décidé, il y a quelques mois, d'en faire l'objet de ce colloque, la défense militaire de l'Europe était certes déjà à l'ordre du jour : a-t-elle jamais cessé de l'être depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ? Les discussions auxquelles elle donnait lieu n'avaient cependant pas atteint ce point culminant qui est aujourd'hui le leur.

Trois séries de faits sont à l'origine de cette évolution :

D'abord, les bouleversements survenus dans la technique militaire. En 1949, au moment de la négociation du Pacte Atlantique, les Etats-Unis disposaient encore du monopole de l'armement atomi-

que. Quand ils le perdirent, ils purent se croire, pendant quelques années, à l'abri des représailles massives. Aujourd'hui, la portée, la précision et le nombre des missiles balistiques les rendent aussi vulnérables que n'importe quel autre pays au cas où la guerre nucléaire viendrait à fondre sur eux.

En 1949, par ailleurs, l'Europe était encore exsangue et tenue à bout de bras par les Américains. Depuis, elle a opéré industriellement et financièrement le spectaculaire redressement que l'on sait. Avec cette double conséquence que, se sentant plus forte, l'Europe ou, du moins, ses principaux Etats, se voudraient moins dépendants et désireraient davantage façonner eux-mêmes leur propre destin, et d'autant plus qu'il est plus menacé. Tandis que, de leur côté, se considérant comme moins riches, — la richesse est, en effet, affaire de comparaison, — les Etats-Unis répugnent à supporter, dans la proportion où ils le font, le poids d'une défense militaire profitable à tous.

Enfin, depuis 1949, le pacte de l'OTAN a subi le feu de l'expérience. Suez, le Liban, Goa, le Congo, le Katanga, le Laos, l'Algérie, Cuba furent autant d'événements qui mirent à l'épreuve la solidarité atlantique et la conception que chacun s'en fait. En faisant apparaître ses manques, ils donnèrent du même coup, le désir d'une révision... En manière telle qu'aujourd'hui, il n'est plus possible de le contester : les politiques de frappe, en

risquant de passer du stade de la conception à celui de l'exécution, pèsent d'un poids redoutable sur les relations internationales et même sur la politique intérieure des divers pays. Non seulement, elles font se reposer la forme et le contenu de l'alliance atlantique et amènent à reconsidérer ce que pourrait être la future Europe. Mais elles furent, on le sait aujourd'hui, au cœur des difficultés qui conduisirent à la rupture des négociations entre la Grande-Bretagne et le Marché Commun ; elle obligent les Etats à repenser le problème de leur armée, de son recrutement, de ses effectifs et de sa structure ; elles sont même jusqu'à mettre en cause la forme démocratique des décisions les plus fondamentales à prendre par les Etats et dont peut dépendre la survie de nos sociétés.

C'est ce qui justifie l'intervention et l'initiative de l'Institut belge de Science politique. Pour aider à voir clair sur ces différents points et sur d'autres qui y sont liés, il a invité à se réunir des spécialistes des diverses disciplines, venus de tous les pays et de tous les milieux de l'OTAN pour qu'ils analysent les données d'un problème en pleine transformation et en discutent avec une totale franchise et une entière loyauté.

Il est entendu que chacun parlera à titre personnel sans engager l'organisation, l'institution ou le groupement auquel il peut appartenir. La valeur intrinsèque des opinions émises sera le seul critère

qui servira à les distinguer. La confrontation que nous avons organisée est exempte, par ailleurs, de toute arrière-pensée d'apriorisme, de manœuvre ou de combinaison. L'Institut belge de Science politique souhaite, fort simplement, être un lieu de rencontre, un modeste laboratoire qu'illustrent présentement les personnalités qui lui ont fait l'honneur de répondre à son invitation et où des hommes, venus de tous les horizons, mettent en lumière leurs convergences et leurs divergences dans l'espoir qu'une libre confrontation aidera à proposer des solutions ; où chacun, s'il a des attaches partisanses, — et c'est le cas, au sens le plus élevé du mot, de la plupart d'entre nous — est prié non pas de les oublier, mais, au contraire, de toujours s'en souvenir, précisément pour surveiller et contrôler l'influence qu'elles pourraient avoir sur ses interventions.

Notre effort, associé à celui de beaucoup d'autres, s'inscrira ainsi dans ce qui constitue la préoccupation fondamentale des hommes de notre siècle : découvrir la meilleure manière d'éviter la guerre entre les nations tout en assurant aux personnes la plus grande liberté possible.

C'est là, sans doute, affaire de bonne volonté. Mais c'est aussi affaire de technique, et il faut dès lors l'étudier sous cet angle. La partie, certes, est difficile. Mais l'enjeu vaut la peine qu'elle soit tentée... »



Introduction

by Marcel GREGOIRE.



The initiative of the first international colloquium to be organised by the Belgian Institute for Political Science was characterized by its president as follows :

« *The theme we are going to study during the next four days, doesn't belong to those which one takes up without any apprehension. The immensity of the problem, the vital consequences that*

are attached to its solution, the dangers of putting it in the wrong way or of inadequately analysing or solving it, require lucidity of vision, strictness and honesty in reasoning, courage in concluding, all of which inspire modesty, reserve and even abstention.

However, it would be vain to abstain from it all. When the Belgian Institute for Political

Science, some months ago, decided to make it the subject of this colloquium, the military defence of Europe certainly was already a question of the day: has it ever ceased to be since the end of World War II? The discussions to which it gave rise, however, hadn't reached the actual climax.

Three series of facts stand at the origin of this evolution:

First, the revolution in military technique. In the year 1949, at the moment of the negotiation of the Atlantic treaty, the United States still possessed the monopoly of nuclear armament. When eventually having lost it, they could, for some years, believe themselves safe from massive retaliation. At this moment, the range, the precision and the number of ballistic missiles render them as vulnerable as any other country in case of nuclear war.

On the other hand, in 1949 Europe was still extenuated and being sustained by the Americans. Since then it has operated the well known spectacular revival in industry and finance. This had the double consequence that Europe, or at least its principal nations, feeling stronger, wished themselves more independent and wanted more and more to make their own destinies — and the more so as they came to stand under greater menace. Whereas the United States, feeling less rich — wealth is in fact the point of comparison — were unwilling to bear, as they do now, the weight of a military defence which is profitable to all.

Finally, since 1949, the Treaty underwent the ordeal of experience, Suez, the Libanon, Goa, the Congo, Katanga, Laos, Algeria, Cuba, were events that put atlantic solidarity and everyone's conception of it to the test. By throwing the light on its faults, at the same time they caused a desire of revision... In the actual circumstances it is not to be denied that the policies of the striking force, risking to pass from the stage of design to that of execution, put a heavy stress on international relations and on the interior politics of several countries. They did not only cause the form and the contents of the atlantic alliance to be reconsidered and lead to reconsideration of what will be the future Europe; they also lay at the base of the difficulties that led to the breaking off of the negotiations between Great-Britain and the

Common Market. They force the States to reconsider the problem of their armies, the recruiting of them, their personnel and structure; they even lead to the questioning of the democratic form of the most fundamental decisions to be made by the States, of which may depend the survival of our societies.

This justifies the intervention and the initiative of the Belgian Institute for Political Science. In order to help in clearing the view on these different points and on others that are connected with them, it has invited specialists of several branches, from all countries and all circles of NATO, to meet and to analyse the elements of a problem that is in full transformation and to discuss them in complete frankness and loyalty.

Evidently each of them will speak strictly for himself, without involving the organisation, the institution or the group he may belong to. The intrinsic value of the opinions here expressed will be the sole element whereby they will be distinguished. Moreover, the confrontation which we have organised, is free of every afterthought of apriorism, manoeuvre or combination; the Belgian Institute for Political Science, merely and simply wants to be a meeting place, a modest laboratory, actually illustrated by the personalities who have honoured us by replying to our invitation and where men, who have come from every horizon, will throw light on their convergencies and divergencies, hoping that free confrontation will aid in the suggestion of solutions; where everyone who has bonds of partisanship — and in its most elevated sense this applies to most of us — is requested not to forget them but, on the contrary, always to bear them in mind, precisely in order to control the influence they might have on their interventions.

Our effort, associated to many others, will be in line with the fundamental preoccupation of the men of our century: discovering the best way of preventing war between nations, at the same time granting the greatest possible liberty to the individual.

This is, without any doubt, a matter of goodwill; it is equally a matter of technique — and consequently it is to be studied from that angle. The game is indeed difficult; but the stake is worth the trouble of trying... »

Discours d'ouverture

par Henri FAYAT,

Ministre, adjoint aux Affaires étrangères de Belgique.

★

Après avoir remercié et félicité l'Institut belge de Science politique pour l'initiative qu'il a prise, Henri Fayat, Ministre, adjoint aux affaires étrangères, souligne toute l'importance ainsi que l'urgence des questions inscrites à l'ordre du jour et sur lesquelles il est heureux qu'une franche discussion s'engage. En démocratie, les discussions devraient porter davantage sur les questions politiques. Les décisions à prendre se fondent sur l'existence d'opinions entre lesquelles il faut choisir. Il est donc judicieux que l'on prenne l'initiative de les susciter, de les formuler pleinement et de les confronter librement.

Sur le fond du sujet, le Ministre Henri Fayat a estimé devoir présenter quelques vues rétrospectives de manière à placer le débat dans le cadre historique des événements qui débouchent sur la situation actuelle et qui, malgré tout, continuent à être d'une importance considérable pour la défense militaire de l'Europe.

« Puisqu'il s'agit de la défense militaire de l'Europe, a notamment déclaré le Ministre Henri Fayat, et que, dans cette entreprise, nous sommes alliés à la grande démocratie nord-américaine, il n'est pas inutile que nous examinions comment les Etats-Unis se sont comportés vis-à-vis de l'Europe — tant pour l'organisation de l'Europe que pour sa défense — depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Au lendemain de la fin des hostilités, l'Europe se trouvait, faut-il le rappeler, dans un état de décadence et de désarroi économiques tels qu'à plusieurs reprises il a dû être fait appel à une très généreuse aide américaine.

Mais un moment est venu où, en raison des sacrifices que cette aide imposait au peuple américain, le gouvernement des Etats-Unis a dû prendre un certain recul, revoir l'ensemble de la situation et se

poser la question : « quelle est la meilleure politique générale que nous puissions suivre vis-à-vis de l'Europe ? »

Je crois qu'il faut souligner que le résultat de cette délibération a été d'une importance qui reste déterminante pour l'évolution actuelle de l'Europe.

En effet, il existe une formule de la « Realpolitik » qui consiste à dire : « Ne vous créez jamais de rivaux, n'encouragez jamais la conjonction de certaines forces ». La sagesse des nations se résume à cet égard en un précepte assez cynique : *divide et impera*.

Il faut dire, à l'honneur de la grande démocratie nord-américaine, que face aux problèmes de la reconstruction et de l'avenir de l'Europe, le gouvernement américain a pris exactement le contrepied de cette maxime. Au lieu de dire à l'égard de l'Europe, *divide et impera*, le gouvernement des Etats-Unis a voulu l'unité de l'Europe. Non seulement il l'a voulue, mais il en a assuré les bases économiques dès le départ, et il a voulu aussi que cette unité débouche sur une construction politique unitaire européenne.

Rappelez-vous quel était l'essentiel du Plan Marshall. Ce n'était pas l'offre d'une aide spectaculaire de quelque vingt milliards de dollars répartis sur quatre ou cinq ans. L'essentiel du Plan Marshall c'est que les Etats-Unis, à partir de 1947, ont fait connaître leur volonté de ne plus donner à des Etats européens nationaux des aides fragmentaires. Ils ont offert à l'ensemble de l'Europe une aide globale en demandant aux Etats européens de prendre entre eux les mesures nécessaires pour répartir cette aide et pour la faire fructifier par la coopération économique en Europe.

Vraiment, le geste était tellement généreux et clairvoyant qu'il ne s'adressait pas seulement à

l'Europe occidentale, c'est à toute l'Europe qu'il s'adressait. Ce n'est pas de notre faute ni de celle des Etats-Unis si, très rapidement, il est apparu que l'application du Plan Marshall ne dépasserait pas l'Europe de l'Ouest. Alors s'est formé ce conglomérat des Etats d'Europe occidentale qui ont créé l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Mais les Etats-Unis avaient un désir plus lointain encore : ils ont souligné que ce qui les intéressait, ce n'était pas seulement une coopération économique entre gouvernements. Ils voulaient aussi que la coopération puisse devenir aussi irréversible que possible, qu'elle puisse prendre une forme communautaire et aboutir à une unité politique.

Quelles que soient les vicissitudes des événements politiques, notamment de ceux des derniers mois, c'est toujours le même fil conducteur que l'on trouve. C'est pour la plus grande unité politique de l'ensemble de l'Europe démocratique que les Etats-Unis ont fait entendre leur voix... »

Sur la portée de la coopération américaine dans le domaine militaire, le Ministre Henri Fayat s'est exprimé comme suit en indiquant ce qui, d'après lui, constitue ces trois éléments essentiels :

« Je crois qu'il y a un autre fil conducteur dans la politique américaine à l'égard de l'Europe. A vrai dire, ceci est significatif pour l'appréciation de l'attitude des Etats-Unis non seulement en Europe, mais encore sur d'autres théâtres d'événements.

Le premier élément dont il faut se souvenir et qui reste d'ailleurs un élément important aussi bien pour l'ensemble de la situation politique, stratégique et militaire du monde que pour l'avenir de l'Europe, c'est la détermination inébranlable du gouvernement des Etats-Unis, soutenu par le peuple américain, de résister à l'agression et de prendre tous les risques que comporte une telle détermination.

Je ne vais pas empiéter sur ce que d'autres diront sans doute. Mais il y a une question cardinale qu'il faut poser : Où, dans le monde occidental, trouve-t-on sur une telle échelle, avec une telle constance et avec un soutien populaire aussi quasi-unanime, la même détermination, la même volonté inébranlable de résister à l'agression et d'en prendre tous les risques ?

Le deuxième élément à considérer est celui que les chiffres démontrent, car il y a non seulement cette détermination et l'acceptation des risques qu'elle comporte, mais aussi l'acceptation des sacrifices financiers nécessaires pour soutenir cette détermination, pour en faire non seulement un élément moral, mais aussi une réalité matérielle de première grandeur.

Le troisième élément, c'est évidemment que, outre l'acceptation des sacrifices, et en raison de l'état d'intégration politique et économique sur un vaste ensemble auquel les Etats-Unis sont parvenus, ils disposent des moyens nécessaires pour donner plein effet à leur détermination militaire et stratégique.

Dans cette rétrospective, je désire ici m'arrêter. Pour l'avenir, je voudrais me borner à verser au débat un seul élément. Ce serait pour nous un signe de sagesse et de prudence élémentaire que de nous demander comment progressera la coopération au sein de l'Europe et quand nous serons en mesure de contribuer, d'une manière au moins équivalente, à l'effort que le peuple américain a consenti lui-même pour assurer la défense militaire de l'Europe. Sans doute, bien des modalités peuvent-elles être envisagées. Mais si nous néglignons de tenir compte des éléments essentiels, rappelés ci-dessus, si nous voulions examiner la défense militaire de l'Europe dans le cadre européen ou dans une perspective européenne, même avec les meilleures intentions, mais en limitant notre horizon à l'Europe occidentale, nous ne placerions pas cette défense militaire de l'Europe dans sa réelle perspective. Nous devons, en effet, maintenir le problème de cette défense dans le cadre d'une collaboration atlantique de plus en plus poussée. De plus, il semble que la collaboration dans le domaine militaire doive être complétée par des consultations et des échanges de vues de plus en plus intenses sur le plan politique. Car, dans cette affaire, où tant d'intérêts communs sont en jeu, l'élément essentiel, c'est évidemment l'élément de confiance réciproque. Dans une mesure très appréciable et déjà déterminante, les Etats-Unis se sont prêtés à ces échanges de vues, à ces consultations et ainsi au maintien de cette atmosphère de confiance.

Le point essentiel dans un débat de ce genre, est bien la confiance. Il faut partir d'elle et la renforcer, de part et d'autre, mutuellement.

Opening speech

by Henri FAYAT,

Minister, Deputy to the Minister of Foreign Affairs.

★

After having thanked and congratulated the Belgian Institute for Political Science for its initiative, Henri Fayat, Minister, Deputy to the Minister of Foreign Affairs, stresses the importance and the urgency of the questions that have been inscribed on the agenda and on which he is pleased to see that a frank discussion is opened in. In democracy, discussions should more frequently be devoted to political questions. The decisions to be made are based on the existence of opinions among which a choice is to be made. Therefore it is proper that the initiative has been taken to have them expressed, fully formulated and freely confronted.

About the subject itself, Minister Fayat judges that some retrospective views ought to be presented, in order to put the debate in the historical setting of the events which have led to the actual situation and which, in spite of everything, remain of considerable importance for the military defence of Europe.

« As our subject is the military defence of Europe, Minister Fayat declared amongst other things, and as in this enterprise we are allied to the great North-American democracy, it is useful examining how the United States have behaved towards Europe — both for its organisation and its defence — since the end of World War II.

Need we remind of it that, shortly after the end of the war, Europe was in a state of decadence and confusion from the economic point of view. So much so that repeatedly it had to appeal for generous American aid.

However, a moment has come when, because of the sacrifices this aid imposed upon the American people, the United States government had to step back and reconsider the whole situation, thereby asking itself the question: « What is the

best general policy for us to follow with regard to Europe? »

I think one ought to underline that the result of this deliberation has been of an importance which permanently determines the present evolution of Europe.

There is in fact a formula of the « Realpolitik » saying: « Don't ever create rivals, never encourage the conjunction of certain forces ». The wisdom of the nations is in this respect to be summarized in a rather cynical precept: divide et impera.

It ought to be said, to the honour of the great North-American democracy, that the government of the United States, faced with the problems of the reconstruction and the future of Europe, has kept to the opposite of this maxim. Instead of saying, with regard to Europe, divide et impera, the government of the United States wished the unity of Europe. Not only did it want this, but it has from the beginning laid out the economic basis for it, expecting this unity to bring about a unitarian political construction of Europe.

Remember the essentials of the Marshall plan. It wasn't the proffered aid of a spectacular twenty milliards of dollars to be spread over four or five years. The essence of the Marshall plan was that the United States, from 1947 onwards, have made known their desire not to give any more fragmentary aid to national European states. They have offered to the whole of Europe a global aid, asking the European states to take, amongst themselves, the necessary measures to distribute this aid and to make it bear fruit by European economic cooperation.

This gesture was as generous and clear-sighted as not to address itself to western Europe alone; but to the whole of Europe. It has been neither

our fault not the United States' if very soon it was to become clear that the application of the Marshall plan would not extend beyond western Europe. Then arose this conglomerate of states in western Europe that gave birth to the European Organisation for Economic Cooperation.

But this desire of the United States went still further: they emphasized that they were not only interested in an economic cooperation between governments. They also wanted this cooperation to become as irreversible as possible and to take the form of a community leading to political unity.

Whatever the vicissitudes of political events, especially those of recent months, the same pattern is still to be found. It is for the greatest political unity of democratic Europe that the United States have made their voice heard... »

About the extent of the American cooperation in the military field, Minister Fayat expressed himself as follows, pointing out what, according to his views, forms these three essential elements:

« I believe there exists another leading trend in American policy with regard to Europe. Actually, this is significant for the appreciation of the attitude of the United States, not only in Europe, but also in other theatres.

The first element which is to be remembered and which remains an important one for the whole political, strategical and military situation of the world, as well as for the future of Europe, is the unswerving determination of the government of the United States, supported by the American people, to resist aggression and to take all the risks that accompany such determination.

I am not going to trespass on what others undoubtedly will say. But a cardinal question is to be put: Where, in the western world, does one find, on such a scale, with such constancy and with such a quasi-unanimous popular support, the same determination, the same unshakeable will to resist aggression and to take all the risks of it?

The second element to be considered is shown by figures — for there isn't only that determination and the acceptance of the risks that go with it,

there is also the acceptance of financial sacrifices that are necessary to sustain this determination, to make it not merely a moral element, but equally a material reality of the first importance.

The third element evidently is that, apart from the acceptance of these sacrifices and due to the degree of political and economic integration the United States have attained, they can avail themselves of the means that are needed to render their military and strategical determination fully effective.

In this retrospection, I want to stop here. For the future, I should like to limit myself in bringing one single element to the debate. It would be a sign of wisdom and elementary foresight for us to ask ourselves what will be the further process of cooperation within Europe and when we shall be able to contribute, on a more or less equivalent scale, to the effort which the American people itself has made to safeguard the military defence of Europe. Undoubtedly many ways may be considered. But if we were to neglect reckoning with the essential elements that have been mentioned here, if we were to examine the military defence of Europe in its European settings or in a European perspective, even with the best intentions, but limiting our horizon to Western Europe, we shouldn't place this military defence of Europe in its real perspective. In fact, we are to keep on seeing the problem of this defence within the compass of a steadily intensifying atlantic collaboration. Moreover, it seems that collaboration in the military field should be completed by consultations and exchanges of views in the political field of a growing intensity. For in this matter, where so many common interests are at stake, the essential element is evidently the element of mutual trust. To a considerable and already determining extent, the United States have consented to these exchanges of views, to these consultations and thus to the maintenance of this atmosphere of confidence.

The essential thing in a debate of this kind, is confidence. It ought to serve as a starting point and be mutually reinforced.



Les conséquences politiques et stratégiques des armes nouvelles

par le lieutenant général Albert CRAHAY,
Commandant en chef des Forces belges en Allemagne.

★

AVANT-PROPOS

Il est certain que la très grosse majorité des opinions exprimées dans ce rapport, n'ont rien d'original.

La plupart ont été extraites de livres et d'écrits dont les auteurs sont mondialement connus et dont certains sont ici présents.

Je prie les participants à ce colloque de m'excuser d'exprimer des vues qui leur sont dès longtemps connues et probablement de les exprimer moins bien que leurs auteurs.

La seule excuse que je puis leur présenter, est qu'il importait, au cours de ce colloque, de rassembler en un rapport succinct les données du problème qui nous occupe, c'est-à-dire : les rapports de la politique internationale et de la stratégie; l'évolution des armements dits classiques ou conventionnels et des armements nouveaux jusqu'à ce jour; les différentes doctrines émises au cours de ces dernières années et leur influence sur la défense de l'Europe et la paix du monde.

Ces doctrines ne sont pas toujours simples et sont souvent difficiles à saisir par l'opinion publique.

Dans nos pays démocratiques, c'est cependant celle-ci qui détermine la ligne politique à suivre.

Je me permets d'exprimer le vœu que les rapports établis en vue de ce colloque et les discussions, que, je l'espère, ils susciteront, contribueront à faire saisir l'importance des problèmes posés dont la solution constitue pour l'humanité et la civilisation une question de vie ou de mort.

Il est entendu que je ne parle ici qu'en mon nom

personnel et que les idées exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues du Gouvernement belge et du Ministre de la Défense Nationale.

Aucune des données de ce rapport n'a été extraite de documents officiels.

BUT GENERAL DE L'EXPOSE

Ce rapport s'efforcera d'exposer d'une façon impartiale l'influence des armes nouvelles sur la politique extérieure et la stratégie militaire des groupes de puissances qui dominent les relations internationales du monde actuel.

Nous appellerons *armes nouvelles* celles qui se sont développées pendant la fin du dernier conflit mondial et depuis ce conflit.

Il est impossible d'étudier l'influence de ces *armes nouvelles* indépendamment de celles qui ont été employées jusqu'à ce moment et que nous qualifierons de *conventionnelles*. Certaines de celles-ci, telles que les armes chimiques, n'ont été employées précédemment que d'une façon limitée et pourraient être utilisées dans l'avenir d'une façon massive et sous de nouvelles formes. Elles mériteraient alors d'être classées parmi les *armes nouvelles*.

Pour arriver à exposer la situation actuelle et celle qui est à prévoir dans un proche avenir, il est nécessaire de reprendre l'évolution de l'armement, et également celle des rapports les plus récents entre la politique et la stratégie ou mieux, entre la stratégie politique et la stratégie militaire, puisque Clausewitz a démontré les rapports étroits qui les reliaient. Nous nous efforcerons d'aborder cette étude à la manière d'un historien et, pour les développements les plus récents, d'exposer les

théories politico-militaires en présence, avec leurs bases de raisonnement, sans prendre position en faveur de l'une ou de l'autre.

LE RAPPORT SERA SUBDIVISÉ DE LA MANIÈRE SUIVANTE :

Chapitre I. - Buts des stratégies politique et militaire.

Chapitre II. - Influence des armes conventionnelles sur la politique et la stratégie jusqu'en 1945.

Chapitre III. - Evolution des armements nouveaux de 1945 à nos jours.

Chapitre IV. - Les doctrines politicostratégiques de 1945 à nos jours.

Chapitre V. - Les conceptions stratégiques actuelles.

CHAPITRE I

BUTS DES STRATÉGIES POLITIQUE ET MILITAIRE.

Les relations entre les peuples ont toujours été marquées par des alternatives de guerre et de paix.

Dans les périodes de paix, la politique extérieure des dirigeants consiste à chercher un maximum d'avantages pour leur nation ou groupe de nations.

Cette politique est dominée par des rapports de forces, par des alliances, par la menace d'emploi de moyens violents. Elle prépare aussi, dès le temps de paix, la mise en œuvre de ces moyens au cas où ils devraient être employés et, par là, ouvrent la voie à la *stratégie militaire*.

Celle-ci n'entre réellement en action qu'à l'ouverture des hostilités. Mais, dès le temps de paix, elle exerce son influence sur la politique de la nation.

Si celle-ci n'a pas préparé convenablement la mise en œuvre des moyens militaires, c'est son existence qui sera en jeu.

On peut donc parler d'une *stratégie politique* qui règle les rapports pacifiques ou belliqueux de la Nation avec les autres nations.

Cette stratégie ne doit d'ailleurs pas cesser d'exister au moment de l'ouverture des hostilités et, dans le passé, il en était bien ainsi. On cessait rarement les pourparlers entre nations au cours des opérations militaires.

Celles-ci, jusque dans les derniers temps, avaient bien davantage pour but de gagner des avantages territoriaux ou matériels, plutôt que de détruire complètement la nation ennemie ou de lui imposer une autre structure sociale ou politique.

Pourquoi en sommes-nous revenus, depuis un demi-siècle, à une conception de la guerre qui nous ramène à l'antiquité, où elle avait pour but la soumission complète de l'adversaire, et comme conséquence la mise en esclavage des peuples vaincus?

C'était aussi le but des conquérants tartares, mongols, arabes et turcs.

Mais, en Europe, la civilisation chrétienne, dès le moyen âge, sans arriver à supprimer le fléau de la guerre, réussit à en limiter les effets tout en multipliant les occasions.

La stratégie politique ne doit cesser de multiplier ses efforts pour que les hostilités apportent quelque chose de positif à la Nation, et non des destructions dépassant largement les bénéfiques à espérer.

Cette politique culmine au XVIII^e siècle où les destructions causées par les hostilités sont minimales, de même que les gains qu'elles rapportent.

Bien souvent, à cette époque, les guerres n'ont pour but que de préserver un équilibre entre les nations, d'empêcher une nation d'acquiescer une hégémonie telle qu'elle puisse compromettre la vie même des autres nations et éventuellement les subjuguier complètement.

Pourquoi cette conception relativement sage des stratégies politique et militaire a-t-elle fait place à une conception totalitaire visant à la capitulation sans condition de l'ennemi :

Capitulation atténuée de l'Allemagne en 1918, totale en 1945 ?

Il y a à cela des raisons politiques, des raisons économiques et des raisons militaires.

Je m'étendrai peu sur les deux premières, qui ne sont guère de mon domaine et qui sont d'ailleurs assez connues.

Au point de vue politique, c'est la prise de conscience des nations, la France en 1793, la Russie en 1812, la Prusse en 1813, qui transforme la guerre dynastique en guerre nationale et qui appelle sous les armes, au lieu de quelques mercenaires toute la jeunesse de la nation.

En appelant aux armes, en 1914 et en 1940, des peuples entiers, on ne peut plus leur donner des buts limités, mais seulement l'obtention d'une victoire totale.

D'autre part, le XIX^e siècle voit se développer la puissance industrielle d'une façon foudroyante. Celle-ci engendre rapidement de nouvelles armes et réciproquement ces nouvelles armes entraînent pour leur production et la fabrication de leurs munitions, la mobilisation industrielle complète de la nation.

L'effort demandé est tel qu'il faut promettre une victoire complète pour justifier les sacrifices de tous.

D'ailleurs, pour entraîner les masses, il a fallu exercer sur elles une action psychologique tendant à montrer l'ennemi sous le jour le plus horrible, ne respectant ni foi ni loi, comme étant une incarnation du mal et, par conséquent, comme devant être détruit complètement.

C'est pour ces raisons que tous les pourparlers entamés au cours des deux guerres mondiales ont échoué. On a souvent reproché à la déclaration de Casablanca, demandant la capitulation sans condition de l'Allemagne, d'avoir renforcé le régime hitlérien et par là même d'avoir retardé la fin des hostilités.

Mais les dirigeants occidentaux étaient prisonniers de l'idéologie qu'ils avaient promue pour donner à leurs peuples le courage nécessaire pour accepter les lourds sacrifices demandés. Ils ne pouvaient plus renoncer à la victoire totale sous peine de briser le ressort qu'ils avaient tendu.

L'évolution des armements, des moyens de transports et d'information modifie également l'échelle des conflits.

Les deux derniers conflits laissent peu de peuples en dehors des hostilités. Dès lors, ils ne peuvent pas engendrer des modifications limitées de frontières.

Ce sont de véritables révolutions qu'ils entraînent.

Les deux derniers conflits mondiaux ont été des guerres totales, amenant des bouleversements profonds chez les peuples vaincus et mettant en œuvre, non seulement la politique étrangère et la stratégie militaire, mais aussi la structure intérieure et sociale des peuples, le front intérieur, la puissance industrielle, tous les moyens d'action psychologique.

Ce ne sont plus seulement des diplomates et des militaires qui préparent et conduisent les guerres, ce ne sont plus seulement les soldats qui se font tuer, mais ce sont les peuples entiers, conduits par leurs chefs politiques, qui souffrent et qui meurent.

Enfin, un nouveau facteur intervient, le facteur idéologique, qui nous ramène aux guerres de religion entre chrétiens et musulmans, entre catholiques et protestants, guerres inexpiables où le vaincu doit être converti de force.

Les peuples conquis par les communistes n'ont pas d'autre alternative que d'accepter l'idéologie des vainqueurs, de voir détruire leur manière de vivre et leur structure sociale.

L'ennemi ne se trouve d'ailleurs plus uniquement sur le front. Dans les pays où règne une idéologie libérale et démocratique, il est partout, prêt à l'action subversive aussi bien idéologique que par les armes.

CHAPITRE II

INFLUENCE DES ARMES CONVENTIONNELLES SUR LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE JUSQU'EN 1945.

L'influence de l'armement est surtout marquante aux époques où il évolue rapidement : le cavalier bardé de fer amène la féodalité et la poudre à canon conduit à la constitution des grandes nations européennes.

À la fin du XIX^e siècle, les armes à feu font des progrès rapides : les canons et les fusils rayés portent plus loin et d'une façon plus précise ; les mitrailleuses multiplient par 100 le débit des armes légères ; les obus explosifs à grande puissance augmentent fortement les effets de l'artillerie.

Cet accroissement de la puissance de feu précède de quelques années les perfectionnements que le moteur à explosion va apporter à la mobilité terrestre et aérienne.

En 1914-1918, cette suprématie des feux sur le mouvement entraîne une stabilisation prolongée des opérations. Elle nécessite, pour la production d'armes et de munitions, une forte puissance industrielle.

Les pays insuffisamment industrialisés ou trop petits pour se payer le nouvel armement, sont obligés de s'allier à l'un ou l'autre bloc.

De grandes coalitions s'affrontent et la guerre s'étend à toute l'Europe et hors de celle-ci.

Au cours de cette guerre, le moteur à explosion se développe rapidement, entraînant la motorisation des services, l'apparition des chars de combat et le développement de l'aviation.

La fin de la guerre empêche les militaires de saisir complètement les conséquences de ces derniers facteurs.

Les armées anglo-saxonnes se démobilisent et se réduisent à de petits noyaux.

L'armée française reste nombreuse, mais vit pendant longtemps sur l'important matériel dont elle disposait à la fin de la guerre.

L'énorme effort de reconstruction empêche la France de moderniser sérieusement son armée et son aviation.

Au contraire, l'Allemagne qui n'a plus qu'une toute petite armée, étudie les raisons de sa défaite.

Ses soldats ont gardé le souvenir des masses de chars et d'avions lancés dans la bataille en fin de guerre.

Mais il revient à des Britanniques de tirer toutes les conclusions de l'apparition des chars de combat, et c'est chez Liddel Hart et Fuller que les généraux allemands trouvent les bases de la doctrine d'emploi des masses blindées.

Ils y ajoutent la conquête de la suprématie aérienne et l'appui aérien du combat terrestre.

Mais il ne suffit pas d'avoir une doctrine stratégique, il faut encore, pour l'appliquer, constituer une armée et une aviation suffisamment nombreuses et fabriquer les armements nécessaires.

Et c'est ici qu'apparaît en pleine lumière l'influence de l'armement sur la politique.

Seuls de grands pays fortement industrialisés et qui ont une organisation politique adéquate peuvent entrer dans une guerre avec quelque chance de succès.

L'URSS l'a compris dès les années 1920. Elle a porté tout son effort sur son industrie lourde et son industrie des armements, en imposant à son peuple de grandes restrictions.

Il en a été de même pour l'Allemagne, mais *non* pour la France, dont l'effort de réarmement fut tardif et insuffisant.

Si la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique ont pu mobiliser leur industrie de guerre, c'est grâce au fait qu'ils n'ont pas été envahis par les armées de terre ennemies, que l'action de la « Luftwaffe » contre l'Angleterre n'a pas été assez puissante et qu'elle a pu être brisée en temps utile.

Au contraire, la production de guerre allemande a été très sérieusement réduite par les bombardements alliés.

Conclusions.

Au moment où vont apparaître les nouveaux armements, c'est-à-dire les bombes nucléaires et leurs moyens de transport à grande distance, avions pilotés ou engins balistiques, quelles sont les doctrines politico-stratégiques des grandes puissances ? Comment ont-elles évolué de 1939 à 1945 ?

La France, malgré ses alliances en Europe orientale, avait une doctrine politique et militaire essentiellement défensive. Elle ne croyait pas à la possibilité d'offensives foudroyantes et espérait, à l'abri de la ligne Maginot, gagner une guerre nécessairement longue, par le blocus et l'épuisement d'une Allemagne encerclée.

L'Allemagne, conduite par un Hitler pressé par le temps, désirait au contraire une guerre courte, car elle aussi avait peur du blocus, malgré qu'elle avait mobilisé toutes ses ressources pour y parer.

Sa politique et sa stratégie étaient nettement offensives et elle espérait battre ses ennemis successivement. Elle voulait éviter une guerre sur deux fronts, mais n'y réussit pas.

La Russie avait mis sur pied une formidable armée, mais l'avait désorganisée par les purges répétées de ses meilleurs officiers (affaire Toukhatchevsky).

Son échec en Finlande l'avait rendue prudente. Sa doctrine était d'attendre l'affaiblissement de ses ennemis, qui se battaient entre eux, d'y contribuer en s'alliant successivement à l'un et à l'autre camp et en utilisant la subversion intérieure.

Son armée était destinée à protéger la patrie du communisme et à appuyer les pays qui tenteraient de renverser le régime capitaliste.

Quant aux puissances anglo-saxonnes, par tradition elles se fiaient à la puissance maritime, mais elles avaient compris l'importance primordiale de l'aviation, tant pour la défense des îles britanniques que pour porter des coups puissants sur le territoire même de l'ennemi avec des bombardiers lourds.

La Grande-Bretagne applique sa politique traditionnelle consistant à conclure des alliances contre la puissance dominante du continent et à aider ses alliés par des corps expéditionnaires, des débarquements sur les flancs et le blocus de l'ennemi.

Quant aux États-Unis, la base de leur politique était de rester autant que possible à l'écart du conflit.

Mais au fur et à mesure que celui-ci dure, il s'étend au monde entier.

Le globe terrestre, à cause de l'aviation et de la rapidité des communications s'est rétréci.

Aucune grande puissance ne peut rester neutre sous peine de se retrouver seule devant un ennemi que ses victoires ont puissamment renforcé et qui la menace à son tour.

Une fois entraînés dans la guerre, les États-Unis n'eurent plus qu'une politique, celle de la capitulation sans condition, et une seule stratégie, celle de la destruction de ses ennemis par une combinaison habile d'opérations amphibies et de bombardements aériens violents des territoires allemands et japonais. Le Japon reçoit le coup de grâce de deux bombes atomiques, annonçant l'ère nouvelle que nous allons étudier.

En conclusion, on peut caractériser la stratégie

politico-militaire de l'ère qui se termine en 1945 de la manière suivante :

La guerre est une opération longue et violente, mettant en œuvre toutes les forces de la Nation et spécialement sa puissance industrielle.

Si l'énorme matériel nécessaire n'a pas été préparé dès le temps de paix, il peut, grâce à la longueur des hostilités, être fabriqué au cours du conflit.

La victoire finale est remportée par les forces de surface, puissamment aidées par les aviations d'appui et de bombardement.

Cette dernière, pour la première fois dans l'histoire, porte les destructions à l'intérieur d'un pays, encore protégé par ses armées de terre, y affaiblit la puissance industrielle et s'attaque aux populations civiles qui subissent des pertes comparables à celles des armées.

La mise en œuvre de toutes les forces vives de la Nation exige des pouvoirs politiques extrêmement forts, c'est-à-dire ou bien des dictatures, ou bien des gouvernements démocratiques appuyés par une opinion publique unanime et qui leur fait confiance.

Pour la rendre unanime, il faut que les buts de guerre soient clairs et le conflit une menace évidente contre la vie de la Nation.

CHAPITRE III

EVOLUTION DES ARMEMENTS NOUVEAUX DE 1945 A NOS JOURS.

Nous examinerons : les armes nucléaires et leurs moyens de lancement; les armes radiologiques; les armes chimiques; les armes biologiques.

Les armes nucléaires et leurs moyens de lancement

Explosifs	Moyens de transport	Bases de départ
Atomique thermo-nucléaire	Avion piloté	Aérodromes VTOL
	Avion non piloté Missile (roquette) à combustible liquide à combustible solide	Porte-avions
		Rampe de lancement Surface - terre - navire
		Sous la surface - puits - sous-marin
Atomique	Projectile d'artillerie	Canon, mortier Avion en vol
	Mine prépositionnée	Satellite

Nous considérons successivement : l'explosif nucléaire; le moyen de transport ou vecteur; la plate-forme de lancement.

L'Explosif nucléaire.

Il faut distinguer l'explosif à fission et l'explosif à fusion.

Par convention, nous appellerons le premier, atomique; le second, thermonucléaire.

La bombe lancée sur Hiroshima en août 1945 était une arme atomique composée essentiellement d'uranium 235 extrait de l'uranium naturel 238 au moyen d'un procédé excessivement coûteux en installations, en savoir technique et en temps.

Sa puissance était d'environ 20 kilotonnes, c'est-à-dire qu'elle équivalait à une puissance de 20.000 tonnes d'explosif classique.

Ses effets sont triples : radiologiques par rayonnement immédiat et différé; thermiques; de souffle.

On peut admettre qu'elle détruit toute vie dans un rayon de 1.200 m, quelle que soit la protection, et, que dans un rayon double, les destructions sont sévères et les êtres vivants non protégés, gravement brûlés, irradiés ou soufflés.

Cette première bombe était très encombrante. Les perfectionnements ultérieurs ont porté : d'une part, sur la puissance qui a pu être environ décuplée; d'autre part, sur la réduction du volume nécessaire, ce qui a permis de fabriquer des bombes et des projectiles de dimensions réduites.

Pour ceux-ci, la puissance a pu être ramenée à près de 1/100 de celle d'Hiroshima, ce qui les rend particulièrement aptes à l'appui des forces conventionnelles, par suite de leur rayon des dégâts plus limité.

Un autre explosif atomique a également été découvert, le plutonium, qui est un sous-produit du fonctionnement des piles et centrales nucléaires.

S'il est difficile et dangereux à mettre en œuvre, il revient cependant beaucoup moins cher, et le moment n'est pas loin où des pays de petite et de moyenne puissance pourront construire des bombes au plutonium, ce qui risque d'avoir de graves conséquences politico-stratégiques.

A partir de 1952, un nouveau principe permet de construire des engins beaucoup plus puissants.

Il s'agit de la fusion d'éléments légers (composés d'hydrogène) provoquée par une explosion atomique.

La puissance de ces bombes s'évalue en millions de tonnes de trinitrotulène, c'est-à-dire en mégatonnes.

Ces bombes peuvent atteindre des puissances mille fois plus fortes que les bombes atomiques.

Un seul de ces engins pourrait détruire totalement des villes comme Paris et Londres.

Explosant en altitude, leurs effets thermiques seraient tels qu'ils allumeraient des incendies à des distances de plus de 50 kilomètres.

Aux effets cités ci-dessus des engins atomiques et thermonucléaires, il convient d'ajouter, dans le cas d'explosions à faible altitude, les effets des poussières radioactives soulevées par l'explosion et qui peuvent retomber et contaminer des zones de l'ordre de 100 km.

En conclusion, nous pouvons dire qu'il est maintenant possible de détruire complètement avec leurs habitants des pays petits et même moyens et que, avec l'arsenal existant, de grands pays pourraient subir des destructions telles que les survivants n'auraient d'autre ressource que de vivre comme à l'âge de la pierre.

Moyens de transport (vecteurs).

Pendant plusieurs années, le seul moyen de transport des bombes atomiques a été le bombardier lourd.

Celui-ci, qui à la fin de la dernière guerre, avait un rayon d'action de quelques centaines de kilomètres, peut atteindre maintenant n'importe quel point du globe, grâce notamment au ravitaillement en vol.

Mais il est soumis à de lourdes servitudes. Il exige d'énormes bases très coûteuses et qui peuvent être détruites par un seul engin atomique de puissance convenable.

L'efficacité des défenses aériennes s'est accrue considérablement grâce aux moyens de détection électroniques et aux fusées téléguidées à tête chercheuse; ces fusées peuvent elles-mêmes être armées d'explosifs atomiques.

Aussi a-t-on cherché différentes améliorations pour l'emploi d'avions pilotés.

Les bombardiers sont devenus moins volumineux, beaucoup plus rapides et ont un plafond plus élevé. Ils sont pourvus de moyens électroniques, visant à brouiller les défenses ennemies. Enfin, on cherche à les pourvoir d'engins téléguidés qui seraient largués à des centaines de kilomètres de l'objectif.

Les bombardiers éviteraient ainsi de survoler les régions fortement défendues, mais resteraient néanmoins exposés aux chasseurs ennemis eux-mêmes armés de fusée air-air.

Le problème du lancement d'engins air-sol à grande portée à partir d'avion en vol est ardu, car on peut difficilement déterminer avec précision les coordonnées de l'avion au moment du lancement et, par conséquent, déterminer la trajectoire des engins. Cette difficulté est sans doute à l'origine de la question des Skybolts, qui a soulevé de grandes controverses en Grande-Bretagne et aux USA.

En conclusion, nous pouvons dire que l'avion piloté reste encore pour quelque temps un moyen de livraison possible des bombes nucléaires, mais qu'il opérera dans des conditions de plus en plus risquées.

Si, une fois en l'air, il est relativement à l'abri des attaques ennemies, il n'en est pas de même pour les bases des bombardiers stratégiques qui peuvent être rapidement neutralisées.

Il offre, au contraire, l'avantage de pouvoir être rappelé en cas de fausse alerte, ce qui n'est pas le cas pour les fusées balistiques. Celles-ci peuvent cependant être volontairement détruites à haute altitude.

Les avions sans pilote.

Le premier d'entre eux fut le V1, qui fut lancé contre l'Angleterre en 1944. Différents modèles ont été réalisés par la suite dont certains sont encore en service.

Ils sont généralement lancés par catapulte, donc assez facile à dissimuler. Les engins actuels peuvent transporter des charges relativement importantes et se déplacer à basse altitude pour échapper aux radars.

Ces engins ont une portée de pénétration de quelques centaines de kilomètres et ne constituent pas une arme stratégique, mais plutôt un moyen d'action sur les arrières ennemis au profit des forces tactiques.

Les missiles balistiques.

Peu avant la fin de la guerre, les Allemands mirent en œuvre le V2, fusée à combustible liquide et à un étage, de 100 à 200 km de portée.

Après la fin de la combustion, ce projectile suit une trajectoire balistique à haute altitude et retombe sur son objectif à très grande vitesse sans qu'aucune alerte puisse être donnée ou qu'aucune défense puisse tenter de le détruire en vol.

Ces fusées ont été largement perfectionnées aussi bien en URSS qu'aux USA.

Les perfectionnements ont porté sur les points suivants :

a) Augmentation de la portée, notamment par la création de plusieurs étages, qui s'allument successivement sur la première partie de la trajectoire.

On est passé ainsi :

1. D'abord à des missiles de portée intermédiaire (Intermediate Range Ballistic Missiles - IRBM) de 1500 à 2500 km.

Ces missiles, du côté soviétique couvrent toute l'Europe, et du côté occidental, à partir de bases périphériques, couvrent toute la Russie d'Europe (engins Thor et Polaris);

2. Ensuite à des missiles intercontinentaux (Inter Continental Ballistic Missiles - ICBM) avec des portées atteignant 10.000 km et plus. Pratiquement, aucun point de la terre n'est à l'abri de ces engins.

b) Augmentation de la précision.

On admet qu'elle peut atteindre 1/1000 de la portée ce qui permet, étant donné le rayon de dégâts des têtes nucléaires, de détruire n'importe quel objectif avec quelques engins.

c) Amélioration de la mise en œuvre.

Les missiles à combustibles liquides nécessitent assez bien de temps et d'espace pour leur mise à feu.

On utilise actuellement des combustibles solides qui permettent un départ rapide et la mise en œuvre à partir de n'importe quel site : silo enterré, sous-marin, navire, train, véhicule chenillé, etc. La destruction du site de lancement devient ainsi difficile et coûteuse en projectiles.

L'Artillerie.

Dès qu'il a été possible de miniaturiser les projectiles atomiques, ceux-ci ont été adaptés au lancement par canon. Progressivement, le calibre nécessaire a diminué, et actuellement il est possible de les lancer au moyen d'une arme transportable sur Jeep (Davy Crockett).

La précision et le rayon limité des dégâts de ces projectiles permet un appui rapproché des troupes au combat et aussi de restreindre les pertes de la population civile.

Les mines atomiques.

Il est actuellement possible de « prépositionner » des charges atomiques en vue de les utiliser comme un explosif classique à la destruction d'ouvrages d'art, à la constitution d'obstructions par abattage d'arbres et de bâtiments et à la création d'entonnoirs.

Ce procédé permet de créer très rapidement dans les régions favorables, de véritables barrages à la progression ennemie. La population civile, évacuée en temps utile, ne subirait pas de pertes.

Il peut y avoir contamination radioactive d'une certaine zone, mais elle peut être limitée par un choix approprié des charges.

Moyens de Lancement.

La plupart des moyens possibles ont déjà été mentionnés.

Les bombardiers lourds exigent des bases importantes faciles à repérer et à neutraliser.

Il sera bientôt possible de faire décoller des chasseurs-bombardiers de pistes très courtes ou même à la verticale, mais ce genre d'avion est actuellement sans utilité stratégique.

Les avions sans pilote partent de rampes de lancement faciles à dissimuler.

Les missiles à portée intermédiaire peuvent être lancés :

De bases terrestres fixes, relativement repérables et destructibles;

De bases maritimes de surface, leur mobilité rend leur repérage permanent difficile, mais non impossible. Elles sont facilement destructibles par avions, engins ou sous-marins;

De sous-marins en plongée, très difficiles à repérer et, par conséquent, à détruire. S'ils sont équipés de moteurs atomiques, ils peuvent se déplacer presque sans limite de temps ni d'espace. La portée de leurs missiles ne permet cependant de couvrir qu'une partie des objectifs situés sur un continent massif comme l'Asie;

D'avions en vol, la portée des missiles est restreinte et la précision probablement faible.

Les Missiles Balistiques Intercontinentaux (ICBM) exigeaient jusque récemment des bases importantes, faciles à repérer et à détruire.

Les nouveaux missiles à combustible solide (Minuteman) peuvent être stockés dans des abris souterrains et tirés à partir de puits.

Etant donné leur nombre, leur destruction par ICBM exigerait une telle quantité d'engins, qu'il semble difficile de les atteindre avant qu'une grande partie d'entre eux aient été lancés.

Ces missiles pourraient également être lancés de rampes mobiles placées sur trains ou sur barges.

Maintenus constamment au déplacement, il serait très difficile pour l'ennemi potentiel de tenir à jour son plan de destruction, d'autant plus que les modifications au pointage des missiles balistiques ne doivent pas être aisées à apporter.

On peut aussi envisager le lancement de missiles à partir de satellites orbitaux.

Il n'y a actuellement aucun satellite qui soit capable de le faire, mais la chose semble possible dans l'avenir.

Toutefois, ces satellites sont relativement faciles à repérer, leur trajectoire est connue et leur destruction par des engins antisatellites paraît plus aisée que celles de sous-marins en plongée ou de bases terrestres bien protégées.

Défense contre les armes nucléaires.

Cette défense peut porter : soit sur les sites de lancement, destruction à priori; soit sur les moyens de livraison (vecteurs), interception.

Neutralisation ou destruction des sites de lancement.

Il est possible actuellement de neutraliser ou de détruire les sites fixes repérés dès le temps de paix et non protégés, tels que : les aérodromes pour bombardiers stratégiques; les sites de lancement de missiles en surface.

Dans une mesure moindre les moyens de lancement mobiles de surface : navire; trains ou barges.

Au contraire, il serait très difficile de neutraliser dans une mesure importante : les sous-marins atomiques en déplacement continu; les puits de lancement de missiles, suffisamment nombreux, profonds, protégés et constituant des objectifs de dimensions très réduites.

Interception des moyens de livraison.

a) Avions.

Les défenses sont en progrès constants. Les missiles sol-air peuvent atteindre les avions à toutes altitudes, et, avec une charge atomique, ils ont un rayon d'efficacité considérable. Même après percée des barrages de défense, les avions assaillants seraient pris à partie, soit par des missiles à grande portée prévus à cet effet, soit par des chasseurs d'interception pourvus eux-mêmes de fusées air-air téléguidées ou à tête chercheuse.

Les systèmes d'alerte sont très perfectionnés (trois lignes au nord du continent américain).

Si un grand nombre d'avions attaquaient simultanément, il serait peut-être possible de « saturer » la défense et de faire percer quelques avions jusqu'à portée de lancement.

Si seuls quelques avions étaient lancés, il est peu probable qu'ils puissent atteindre des objectifs importants et défendus.

b) Missiles balistiques.

La durée de trajet des ICBM est d'environ trente minutes.

Il existe, paraît-il un système permettant de repérer un missile peu après son lancement.

Il faut, à ce moment, calculer sa trajectoire, alerter et pointer un missile antimissile et lancer celui-ci de manière qu'il intercepte le missile assaillant avant qu'il ne se trouve au-dessus d'une zone d'objectifs, et cela sur une partie de trajectoire où la vitesse du projectile est énorme.

Il a été annoncé qu'un missile antimissile Nike Zeus avait réussi l'interception d'un ICBM.

Ce problème est terriblement ardu et s'il devait s'appliquer à des centaines de missiles ICBM lancés simultanément, on ne voit pas encore quelle serait sa solution.

Les satellites orbitaux faciliteront sans doute le repérage des lancements de missiles balistiques.

On peut également envisager pour l'avenir une défense basée sur une émission de neutrons qui pourraient provoquer un fonctionnement prématuré des têtes nucléaires, mais la mise en œuvre d'un système efficace d'interception d'une attaque massive n'est pas encore prévisible.

Conclusions.

Il n'existe pas actuellement de parade contre les ICBM lancés d'emplacements enterrés et convenablement protégés et contre les IRBM lancés de sous-marins en plongée.

La défense contre des missiles lancés d'emplacements dissimulés et non repérés, ou de plateformes mobiles de surface, est difficile.

La pénétration de bombardiers contre des objectifs stratégiques bien protégés serait extrêmement coûteuse, pour ne pas dire impossible.

Il serait peut-être possible à ces bombardiers de lancer des missiles à distance des objectifs mais leur précision serait sans doute assez faible.

Les armes radiologiques.

On peut envisager l'emploi de produits de fission ne provenant pas d'une explosion atomique.

Leur emploi offensif paraît moins avantageux qu'un engin atomique, mais peut-être y a-t-il une possibilité de les employer sur un terrain préalablement évacué en vue de créer un barrage contre une pénétration ennemie.

Il resterait néanmoins possible à l'agresseur de

survoler ce terrain ou de le parcourir en véhicules hermétiques et protégés.

Il a été aussi question d'une « bombe à neutrons », c'est-à-dire d'un engin émettant, sans exploser, des radiations capables de détruire toute vie dans un rayon déterminé, mais sans causer de destructions matérielles.

Cet engin, s'il est un jour réalisé, pourrait avoir une utilisation tactique ou locale.

Au point de vue stratégique, il ne serait pas plus terrible qu'un engin thermonucléaire.

Il faut enfin mentionner la possibilité de concentrer des rayons en un faisceau étroit (analogue au maser) et de donner à ce faisceau une portée suffisante.

Il s'agirait d'une sorte de « rayon de la mort ». Un usage possible de ces faisceaux serait de détruire en vol des missiles balistiques.

Les armes chimiques.

Elles ont été employées en 1915-1918 sur le champ de bataille.

Depuis lors, de nouveaux agents ont été découverts, notamment ceux attaquant le système nerveux (à effets mortels) et d'autres agents à effets incapacitants temporaires. Ils pourraient être employés sur des objectifs de toute grandeur et transportés par tous les moyens envisagés pour les armes nucléaires.

En dehors de leur usage tactique, on ne voit pas ce que ces armes ajouteraient aux effets moraux et matériels des engins nucléaires.

Les armes bactériologiques.

Elles ont été étudiées et le sont encore.

Employées clandestinement, elles permettraient de provoquer des épidémies et d'affaiblir moralement et physiquement les populations des nations ennemies.

Les armes bactériologiques et chimiques employées stratégiquement, c'est-à-dire contre l'ensemble des territoires ennemis ne pourraient produire les effets presque instantanés des armes nucléaires et laisseraient le temps d'exercer des représailles.

CHAPITRE IV

LES DOCTRINES POLITICO-STRATEGIQUES DE 1945 A NOS JOURS.

La guerre de 1939-1945 avait demandé aux nations victorieuses un énorme effort.

Les peuples démocratiques croyaient qu'après la défaite de l'Allemagne hitlérienne, ils jouiraient d'une longue période de paix.

Les Etats-Unis d'Amérique sortaient de la guerre avec le prestige d'une grande nation victorieuse, avec un territoire intact, la bombe atomique et une puissante flotte de bombardiers lourds.

Fiers de leur potentiel scientifique et économique, ils ne pouvaient imaginer qu'un autre pays puisse les rejoindre avant longtemps dans le domaine atomique et en puissance aérienne.

En 1945, l'URSS n'était nulle part dans les recherches atomiques et ne possédait pratiquement pas de bombardiers lourds. Aussi, pour assurer leur position politique dans le monde entier, les USA comptaient-ils avant tout sur leur force aérienne et leurs bombes atomiques.

Cette stratégie réussit dans deux cas : l'évacuation du nord de l'Iran occupé par l'URSS et la levée du blocus de Berlin; elle échoua dans un troisième qui fut l'attaque de la Corée du Sud. Car il ne suffit pas d'avoir la bombe atomique et les moyens de la livrer, il faut encore avoir la volonté de s'en servir. Les USA, freinés par leurs alliés, ne purent même pas utiliser cette menace au moment de l'intervention chinoise.

On voit ici quelle est l'influence du facteur psychologique dans la politico-stratégie de l'ère atomique.

Il faut de la part des dirigeants politiques une grande force de caractère et de persuasion pour faire croire à leurs menaces des représailles atomiques. Il faut aussi, dans les démocraties, que l'opinion publique comprenne ce jeu extrêmement subtil des facteurs politiques et militaires entre gouvernements antagonistes. Or, à l'époque, il n'existait pas encore de contre-partie au « deterrent » américain !

Depuis lors, la situation a évolué et il semble

qu'il sera bien difficile à l'avenir, de jouer ce jeu qui s'est déjà révélé tellement délicat dans le passé.

Les Soviets, de leur côté, restent après 1945 la seule grande puissance à posséder une puissante armée de terre. Cette armée appuie leur politique en Europe Centrale et Orientale où elle assure l'obéissance des nations satellites.

Elle s'abstint cependant d'intervenir ouvertement au moment du schisme yougoslave.

Mais l'Union Soviétique a compris très tôt l'importance des nouvelles armes.

Aidée de savants allemands et des secrets dérobés aux Américains par des espions, elle fait exploser sa première bombe atomique en 1949.

En 1952, les Américains expérimentent une première bombe à l'hydrogène. Les Soviets n'attendent pas longtemps pour apprendre au monde qu'eux aussi possèdent la technique des engins thermonucléaires.

Si, théoriquement, il est mis fin au monopole nucléaire américain, ceux-ci gardent cependant une large supériorité en moyens de livraison.

Les Soviets ont construit une flotte de bombardiers lourds, mais elle ne possède ni la puissance, ni la variété de moyens, ni les bases périphériques que les USA ont organisées autour du continent euro-asiatique.

C'est de l'époque où le territoire des USA n'était pas vulnérable aux attaques atomiques que date la théorie politico-stratégique du *deterrent* ou des *représailles massives*

En cas d'attaque contre les Etats-Unis ou contre les pays auxquels ceux-ci donnent leur garantie, il sera procédé à des bombardements nucléaires des territoires de l'agresseur.

Les USA font un puissant effort dans le domaine de la défense aérienne de leur territoire qu'ils organisent de commun accord avec le Canada : triple ligne de radars et de postes d'alerte face à l'Arctique, prolongée du côté des océans par des *Texas Towers*, des navires et des avions de patrouilles, nombreuses batteries de canons anti-aériens et de fusées sol-air, nombreuses escadrilles de chasse.

D'autre part, des flottes de bombardiers moyens sont basées au Maroc, en Lybie, en Arabie séoudite et sur les îles du Pacifique qui font face à l'Asie.

Enfin, de puissants porte-avions croisent dans l'Atlantique et la Méditerranée avec des avions porteurs de bombes atomiques prêts à tout instant au décollage.

Il est pratiquement impossible aux Soviets de détruire une partie importante des forces américaines, avant que leur propre pays n'ait reçu des coups d'une sévérité extrême.

Le secrétaire d'Etat Forster Dulles n'hésite pas à utiliser cette situation pour arrêter toute tentative chinoise en direction de Formose, ou même de quelques îlots côtiers qui couvrent le réduit de la Chine nationaliste.

Il en est de même au moment des événements du Liban, où un débarquement de Marines marque la volonté très nette des USA de ne pas permettre que l'influence communiste prévale en Moyen-Orient.

Dulles n'hésite pas à amener le monde au bord de la guerre (*on the brink of the war*) pour empêcher tout empiètement et, par conséquent, toute menace de guerre partielle.

Et il y réussit, bien qu'il n'ait pas toujours été compris et qu'il ait même été violemment critiqué aux USA et en Europe.

Comment se présente la situation dans ce continent ?

En 1947, les nations libres sont d'une faiblesse extrême au point de vue militaire et économique.

L'impérialisme soviétique s'étant manifesté par la satellisation de nombreux pays d'Europe et par le blocus de Berlin, provoque la création du pacte atlantique.

La situation économique est redressée grâce au Plan Marshall et un programme de réarmement est mis sur pied.

Un important matériel est fourni aux armées européennes et un programme est mis sur pied, prévoyant une force européenne de 90 divisions, soutenues par des forces aériennes et navales en rapport.

Mais ce programme s'avère bientôt trop ambitieux et, malgré une population supérieure à celle du bloc soviétique, l'OTAN ne parvient à mettre sur pied qu'une fraction des 175 divisions que les Soviétiques entretiennent en permanence, grâce à un long temps de service, à des sacrifices sur le standard de vie de la population et au dirigisme de leur économie.

De plus, la reconstitution de forces conventionnelles, y compris celles de l'Allemagne Occidentale est une affaire de longue haleine.

La stratégie du «*deterrent*» permet de gagner le temps nécessaire à ce réarmement.

Quelle est la politique et la stratégie de l'URSS au cours de cette période de suprématie de l'Occident ?

L'URSS observe une politique relativement prudente, car elle craint que les États-Unis, s'apercevant de ses progrès dans les domaines nucléaires, aériens et balistiques, n'engagent contre elle une guerre préventive, comme le préconisent d'ailleurs certains experts américains.

Parallèlement à son effort nucléaire, l'URSS se lance résolument dans le développement de missiles balistiques intercontinentaux — et y réussit — ce qui lui permet par ailleurs de grands succès dans le domaine spatial.

Enfin, elle maintient et perfectionne ses forces conventionnelles terrestres et navales.

Sa doctrine stratégique à cette époque proclame qu'une guerre ne peut être gagnée seulement par les armes nucléaires, mais que toutes les forces armées doivent y participer, notamment en s'emparant des territoires importants dès le début des opérations, et en consacrant la victoire par l'occupation des pays ennemis.

Ces forces conventionnelles lui permettent d'ailleurs de maintenir les pays satellites dans l'obédience et de réprimer la révolte hongroise.

Les Occidentaux laissent écraser la Hongrie, car ils n'ont le choix qu'entre l'inaction et la guerre nucléaire totale, catastrophique pour l'Europe.

La faiblesse des forces conventionnelles occidentales par rapport à celles des Soviétiques et de

leurs satellites amène les stratèges occidentaux à envisager la possibilité d'équilibrer cette faiblesse par un armement atomique tactique.

La miniaturisation des engins atomiques a permis d'en armer les forces terrestres et aériennes et de remplacer ainsi la nombreuse artillerie et les avions qui leur manquent.

L'armement atomique tactique entraîne comme conséquence la nécessité d'une grande dispersion des forces engagées sur le terrain, et, du coup, les forces occidentales qui étaient insuffisantes pour tenir le front entre la Baltique et les Alpes, ne sont plus tellement disproportionnées à cet espace.

Bien entendu, les Soviétiques n'ont pas négligé ce perfectionnement et ont armé les unités russes d'armes atomiques. Remarquons que si les États-Unis ont doté leurs alliés européens de moyens de lancement (canons, fusées, avions), ils gardent soigneusement le contrôle des «*têtes*» atomiques qui doivent les armer. De leur côté, jusqu'à présent, l'URSS n'a pas donné d'armes atomiques à ses alliés.

L'apparition des armes atomiques tactiques a donné naissance à une nouvelle théorie stratégique : celle des «*représailles atomiques limitées*». Il y a bien des conflits locaux qui ne méritent pas le déclenchement d'une guerre générale. Ne serait-il pas indiqué dans ces cas d'intervenir avec des moyens proportionnés à la menace et des armes atomiques à rayon d'action très limité qui causeraient peu de dégâts aux non-combattants. Cela aurait pu être le cas en Indochine et à Formose.

Cette théorie, qui peut s'appliquer à des actions contre un ennemi ne possédant pas d'armes atomiques, serait dangereuse quand il s'agit de deux adversaires ayant cet armement.

Quelle serait la limite de puissance des engins utilisés ?

Pour éviter un revers n'aurait-on pas tendance à augmenter la puissance des armes ?

Un parti accepterait-il la défaite sans engager des moyens plus importants ?

C'est ce qu'on a appelé le danger de l'*escalade*.

L'égalité nucléaire.

La situation va complètement changer à partir du moment où le territoire des États-Unis peut être soumis, lui également, à des représailles massives. On peut dire qu'une nouvelle ère s'est ouverte dans la situation politique mondiale, et c'est dans cette ère que nous nous trouvons actuellement.

Comment la nouvelle situation a-t-elle pu se produire ?

Dès 1945, les Russes s'étaient emparés du personnel et du matériel qui avait permis aux Allemands de construire la fusée V2.

Poursuivant leurs travaux dans le plus grand secret, ils avaient peu à peu mis au point des missiles capables d'atteindre le continent américain et même n'importe quel point de la terre puisqu'une de leurs expériences avait consisté à atteindre une cible située au milieu de l'Océan Pacifique avec une bonne précision.

Les Américains, de leur côté, et notamment avec l'expert allemand von Braun, avaient poussé l'étude des projectiles fusées. Mais ces études avaient été fort freinées par des restrictions budgétaires et par la confiance qu'ils avaient dans leurs bombardiers stratégiques dont le rayon d'action était lui aussi devenu intercontinental, et même mondial, grâce au ravitaillement en vol.

En 1956, Krouchtchev annonce que l'URSS disposait des missiles intercontinentaux capables d'amener des bombes thermonucléaires sur les principales villes des États-Unis et ne pouvant être interceptés.

De leur côté, les Américains travaillaient d'arrache-pied pour combler leur retard et mettaient successivement au point l'Atlas et le Titan à combustible liquide, et le Minuteman à combustible solide, tous à portée intercontinentale.

Pour éviter une trop grande inégalité dans ce domaine, des missiles à portée intermédiaire (Jupiter, Thor et maintenant *Polaris*, avaient été basés dans différents pays d'Europe et pouvaient atteindre une bonne partie de la Russie.

Il en est de même d'ailleurs du côté des Soviétiques qui tiennent sous le feu de leurs missiles intermédiaires toute l'Europe occidentale.

Quelles sont les positions respectives actuelles ?

Il semble que l'URSS dispose d'une centaine de missiles intercontinentaux, armés de têtes thermonucléaires à très grande puissance et capables, en une seule volée de détruire toutes les grandes agglomérations des États-Unis.

Ceux-ci, au contraire, disposent d'un nombre supérieur de projectiles de toutes puissances, pouvant être lancés par une large variété de moyens :

ICBM, IRBM, sous-marins, bombardiers stratégiques et tactiques, bases terrestres de surface ou enterrées, rampes mobiles terrestres, avions sans pilote.

Ils sont actuellement occupés à multiplier les bases de lancement enterrées pour *Minuteman*, ainsi que les sous-marins nucléaires armés de *Polaris*.

Chacune des deux superpuissances est capable de détruire toutes les grandes agglomérations et complexes industriels de l'autre sans qu'il soit possible de l'empêcher.

Quelles sont les possibilités de destruction réciproque du potentiel atomique, si l'une des deux puissances devaient le tenter par surprise ?

Il semble impossible que les Soviétiques puissent détruire suffisamment de bases de lancement américaines pour empêcher que les moyens survivants à une première attaque, puissent infliger des dégâts mortels au territoire soviétique.

Aussi, il semble que les principaux objectifs des fusées stratégiques soviétiques soient les grandes agglomérations américaines plutôt que les sites de lancement. Il s'agit donc avant tout d'un instrument politique de menace.

Du côté américain, une récente école stratégique préconise une action en deux temps.

Une première rafale s'adresserait avant tout aux sites de lancement dans le but de réduire au maximum le potentiel de représaille.

Un nombre suffisant d'engins serait réservé pour une seconde vague qui s'en prendrait aux agglomérations urbaines et industrielles en représaille d'une action analogue soviétique.

Cette théorie n'a de valeur que si le potentiel de lancement ennemi pouvait être réduit d'emblée à peu de chose.

Rien n'est moins certain, étant donné l'immensité du territoire soviétique, les possibilités innombrables de dissimulation des bases de lancement, le développement des sous-marins soviétiques capables de lancer des engins au-dessous de la surface, et, enfin, la possibilité de construire, à l'instar des Américains, des sites de lancement enterrés et protégés.

En conclusion, nous pouvons dire que les deux grandes puissances nucléaires en sont arrivées à une situation dans laquelle elle peuvent s'entre-détruire mutuellement sans pouvoir empêcher l'autre de le faire.

C'est le « dead-lock » ou « impasse nucléaire ».

CHAPITRE V

LES CONCEPTIONS STRATEGIQUES ACTUELLES.

L'impasse nucléaire a créé une espèce de stabilisation « apparente » du monde moderne, sans pourtant diminuer les contradictions et tensions qui constituent des causes de conflits possibles : l'idéologie communiste qui veut que le monde entier devienne communiste; le problème de Berlin et la réunification allemande; la révolte toujours possible d'un satellite de l'URSS; la lutte contre les derniers vestiges du colonialisme; la poussée éternelle de la Russie vers les mers chaudes et le Moyen-Orient; l'impérialisme chinois vers le Sud et le Sud-Est asiatique ainsi que le désir de la Chine de reprendre Formose; la formation de gouvernements à tendance communiste dans l'hémisphère américain.

Toutes ces causes peuvent à tout instant amener une crise aiguë, suite à des circonstances particulières : coup d'état ou révolution de caractère social, tensions locales ou conflit entre états secondaires comme le conflit entre les états arabes et Israël.

Au total, si une guerre générale et nucléaire déclenchée de sang-froid paraît peu probable, il peut se présenter bien des cas où des conflits locaux peuvent se produire, donner lieu à des guerres ouvertes, et celles-ci déclencher elles-mêmes un conflit général, soit par une erreur d'appréciation de l'un ou l'autre parti, soit par malentendu ou pur accident.

Quelles sont les conceptions stratégiques qui prévalent actuellement chez les deux grandes puissances nucléaires pour faire face à cette situation ? Il semble qu'il n'y ait qu'un certain nombre de cas vitaux pour lesquels chacun des partis serait prêt à risquer une guerre nucléaire, quelles qu'en puissent être les conséquences :

a) *Du côté américain :*

1° Une agression massive contre les états de l'Europe occidentale qui aurait pour conséquence de faire basculer les pays hautement développés et industrialisés d'Europe dans la sphère communiste.

2° Une intervention agressive contre le continent américain.

b) *Du côté soviétique :*

Toute intervention armée dans la sphère d'influence soviétique, c'est-à-dire au-delà du Rideau de fer, serait d'abord contrée par les puissantes forces conventionnelles de l'URSS, et pourrait donner lieu, à titre préventif, à l'attaque de toutes les bases possibles de représailles nucléaires.

Par convention tacite, il semble que ces domaines privilégiés soient admis par les deux partis : non-intervention américaine dans la révolte hongroise; retrait de Cuba des forces soviétiques.

Mais, en dehors de ces agressions massives et caractérisées, que d'occasions de conflits locaux ou limités !

La stratégie moderne n'est pas uniquement militaire, mais est aussi politique, sociale, économique et psychologique.

En proclamant très haut leur désir de paix, les communistes n'ont nullement renoncé à agir par tous ces moyens, pour s'infiltrer d'abord dans le monde non-engagé, et ensuite, même dans les chasses gardées du bloc opposé.

Le jour où le gouvernement d'un pays démocratique ou non-engagé tombe sous l'influence communiste, est-ce qu'une bataille non-sanglante n'a pas été gagnée pour le bloc soviétique ?

Quelle doit être l'attitude à adopter dans chacun de ces cas, extrêmement nombreux et variés qui peuvent se présenter dans le monde ?

Il semble bien que les sphères dirigeantes des USA aient adopté une stratégie plus nuancée que

celle des représailles massives. Bien entendu, le deterrent thermonucléaire, doit être aussi puissant et aussi invulnérable que possible de façon à imposer à un agresseur éventuel de saines réflexions.

Mais, il est employé, il est incapable d'empêcher une riposte qui détruirait aux deux tiers le territoire des USA, quelles que soient les mesures prises par les défenses militaire et civile.

Il est donc devenu impossible de s'en tenir à la seule doctrine du deterrent massif ou absolu et l'on a vu apparaître la doctrine du « balanced deterrent » ou « dissuasif adapté ».

Jusqu'à présent, la force de frappe nucléaire était assimilée à l'épée, et les forces conventionnelles protégeant les territoires alliés, au bouclier. Il semble, au contraire, maintenant, que le bouclier soit constitué par les puissants moyens nucléaires, prêts à tout instant à frapper le cœur même du territoire de l'agresseur, mais qui ne doivent pas, en réalité, être employés.

D'autre part, des forces exactement proportionnées au caractère de la menace doivent être prêtes à intervenir comme une épée en n'importe quel lieu où cela serait nécessaire.

Ces forces peuvent être des forces conventionnelles terrestres, navales ou aériennes qui auront pour but de marquer d'une façon très nette que la région où se produit la crise ne peut pas tomber sous l'influence du bloc adverse, ce fut notamment le cas au Liban.

Le rôle de ces forces est donc aussi celui d'un « deterrent » qui a une mission plus préventive que curative. C'est pour ne pas l'avoir compris qu'a éclaté la guerre de Corée.

C'est la menace de son emploi, qui a résolu l'aspect militaire de la crise de Cuba (sans résoudre pour cela son aspect politique).

L'intervention peut aussi prendre la forme de soutien à un gouvernement ami dans la lutte contre la subversion ou la guérilla.

Mais, si sur les territoires éloignés, séparés par l'espace et les mers de l'URSS, l'avantage est aux forces conventionnelles américaines qui possèdent la suprématie navale et aérienne, il n'en est pas de même en Europe. L'Union Soviétique et ses satellites y possèdent des forces terrestres et

aériennes tactiques de loin supérieures à celles de l'OTAN.

Pour compenser cette infériorité, il a été envisagé en cas d'agression par moyens conventionnels de faire appuyer les forces de l'OTAN par des armes atomiques tactiques.

Nous avons déjà parlé du grave danger que présente cet emploi, et nous verrons plus loin l'opinion soviétique à ce sujet (Escalation).

Il faut penser également à l'effet psychologique et de propagande que produirait l'emploi de ces armes sur l'opinion mondiale, surtout s'il devait provoquer des pertes parmi la population civile amie ou même dans les pays satellisés par l'URSS.

Il est certain que les gouvernements occidentaux hésiteraient longuement avant d'autoriser cet emploi, et qui pourrait compromettre l'action des troupes conventionnelles qui compteraient sur l'appui nucléaire.

On peut espérer qu'en cas d'agression massive de l'ensemble des forces soviétiques contre le territoire de l'OTAN, la décision d'employer les armes nucléaires soit prise sans hésiter; au contraire, en cas de tension, d'incidents locaux, d'intervention partielle de forces soviétiques ou satellites, ou même de formations paramilitaires ou de partisans, il est peu vraisemblable que ces armes soient employées.

Il y a cependant une possibilité d'emploi limité de moyens atomiques, qui n'a guère été envisagée jusqu'à présent.

C'est celle de la constitution d'une barrière en territoire ami, barrière qui ne ferait de victimes que parmi les troupes d'un agresseur éventuel. Il existe actuellement des « mines » atomiques dont l'emplacement et les effets peuvent être exactement délimités.

Pourquoi ne pas prendre des mesures pour faire évacuer, en cas de tension, toute la zone où ces mines seraient mises en œuvre, et qui serait évidemment choisie en fonction de l'habitat, qui devrait y être minimum (forêts, landes, etc.).

Ces mines devraient interdire toutes les voies de communication vers la profondeur du territoire ami et créer de larges obstructions là où c'est possible.

Elles seraient complétées par l'emploi de projectiles nucléaires destinés à boucher, au moment voulu, les trouées qui subsisteraient et à empêcher la remise en état des voies de communication.

Nul ne pourrait accuser le parti qui emploierait ces moyens, d'intentions agressives ni de cruauté envers la population civile. Il s'agirait, en quelque sorte, d'un barrage semblable à celui que tendent les forces de l'ordre chargées de protéger des installations contre la menace de mutins, barrage au-delà duquel le feu sera ouvert.

Conclusions sur les conflits à caractère limité.

Plus le niveau de nos forces conventionnelles sera bas par rapport à celui des mêmes forces du bloc soviétique, plus vite il faudra recourir à la menace de représailles massives pour faire l'équilibre. Cette menace sera-t-elle d'ailleurs crédible si l'enjeu en est réduit ?

Au contraire, si nous pouvons opposer aux forces conventionnelles du bloc soviétique des forces alliées qui ne leur sont pas trop inférieures, les Soviétiques ne pourraient se permettre aucune pression, ni aucune action pour des objets de faible importance.

Au contraire, une menace d'envergure, entraînerait avec elle un risque de guerre générale qui ne pourrait qu'être atomique.

En d'autres termes, plus nos forces conventionnelles seront proportionnées aux armées du bloc soviétique, moins grand sera le risque de conflits locaux et par voie de conséquence le risque de guerre générale par escalade.

Conceptions soviétiques.

Quelles sont les nouvelles conceptions des soviétiques depuis qu'ils détiennent à leur tour la possibilité d'atteindre le territoire américain avec leurs engins nucléaires ?

Précédemment, il n'avaient jamais cessé de minimiser l'importance et les effets des armes nucléaires, probablement dans le but de protéger le moral de leurs propres peuples. Ils avaient toujours estimé qu'une guerre mondiale serait longue et finalement gagnée par le parti qui l'aurait préparée de la manière la plus complète dans tous les domaines.

Il semble qu'il y ait maintenant une évolution des idées des milieux militaires soviétiques.

Un groupe d'experts militaires sous la direction du Maréchal Sokolowski a édité un livre intitulé « La stratégie militaire », livre qui a été analysé dans le journal *L'Etoile Rouge*, organe officiel des Forces Armées Soviétiques.

Une nouvelle guerre mondiale serait caractérisée par l'opposition de deux systèmes sociaux et devrait être gagnée dans le plus court délai possible, c'est-à-dire qu'elle mettrait en œuvre des fusées thermonucléaires.

Celles-ci devraient assurer la défaite rapide et la mise hors de combat de pays tout entiers, supprimer les objectifs représentant la base du potentiel militaire et économique de l'ennemi, désorganiser les systèmes de direction militaire et gouvernementale, liquider les moyens stratégiques nucléaires et les concentrations principales de troupes ennemies.

Les auteurs de cette étude n'envisagent qu'une guerre totale et excluent l'hypothèse américaine selon laquelle une guerre peut être maintenue au stade de guerre limitée si les belligérants s'abstiennent de recourir aux engins nucléaires, même tactiques.

Ils essayent ici visiblement d'impressionner les experts américains par la menace de destruction de tous les centres vitaux des USA et d'exercer en même temps un effet dissolvant sur l'OTAN.

On pourrait en déduire que l'accroissement des forces conventionnelles occidentales, avec éventuellement appui atomique tactique leur serait peu agréable.

Résumons les conceptions politiques et stratégiques des deux super-puissances nucléaires mondiales.

Pour les USA, dont la stratégie est plutôt défensive, il s'agit de maintenir le monde dans son état actuel et d'empêcher les puissances communistes d'étendre leur emprise sur le tiers-monde ou sur ses alliés.

Les moyens militaires sont :

a) Une puissante force nucléaire stratégique, prête à tout instant à frapper avec une grande variété des moyens, ce qui en rend la neutralisation préalable très difficile.

b) Des forces conventionnelles relativement peu nombreuses, mais d'une grande mobilité et qui, appuyées par les armées alliées des USA, sont prêtes à manifester en tout endroit du globe, la limite au-delà de laquelle, ils n'admettent plus d'empiètement.

Du côté de l'URSS, la politique avouée est la coexistence pacifique, mais le désir du régime est l'extension du communisme si c'est possible par des moyens pacifiques : la subversion, la révolte des peuples colonisés, la révolution sociale, l'installation de gouvernements sympathisants. Mais si la nécessité s'en faisait sentir, par l'emploi des forces armées rouges.

Celles-ci comprennent :

a) Une force nucléaire stratégique à base de fusées intercontinentales et de sous-marins lance fusées, dont la mission principale est de neutraliser le deterrent américain et de détruire le potentiel vital des USA et de l'Europe occidentale.

b) De très nombreuses forces terrestres et aériennes tactiques, qui ont pour mission de maintenir dans l'obéissance aux Soviets l'espace qui s'étend du rideau de fer au Pacifique, de faire peser leur menace sur les états voisins, et, en cas de guerre, de s'emparer de tout l'espace vital où elles pourraient trouver ressources et protection contre les représailles nucléaires adverses.

Ce qui différencie principalement ces deux instruments militaires c'est pour l'un son caractère mondial et océanique et pour l'autre son caractère continental, ce qui nous ramène aux grandes théories de géopolitique.

Les alliés des superpuissances.

Mais les deux superpuissances ne sont pas seules dans le monde.

Elles sont à la tête de deux coalitions caractérisées chacune par un idéal politique.

Les superpuissances ont toutefois un désir commun, c'est celui d'éviter la dissémination des armes nucléaires, et en cela elles ont un double motif : garder le leadership de leur coalition et lui imposer leur politique, et, d'autre part, empêcher les guerres particulières, qui, si les armes nucléaires y sont employées, peuvent déclencher une guerre mondiale par réaction en chaîne.

Du côté occidental, deux puissances disposent déjà d'armes nucléaires :

La Grande-Bretagne, qui depuis plusieurs années possède des bombes atomiques et thermonucléaires, et des bombardiers stratégiques. Le « Bomber Command » britannique, sans être assigné à l'OTAN, peut cependant agir en liaison étroite avec celle-ci. Mais nous avons vu que l'efficacité des bombardiers était en régression, et il devient difficile budgétairement à la Grande-Bretagne de garder son indépendance dans le domaine nucléaire.

Sa collaboration avec les USA deviendra de plus en plus étroite et il est possible que ces moyens nucléaires soient mis à la disposition d'une « force nucléaire multilatérale » de l'OTAN.

La France, de son côté, désire également détenir une force de frappe nucléaire nationale.

Elle dispose de bombes atomiques et de bombardiers rapides pour les livrer. Elle espère avoir un jour des bombes thermonucléaires et des missiles.

Son désir est évidemment de se donner une position plus indépendante, car une nation dont la force militaire ne serait pas appuyée par des moyens atomiques, ne peut guère avoir comme politique, que celle de la coalition dont elle fait partie

Tout le monde connaît la thèse française exposée par le Général Gallois, sur la nécessité pour un pays d'avoir quelques armes atomiques, de manière qu'en cas de pression ou de menace de la part d'une puissance nucléaire, il puisse riposter par la destruction de quelques grandes villes du pays agresseur.

Cette thèse n'est évidemment valable que si : les bases de départ de ces engins ne risquent pas d'être détruites à priori; les moyens de transport ont une probabilité suffisante d'amener les engins sur leur objectif; il existe une volonté de tenir tête à une super-puissance capable de pulvériser tout le territoire français en menaçant cette superpuissance de la destruction de quelques grandes villes.

Ce désir d'une force de frappe nationale a aussi pour base la crainte que les USA n'hésitent un jour, devant la menace de représailles contre le territoire américain, à utiliser leur puissance nucléaire pour protéger l'Europe. Le pays européen

qui aurait une force de frappe, pourrait jouer un rôle prééminent en Europe et peut-être, « obliger » les USA à intervenir ou tout au moins à mettre leur puissance nucléaire dans la balance. Car il faut aussi faire remarquer, qu'une fois déclenché, le cataclysme atomique est irréversible et prend des allures apocalyptiques.

Le rôle déterminant des armes nucléaires, est surtout un rôle potentiel. Toute le jeu est joué avant leur emploi — et c'est un jeu extrêmement subtil, un jeu de menaces, dont on ne peut être sûr qu'elles seront mises à exécution.

De toute façon, ce jeu est incompréhensible pour la masse, et même la majorité des milieux dirigeants ne peut toujours le saisir.

Que dire alors du rôle de celui ou de ceux qui doivent décider de leur emploi ?

La décision sera d'autant plus facile à prendre et la menace d'emploi d'autant plus plausible qu'elle sera prise par un homme au pouvoir étendu.

Dans les coalitions comme l'OTAN, on ne voit guère comment un collègue de dix ou quinze personnes pourrait décider si, oui ou non, les engins nucléaires doivent être employés.

Ce n'est que devant une agression générale et caractérisée qu'on peut penser qu'un geste de désespoir amènerait leur utilisation.

Pour empêcher cette agression, il faut que les forces conventionnelles soient suffisamment puissantes pour résister à toute agression moindre ou à toute menace de chantage.

L'URSS et ses partenaires.

L'OTAN n'est pas seule à avoir des difficultés internes et l'URSS en a également avec son partenaire chinois.

Je ne veux pas envisager ici l'aspect politique de ce problème, mais uniquement ce que nous pouvons penser de son aspect militaire.

L'armée chinoise est extrêmement nombreuse et privilégiée au sein d'un régime où l'austérité — et même la disette — règne. Le soldat communiste chinois est un excellent combattant, on pourrait même dire que c'est un fantassin modèle ! (*)

Au moment de la guerre de Corée, l'armée chi-

noise a reçu une grande quantité de matériel russe — spécialement de l'artillerie et des avions de chasse — matériel qui n'est actuellement plus en usage en Union Soviétique.

Il est difficile de savoir si l'armement lourd de l'armée chinoise a été modernisé et dans quelle mesure.

Les relations actuelles entre Russes et Chinois ne semblent pas indiquer que des matériels modernes auraient été fournis en quantité par les Russes, et les besoins chinois pour l'équipement civil du pays sont tels, qu'on ne peut croire qu'une grande partie de l'armée chinoise soit actuellement comparable en armement aux armées occidentales ou soviétiques. Mais, d'après certaines sources, la Chine serait sur le point de posséder elle aussi la bombe atomique.

La question est de savoir si elle aura, dans un avenir rapproché les moyens de la livrer au-delà de l'océan, c'est-à-dire aux USA. Elle aura sans doute la possibilité d'atteindre Formose, mais il s'agit là d'un domaine défendu par le « deterrent » américain. Bien sûr, les Chinois proclament que leur pays est tellement vaste et peuplé qu'il pourrait survivre à une guerre mondiale nucléaire, et qu'il serait même un des seuls.

Le but de ces déclarations est surtout psychologique et rappelle l'attitude russe avant que les Soviétiques ne disposent des moyens nécessaires pour atteindre le territoire des USA.

Quel rôle pourrait, dès lors, jouer la bombe atomique chinoise ?

Elle pourrait d'une part aider la Chine à s'emparer du leadership de l'Asie, et d'autre part servir de moyen de chantage auprès de l'Allié Soviétique en le menaçant de l'utiliser comme détonateur pour déclencher une guerre nucléaire mondiale.

Il y a là un étrange rapprochement avec le but que l'on attribue à la bombe atomique française !

En ce qui concerne les satellites européens de l'URSS, leurs armées ont été considérablement perfectionnées et rééquipées en matériel moderne.

Leurs valeurs sont cependant très variables. Elles ne constituent sans doute pas un facteur décisif.

(*) *J'en parle d'expérience.*

Elles sont plutôt destinées à faire nombre, à occuper des territoires envahis, à assurer les arrières ou les flancs des Armées soviétiques.

Du point de vue soviétique, elles ne sont sans doute pas considérées comme entièrement sûres spécialement en cas de revers.

Enfin, les Soviétiques ont conservé pour eux les armes nucléaires stratégiques, et probablement aussi les armes tactiques.

Dès lors, ces armées constituent un facteur de politique intérieure avant d'être un facteur international.

Force de frappe multinationale.

Du côté occidental jusque dans les récentes années, seule la Grande-Bretagne, par suite de ses accords spéciaux avec les USA, possédait une force de frappe nationale (le Bomber Command) dont l'action était d'ailleurs coordonnée avec le Strategic Air Command (SAC) des USA.

Cette force composée initialement de bombardiers s'est peu à peu démodée. Pour lui conserver une certaine valeur, il fallait qu'elle puisse lancer ses engins à bonne distance du territoire ennemi et de ses redoutables défenses anti-aériennes. C'était le missile Skybolt étudié aux USA qui devait remplir ce rôle.

On sait que ce missile a été abandonné et que les USA ont offert pour le remplacer des IRBM Polaris, à lancer à partir de sous-marins nucléaires encore à construire.

Une même offre a été faite à la France. Les trois nations auraient ainsi mis sur pied une force de frappe multinationale à la disposition de l'OTAN, les USA gardant toutefois un droit de veto sur son emploi.

On conçoit les difficultés, les délais et les sommes considérables que demandent la construction des sous-marins nucléaires lance-missiles.

Les délais s'élèvent à plusieurs années, cette force n'aurait guère pu devenir effective avant 1970.

Pour des raisons tant techniques que politiques la France n'a pas accepté cette formule.

La Grande-Bretagne se heurte aussi de ce côté à des difficultés considérables. Il a alors été envi-

sagé de monter les missiles Polaris sur des navires de surface, beaucoup plus vulnérables, parce que plus faciles à repérer, mais qui représentent néanmoins un potentiel de représaille non négligeable.

C'est ce qu'on a appelé la force multilatérale OTAN, à laquelle d'autres pays pourraient participer, mais dont l'emploi serait soumis à la règle de l'unanimité.

D'autres formules ont encore été proposées, dans lesquelles s'intégreraient les différents moyens de lancement possibles, y compris des avions tactiques appartenant à d'autres nations.

La principale difficulté rencontrée est celle de la décision d'emploi d'une force interalliée.

Si le veto d'un seul pays peut empêcher son emploi, son utilité comme « deterrent » est bien faible. De toute façon, en cas d'agression générale caractérisée, ses objectifs devraient être coordonnés avec ceux du « Strategic Air Command » des USA dont elle ne constituerait malgré tout qu'un complément.

La politique et la stratégie sont mêlées d'une façon particulièrement étroite, dans cette question.

Il est cependant certain que, si l'OTAN constituait un ensemble politique bien uni, dont les objectifs politiques seraient bien définis à priori — tout en gardant la marge de secret nécessaire à toute négociation diplomatique, une force de frappe multilatérale serait un instrument de négociation qui ne serait pas négligeable.

CONCLUSIONS

1. Les applications techniques du développement extraordinairement rapide des sciences de ces dernières décades, ont suscité l'apparition d'une génération d'armes nouvelles dont l'existence même a des implications politiques et stratégiques d'une importance jamais égalée auparavant dans l'histoire.

2. Les possibilités industrielles et financières de grands blocs antagonistes leur ont permis de constituer des armements d'une puissance prodigieuse dont la mise en œuvre et l'application presque instantanée à l'échelle du globe pourrait provoquer non seulement l'anéantissement d'un hémisphère, mais à plus longue échéance l'interdiction de toute vie humaine à la surface de la terre.

3. Le danger permanent ainsi créé provoque ce qu'on appelle parfois « l'équilibre dans la terreur ». Cet équilibre est instable et c'est pourquoi les erreurs d'appréciation ne sont plus permises. S'il est toujours vrai qu'une nation doit posséder l'instrument militaire de sa politique, celle-ci n'a jamais autant dépendu de l'emploi que l'on veut ou que l'on peut faire de la puissance militaire.

4. Les pays totalitaires sont mieux organisés politiquement que les nôtres pour déclencher par surprise une attaque nucléaire généralisée. La décision ne dépend, en effet, que d'un groupe d'hommes très restreint détenant tout le pouvoir politique ce qui assure le secret des opérations initiales et décisives. Les militaires chargés de la défense des pays démocratiques ont essayé par divers moyens tels que la mobilité, la protection, la dissimulation, de limiter en partie les effets catastrophiques d'une attaque massive sur les moyens de riposte; mais ces palliatifs sont insuffisants, si la volonté politique d'actionner ces moyens de riposte et la possibilité rapide de décision de déclenchement n'existe pas.

5. Pour éviter la guerre généralisée, par des actions diplomatiques judicieuses ou même des interventions militaires conventionnelles et limitées, il faut que la stratégie politique et la stratégie militaire soient étroitement coordonnées jusque dans leurs détails non seulement à l'échelon national, mais aussi à l'échelle internationale.

Cela implique *ipso facto* que l'OTAN constitue sur le plan politique un ensemble bien uni dont les objectifs sont bien définis et acceptés par les divers partenaires et, sur le plan militaire, un ensemble parfaitement intégré.

C'est un fait nouveau pour une Alliance que celui des pays membres de l'Alliance Atlantique mettant leurs moyens de défense et leurs moyens politiques en commun dès le temps de paix.

La prolifération des forces nucléaires nationales provoquerait une faille dans le roc de l'alliance. Si ces forces ne devaient pas être utilisées d'une façon coordonnée, mais principalement dans des buts nationaux, ceci créerait par ce fait un prétexte d'intervention d'un des grands protagonistes et risquerait d'entraîner une guerre mondiale.

6. Les projets de forces multinationales ou multilatérales ont, entr'autres buts celui de diminuer ce

danger, en faisant participer les membres de l'Alliance plus étroitement aux forces nucléaires du « deterrent » militaire de l'Alliance.

Il est juste cependant que la participation des petits et moyens pays ne soit pas limitée au seul domaine militaire et qu'ils soient consultés avant la décision politique.

Pour cela il faudrait qu'un organe politique qualifié soit habilité par les gouvernements alliés, à préparer avec un chef militaire suprême, les plans d'emploi possibles — et, au cours d'une période de tension, à tenir la force de frappe prête à intervenir soit en cas d'agression générale, soit après un accord donné rapidement par les gouvernements. La menace constituée par les missiles nucléaires et les forces conventionnelles soviétiques est d'une telle amplitude, qu'il semble bien que notre seule sauvegarde se trouve, dans un accord étroit entre les partenaires atlantiques sur les buts de l'alliance et la mise en commun coordonnée de tous ses moyens militaires.

Toute division entre les Alliés, toute diminution du rapport des forces entre les alliés et les soviétiques, ne peut que conduire à des situations où nous serions amenés à céder sur des points essentiels et, par la même, à préparer de nouvelles crises avec comme seule alternative la capitulation ou l'apocalypse nucléaire.

SUMMARY

I. General aim of the exposition.

1. *Influence of the new weapons on the foreign policy and military strategy of the power groups that dominate international relations in the world of today.*

2. *What is ours to understand by « new weapons »? New weapons and conventional weapons. Impossibility of studying their influences separately. View on the evolution of armament.*

Clausewitz has shown the intimate relation between political strategy and military strategy.

II. Objectives of political and military strategies.

1. *Peace time foreign policy: its objectives; its characteristics; its relations to military strategy.*

2. *What were and actually are the conceptions one has of war ?*

a) *From the war of dynasties to national war, development of industrial power bringing with it new arms; these require, for their production and manufacturing, total industrial mobilisation.*

b) *Psychological requirements.*

c) *Extension of conflicts. Limited wars — Total wars.*

d) *Ideological factors.*

III. *Influence of conventional weapons on politics and strategy till 1945.*

1. *Influence of armament on politics. Only big countries that are strongly industrialised and have an adequate political organisation are able to enter a war with any chance of succeeding.*

This was already the case before the appearance of new weapons.

2. *Survey of avolution of politico-strategical doctrines of the big powers from 1939 till 1945 ?*

France - Germany - USSR - Great-Britain - United States.

War is a violent and lasting operation in which all forces of a nation and especially its undustrial power are at play.

If the enormous material that is necessary hasn't been prepared in peacetime, this can be done in wartime in function of the duration of hostilities.

Final victory is is won by groud forces, strongly aided by supporting and bombing airforce. The latter brings destruction into the interior of a country that is still protected by its groud forces.

Necessity of extremely strong political powers.

To render public opinion unanimous, necessity of clarifying the objectives of war (life of the Nation threatened).

IV. *Evolution of new armament from 1945 to our days.*

1) *NUCLEAR WEAPONS AND WAYS OF LAUNCHING THEM.*

a) *Nuclear explosive : fission explosive (atomic) - fusion explosive (thermo-nuclear). Characteristics*

of the bom dropped on Hiroshima (atomic weapon - its effects : a) radiological; b) thermic; c) of blast. Later perfections : increase of power; decrease of necessary volume; discovery of plutonium. New processes of construction of core powerful devices (1952). Consequences.

b) *Means of transport.*

From the heavy bomber to the pilotless planes and remots control devices.

c) *Pilotless planes - VI.*

d) *Ballistic missiles - V 2 - Perfections made.*

e) *Artillery. Adaptation of atomic projectiles to launching with guns. The Davy Crockett.*

f) *Atomic mines.*

g) *Means of launching - Permanent ground bases - marine surface bases - submarines in submersion - planes in flight - From the intercontinental ballistics missiles (ICBM) to the new solid fuel missiles (Minuteman). Launching of missiles from orbiting satellites.*

h) *Defence against nuclear weapons.*

Neutralising of launching sites - interception of the means of delivery (planes - ballistic missiles). Conclusions.

i) *Radiological weapons.*

j) *Chemical weapons.*

k) *Bacteriological weapons.*

2) *THE POLITICO-STRATEGICAL DOCTRINES FROM 1945 TO OUR DAYS.*

a) *1945 - Beliefs on the democratic peoples. The situation in the USSR. - In the democracies it is necessary for public opinion to taught to understand the extremely subtle play of political and military factors between antagonistic governments.*

b) *Evolution of the situation after 1945. The situation in the USSR - Experiments with the hydrogen bomb by the Americans in 1952. The USSR theoretically makes an end to the American nuclear monopoly. Birth of the politico-strategical theory of the «deterrent» or of «massive reprisals». Efforts of the USA in the field of serial defence of their territory (+ Canada).*

Bases for medium bombers in Morocco, Lybia and Saoudy-Arabia, ecc.

Action in the Mediterranean - Events in Formosa; in the Libanon.

How does the situation look in 1947? The forces of NATO - Reconstitution of conventional forces - Nuclear supremacy of the West.

Preoccupations of the USSR (nuclear effort - development of intercontinental ballistic missiles - maintenance and perfection of conventional arms).

Events in Hungary: weakness of western conventional forces.

Remedy: tactical atomic armament. Consequences: dispersion of the forces engaged in the field. Prudence of the USA - Reserve of the USSR.

Birth of the theory of limited atomic reprisals.

c) Nuclear equality - (1956).

d) What are the actual respective positions? The atomic deadlock.

3) ACTUAL STRATEGIC CONCEPTIONS AND THE NEW EVENTS.

(Problems on Berlin, end of colonialism, Chinese imperialism, formation of governments with a communist tendency in the American hemisphere), conflict between the Arabian states and Israel.

Are there « privileged territories » (Hungary, Cuba).

Modern strategy isn't uniquely military, it is also political, social, economical and psychological.

a) In the west. Toward a defensive strategy, less one-sided than the strategy of massive reprisals? The « balanced deterrent ». The « atomic mines ». Conclusion on the conflict of a limited nature.

b) In the east. « Military strategy » (Marshal Sokolowski).

Neutralisation of the American deterrent and eventual destruction of the vital potential of the USA and of Western Europe.

Very numerous tactical ground and air forces have the task of maintaining in obedience several adjoining countries (protection against eventual adverse nuclear reprisals).

4) THE ALLIES OF THE SUPER POWERS.

Having nuclear weapons at their disposal?

a) Great-Britain;

b) France.

5) THE USSR AND ITS PARTNERS.

a) The Chinese problem;

b) The European satellites of the USSR.

6) THE MULTILATERAL STRIKING FORCE.

Discussion of this question.



Les conséquences politiques et militaires des armes nouvelles et la défense de l'Europe

par Robert ROTHSCHILD,

Ambassadeur,

Chef de cabinet du Ministère des Affaires étrangères en Belgique.

★

I

Mon éminent ami, le général Crahay, vient de faire un exposé tellement complet que ce n'est pas sans hésitation que je prends la parole. Cette hésitation est d'autant plus grande qu'il peut paraître présomptueux pour un civil de prendre une part active à un débat qui, à première vue, est essentiellement militaire.

Si, néanmoins, je m'y crois autorisé, c'est que, comme l'a dit le général Crahay, la guerre est bien autre chose que la conduite d'opérations militaires. Les phrases fameuses de Clausewitz l'ont définie dans le passé plus exactement qu'aucune autre : « La guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques avec l'appoint d'autres méthodes; elle devient politique à son niveau le plus élevé, mais une politique qui livre bataille au lieu de rédiger des notes ».

Depuis l'origine des temps, les hommes ont recouru à l'usage de la force, quand les circonstances paraissaient favorables, pour s'assurer des profits matériels ou moraux que leurs activités pacifiques ne leur permettaient pas d'obtenir. La décision de déclencher la guerre était le résultat d'un calcul intellectuel où étaient pesés les risques et les profits et où ceux-ci paraissaient justifier ceux-là.

Au début du XIX^e siècle, la guerre cesse d'être le fait de professionnels pour être celui des nations toutes entières. Mais son essence reste la même : en 1914, le Gouvernement autrichien, le Gouvernement allemand avaient des buts de guerre très précis qui s'inscrivaient dans un vaste dessein politique. En 1939, Hitler voulait faire de la guerre l'instrument de la réalisation d'une philosophie et d'une politique, monstrueuse sans doute, mais tout

à fait cohérentes. Le fait que, dès la dernière guerre, la conduite de celle-ci ait très vite échappé dans une certaine mesure à la volonté des chefs militaires et civils ne change rien au fait que son déclenchement était un acte voulu par l'intelligence humaine.

De même, la conduite des opérations, la direction de la bataille étaient soumises à l'action de l'intelligence. A la mêlée confuse des primitifs, succède très tôt une volonté de direction intelligente des corps de troupes. Dès les guerres puniques, Annibal et surtout Scipion l'Africain ajoutent à la maîtrise du champ de bataille des vues raisonnées sur la conduite des opérations dans le temps et dans une vaste aire géographique. Scipion était avant tout un politique, et les opérations militaires qu'il conduisit aux quatre coins de la Méditerranée ne furent que les épisodes violents d'un plan très ample dont devaient surgir l'Empire et la paix romaine; les campagnes militaires n'étaient que le complément d'une action de politique intérieure et diplomatique.

Pour les Occidentaux, depuis deux ou trois générations, la guerre est devenue une chose détestable, moralement condamnée. Mais il est évident qu'elle a été jusqu'à présent, qu'on le veuille ou non, une des activités habituelles de l'humanité; des hommes et des nations y ont apporté le meilleur d'eux-mêmes. Pour certains, comme Napoléon ou Churchill, il a fallu la guerre pour leur permettre de s'accomplir complètement. Bref, comme toutes les activités humaines, elle a été dictée à la fois dans son déclenchement et dans sa conduite par l'intelligence avec ce que cela comporte de défaillance, mais aussi de génie.

**

Il semble qu'on puisse raisonnablement affirmer que c'est là une phase dépassée de l'histoire. Avec l'arrivée des armes de destruction massive s'est produite une révolution tellement profonde que le concept même de la guerre s'en est trouvé tout à fait modifié.

Peut-on, en effet, croire un seul instant qu'elle est encore *une politique qui livre bataille au lieu de rédiger des notes* ? Subsiste-t-il une quelconque proportion rationnelle entre les profits possibles d'une guerre atomique et l'holocauste qu'elle comporterait dans l'hypothèse la plus favorable ? Le général Crahay a indiqué l'immense puissance destructrice des armes que possèdent à la fois l'URSS et les USA; il a dit que « chacune des deux superpuissances est capable de détruire toutes les grandes agglomérations et complexes industriels de l'autre *sans qu'il soit possible de l'empêcher* ». Le général Shoups, un des cinq chefs d'Etat-major américain, dans un témoignage devant une commission du Congrès, vient de déclarer qu'une guerre atomique provoquerait 800 millions de morts. Personne sans doute ne peut valablement préciser le nombre de morts qui résulterait d'une telle guerre; ce qui est certain, c'est que le déclenchement des moyens nucléaires des deux grandes puissances aboutirait en l'espace de quelques heures à des dizaines de millions de morts, sinon à des centaines. Les ravages seraient tels que l'esprit doit faire un réel effort pour imaginer ce que seraient nos villes et nos campagnes après avoir subi le feu de l'enfer. Comment les rares survivants pourraient-ils enterrer les multitudes de morts ? Comment soigner les innombrables blessés dans les hôpitaux détruits, dépourvus d'eau et d'électricité ? Comment trouver des vivres et des boissons non contaminés par les radiations ? Comment assurer des chaînes de commandement en dépit des routes, de rails, de centrales téléphoniques annihilés ? Peut-être la race humaine survivrait-elle ; il est certain — et personne ne le met en doute — que les collectivités humaines organisées, les Etats disparaîtraient sur la plus grande partie de la surface terrestre.

Pour que la guerre reste un concept raisonné, il faut qu'une des puissances qui la livre ait un espoir de victoire. Dans un affrontement des superpuissances atomiques, cet espoir est devenu de manière tout à fait évidente une absurdité. C'est pourquoi la guerre, si elle est atomique, pour la première

fois dans l'histoire des sociétés civilisées, n'est plus une politique; elle est cataclysme cosmique. C'est ce fait absolument nouveau que l'intelligence humaine perçoit si difficilement; et même quand elle le perçoit, elle à peine à en tirer toutes les conséquences. Il ne faut pas d'ailleurs trop s'en étonner; le développement technique dans la plupart des domaines oblige à une révision des valeurs établies qui n'est pas toujours facile. Dans le domaine militaire, la révolution technique aboutit aux limites du règne de l'intelligence. Un des plus brillants officiers belges traduisait il y a quelques années son angoisse par ce cri : « Il faut ramener la guerre à l'échelle humaine ».

S'il est vrai que le recours à la guerre nucléaire cesse dorénavant d'être un acte de l'intelligence, il est vrai aussi que la conduite de la guerre future échappera complètement à l'influence de la raison. Dès les premières heures suivant l'éclatement du cataclysme, toute action raisonnée et coordonnée des hommes sur les événements deviendra impossible. Il n'y aura plus évidemment de grande stratégie. Peut-être dans quelques endroits isolés, certains groupes de combattants seront-ils encore capables de « mêlées confuses », mais il n'y aura certainement plus non plus de direction du champ de bataille.

Dans le grand conflit de l'Est et de l'Ouest, l'Europe est un enjeu décisif; l'ensemble des moyens militaires, conventionnels aussi bien que nucléaires, devra être mis en œuvre pour « dissuader » l'adversaire de recourir à la force pour réaliser ses objectifs. Les Etats-Unis — comme l'Union Soviétique — ne peuvent ni diviser les risques, ni diviser les ripostes.

Aussi l'idée même de défense territoriale, que ce soit celle de l'Europe — ou même celle des Etats-Unis — devient aussi démodée que celle de la défense de la « ligne bleue des Vosges », des passes du Brenner, etc., ou de la défense à la frontière comme elle était préconisée en Belgique en 1939.

Il est possible que ces vues ne s'appliquent pas avec une rigueur aussi complète en Asie ou en Afrique; peut-être des guerres conventionnelles limitées y éclateront-elles encore; mais même là le danger d'escalation sera redoutable.

En Occident, le seul problème qui se pose encore, c'est d'empêcher l'apocalypse, ce qui, bien

entendu, ne signifie pas se soumettre. Dorénavant, la stratégie y aura pour seul but de prévenir les conflits dans des conditions honorables et non plus de les gagner. Elle cesse dès le moment où la guerre commence.

II

Ce sont là des affirmations incontestables et d'ailleurs je crois incontestées. Ce qui est mis en doute, c'est le caractère inéluctable de la « totalité de la guerre ». Le Chef de l'Etat français, dans son allocution du 19 avril, affirme que « personne ne peut savoir d'avance si, dans le cas d'un conflit, les bombes atomiques seraient ou non initialement employées par les deux principaux champions; si, dans l'affirmative, ils les emploieraient seulement en Europe centrale et occidentale sans se frapper l'un l'autre directement et aussitôt ou si, au contraire, ils seraient amenés tout de suite à se lancer réciproquement la mort dans leurs œuvres vives ».

Cette « immense et inévitable incertitude » est-elle bien réelle ?

Peut-on imaginer un seul instant que l'URSS, décidée à détruire les Etats-Unis, concentre toutes ses salves nucléaires sur ce pays et, respectant une neutralité européenne, laisse intactes les bases de lancement dispersées en Europe et dans les mers ?

Est-il, d'autre part, concevable que l'URSS décidée à conquérir l'Europe, lance une attaque importante par des moyens classiques ou nucléaires en courant le risque colossal de laisser aux Etats-Unis l'avantage de frapper les premiers. Le général Crahay nous disait que même dans le cas où l'URSS tenterait de détruire les bases de lancement américaines au cours d'une première attaque, il en subsisterait assez pour infliger au territoire soviétique des « dégâts mortels ».

Comme l'écrivait récemment M. R. Aron, les chefs bolcheviks n'ont jamais pris volontairement de risques aussi démesurés; si même la réplique américaine n'était pas tout à fait assurée, la probabilité de la réplique est suffisamment grande pour qu'aucun chef soviétique ne joue sur un pareil coup de dé l'œuvre de la Révolution et l'existence de dizaines, sinon de centaines de millions d'hommes.

Ces vues ne sont cependant pas unanimement admises. Dans son article du mois d'avril dans la

Revue de la Défense nationale, le distingué général Gallois émettait l'opinion que les Etats-Unis ont abandonné la « garantie totale » de représailles massives et viseraient maintenant à un « dégagement nucléaire » en Europe. Mais la doctrine de l'Alliance atlantique reste fondée sur des directives prises à l'unanimité en 1957 et rappelées encore en décembre dernier par le général Norstad. Dans le cas d'une attaque contre un territoire de l'OTAN, seront employées les forces et les armes, y compris nucléaires, ou la combinaison de forces ou d'armes jugées nécessaires à ce moment pour résister à l'agresseur.

Rien de sérieux ne permet de croire que les Etats-Unis songent à se dérober à ces engagements. Mais au cas même où certains propos du secrétaire à la Défense McNamara sur ce qu'il appelle « une stratégie sélective » permettraient quelques doutes sur l'automatisme des représailles massives, les dirigeants soviétiques n'ignorent pas que les forces européennes et américaines possèdent des armes atomiques tactiques. Il est vrai que les Etats-Unis exercent actuellement un droit de veto théorique sur l'emploi de ces armes. Mais peut-on croire qu'elles n'entreraient pas inévitablement en action au cas où les troupes soviétiques, soit en feraient usage les premières, soit obtiendraient des succès tactiques qui rendraient leur emploi indispensable ? La spirale des périls, l'escalation serait amorcée. Dès lors, toute agression, qu'elle soit locale ou massive, qu'elle soit menée avec des armes classiques ou des armes atomiques est pour le moins, aux yeux des deux camps, chargée d'incertitudes immenses. En réalité, ce qu'on a appelé l'impasse atomique est une certitude : il n'y a plus de défense territoriale de l'une ou l'autre nation ou de l'une ou l'autre partie du monde. Il n'y a plus qu'une seule défense, c'est celle contre la guerre, et celle-ci est nécessairement indivisible, tout au moins en Occident.

C'est sur cette assertion qu'a été fondée l'Alliance atlantique dès 1948. Reconnaissons en passant que, depuis quinze ans, elle est devenue une réalité, le communisme n'a plus progressé d'un pouce en Occident, la paix a été préservée.

Cependant, le Chef de l'Etat français et le général Gallois expriment leur « immense incertitude ». Avec eux, toute une école de pensée estime que certains partenaires de l'Alliance ou l'Europe, doivent disposer de la seule arme vraiment décisive

pour leur défense, parce qu'ils ne peuvent pas être absolument certains ni de la réalité, ni de l'irrévocabilité de l'intervention des Etats-Unis dans toutes les circonstances militaires qui intéresseraient spécialement l'Europe.

Dès lors, au lieu de l'indivisibilité de la défense commune, ils réclament une autonomie de la défense nationale dans tous les domaines, surtout dans le domaine nucléaire. Une petite force de frappe nationale, disent-ils, est l'affirmation de l'existence de l'Europe. Elle procure ce que le général Gallois appelle la « dissuasion fractionnelle » et pourrait forcer l'allié le plus puissant à intervenir; c'est ce qui a été appelé aussi la théorie du « détonateur ».

Le général Crahay nous a indiqué qu'une force nucléaire de petite importance, destinée à faire pression par la menace de la destruction de quelques grandes villes d'un pays adverse n'a de valeur que si les bases de départ ne risquent pas d'être détruites d'emblée, que si les moyens de transport ont une probabilité suffisante d'amener les engins à leur objectif et que s'il existe une volonté de tenir tête à un superpuissance capable de pulvériser tout le territoire français ou anglais. Le point de savoir si ces conditions peuvent être réunies est une question que je ne fais que mentionner sans vouloir y donner une réponse.

Ce que je crois, c'est que l'attitude française et anglaise correspond à une conception du problème de la guerre qui était vraie en 1914 ou 1939, mais qui n'a plus de réalité depuis la constitution des arsenaux nucléaires. La France a manqué d'artillerie lourde en 1914 nous dit le général de Gaulle, d'unités cuirassées en 1939, il ne faut pas qu'elle manque d'armes modernes pour la guerre prochaine.

C'est là se borner à transposer des problèmes anciens dans un cadre nouveau; c'est refuser d'admettre la révolution totale que les armes nouvelles ont apportée à la guerre.

On peut évidemment imaginer l'hypothèse où par un accord formel ou tacite avec l'URSS, les Etats-Unis accepteraient que le communisme étende sa zone d'influence sur l'Europe occidentale. Mais l'Europe avec ses immenses richesses intellectuelles, culturelles, économiques, est un enjeu tellement décisif dans l'affrontement des idéologies communiste et occidentale que cette éventualité extraordinaire ne paraît pas à retenir. Le ressort

même du monde libre serait brisé; après l'Europe, l'Asie, l'Afrique, sinon les US, seraient ouvertes à la subversion communiste sans même que l'URSS eût à tirer un coup de fusil; ce serait la fin de la civilisation occidentale. Rien n'indique que les milieux dirigeants américains n'en sont pas complètement conscients.

Et même si cette politique folle devait être décidée, peut-on croire alors que les Etats-Unis et l'URSS se soumettraient à un chantage atomique d'une puissance européenne pour les amener à changer d'attitude? La crise de Suez doit au moins faire réfléchir à cette question.

Il faut ajouter en passant que si, pour beaucoup, la création de forces nucléaires nationales paraît sans objet, elle implique pour l'avenir de l'Europe des dangers redoutables. L'existence de la force française, si elle devient une réalité, entraînera tôt ou tard l'Allemagne d'abord et d'autres pays ensuite à faire route dans la même direction; on sait que la technologie de nombreux pays, y compris celle de la Belgique, le leur permettent d'ores et déjà. L'Europe serait entraînée à nouveau sur la route des politiques nationales, où les principaux pays se rechercheraient des clients et des alliés; ceux-ci à leur tour voudraient obtenir ou acheter des armes nucléaires; peut-être verrait-on un jour Israël armé par un pays d'Europe, l'Egypte par un autre. Est-ce là l'affirmation de l'Europe qu'il faut souhaiter? Loin d'entraîner le respect des Etats-Unis, semblable évolution n'aurait-elle pas pour effet de rendre moins invraisemblable devant les dangers de cataclysme qu'elle comporterait, un accord direct des Russes et des Américains, sur le dos des Européens, qui semble hanter les partisans des forces nationales?

Enfin, pour la plupart des pays d'Europe, la force française ou anglaise — peu convaincante du point de vue militaire ou de la dissuasion — n'apporte aucune garantie politique de plus que celle des Etats-Unis. Car, si l'attitude des Etats-Unis peut comporter pour la France une « immense incertitude », l'attitude de la France ne comporte-t-elle une incertitude identique pour la Belgique ou d'autres pays? Dans un débat récent, un des principaux chefs politiques français a justifié l'attitude française, en soulignant la fragilité des alliances; il a cité en exemple l'impossibilité où s'était trouvé en 1938 le Gouvernement français d'honorer la garantie d'assistance promise par lui à la Tchéco-

slovaquie en cas d'agression allemande. Est-ce un argument de nature à convaincre les petites puissances européennes ?

Car il y a une équivoque qu'il faut dissiper : la force de frappe de la France n'est en aucune manière une force européenne. Elle serait évidemment au service d'intérêts français, non d'intérêts européens. Les autres pays d'Europe n'exerceraient aucune influence, ni sur les conditions de sa mise en œuvre, ni sur la décision éventuelle de son emploi, dans ce domaine, au sein de l'Alliance atlantique, ces pays se font plus facilement entendre des Etats-Unis que de la France.

III

On peut cependant en éprouver d'autant plus de regret qu'il existe un problème de la défense de l'Europe qui n'est pas tout à fait celui de l'Alliance atlantique. Mais c'est un problème psychologique ou politique et non un problème militaire.

L'objectif majeur de la stratégie moderne est désormais de prévenir la guerre, non plus de la gagner. Dans toute action à poursuivre pour atteindre cet objectif, l'Europe a le devoir et le droit d'être entendue. Ce droit, l'opinion commence à le revendiquer; les succès des traités européens et du Marché commun donnent naissance dans des cercles de plus en plus nombreux à une prise de conscience qui est légitime et saine. Il est juste aussi qu'elle se traduise par une participation de plus en plus active à l'élaboration des décisions dont dépendent le sort de l'humanité.

Cela, il faut que nous le disions bien clairement à nos amis Américains. Il est nécessaire, il est légitime qu'ils nous entendent et que les grandes décisions soient prises de commun accord; au fur et à mesure des progrès de l'idée européenne, il deviendra de moins en moins supportable de voir Washington décider souverainement de l'avenir du monde. L'affaire de Cuba a été un choc rude pour la sensibilité européenne et il ne doit plus se reproduire; que le Président Kennedy ait à ce moment pris les mesures qui s'imposaient, les événements l'ont justifié. Mais la sagesse même de ces mesures permettait d'espérer qu'elles eussent pu être approuvées par les gouvernements européens avant d'être exécutées, au lieu de l'être après.

Dès 1956, l'affaire de Suez avait démontré que

l'Alliance ne survivrait pas si elle persistait à limiter ses préoccupations aux problèmes prévus par le Traité, c'est-à-dire ceux de la défense, dans l'aire géographique couverte par le Pacte.

Aussi, les recommandations dites des Trois Sages avaient abouti en gros, après les remous de Suez, à l'engagement par les Etats membres de l'OTAN de se consulter sur toutes les grandes questions politiques, quel que soit l'endroit du monde où elles puissent surgir.

Ces échanges de vues auxquels M. Spaak, en sa qualité de secrétaire général, avait donné une vigoureuse impulsion n'avait pas manqué d'améliorer l'atmosphère de l'Alliance.

Il est clair qu'il faut parcourir une nouvelle étape, rendre plus organiques et plus serrées les méthodes d'élaboration en commun de politiques communes. Nécessairement, les décisions portant sur la stratégie nucléaire s'inscrivent dans ce cadre; des progrès importants ont déjà été réalisés puisqu'au Conseil atlantique de mai 1962 les Etats-Unis se sont engagés à ne pas se servir d'armes atomiques avant consultation avec leurs partenaires, même — et ceci était le fait nouveau — en dehors de l'aire géographique couverte par le traité de l'OTAN. Mais si cette promesse indique que les Etats-Unis ne sont pas foncièrement hostiles à la collaboration, elle n'est évidemment pas suffisante pour l'Europe.

L'action destinée à prévenir une grande guerre atomique ne se limite d'ailleurs pas au domaine de la stratégie nucléaire; elle déborde — et exige en conséquence des décisions communes — sur la plupart des grandes questions de l'actualité politique. Les discussions internationales relatives aux problèmes du désarmement, conventionnel ou nucléaire, y occupent une place importante. Et il est intéressant de constater que M. Mac Millan tente de justifier le maintien d'une force de frappe autonome britannique par la volonté de son pays de faire entendre sa voix aux négociations de Genève.

C'est là un problème majeur; s'il ne trouve pas une solution satisfaisante pour l'Europe, la tendance à la fragmentation des efforts militaires ira en s'accroissant et la crise de l'Alliance atlantique pourrait alors devenir aiguë.

Mais il faut aussi être réaliste et juste. Cet

échange entre les États-Unis et les pays d'Europe, pour l'instant serait tout à fait à sens unique. L'Amérique en matière nucléaire a tout, l'Europe n'a rien. Les sacrifices financiers des États-Unis sont immenses : 15 milliards de dollars en 1963, c'est-à-dire une somme équivalent au total des dépenses militaires de l'ensemble des autres pays de l'OTAN. Ils s'ajoutent aux milliards de dollars des dépenses conventionnelles des États-Unis. Une collaboration véritable entre l'Amérique et l'Europe ne se fera vraiment que lorsque cette dernière consentira à son tour certains sacrifices qui rétabliront une relative égalité et qu'elle sera en mesure d'apporter quelque chose de valable au partenaire américain.

Il faut dire aussi que plus l'Europe sera unie, plus elle sera entendue. Les conseillers du Président Kennedy n'hésitent pas à affirmer que les États-Unis partageraient toutes leurs connaissances et toutes leurs décisions s'ils avaient à faire à un interlocuteur européen au lieu d'être confrontés avec sept ou huit partenaires, souvent en désaccord. C'est une des raisons qui fait que la prolifération de forces nucléaires nationales, qui ne peut que diviser l'Europe au lieu de l'unir et qui n'apporte aux États-Unis que des soucis supplémentaires, n'est en rien une solution au problème de la collaboration nucléaire Europe-Amérique. La seule voie ouverte actuellement pour la rendre possible, c'est celle d'une force multilatérale.

Le Général Crahay en a aussi dit un mot. Pareille force — tout au moins à ses débuts — n'ajoutera pas grand chose à la crédibilité du dissuasif américain. Mais son rôle psychologique est important; elle seule permettra à l'Europe — et non pas à une de ses parties — de s'affirmer dans une collaboration loyale mais égalitaire avec les États-Unis. Elle seule, en montrant à nos partenaires notre volonté de participer aux sacrifices, nous donnera le droit de participer aux responsabilités. Elle seule donnera la possibilité à l'Europe, dans un domaine crucial pour la vie des peuples, de développer son unité et d'affirmer sa personnalité, tout en resserrant ses liens avec les États-Unis. Elle seule aussi permettra à l'Europe d'obtenir sa part de connaissances technologiques qu'apporte la recherche atomique dans le domaine militaire.

Je sais bien qu'il ne suffit pas d'affirmer ce point de vue pour résoudre tous les problèmes, en particulier celui dit « des doigts sur la gâchette ». Mais

ce sont là des questions négociables et si l'Europe uni collabore loyalement avec les États-Unis, il n'y a pas de raison qu'elle ne puisse leur faire comprendre qu'un droit de veto américain n'est pas acceptable.

*
**

En résumé, je crois :

1° Que l'apparition des armes de destruction massive, pour la première fois dans l'histoire, ont fait se rejoindre la morale civile ou religieuse et le réalisme le plus égoïste dans l'affirmation que le problème majeur est de prévenir la guerre et non de la gagner; en d'autres termes, armements nucléaires ou armements conventionnels ont désormais pour objet essentiel : la « dissuasion ».

2° Que dans cette optique, toute défense territoriale, même celle des États-Unis ou de l'Europe n'a plus de sens.

3° Que les forces nucléaires nationales n'ont pas de valeur significative de dissuasif ou même de « détonateur »; elles sont cependant de nature à aggraver les dissensions de l'Occident.

4° Enfin, conséquence de ce qui précède, que le problème de la défense de l'Europe, non pour gagner la guerre mais pour l'empêcher, ne trouve de solution que dans le renforcement des structures communautaires politiques et militaires de l'Europe et de l'Alliance atlantique, ce qui implique un effort plus grand de l'Europe et un partage de responsabilités plus large des États-Unis.

SUMMARY.

1. Introduction.

War is quite an other thing than the conducting of military operations.

« War is nothing but the continuation of political relations with the use of other methods; it becomes political at its highest level, but of a policy that gives battle instead of composing notes. »

2. On the philosophical policy of wars.

A. a) Initial point of view : *Man resorts to force when circumstances seem favourable, in order to*

assure himself of material or moral profits which, by his pacific activities, he cannot obtain.

b) At the beginning of the nineteenth century : War ceases to be the feat of professionals and becomes one of whole nations. Its essence remains the same.

c) In 1939 : Hitler makes war into an instrument to realise a philosophy and a policy, monstrous no doubt but completely coherent.

B. The waging of a war implies reason and direction.

Some historical surveys.

C. Even if war has become a contemptible, morally condemned fact, especially in the West, it remains true that men have given it — or had to give it — the best that was in them. Case of Napoleon; of Churchill.

D. Evolution of the situation as a result of the use of massdestruction arms.

a) War is n't merely a policy that gives battle instead of composing notes. Observation of general Crahay reminded of. Declaration by General Shoups before a commission of US Congress. War is n't a reasoned concept, based on the hope of victory in affronting superatomic powers; from a policy, which it uniquely was, it tends to become a cosmic cataclysm.

b) In the military field, the technical revolution reaches the limits of the reign of intelligence.

c) In the great conflict of East and West, Europe is a decisive stake; the whole of the military means, both conventional and nuclear, will have to be employed to dissuade the adversary from resorting to force in order to realise this objectives.

d) The idea of territorial defence, be it that of Europe or even that of the US — becomes as obsolete as the defence of the « blue line of the Vosges », of the Brenner pass, etc., or as the defence of the frontier as it was recommended in Belgium in 1939.

e) The situation in the East.

f) In the West, the only problem that still arises is of preventing the apocalyps — which evidently

does n't mean : submitting. Strategy ought to prevent conflicts; it ceases as soon as war starts.

3. Is war inevitable ?

a) Probability of a reply to the starting of total or partial operations.

b) Controversial opinion : Have the US abandoned the « total guarantee » of massive reprisals ? Do they aim at an atomic cover in Europe ?

c) The doctrine of the Atlantic Alliance reminded of.

The directives of December 1957.

The position of the USA.

d) In reality, what is called the atomic deadlock is a certitude : for no nation, nor for any part of the world, is there any territorial defence. There is only one defence left : against war, and this one is necessarily indivisible, at least in the West.

e) The doubts with regard to the opinion reminded of in b), lead to the demand of an autonomy of national defence instead of the unreserved admission of the principle of indivisibility of common defence.

A small national striking force is the affirmation of the existence Europe; it provides « fractional dissuasion » and might induce the strongest ally to intervene : theory of the detonator.

f) Criticism of this point of view. Its dangers with regard of the strengthening of the « national policies ». — Absence of political guarantee. The French striking force is no European force at all.

4. The political or psychological problem of the defence of Europe.

a) The main objective of modern strategy is to prevent war, no more to win it. Europe has the right and the duty to be heard to this effect. Progress of the European idea : Cuba and Suez. The so-called recommendations of the « three sages ». The Atlantic council of may 1962.

b) The action to prevent a great atomic war is n't limited to the field of nuclear strategy. It overflows into most of the big issues of political actuality. Place taken up by the international talks on conventional or nuclear disarmament. Mr. Mac Millan tries to justify the maintenance of an

autonomous British striking force, by the will of this country to make itself heard at the Geneva negotiations. Europe ought to be ready to make certain sacrifices in order to establish a relative equality between the USA and itself.

c) *The unity of Europe.*

The more it is united, the more Europe will be heard.

The multiplicity of national nuclear forces, which only may divide Europe instead of unifying it and which only causes worries for the US additional, is no solutions whatsoever for the nuclear collaboration between Europe and America. The only way to make it possible that lies open at this moment is the way of a multilateral force.

5. **Conclusion.**



L'OTAN

La défense de l'Europe occidentale hier et aujourd'hui

par Pierre M. GALLOIS,
Général de réserve.

★

I. Lisbonne

La Conférence de Lisbonne souligna le divorce alors existant entre les vues des militaires et celles des hommes politiques et des économistes. Les forces armées conventionnelles réclamées par les premiers apparurent démesurées aux seconds et hors de prix aux financiers. On avait aussi beaucoup compté sur l'augmentation de l'aide financière et technique américaine et, une fois les ressources humaines et budgétaires des pays d'Europe occidentale épuisées, les Etats-Majors croyaient que Washington fournirait l'appoint et comblerait le gouffre existant entre leurs objectifs militaires et les moyens dont ils disposaient pour les atteindre.

La synthèse des déclarations faites à Lisbonne par les représentants des gouvernements des pays de l'OTAN ne prêtait pas à l'équivoque : ou bien l'Europe de l'Ouest n'était pas défendable, ou bien les militaires modifieraient leurs plans, feraient preuve d'imagination et adopteraient une stratégie à la mesure de leurs ressources.

Il était clair, à l'époque, que pour des raisons politiques, économiques, géographiques et aussi militaires, l'Occident ne pourrait équilibrer, en Europe occidentale, les forces conventionnelles que l'adversaire alignerait en cas d'agression. Compte tenu de sa puissance démographique, de sa structure politique et sociale, de son monolithisme et naturellement du fait qu'il aurait l'initiative du moment et du lieu de ses attaques, il n'était pas possible, à l'Occident, de maintenir sur pied de guerre, durant une période de durée indéterminée, des armes assez nombreuses et assez puissantes pour équilibrer celle d'un adversaire dont

il était admis que c'était lui qui aurait, le premier, recours à la force. L'analyse du problème posé par la défense conventionnelle de l'Europe occidentale montrait, en outre, que la disparité des forces armées et des moyens matériels en présence irait en augmentant, en faveur naturellement du bloc soviétique. Luttant sur des « lignes intérieures » beaucoup plus courtes que celles — « extérieures » — de son principal adversaire, et ne laissant aux Alliés que quelques centaines de kilomètres de recul, il aurait le triple avantage du nombre, de la logistique et de l'espace de manœuvre.

En outre, au moment où se séparaient les missions alliées assemblées à Lisbonne, il était évident à tous que l'Amérique avait perdu le monopole atomique qu'elle détenait depuis Hiroshima et qu'aux armes à fission déjà partagées, allait suivre l'explosif thermonucléaire dont il apparaissait bien qu'il serait également aux mains des deux « Grands ». Comment, dans ces conditions, engloutir des sommes considérables dans un énorme appareil militaire qui, s'il devait être efficace conventionnellement, perdait toute valeur à partir du moment où l'atome entrerait en jeu ? Et pouvait-on croire que, planifiant son agression contre les territoires de l'Europe de l'Ouest, l'Etat-Major opposé accepterait qu'on résiste à ses forces armées et qu'on les tienne en échec sans que celles-ci se servent des armes nouvelles qu'elles possèdent également ? Il semblait bien que les concepts défensifs étudiés dans le cadre du Traité de Bruxelles d'abord, au SHAPE ensuite, devaient être repris pour tenir compte de l'avènement des armes nouvelles et de la perte du monopole atomique américain.

II. Le « new-look ».

C'est dans ce but que le Général Grunther mit sur pied un groupe de travail chargé d'étudier les implications militaires de la révolution stratégique qui venait de s'accomplir et de proposer un nouveau concept de défense. Ce groupe de travail pouvait utiliser les moyens d'étude de la Rand Corporation et aussi, naturellement, les travaux des Etats-Majors subordonnés. Dans une certaine limite, il avait accès à certains renseignements sur les effets des armes nouvelles, renseignements encore très peu connus à l'époque. Le nouveau concept de défense défini et approuvé par le Haut Commandement interallié, le groupe de travail N.A.G. (New Approach Group) devait rédiger le plan de défense correspondant et ensuite, après approbation de ce plan, veiller à sa réalisation. Il était prévu que ce « Plan » serait soumis aux Gouvernements alliés aux séances de décembre 1954 du Conseil Atlantique et, qu'une fois approuvé, il prendrait effet à partir de la mi-1957, deux ans et demi au moins s'avérant nécessaires pour le matérialiser dans la doctrine, l'organisation, le déploiement, l'équipement et l'entraînement des forces armées alliées.

L'étude du nouveau concept stratégique fut conduite en tenant compte des facteurs suivants :

L'adversaire avait l'initiative, c'est-à-dire que les Alliés ne seraient pas les agresseurs. Il avait, en outre, et il conserverait longtemps, une écrasante supériorité dans le domaine conventionnel pour atteindre au moins la parité en matière d'armes nouvelles, à la fois en qualité et en quantité.

Il s'agissait de résister « aussi à l'Est que possible » ou, plus généralement, aussi près que possible du rideau de fer, puisqu'il ne pouvait être envisagé de sacrifier une partie des territoires des pays membres de l'OTAN. Une stratégie de repli, puis de reconquête, devait être proscrite, car aucun des pays de l'Alliance exposé aux coups de l'adversaire ne pourrait accepter de faire les frais d'une occupation, même temporaire, de son sol.

La menace adverse, sous toutes ses formes, pouvait être de très longue durée, et il fallait éliminer tous les systèmes défensifs exigeant des efforts financiers et humains que les pays de l'Alliance n'auraient pu soutenir normalement durant une période de longueur indéterminée. En particulier, les différences sociales et économiques existant de

part et d'autre du rideau de fer excluaient le maintien sur pied de guerre d'effectifs tendant à équilibrer ceux de l'adversaire. D'ailleurs, les études menées avant Lisbonne et les résultats de la conférence elle-même excluaient pareille solution, condamnée totalement à partir du moment où l'adversaire disposait d'armes nucléaires.

Enfin, le nouveau plan de défense de l'Europe devait être fondé sur les possibilités réelles des pays de l'Alliance et non sur les vues des Etats-Majors. On sait qu'un projet stratégique peut être établi en tenant compte de l'estimation des besoins en hommes et en matériels jugés nécessaires à l'accomplissement de la mission donnée. Il peut aussi être établi en tentant de répondre à la question suivante : Avec les forces armées dont disposent normalement, et sans effort particulier, les pays membres de l'Alliance Atlantique, que peut-on faire et que faut-il faire pour décourager l'agression et, éventuellement, pour en limiter les effets et finalement l'emporter sur l'agresseur ? C'est cette seconde méthode qui fut choisie par le Haut Commandement Interallié et imposée au groupe d'officiers chargés de définir le nouveau concept défensif de l'OTAN et aussi d'en rédiger les plans d'application.

La première des mesures prises, une fois connues ces directives générales, fut de dresser l'inventaire des formes armées qui seraient probablement disponibles à partir de la mi-1957 et dont il semblait qu'elles pouvaient être entretenues et modernisées, au fur et à mesure des besoins, durant une période d'assez longue durée, disons une dizaine d'années. Les « Revues annuelles » furent mises à contribution et des hypothèses raisonnables (elles se sont avérées justes à 10 % près environ) émises sur l'importance des contributions nationales futures.

La seconde des dispositions adoptées par le groupe de travail fut évidemment de réunir les meilleures informations possibles sur les diverses menaces auxquelles il faudrait pouvoir faire face durant la période de validité du Plan. Moyens et possibilités de l'adversaire furent inventoriés et les hypothèses maxima retenues comme les plus dangereuses, sinon les plus probables.

Ces deux séries de travaux effectuées, il apparut clairement que le concept stratégique antérieur, c'est-à-dire le combat conventionnel, éventuelle-

ment suivi d'une intervention atomique américaine et britannique en cas d'échec, était totalement dépassé. Pour avoir quelques possibilités de résister efficacement avec des forces conventionnellement armées, il eut fallu en accroître considérablement le nombre, adopter un système de conscription estimé inacceptable par la plupart des gouvernements alliés et par leurs opinions publiques, procéder à une remise en route des industries d'armement et en venir, pour l'ensemble des pays de l'Alliance, à un plan général de réarmement analogue à celui que le III^{ème} Reich lança à partir de 1934. En guerre froide, pareille conception de la Défense de l'Occident n'avait aucun sens, et pas un gouvernement y aurait souscrit. En outre, le recours aux masses armées, fortement concentrées, eut invité l'adversaire à utiliser ses armes nucléaires car, contre de tels objectifs, elles eussent été décisives.

Tenir aussi près que possible du rideau de fer, face à des forces numériquement supérieures et, de surcroît, pourvues d'armes nucléaires, imposait d'accorder à l'atome la priorité, les moyens conventionnels assurant le soutien éventuel. Mais le recours automatique aux armes nucléaires (face à une attaque ennemie d'importance) bouleversait de fond en comble les données jusqu'à maintenant admises en matière stratégique et tactique. Les traits principaux de ce bouleversement sont donnés ci-dessous :

a) Sachant qu'il sera atomiquement répondu à toute agression importante de sa part, ou bien l'adversaire en restera au statu-quo, ou bien il usera lui-même, initialement, de ses armes nucléaires car il ne pourrait, rationnellement, en subir les effets sans chercher à les minimiser. La probabilité serait donc très grande qu'en cas de conflit grave les armes nouvelles soient utilisées, probablement initialement.

b) L'engagement automatique des forces stratégiques américaines ne pouvait être mis en doute (du moins à l'époque, car nous sommes en 1954, et les engins balistiques intercontinentaux n'existaient pas). On voyait mal l'adversaire isolant l'Europe occidentale et la prenant seule pour objectif en risquant de déclencher de formidables représailles américaines (à l'époque probablement non suivies de contre-représailles soviétiques). L'attaque de l'Europe serait précédée ou accompagnée d'une offensive contre les moyens de représailles amé-

ricains où qu'ils se trouvent, c'est-à-dire à la périphérie de l'Eurasie, comme aux États-Unis. Il était capital de renforcer les moyens d'alerte et de détection de manière à rendre impossible la simultanéité d'une attaque soviétique visant la destruction des forces atomiques de riposte déployées un peu partout dans l'hémisphère nord.

c) Si la détection et l'accroissement de la durée de l'alerte fournie par les actions ennemies étaient primordiales, au contraire, la défense active contre les incursions de l'adversaire perdait de son intérêt. On ne pouvait concevoir, à l'époque (et c'est encore le cas aujourd'hui) de système défensif aux mailles assez serrées pour filtrer une « quantité de destruction » qu'il serait possible de subir sans être anéanti. L'analyse montre qu'en multipliant les moyens de défense active par 100, on ne réussirait même pas à en décupler les effets. A partir du moment où un petit nombre de projectiles pouvait causer des ravages considérables, en portant l'efficacité de la défense active à 50 % — ce qui est considérable — on obligeait seulement l'adversaire à doubler son effort atomique. Et si une quarantaine de charges explosives suffisaient à anéantir les possibilités de riposte alliées basées en Europe occidentale, une défense active deux fois plus efficace aurait seulement conduit l'adversaire à lancer 80 projectiles au lieu de 40. Entre les moyens de l'attaque et ceux de la défense active, la course était perdue d'avance. Il valait mieux, par la dispersion, le secret, la mobilité, « contester à l'ennemi la connaissance de l'endroit où frapper » (1) que d'essayer de stopper en vol les charges explosives adverses.

d) En raison de l'énorme puissance de destruction des armes nucléaires, il apparut au groupe de travail du SHAPÉ que des opérations de combat organisé ne pouvaient être que de brève durée. Après un bref échange de coups de massue atomique, il semblait probable que la résistance — si elle existait encore — prendrait une forme nouvelle, plus proche de la guérilla que de la manœuvre organisée, commandée et contrôlée. Les forces armées existant initialement étaient donc celles qui comptaient, l'appel aux réserves comme aux fournitures des usines d'armement mobilisées apparaissant parfaitement illusoire.

(1) « To deny the enemy the knowledge of where he has to strike », selon la définition du Général A. Gruenther.

e) Toujours parce que les armes nucléaires ont une très grande puissance de destruction par unité de feu et qu'il en faut relativement peu pour exercer des ravages étendus, « l'agression-surprise » paraissait à la fois possible et aussi la seule rationnelle pour un adversaire déterminé à jouer le tout pour le tout. Le déploiement de l'état d'alerte des forces alliées devait donc s'accommoder d'une pareille hypothèse et s'efforcer de la rendre inapplicable en n'offrant pas à l'adversaire des objectifs militaires aisément destructibles.

f) Des deux côtés, la destruction des moyens atomiques de représailles, et de contre-représailles, constituait l'objectif essentiel et prioritaire à tout usage de la force armée. L'agresseur ne pouvait risquer de déclencher une représaille dont il n'aurait pas limité préventivement les effets en réussissant à en détruire les instruments avant qu'ils ne servent contre lui. S'il y avait dissuasion, c'était bien en soustrayant constamment à l'attaque-surprise ennemie les forces armées occidentales, et principalement leurs forces atomiques.

g) La défense aussi à l'Est que possible (dans le Secteur Centre) impliquait le déploiement presque au pied du rideau de fer de forces terrestres et aéro-terrestres dont la disposition et le ravitaillement lui permettraient à la fois de rendre difficile la réussite d'une attaque-surprise ennemie et de tenir le temps nécessaire à ce que se fassent sentir « à l'avant » les effets de l'échange nucléaire. Mobilité, fluidité, équipement du territoire à défendre devaient caractériser les forces terrestres de l'avant.

h) Enfin, le groupe de travail du SHAPE en vint à faire une nette distinction entre la « Défense » et la « Dissuasion », la seconde étant une partie de la première. La « Défense » devait comporter à la fois les moyens de décourager l'agression et, en cas d'échec, de combattre efficacement pour minimiser les effets de l'action adverse.

On le voit, ces premières conclusions étaient d'importance. Elles infirmaient bien des idées acquises sur les formes de la guerre. La tension ne précédait plus les hostilités, pas plus que la mobilisation humaine et matérielle n'était possible. Non seulement le pouvoir des masses armées était remis en question, mais ces masses concentrées, pour être efficaces, devenaient une charge et un danger. Il n'y avait plus équilibre entre les armes

de l'attaque et celles de la défense, mais les premières l'emportait de beaucoup sur les secondes. L'agression, enfin, pouvait s'avérer d'autant moins possible et d'autant moins rationnelle que le parti sur la défensive savait le mieux soustraire ses propres forces de représailles à la destruction. En somme, tout, ou presque, était modifié et, si l'Europe pouvait être défendue, ce n'était qu'en ayant recours à une stratégie, des armes et des unités fort différentes de celles que la deuxième guerre mondiale venait de léguer au monde libre.

III. Les directives stratégiques et politiques, et leur application.

L'ensemble des pays alliés, ou du moins leurs représentants au Groupe Permanent et au Comité Militaire, acceptèrent les conclusions auxquelles était parvenu le groupe d'experts du SHAPE. Le document MC 48 et la Directive Politique qui suivit étaient inspirés directement des travaux du « New Approach Group ». A la fin de l'année 1954, les gouvernements alliés approuvèrent également le nouveau concept qui semblait devoir être la charte selon laquelle la défense de l'Europe de l'Ouest serait organisée et conduite.

En fait, si la nouvelle doctrine était généralement approuvée, aucune des recommandations du Plan ne fut suivie d'effets. Ni la composition des forces armées, ni leur structure, ni leur déploiement, ni leur doctrine d'emploi, ni l'entraînement de leur personnel, ni l'organisation du commandement ne furent adaptés aux conditions entièrement nouvelles de la Défense. Si les formations de l'OTAN recevaient des armes nucléaires et s'il était entendu qu'elles s'en serviraient presque à l'origine d'un conflit d'importance, elles n'en conservaient pas moins leur forme initiale. Tout s'était donc passé, dans le cadre de l'OTAN, comme si, à l'époque napoléonienne, on avait inventé les armes à tir rapide et la mitrailleuse et que l'Empereur avait maintenu le combat en ordre serré.

Tandis que, pour des raisons évidentes, les gouvernements souscrivaient à l'idée que les masses ne comptaient plus et que, par conséquent, il n'était pas nécessaire d'accroître les effectifs, les militaires et aussi les gouvernements alliés eux-mêmes refusaient de modifier leurs forces et leurs armements pour qu'ils puissent jouer un rôle en cas de conflit nucléaire. On avait donc adopté une cer-

taine stratégie en conservant les moyens d'en suivre une autre.

IV. Transformation des données de la stratégie mondiale - 1953-1963.

En une dizaine d'années, cinq événements d'importance sont venus bouleverser de fond en comble la situation qui existait précédemment :

1. C'est d'abord la perte du monopole atomique dont disposaient les Etats-Unis jusqu'en 1953 ou 1954. Certes, la première explosion atomique soviétique remonte à 1949, mais ce n'est que quatre ou cinq ans plus tard que les Soviétiques se sont dotés d'un arsenal capable d'imposer le respect d'abord et, ensuite, d'adopter une politique plus agressive. Il ne faut pas oublier que, lorsque le Pacte Atlantique a été signé, l'avance américaine en la matière, sinon son monopole, paraissait assurée, et que c'est cette supériorité qui donnait tout son sens à un Pacte essentiellement fondé sur la menace de l'intervention nucléaire américaine au profit des Alliés européens des Etats-Unis.

2. Pour la première fois depuis que les Etats-Unis interviennent dans les affaires du monde, ils sont devenus, en 1960 ou 1961, directement vulnérables à une attaque venant de l'extérieur. Jusqu'au début de la présente décennie, l'Amérique pouvait intervenir dans le monde entier en envoyant un corps expéditionnaire se battre sous ses couleurs, mais en sachant que le territoire national était pratiquement hors d'atteinte. Certes, à partir de 1955 ou 1956, les bombardiers soviétiques pouvaient atteindre les agglomérations américaines, mais le plus souvent en mission sans retour et surtout, comme le fait a été souligné plus haut, en donnant des délais d'alerte importants à la défense. A l'époque, ces alertes variaient entre 5 et 7 heures et, grâce aux bases avancées que l'Amérique avait à la périphérie de la Russie soviétique, il était mathématiquement impossible aux Soviétiques d'attaquer le territoire américain sans fournir une alerte allant de 5 à 7 heures. Ces délais étaient naturellement suffisants pour que des mesures conservatoires soient prises en ce qui concerne le potentiel de représailles américain. Depuis 1960-1961, ce délai d'alerte est passé de 5 à 7 heures à une quinzaine de minutes. Les bases avancées n'ont plus guère de sens (d'où l'attitude amé-

ricaine à l'égard des installations dont elle disposait à la périphérie de l'URSS et son repli stratégique sur elle-même), tandis qu'il n'existe aucune parade contre des engins qui tombent à des vitesses multiples de la vitesse du son. On ne peut guère concevoir, et pour des années encore, un système défensif fournissant une protection efficace contre de telles armes.

Les Etats-Unis sont désormais vulnérables chez eux. Hier, la géographie assurait leur sauvegarde et leur invulnérabilité était naturelle. Aujourd'hui, la géographie n'intervient pas et leur invulnérabilité ne peut être obtenue qu'artificiellement, par la menace de représailles équivalentes aux destructions éventuellement subies.

Le fait est capital et il commence déjà de modifier lentement la mentalité américaine. La campagne pour les abris atomiques, cette littérature de la peur qui a tant de succès actuellement aux Etats-Unis, l'acceptation du fait cubain, les tentatives de M. Kennedy en vue de limiter les engagements américains en Europe, vont faire comprendre peu à peu au peuple américain qu'il n'est plus à l'abri d'une action ennemie et qu'il va lui falloir adopter une politique extérieure autrement plus prudente qu'auparavant. Hier, les gouvernements de Washington pouvaient intervenir de manière décisive dans un conflit mondial en n'y perdant guère que 300.000 hommes. Aujourd'hui, tous les exercices de défense passive effectués régulièrement aux Etats-Unis portent sur des hypothèses d'attaques qui conduiraient, si elles étaient vérifiées, à l'anéantissement des trois quarts de la population et de l'habitat américain. Et ceci en quelques dizaines de minutes. Il n'y a donc plus de commune mesure entre les conceptions que l'Amérique pouvait avoir de sa sécurité il y a seulement une dizaine d'années et celle qu'elle en aura dans le proche futur.

3. Le troisième élément, qu'il faut prendre en considération depuis 1958, c'est la mise en œuvre d'armes nucléaires de calibres de plus en plus petits, armes dont les effets se rapprochent tellement des armes classiques les plus puissantes que l'on peut dire qu'il n'y a pratiquement plus de solution de continuité entre le système atomique et le système classique. Cette continuité dans les moyens de destruction donne à penser qu'un conflit entre grands belligérants, à peu près également pourvus d'une même panoplie convention-

nelle et atomique, est impossible. On voit mal, en effet, l'un des belligérants engagé dans un conflit mineur accepter de perdre sans avoir recours à des armes plus puissantes. Et comme des deux côtés ces armes existent et que le même raisonnement est tenu, on ne voit pas davantage comment pourrait s'arrêter un pareil affrontement autrement que par la capitulation de l'un des belligérants ou par la montée commune vers le désastre général et mutuel.

Ces considérations donnent à penser qu'un affrontement direct entre Américains et Soviétiques est, pour l'instant, impossible. C'est un avantage. En contre-partie, il est clair que les Américains ne souhaiteraient guère être engagés en Europe dans un conflit qui pourrait « escalader » jusqu'à atteindre un degré de gravité tel qu'il n'est pas sûr que ce conflit ne se poursuivrait pas par un échange de coups directs entre les territoires américain et soviétique. La probabilité de cet échange final et mortel serait d'autant plus grande que, comme il l'a été dit au paragraphe précédent, les engins balistiques à grande portée ont supprimé la solution de continuité géographique qui existait entre l'ancien et le nouveau monde. C'est à cause des dangers de cette « escalade » que les Etats-Unis ont adopté, depuis deux ans, la politique de sécurité que nous connaissons. Ils cherchent évidemment par tous les moyens à retirer peu à peu les « barreaux » inférieurs de l'échelle atomique afin de ne pas être engagés, en Europe, dans un conflit qui pourrait se terminer très mal pour eux.

Ceci explique les propositions récentes américaines substituant une sorte de stratégie périphérique à la politique précédente de « présence atomique » ; les armes nucléaires de petit et moyen calibres étant retirées progressivement du sol de l'Europe et remplacées par une hypothétique flotte de surface sous strict contrôle américain et dont on comprend mal le rôle militaire. En effet, les armes dont elle serait dotée ne sont que des armes anticités et il n'est pas facile d'imaginer les Alliés, et surtout les Américains, accepter de pratiquer une stratégie anticités contre les villes soviétiques, en sachant que pareille action déclencherait inmanquablement une réaction soviétique sur les cités américaines. C'est bien pour cela que l'offre d'une force multilatérale constituée par des bâtiments de surface et placée sous le contrôle américain, avec un éventuel droit de veto des nations

européennes ne correspond à rien de sérieux, militairement et politiquement.

4. Le quatrième élément d'importance intervenu au cours de ces dernières années, c'est que toutes les études et aussi toutes les expérimentations sur le terrain, toutes les manœuvres encore récemment conduites, montrent surabondamment qu'il est impossible de combiner les moyens et la doctrine de la guerre conventionnelle avec les moyens et la doctrine de la dissuasion et de la guerre nucléaire. Pour résumer ces problèmes relativement complexes, il suffit de dire que les forces conventionnelles n'ont d'efficacité que si elles sont rassemblées ou alimentées par un lourd système logistique, l'ensemble étant totalement vulnérable à quelques charges nucléaires. De même, les forces nucléaires, si elles peuvent dissuader l'agression, ne peuvent jouer qu'un rôle limité dans la conduite d'opérations conventionnelles, cette dissuasion ayant échoué. En effet, étant légères, fluides, mobiles, pour échapper à la destruction nucléaire, elles ne représentent guère de puissance de feu si elles ne mettent en œuvre que des armes conventionnelles. Un choix s'impose donc d'avance et un théâtre d'opérations doit être déclaré théâtre nucléaire ou théâtre conventionnel, mais il est impossible de passer d'un système à l'autre et vouloir le faire conduirait au désastre.

Actuellement, le gouvernement américain cherche à pousser les Européens dans le domaine conventionnel en espérant qu'une fois engagés dans cette voie, il ne serait plus question de recourir à l'atome. Ainsi les Etats-Unis ne seraient pas entraînés dans une opération qui pourrait « escalader » nucléairement et conduire finalement à un échange de coups atomiques entre les forces soviétiques et les forces américaines.

5. Enfin, un dernier élément est intervenu qui est fort important. Du côté soviétique comme du côté américain, on s'efforce d'assurer l'invulnérabilité des moyens de représailles respectifs. Aux Etats-Unis, l'engin « Minuteman », enfoncé dans sa gaine de béton, est fort difficile à détruire à distance. Sa destruction imposerait la consommation d'un nombre très important d'engins soviétiques. D'après les experts américains, et compte tenu des armes aujourd'hui disponibles, ce nombre pourrait varier entre 15 et 20. Si donc les Etats-Unis alignent 800 « Minuteman », et en ne prenant que le chiffre le plus bas, cela supposerait

que les Soviétiques pourraient lancer simultanément une salve de quelques 12.000 missiles. Actuellement, cela est évidemment bien impossible. Mais la mobilité clandestine des moyens de représailles vient rendre le problème plus complexe encore et c'est ce que recherchent les Américains, et aussi les Soviétiques, avec la mise en œuvre de sous-marins lance-engins. Comme il est vital pour les deux camps d'assurer l'invulnérabilité de leurs moyens de représailles, il est certain qu'ils n'épargneront aucun effort pour y parvenir. Cela signifie, qu'entre eux, il ne resterait plus, comme objectifs, que les biens de surface des deux pays, c'est-à-dire leurs agglomérations, leurs richesses intellectuelles, démographiques, scientifiques, industrielles et commerciales. Il en résulte le statu quo forcé entre eux que M. Khrouchtchev appelle la coexistence pacifique. Mais il en découle aussi une paralysie totale en ce qui concerne les garanties réelles que ces deux pays peuvent donner aux autres peuples dans les systèmes d'alliances qu'ils dirigent. Il n'est plus « crédible » que l'Amérique expose la destruction de ce qu'elle appelle elle-même « la fabrique de sa société » pour sauvegarder les intérêts d'un autre pays, fût-il allié, et c'est pour cela que cette évolution technique a singulièrement réduit l'efficacité des alliances militaires fondées sur l'atome, lorsqu'elles affrontent elles-mêmes un bloc militaire nucléiquement armé.

C'est bien pourquoi le gouvernement américain cherche, depuis trois ou quatre ans, à réserver la stratégie nucléaire à sa propre défense et invite les Alliés à ne se défendre qu'avec des moyens conventionnels. Cette politique serait peut-être saine s'il ne se trouvait qu'en Europe l'adversaire potentiel est l'Union Soviétique et que celle-ci dispose d'un arsenal nucléaire important. On voit très mal le gouvernement de Moscou excepter de capituler devant la résistance conventionnelle occidentale sans avoir recours à ses armes nucléaires. Il y serait d'ailleurs d'autant plus invité que si les Alliés européens avaient la naïveté de suivre les conseils de Washington et s'ils adoptaient un système de défense conventionnelle, les forces armées correspondantes risqueraient fort d'être « vitrifiées » dans les premières secondes d'un conflit, et par l'emploi de quelques armes nucléaires seulement. Mais, en Europe, les Américains spéculent sur l'ignorance de ces questions et essaient de convaincre nombre d'hommes politiques et une partie des opinions publiques occiden-

tales des dangers de la guerre nucléaire et des avantages que retirerait l'Europe d'un retour à la défense purement conventionnelle. Malgré l'absurdité de la proposition, elle est parfois écoutée avec faveur car elle correspond à la répugnance et aux craintes qu'inspirent les armes nouvelles.

C'est dans le cadre de pareils faits techniques, et compte tenu de leurs conséquences militaires et politiques, que la sécurité de l'Europe doit être maintenant étudiée et réalisée.

V. La nouvelle politique américaine à l'égard de la défense de l'Europe et le concept stratégique en vigueur.

Le 21 novembre 1957, M. John Foster Dulles, alors secrétaire d'Etat, déclarait encore que la riposte des forces américaines à une attaque soviétique serait automatique et que les « commandements locaux » riposteraient avec toutes les armes dont ils disposaient, c'est-à-dire les armes atomiques. Cinq ans plus tard, les vues américaines sont complètement différentes. Il est normal d'ailleurs qu'elles le soient, la situation scientifique, technique, militaire et politique étant totalement différente par suite des bouleversements intervenus entretemps, bouleversements énumérés ci-avant.

La nouvelle politique américaine à l'égard de la défense militaire de l'Europe a été exposée à plusieurs reprises au Palais Dauphine d'une part, aux sessions plénières atlantiques d'autre part. En substance, elle peut être résumée ainsi :

Si la sauvegarde des intérêts vitaux des Etats-Unis l'exige, il serait fait usage des armes nucléaires. Différant des vues du Général Taylor, du moins telles qu'il les a développées dans son livre, le gouvernement de Washington estime que les intérêts vitaux des Etats-Unis seraient en jeu si l'ensemble des territoires de la zone de l'OTAN était directement menacé.

Mais les forces non nucléaires réunies par les nations européennes de l'OTAN sont insuffisantes et leur niveau actuel pourrait conduire à l'emploi des armes atomiques, alors que l'usage d'un pareil arsenal pourrait être évité.

La réponse à une agression soviétique en Europe ne serait plus automatiquement une ré-

ponse atomique. Celle-ci d'ailleurs, en raison des effroyables conséquences d'une guerre nucléaire, ne pourrait être décidée qu'après consultation entre Alliés intéressés. Cette consultation préalable exigeant du temps, un fort tampon de forces conventionnelles est d'autant plus nécessaire que, seul, il pourrait fournir les délais nécessaires à la réflexion des gouvernements et à la consultation interalliée.

Enfin, cet accroissement de forces conventionnelles est également nécessaire parce que ce sont ces forces qui ont été engagées en Corée, au Sud-Vietnam, au Laos, au Liban, à Koweït (par les Britanniques) et à Cuba.

Cette doctrine est à l'origine des démarches de la nouvelle administration américaine en vue de modifier le concept atlantique en vigueur et surtout en ce qui concerne les dispositions recommandées aux Alliés ou déjà prises unilatéralement par le gouvernement de Washington. Il s'agit, en gros, des dispositions suivantes :

a) Augmentation des forces non nucléaires dans le Secteur Centre-Europe. Washington se fonde sur le nombre de grandes unités terrestres prévu par les documents MC 48 et MC 70, eux-mêmes dérivés du Plan arrêté en 1954. Il oublie que le nombre des grandes unités terrestres alors recommandé était celui qui résultait de l'addition des contributions nationales annoncées à l'époque et qu'il ne correspond à aucun impératif stratégique ou tactique. D'ailleurs, le Plan auquel se réfère maintenant le Département d'Etat prévoyait un bouleversement complet de la structure et de l'organisation de ces forces terrestres, bouleversement qui, on l'a vu, n'a pas été matérialisé dans les faits.

L'argument selon lequel les effectifs demandés seraient indispensables pour faire face à « un coup d'épingle » de l'ennemi est évidemment sans fondement. Quelle serait la taille de ce « coup d'épingle » qui opposerait, dans le Secteur Centre-Europe, jusqu'à 75 grandes unités terrestres !

Enfin, le parallèle maladroitement tracé entre l'Europe d'une part et le Sud-Vietnam, la Corée ou le Laos, de l'autre, apparaît redoutable aux Européens. Cette assimilation leur semble d'autant plus inadmissible que l'adversaire n'est pas, en Europe, un pays tiers, mais bien l'URSS, et aussi qu'ils ne sont pas près d'admettre que leur terri-

toire puisse être l'enjeu d'une guerre type Corée, ou d'une guérilla type Vietnam Sud (1).

b) La « pause » a constitué la seconde tentative de revenir sur les engagements pris dans le cadre du MC 48 et du MC 70. Hier, à toute menace ennemie d'une certaine gravité, il était, d'entrée de jeu, si l'on peut dire, répondu atomiquement. Aujourd'hui, selon le concept de la pause, la « réponse » serait conventionnelle et l'on se consulterait entre Alliés, et l'on négocierait entre adversaires avant que de recourir à l'atome. Les dangers d'une pareille conception de la défense européenne sont évidents : l'adversaire sait qu'il ne court aucun risque à prendre l'initiative d'une agression; les Alliés, de leur côté, s'opposent à l'emploi des armes nouvelles, à l'exception de celui dont le territoire est directement menacé. La « pause » rassure l'adversaire et a de fortes chances d'éviter aux Etats-Unis d'user de leur arsenal, et cela à la demande de la majorité des Européens eux-mêmes. C'est donc une solution qui satisfait les deux « Grands », au détriment, bien sûr, des pays européens directement menacés.

c) Le refus américain de procéder à la modernisation des forces tactiques déployées sur le sol européen est une autre disposition s'inscrivant dans la même politique. Parce qu'il souhaitait cette modernisation et le déploiement de MMRBM en Europe continentale, le Général Norstad a dû quitter prématurément et son commandement et l'Armée américaine.

d) L'offre de mettre sur pied une force atomique multilatérale devait permettre à la fois de paraître associer certains Etats européens à quelques études sur l'utilisation des armes nucléaires, et aussi de faire semblant de fournir un substitut à la non-modernisation des unités atomiques tactiques. On sait qu'en réalité la force multilatérale ne répond à aucun de ces objectifs. Le « targeting » est rapidement fait puisque ces armes sont des armes anticités. Et parce qu'elles sont anticités et qu'elles sont, de loin, trop peu nombreuses pour jouer leur rôle dans la campagne d'engagement de théâtre et antiforces prévu par le SHAPE, il n'est pas question qu'elles remplacent les unités tactiques primitivement prévues. Il s'agit d'éléments paralysés

(1) D'ailleurs l'augmentation des forces classiques, n'a servi de rien aux Etats-Unis et n'a empêché ni Cuba, ni Panama, ni le Vietnam en guerre.

d'avance, aucun Allié n'acceptant le principe d'une stratégie anticités au profit d'un autre que lui-même.

e) Enfin, il a été beaucoup question de retirer de « l'avant » les armes atomiques de petit calibre afin de retirer les « barreaux » de l'échelle atomique et de conjurer ainsi les dangers de « l'escalade » nucléaire. Il faut reconnaître que les commandements terrestres américains d'abord assez favorables aux nouvelles de l'Administration Kennedy sont loin de souscrire à pareille initiative, car ils savent qu'ils ne pourraient pas alors remplir leur mission.

VI. Reconstruire un système défensif efficace.

L'impasse dans laquelle l'OTAN est actuellement engagée semble avoir deux principales causes : d'une part le divorce existant entre le concept défensif arrêté en 1954 (et confirmé par la « directive politique » de 1956) et la structure, le déploiement et la composition des forces armées qui seraient chargées de mettre en exécution ce concept défensif; d'autre part, les vues de la nouvelle administration américaine, cherchant à limiter les engagements précédemment souscrits et essayant de transformer progressivement l'Europe occidentale en un théâtre où, implicitement, il serait entendu que les armes de destruction massive ne seraient pas utilisées et où, explicitement, les conditions d'une soi-disant défense non nucléaire seraient crées. L'organisation défensive ainsi mise sur pied étant incompatible avec l'usage éventuel des armes nouvelles, celles-ci seraient proscrites de fait.

Ces deux politiques, celle des Etats-Majors reculant devant les conséquences pratiques du concept défensif auquel ont pourtant souscrit leurs gouvernements et, maintenant, celle de la nouvelle administration américaine, se conjuguent pour ramener l'Europe occidentale au rang d'un territoire ne méritant pas l'engagement suprême et qu'on se disputerait selon les fortunes de la guerre classique. Cette assimilation au théâtre d'opérations coréen est d'autant moins admissible qu'ici l'adversaire n'est ni la Corée du Nord, ni la Chine dépourvue d'armes nouvelles, mais l'URSS.

Quelles solutions peuvent-elles être maintenant apportées au problème posé par le maintien de

l'OTAN en tant qu'organisation défensive efficace ?

La première consisterait à revenir au concept de la défense inconditionnelle de l'Europe occidentale, ses territoires étant assimilés à ceux des Etats-Unis. Redevenue « sanctuaire inviolable », l'Europe aurait le sentiment d'une grande sécurité et l'adversaire ne pourrait prendre le risque de s'y attaquer. Le retour à cette conception implique évidemment la matérialisation d'une « posture » militaire correspondante au type d'armes qui serait certainement mis en œuvre pour défendre toute portion du territoire européen garanti par l'OTAN. Dans le cadre d'une telle politique on s'apercevrait sans doute que c'est vers une diminution des effectifs combattants, et non son augmentation, qu'il faudrait aller. Il faudrait aussi que le gouvernement de Washington rejette les chimères qu'il a caress es depuis trois ans et abandonne « pause », « force multilatérale », accroissement du dispositif conventionnel, etc. Compte tenu des accords Washington-Moscou sans doute d j   conclus et visant probablement à « Rapackiser » l'Europe, il est peu vraisemblable que pareil retour en arrière soit possible. On ne revient pas sur les Yalta.

Une seconde solution pourrait être négociée avec les Etats-Unis qui aurait pour objet de céder à certains pays d'Europe occidentale particulièrement exposés les armes atomiques nécessaires à leur défense. Ces armes seraient placées sous « double contrôle », mais il serait entendu que, si une menace particulièrement grave pesait sur le pays ayant négocié pareil accord, il aurait la libre disposition de cet armement. Le sachant, l'adversaire pourrait reculer devant les risques inhérents à une éventuelle réaction d'un tel ordre de grandeur. L'OTAN continuerait de jouer son rôle dans l'hypothèse — actuellement totalement dépassée — d'une attaque générale et simultanée de la totalité des territoires qu'elle garantit, et aussi face à des menaces mineures. Dans le cas où les Soviétiques pratiqueraient la stratégie du « salami », comme disent les Américains, et s'en prendraient à un pays particulier, alors le système proposé remplacerait efficacement une organisation collective défaillante.

Enfin, la création d'une Europe politiquement unie, capable à la fois de rassembler les instruments de sa défense et aussi de donner quelque

crédibilité à sa réaction, fournirait la solution cherchée. Mais il faudrait qu'un seul gouvernement décide, celui de cette Europe. En attendant que pareille unité puisse être atteinte, des mesures conservatrices s'imposent. L'analyse du problème de la sécurité européenne montre que ces mesures sont plus proches de celles que prend actuellement la France que des vues de la présente administration américaine.

SUMMARY

I. Lisbon - Former strategic concepts.

II. The New-Look - New strategic concepts.

III. The strategical and political directives and their application.

Military planners are of the opinion that masses don't count any longer; consequently there is no need to increase the number. But. Both military people and the allied governments refuse to change their doctrine and their forces and armaments in order to enable them to play their role in case of nuclear war.

IV. Transformation of the data of world-strategy 1953-1963.

1. Loss of the US atomic monopoly.

2. Vulnerability of the U.S. to a missile attack.

3. Development of nuclear weapons of small and medium yield.

4. Impossibility of combining the means and the doctrine of conventional warfare with the means and the doctrine of dissuasion and of nuclear warfare.

5. Invulnerability of the respective means of retaliation.

V. The new American policy in relation to the defence of Europe and the actual strategic concept.

1. Increase of non-nuclear forces in the central European area.

2. The concept of « pause ».

3. Refusal to modernize the tactical forces deployed in Europe.

4. Offer of setting up a multi-lateral nuclear force.

5. Reducing the risk of nuclear escalation by withdrawing low yield atomic weapons from the continent.

VI. Reconstruction of an efficient system of defence.

The NATO-deadlock : separation between the defensive concept, established in 1954 (and confirmed by the political directive of 1956) and the structure, movement and composition of the armed forces charged with the execution of this strategic concept; creation in Europe of an area of non-nuclear defence.

Has Western Europe been reduced to the rank of a territory that isn't worth the ultimate engagement ?

One, on the contrary, we must back to the concept of unconditional defence of Western Europe.

Consequences of this point of view.

Hypothesis of negotiation with the US on the « granting », to certain Western European countries, of atomic weapons that are needed for their defence - The problem of European unity.



Les Etats-Unis et l'Europe

par A. Kissinger,
Professeur à l'Université d'Harvard.

★

RES PUBLICA a estimé devoir publier en français, avec un résumé en anglais, le compte rendu suivant de la communication faite par le professeur Kissinger. Celui-ci a été invité à remettre à l'Institut un article plus détaillé, rédigé en langue anglaise, pour faire le point sur la situation actuelle.

*
**

1. Après avoir rappelé qu'il n'intervient qu'en son nom personnel, le professeur Kissinger souligne qu'il n'a pas toujours été en parfait accord avec ses compatriotes sur la manière d'examiner certaines questions relatives à la défense de l'Europe et du monde occidental.

Il est cependant inévitable que l'examen de ces questions, en raison de leur importance et de leur complexité, donne lieu à l'exposé de points de vue différents. La sincérité de chacun exige que l'on ait égard aux positions en présence. Celles-ci contribueront, en définitive, à dégager des vues plus claires sur la meilleure façon de défendre la zone atlantique.

2. L'une des caractéristiques les plus frappantes de notre époque — dont nous devons tous prendre conscience — se fonde sur un fait irréversible : l'indivisibilité des intérêts des pays occidentaux.

Il faut le proclamer sans détour, quelle que soit la diversité des jugements à ce sujet.

Si les Etats-Unis doivent accepter l'idée de l'autonomie de l'Europe et de sa pleine capacité pour forger son propre destin, il faut néanmoins éviter de tomber dans l'erreur qui pourrait faire croire que la politique américaine est conçue pour se dégager de l'Europe.

L'avenir de la liberté est lié à celui de l'Europe

occidentale. Les Etats-Unis perdraient toute leur puissance et toute leur influence s'ils étaient acculés à l'isolement. Le monde libre ne supporterait guère le contre-coup d'une telle situation. Il n'est guère permis de l'envisager comme hypothèse réelle. Il est vain de s'y attarder et de la discuter en détail.

3. Ce qui, au contraire, mérite un examen plus attentif, c'est la façon dont notre défense commune peut le mieux se réaliser.

Voilà, certes, une question « véritable » ; elle soulève, au surplus, le problème plus direct et plus immédiat de l'avenir de l'OTAN.

4. La modification de la stratégie américaine au cours de ces dernières années, qui sera décrite ci-dessous, est un fait irréversible. Il ne faut pas mal l'interpréter. Cette évolution n'atteste pas que les Américains soient moins dignes de confiance qu'auparavant ; elle établit plutôt qu'ils ont le sens de leurs propres responsabilités.

Tout Européen devrait s'inquiéter d'une politique et d'une stratégie qui resteraient immuables et qui ne tiendraient pas compte des progrès technologiques survenus en matière d'armement depuis quinze ans.

Ces changements sont d'ailleurs tellement importants qu'il est absolument indispensable que la stratégie se modifie et s'adapte à la technologie elle-même en voie d'évolution.

L'histoire militaire, qui se termine en 1940, signale combien les systèmes d'armement étaient presque uniquement valables pour une génération.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui ; la durée d'utilité de ces systèmes est réduite à quatre ou cinq ans.

Telle est la révolution qui régit le monde ; elle

doit empêcher que des vues exactes sur une période antérieure de l'histoire s'opposent à une bonne compréhension du présent.

5. Les pays courent eux aussi le risque d'une telle erreur d'optique. La planification ou la programmation d'une politique d'armement peut, en effet, constituer réellement un obstacle majeur à l'examen des conditions ou éléments nouveaux. C'est par rapport à cette situation que l'on peut se demander si certains arguments avancés en Europe contre l'effort américain ne relèvent pas d'un point de vue en rapport avec un stade antérieur à l'armement actuel. Il faut donc faire le point, sans condamner à priori tout changement.

Cette observation en permet une autre tout aussi importante.

Dans le passé, on pouvait supposer que la préparation militaire menait directement à la guerre.

Aujourd'hui, au contraire, les préparatifs militaires ont pour but d'éviter que la guerre se produise.

La stratégie a, de plus, acquis une importance psychologique telle qu'elle vise non plus les opérations mêmes de la guerre mais bien les feintes ou les actes mêmes du temps de paix.

La raison d'être du « deterrent » ou de la dissuasion ne doit faire l'objet d'aucune équivoque, bien que l'on puisse relever deux opinions différentes : 1° celle des Européens selon qui, plus la menace est terrible, plus la guerre est improbable ; 2° celle des Américains pour lesquels une menace terrible peut provoquer des effets inverses à ceux que l'on cherche à obtenir.

La position des stratèges aux Etats-Unis est influencée par cette crainte ou, mieux encore, par cette inquiétude et, plus particulièrement, par ce manque de certitude, alors qu'en Europe le point de vue opposé reste absolu.

Il en était incontestablement ainsi en 1958.

Il n'en est pourtant pas moins vrai que ces deux attitudes peuvent être la source d'incompréhension, voire de désaccord.

Il ne faut certes pas les exagérer ; elles procèdent d'un « décalage » conceptuel. Le professeur Kissinger en rend compte pour dire que, contrairement à certains de ses compatriotes, il comprend mieux

les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu de s'opposer, par principe, à l'armement nucléaire de certains pays européens.

6. Le manque de certitude sur la valeur même d'une stratégie donnée a aussi pour effet sa mise en discussion et sa contestation plus profonde. Il est facile, en effet, de prétendre à son élimination comme le font ceux qui s'en tiennent au point de vue selon lequel aucune stratégie n'est nécessaire : puisque l'URSS n'a pas l'intention d'attaquer, pourquoi donc une préparation militaire s'imposerait-elle ?

7. Mais la négation d'un point de vue ne permet pas de le résoudre ; il ne convient pas de brûler dans l'examen de la question de la défense de l'Europe, la poignante étape par laquelle il faut passer pour découvrir ses solutions.

8. Ne négligeons pas non plus cet autre facteur qui doit entrer en ligne de compte : les armes modernes sont essentiellement *des armes qui n'ont pas été essayées*, contrairement à ce qu'étaient les armes très simples d'avant la guerre et qui étaient mises, pour ce motif, en dépôt dans les arsenaux.

Ainsi, actuellement, sur un millier de minutemen, à peine une centaine d'entre eux ont été essayés avant leur installation. Et, de plus, on ne connaît pas les effets de leur usage en masse.

Cette situation est le propre de toutes les armes tactiques actuelles. Peut-on inférer de celles que nous connaissons — ou même uniquement de celles que nous mettons en place — qu'elles nous rendent absolument invulnérables ?

En Grande-Bretagne, on le prétend. Il est cependant difficile d'admettre ce point de vue. Il ne peut nous faire croire qu'il y a déjà suffisamment d'engins et qu'il n'y a plus lieu d'en concevoir ni d'en préparer d'autres.

9. En pratique, aussi, il faut se montrer plein de réserves sur les marges de sécurité existantes. Il apparaît que celles-ci doivent être d'autant plus grandes qu'à la fois les armes et surtout leur nombre ne sont pas expérimentées.

Dès lors, on peut comprendre la préoccupation des Etats-Unis qui vise à rechercher sans cesse tant théoriquement que pratiquement d'autres possibilités de défense.

10. La situation actuelle exige incontestablement un grand effort de compréhension politique, tant au sein de chaque pays qu'au niveau international. Déjà en diplomatie, il faut tenir compte des limites du « possible » ; en stratégie, il convient, pour réussir, de s'en tenir au « compréhensible ».

11. Passant de ces considérations à la situation même de l'OTAN, le professeur Kissinger estime que l'un des problèmes posés chaque jour à cette organisation est bien celui de la traduction du fait technique en termes politiques acceptés comme tels et au titre de base d'action.

Il ne faut pas non plus omettre le fait que l'adversaire doit avoir une compréhension de cette action, de son but réel — bien entendu pour ne pas s'y rallier — sans quoi aucune action n'est vraiment possible.

12. Suite à cette observation, le professeur Kissinger définit comme suit les étapes par lesquelles la stratégie américaine est passée en quinze ans :

a) Dans la période de l'immédiat après-guerre, les Etats-Unis ont détenu le monopole atomique ; ils l'ont imposé à l'URSS. Sans doute ont-ils eu besoin de bases d'aviation. Par la politique d'alliances qu'ils ont pratiquée, ils en ont obtenu plusieurs outre-mer.

Si l'on se réfère à ce qui a été déclaré au Congrès de Washington, à la fin de l'année 1947, il apparaît d'une manière fort nette que la plupart des militaires américains croyaient fermement à une guerre analogue à celle de 1940-1945. Les armes nucléaires ne seraient devenues que des explosifs plus efficaces, leur emploi se terminant avec l'occupation du territoire ennemi.

b) Un peu plus tard, vers 1950, les Soviétiques sont parvenus à briser ce monopole. Alors, de nombreux Américains, au nombre desquels figure le général Bradley, ont cru à un arrêt, à une véritable pause atomique parce que les Russes venaient d'acquiescer l'arme nucléaire.

c) La supériorité américaine n'a jamais été plus grande sur les Soviétiques que pendant la période de 1950-1958. Cette situation ne résulte pas du fait que les USA possédaient des armes nucléaires et que l'URSS n'en avait pas. Son explication doit avant tout être recherchée dans le développement de l'ampleur du commandement de l'air, dans la

mise au point parfaite de ses moyens de livraison, dans un système mondial de répartition des engins qui n'existait pas du côté de l'adversaire.

Aussi, de 1952, à 1958, les Etats-Unis auraient très bien pu gagner sans trop de difficultés, une guerre nucléaire, quelle que fut la riposte possible.

d) De 1958 jusqu'à nos jours, les Etats-Unis peuvent encore être considérés comme ayant conservé une certaine supériorité. Mais leur force de frappe est plus nettement *défensive* : en cas d'attaque de l'Europe seulement, ils feront passer à l'action leur commandement aérien de caractère stratégique. Ils ne le feront pas avant. Cette force de frappe qui existe donc au titre de riposte est celle que nous connaissons encore actuellement. Mais sa valeur a diminué. Elle a décliné de plus en plus en raison du fait que les Etats-Unis ne sont plus capables de prévenir militairement l'action des Soviétiques. Ils n'ont plus le monopole des sous-marins nucléaires.

Ainsi, le déclin constaté n'est-il pas lié à des facteurs de supériorité technique. Celle-ci reste avérée. Mais il faut composer avec la situation nouvelle qui veut qu'une attaque de l'Europe de la part de l'URSS est toujours possible. Les nations européennes sont libres aussi de réfléchir aux conséquences de cet état de chose, et c'est pourquoi le professeur Kissinger n'est pas, en principe, adversaire des armes nucléaires mises à leur disposition.

Mais notre rapporteur ajoute immédiatement avec insistance : il n'est pas vrai que les problèmes soient devenus, de ce fait, différents en Europe et aux Etats-Unis.

13. Quelle est plus précisément la place de l'OTAN dans cette évolution ?

Au cours de la période de supériorité stratégique détenue par les USA, l'OTAN apparaît sous le jour d'une alliance assez particulière.

a) L'Europe est protégée par la garantie nucléaire américaine ; le principe de sa défense militaire se trouve, peut-on dire, dans une extension à ce continent de la doctrine de Monroe.

b) La garantie américaine est unilatérale.

c) Plusieurs nations placent leur défense dans les mains mêmes des Américains, sans effort propre.

d) Mais, en même temps, il n'est guère niabile qu'une telle situation suscite de l'inquiétude : les Etats-Unis vont-ils bien tenir leurs engagements ?

e) On peut comprendre ainsi que la structure de l'OTAN a été précisément conçue pour engager les Etats-Unis à défendre l'Europe par des moyens autres que des garanties formelles.

f) Mais il y a eu surenchère : les risques de guerre ayant augmenté en 1950, la plupart des nations européennes ont demandé que des divisions américaines soient installées sur le continent, afin d'être sûres que celles-ci fussent présentes dès le premier jour des hostilités, la garantie nucléaire pouvant jouer en conséquence avec efficacité.

g) Actuellement, il est déraisonnable d'exiger des Etats-Unis le maintien de leurs cinq divisions en Europe sans que les Européens eux-mêmes consentent à quelque effort.

h) Aussi ceux-ci l'ont-ils fait. Des divisions européennes ont été constituées à la fois pour attester un effort accompli et pour prendre pied dans la zone même de la protection nucléaire américaine.

On peut conclure de cette brève analyse de la succession des événements que le problème de l'OTAN est un peu comme une affaire de famille. Les structures de cette organisation sont peu logiques au départ. Par la création de divisions militaires, la doctrine de l'OTAN se développe en ayant égard à l'éventualité d'une attaque de grande envergure sur l'Europe.

Dès le déclenchement de cette attaque, il doit y avoir une riposte nucléaire assurée.

i) Le déploiement des divisions qui s'est effectué jusqu'en 1951 a été aussi destiné à faire comprendre aux Etats-Unis que ceux-ci n'étaient pas en mesure de soutenir une opération de longue haleine, une partie du front risquant de s'effondrer après quelques jours de conflit, sauf s'il y a des opérations au sol. La préoccupation de l'Europe visait ainsi non seulement à s'affirmer vis-à-vis des Etats-Unis, mais aussi à amener une « riposte » pouvant lui donner des assurances de survie.

j) En 1961, la situation change d'une manière nette. Les Européens sont secoués par le choc déclenché par les nouvelles autorités du Pentagone qui décident que les 23 divisions cantonnées sur le continent doivent avoir une mission en rap-

port avec une meilleure justification militaire. Celles-ci ne doivent plus se trouver dans ce que l'on peut dénommer la théorie de la « gachette ». Des fonctions plus judicieuses doivent leur être assignées.

Le professeur Kissinger croit devoir critiquer quelque peu les idées formulées à l'occasion de cette évolution. Il met davantage l'accent sur le fait que si l'arsenal soviétique s'accroît, la qualité de la riposte nucléaire et même stratégique en général doit aussi se modifier dans le même sens.

On doit de plus avoir égard à cette vérité, selon laquelle plus on s'éloignera de 1960, plus les risques encourus par l'Occident deviennent grands.

Il est donc impérieux d'envisager de nouvelles possibilités de défense ainsi que d'autres choix, non pas pour se substituer sans motifs à la riposte nucléaire, mais bien pour la compléter et pour l'affermir.

14. Le professeur Kissinger revient ainsi à l'idée qui est la sienne depuis longtemps et qu'il ne manque jamais de défendre avec force pour proclamer que le danger auquel l'Europe et les Etats-Unis sont exposés est le même. C'est presque par égoïsme qu'il faut le dire. Les Etats-Unis ont toutes les raisons possibles et valables de protéger l'Europe comme l'Europe a les siennes pour aider à créer, avec les Etats-Unis, d'autres éventualités ou alternatives stratégiques.

15. Quelles sont en fait ces éventualités ?

Pour répondre à cette question, le professeur Kissinger commence par faire observer qu'il ne s'agit pas d'établir une distinction trop nette entre l'emploi des armes conventionnelles et celui des armes nucléaires, celles-ci devant en tous cas remplacer celles-là. Et d'ajouter, une fois de plus, en se séparant de l'opinion de certains de ses compatriotes, que l'augmentation considérable des forces conventionnelles ne doit pas pour autant être envisagée.

Il faut, au contraire, standardiser ces forces, s'assurer de leur homogénéité et renforcer ainsi leur puissance d'action.

16. Ceci dit, il va de soi que les armes nucléaires continueront à être utilisées très tôt en cas d'attaque de grande envergure.

17. Sans entrer dans les détails de la doctrine dite de la *riposte graduée*, le professeur Kissinger estime devoir la compléter en rappelant les conséquences des modifications intervenues dans la stratégie elle-même.

Partisan d'un arsenal tactique nucléaire suffisant pour la défense de l'Europe, notre rapporteur ne croit pas à l'impossibilité de créer un système de contrôle différent de celui que connaissent les pays de l'OTAN.

Sans doute ignore-t-on encore ce que le monde occidental pourrait perdre en remettant la décision de l'utilisation des armes nucléaires à une autorité *politique*. Car la décision à prendre est une décision politique. Mais une telle éventualité pourrait bien devenir un jour une réalité dans le monde.

18. En ce qui concerne les armes stratégiques elles-mêmes, deux points de vue restent en présence :

a) La guerre nucléaire est *indivisible* ; toutes les bases militaires doivent rester sous le contrôle américain, de qui dépend l'organisation stratégique elle-même.

Telle est la thèse qui prévaut en ce moment aux Etats-Unis malgré la faveur acquise par l'idée de la force multilatérale de l'OTAN.

b) En raison de la complexité et de l'évolution même de l'histoire, les forces de frappe nationales européennes ne sont pas à bannir comme telles. Bien entendu, il en est de même pour la force dont la création a été suggérée par Jean Monnet, à savoir : la force atomique européenne.

19. Le professeur Kissinger serait heureux de voir une force atomique européenne qui se développerait dans le prolongement de la force française et de la force britannique, même si celles-ci ont été mal conçues au départ.

20. Le développement de la force européenne est une question qui doit être résolue par les Européens eux-mêmes. Dans sa discussion, les Etats-Unis ne doivent pas intervenir ni surtout trop conseiller.

21. Mais l'Europe, de son côté, doit éviter de croire ou de faire croire qu'elle peut se passer des

Etats-Unis, le présent et l'avenir ne pouvant se fonder sur la séparation des intérêts en cause.

Si, en Europe, une force nucléaire se crée, elle ne peut qu'être coordonnée très étroitement avec celle des Etats-Unis.

22. Pour conclure, le professeur Kissinger souligne de nouveau l'aspect politique du problème. Il faut observer à son sujet : « Si l'on regarde l'histoire en face, on aperçoit plusieurs civilisations qui se sont écroulées parce qu'elles ne pouvaient pas créer un concept de l'intérêt général en opposition avec les intérêts particuliers de leurs composants. Compte tenu des problèmes qui sont partout à résoudre dans le monde, je pense que l'Occident ne peut pas se permettre des tensions ou des ruptures internes... L'Europe a déjà été affaiblie suffisamment par deux guerres. Les difficultés dont elle est sortie ne peuvent renaître au niveau occidental. »

La considération de base qui gouverne tous les propos du professeur Kissinger est donc bien celle selon laquelle, en parlant de zone atlantique, nous devons avoir égard à une entité *politique*. Nous ne pourrions rien faire de neuf ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de cette zone si cette entité ne s'organise pas en unité, compte tenu des particularités réciproques. »

Victor CRABBE

SUMMARY

1. Four stages of United States strategic thought :

a) *United States atomic monopoly — period in which United States alone possessed nuclear weapons and means of delivery 1946-1950.*

b) *Period in which the United States no longer had atomic monopoly but possessed effective monopoly of long-range means of delivery 1950-1951.*

c) *Period in which Soviets developed means of delivery (particularly Intercontinental Ballistic Missiles) however the United States retained possibility of wiping out Soviet means of delivery by first strike 1957 ?*

d) *Period in which both sides will possess well-protected utaliatary forces.*

2. Each of these periods had its own appropriate strategy. *During first three periods, that is to say until roughly 1958, the defense of NATO was largely dependent on United States strategic power. In case of Soviet attack on Europe the United States could not escape this dilemma by attacking the United States together with Europe, because of US nuclear superiority.*

3. This situation is longing with the growth of Soviet nuclear power. *The problem of NATO strategy becomes more complicated.*

a) *European contribution must increase, that is to say Europeans must bear a greater burden for their own defense.*

b) *United States has expressed willingness to share a degree of contact over US nuclear weapons - f.e. multilateral nuclear force.*

c) *Problems of interdependance of Atlantic Community-Relation of conventional to nuclear forces. Relation of United States strategic concept to the defense of Europe.*

d) *The relationships between deterrence and the strategy for fighting a war. Here can NATO pose the greatest possible credible threat? How can one balance the equivinent of maximum threat with the attempt to develop a tolerable strategy.*

4. Elements of US strategy.

a) *Flexible response in general war - Controlling countechlow to fit circumstances.*

b) *Opposition of purely natural nuclear forces- Danger of preemption; danger of catalyte war.*

c) *Reassessment of tactical nuclear weapons; 1° problem of command and control; 2° problem of escalation; 3° is it substitute for manpower?*

d) *Increase of Conventional Forces. Problem of Pauze. Problem of Threshold. What is adequate?*

5. U.S. Proposals in the Nuclear Field.

a) *Concept of interdependance of Atlantic Community.*

b) *Multilateral proposals.*

c) *Inter-allied proposals.*

d) *Joint Planning and targeting.*

6. European Problems.

a) *The Role of National Nuclear Forces. The possibilities of three combinations.*

b) *Does the build-up of conventional forces weaken the US nuclear guarentee?*

c) *If it does not-and M. Kissinger believes it does not-then what is the relationship to a nuclear strategy?*

7. Prospects and Nature of Atlantic Community.



Les problèmes européens

par F.O. MIKSCHÉ.

★

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il serait peut-être utile en tant qu'introduction d'aborder brièvement l'évolution de la stratégie atomique dans laquelle se reflètent d'une manière frappante toutes les qualités et les défauts de cet « homo-technicus » américain, généreux sans doute, mais qui est sans relâche à l'affût de moyens et de procédés nouveaux, souvent d'ailleurs simplement par amour de la nouveauté. On aurait tort de reprocher aux « Clausewitz » actuels de nourrir des idées trop conservatrices, c'est plutôt le contraire qui serait à redouter. Leurs efforts pour maîtriser mécaniquement les problèmes compliqués de la stratégie, peut facilement conduire à la catastrophe. Sans doute est-il plus facile d'envoyer des roquettes dans la lune, que de vouloir résoudre techniquement les questions autrement plus compliquées de notre terre. Il est d'ailleurs une erreur de croire que c'est la force destructrice à elle seule, qui détermine l'utilité militaire des découvertes techniques. Le fait qu'on invente des armes nouvelles ne prouve pas encore leur possibilité d'utilisation, surtout si leur emploi entraînait des risques incalculables. A-t-on oublié que la guerre est une lutte pour la sauvegarde des intérêts, et non un suicide sans circonstances atténuantes ?

Le malaise occidental provient largement de ce que les Etats-Unis n'ont pas tiré parti avant 1950 de leur monopole atomique. A cette époque, il aurait été sans doute possible, de contraindre le communisme panslave à une retraite derrière la Vistule et les Carpathes. Mais, au lieu de cela, les Américains ont cru une fois de plus, avoir gagné la dernière des guerres. Certes, ils ont sauvegardé la paix, toutefois sans vouloir se rendre compte que celle-ci se basait sur un *statu quo* portant en lui-même les germes de graves conflits futurs. Celui qui se souvient de cette époque, sait avec quelle conviction, les Etats-Unis se croyaient assurés de rester les détenteurs de leurs

secrets pendant des décades encore. L'idée qu'une puissance pourrait baser sa politique militaire sur des armes nucléaires, en vue bien entendu d'assurer la paix avec des bombes A ou H, avait indiscutablement un sens dans les années qui suivirent la fin de la dernière guerre. Toutefois, ce tableau s'est transformé d'un seul coup du moment où les Américains ont perdu leur monopole. Depuis, à cause de la puissance absolue de ces armes, peu importe lequel des deux camps possède le plus de bombes dans ses dépôts. Un seul fait compte : les deux disposent de ces moyens. Il ne peut donc être question d'une sorte d'équilibre atomique dans le sens physique, mais seulement dans le sens pratique et politique : une neutralisation mutuelle qui, bien entendu, se limite *uniquement* à ce domaine. De ce fait, les conclusions suivantes s'imposent :

Les armes atomiques ont perdu le caractère offensif; la menace des représailles inévitables exclut également leur usage défensif en cas d'une agression menée avec des forces conventionnelles. Leur importance réside donc dans la crainte qu'elles inspirent à l'adversaire, de recourir préventivement à l'usage de ces projectiles nucléaires. A cet égard, en posséder est devenu indispensable. Celui qui en est privé s'expose au risque de chantage. Mais elles ne peuvent pas constituer la base d'une politique militaire réaliste, ni remplacer les armes conventionnelles, elles restent un complément des forces traditionnelles, nécessaires pour couvrir celles-ci. D'ailleurs, ceci est vrai autant pour les grandes puissances atomiques actuelles que pour les petites de demain. Mais au lieu de se rendre compte de la nouvelle situation provoquée par la perte du monopole américain (1950), pendant des années et à l'aveuglette, jusqu'environ 1960, des mécaniciens de guerre continuaient de baser leurs calculs dits « stratégiques » sur l'action de ces terribles moyens de guerre sans se soucier suffisamment de ce que les représailles provoquées par leur emploi rédui-

raient à néant les avantages qu'ils pouvaient en attendre.

A leur tour, les hommes d'état se laissaient entraîner par cet amateurisme militaire jusqu'alors inconnu, inconscients du fait que le perfectionnement technique trop rigide du système militaire rend peu à peu ce dernier inutilisable pour appuyer leur diplomatie. Graduellement la stratégie de l'Occident s'est manœuvrée dans un cul de sac où il est difficile de tourner la voiture, ce qui s'est manifesté dans la pseudo-théorie de la dissuasion. Les puissances de l'OTAN, comme on nous l'assure journallement, ne seront jamais des agresseurs, mais malheur à celui qui les attaquerait, une formule qui condamne à priori à une attitude politique passive. L'affirmation *there is no alternative to peace* n'est valable que pour ceux qui ne pourraient agir qu'atomiquement, ayant mis à fond sur des moyens trop absolus. D'autre part, une stratégie dépouillée de possibilités offensives, se limitant à la défense pure, est impuissante et condamnée à une paralysie fatale. Dans un monde en pleine révolution, la stricte sauvegarde du *statu quo* uniquement par une attitude défensive, n'est qu'un rêve illusoire de ceux qui, pour des raisons morales ou physiques, sont impuissants d'agir d'une manière offensive.

En tout cas, il serait difficile d'imaginer une constellation politique qui justifierait l'emploi des armes nucléaires, à l'exception du cas improbable d'être attaqué avec celles-ci. Les Russes se gardent bien de déclencher un Pearl Harbour atomique. Pourquoi agirait-ils à la légère en exposant à des risques de destruction « les conquêtes colossales de la révolution socialiste ». Eux, ils considèrent leur force armée plutôt comme un moyen de pression politique; ce sont des troupes qui demeurent « l'arme au pied », pour poursuivre sous la protection de leurs baïonnettes, la guerre révolutionnaire particulièrement en dehors de l'Europe, car, il subsiste de nombreuses brèches pour franchir la ligne Maginot atomique de l'OTAN sans commettre des agressions au sens propre du mot. Dans cette situation comment va réagir l'Occident si les Soviétiques continuent à appliquer dans le cadre de la « coexistence pacifique » des méthodes subversives; en sapant peu à peu nos positions dans le bassin méditerranéen, en Afrique Noire ou en Asie, ce qui nous contraindrait à devenir agressifs, souvent même dans des conditions juridiques

douteuses. Malheur à celui qui, dans de telles circonstances, n'aurait d'autre solution que le recours aux armes atomiques, ce qui le mettrait totalement devant le dilemme de trop risquer ou de céder. Dans de telles circonstances, l'adversaire peut facilement calculer jusqu'où il peut s'avancer sans s'exposer dangereusement, ce qui l'incite à recourir à une politique consistant à jouer des coudes. Il peut se permettre des mouvements, dont aucun, pris isolément, ne justifierait une réaction nucléaire, mais qui lui assurerait une avance continuelle. Depuis des années l'Ouest souffre de n'avoir pas d'autre choix que de menacer avec des armes trop absolues. Ce fait est devenu un des éléments dominants sur l'échiquier mondial et qui nous conduit à consentir abandon sur abandon.

Tout compte fait, la politique occidentale se révèle comme paralysée par une sorte de panique atomique. Tant que les Américains possédèrent le monopole de la bombe, ils se bercèrent d'un faux sentiment de sécurité. Mais depuis, l'opinion publique a compris qu'on peut non seulement « envoyer » de « grosses bombes » mais aussi en « recevoir ». Aussi, ceux qui se croyaient les maîtres d'une stratégie parfaite, sont désormais les plus inquiets. Or, la présomption comme l'angoisse, ont toujours été de mauvaises conseillères en politique. Il est facile d'être courageux quand on connaît la peur de l'autre. La stratégie atomique est rigide, et celui qui l'adopte aveuglément perd sa mobilité politique, et en conséquence l'initiative. Si les Américains n'avaient pas misé tant sur leur arsenal nucléaire, tandis que les Russes se sont bien gardés de les imiter, les choses seraient bien différentes. Car la situation dans laquelle nous nous trouvons ne découle pas tant du fait de la découverte des explosifs nucléaires; elle est plutôt la conséquence du « fait accompli » atomique créé par le planning stratégique des Etats-Unis, qui contraint les autres puissances à en tirer les conclusions.

**

L'argument souvent avancé, à savoir que l'élargissement du club atomique favoriserait le particularisme politique de certains pays de l'OTAN n'est pas dénué de fondement. D'autre part, le malaise du Pacte Atlantique fut surtout provoqué par la méfiance mutuelle, dont l'origine réelle est précisément l'absence de solution de la question

atomique. Plus les fossés s'élargissent, plus la contrainte des puissances non-atomiques s'intensifie de devenir à leur tour atomique, espérant pouvoir acheter à ce prix, à la fois leur sécurité nationale et leur indépendance politique. Et, d'ailleurs, qui peut dire ce qui adviendra dans dix ans, dans ce monde en pleine turbulence. Un arsenal atomique ne peut surgir d'un coup de baguette du jour au lendemain. Des Etats qui refusent d'être à la merci des puissances « atomiques » actuelles, et qui pour sauvegarder leurs intérêts vitaux, surtout dans les régions non couvertes par le traité Atlantique doivent donc pratiquer une politique propre, ne peuvent pas renoncer à un système militaire autonome, ce qui exige la possession d'au moins d'un certain nombre d'armes atomiques.

Dans ces circonstances n'est-il pas logique que la France se hâte pour ne pas être dépassée demain ou après-demain par des nouvelles puissances atomiques. Au cas où les Français arrêteraient leurs essais, qui donc garantirait que d'autres états s'abstiennent également de développer des armes nucléaires. Les Américains ne disent-ils pas eux-mêmes, que dans les 10 années à venir, il faudra bien compter sur l'existence de 8 à 10 pays atomiques. Ceci est d'autant plus probable que, dans un futur assez rapproché aucun pays moderne ne pourra plus renoncer à l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire, et comme dans d'autres secteurs il serait difficile, ici aussi, de tracer une limite précise entre l'emploi civil et militaire. Les choses étant ce qu'elle sont, ne serait-il pas plus sage de tirer les conclusions qui s'imposent au lieu de s'obstiner à empêcher une évolution technique inévitable ? Si les Américains apportaient leur aide aux Européens, ils pourraient encore se réserver une certaine influence sur la production des armes atomiques. S'ils ne le font pas — ce qui semble probable — ils perdront sur deux tableaux : à la fois le contrôle de leur fabrication comme celui de leur emploi militaire. Souvent on a l'impression que les hommes d'état agissent à rebours de ce qu'ils devraient faire en réalité. Or, justement, la menace de l'élargissement du club atomique pourrait constituer entre les mains de Washington l'atout majeur, un danger suspendu comme l'épée de Damoclès au-dessus du Kremlin.

L'un des traits curieux de la politique américaine consiste à prendre à l'avance des décisions qui engagent l'avenir, sans ce soucier des contradic-

tions qu'elles pourraient impliquer un jour par rapport à l'évolution. Il en a été de fait ainsi avec la loi Mac Mahon, interdisant la communication des secrets de fabrication et la fourniture d'armes nucléaires à d'autres puissances. Or, on sait parfaitement à Moscou, que l'abolition de cette loi, même s'il en est décidé par le président américain, ne serait possible qu'après une lutte à la fois longue et acharnée, ce qui garantit à la politique soviétique pendant des années encore, la liberté de jeu dont elle est le grand bénéficiaire.

Quoiqu'il en soit, tandis que les Soviets ont les mains libres, celles des Américains restent liées. Théoriquement c'est Moscou qui en retire l'avantage, car si leurs intérêts l'exigent les Soviets seraient parfaitement en mesure de « vendre » quelques « petites bombes » à des pays comme l'Indonésie, l'Egypte, l'Irak ou d'autres états en conflit avec l'Ouest. Moscou pourrait même alléguer que les bombes ainsi fournies ayant cessé d'être propriété soviétique, tout gouvernement souverain est en droit d'employer à son gré les armes qu'il a « achetées ». Les Américains ne pourraient par contre agir similairement qu'après une procédure compliquée du Congrès et avec l'autorisation du président, ce qui est incomparablement plus compromettant au point de vue politique, bien que l'on ne puisse guère imaginer, même en Union Soviétique, que des armes atomiques soient « vendues » sans l'accord du gouvernement. Moscou n'aurait cependant pas de difficultés légales à surmonter, ce qui est de la plus haute importance politique. En tout cas, Paris ressent comme un geste inamicale le refus américain de communiquer à ses propres alliés des secrets atomiques qui ne le sont plus pour les Russes depuis bien longtemps, contraignant ainsi la France à les découvrir elle-même aux prix de lourds sacrifices financiers. Les efforts de Washington en vue d'arriver à un accord américano-soviétique tendant à empêcher la prolifération des armes atomiques, sont également interprétés comme une démarche de l'Amérique envers ses alliés.

Certes, même si cette attitude était inspirée par le souci de réduire les risques d'une guerre nucléaire on comprend néanmoins mal pourquoi la France par exemple emploierait ses armes atomiques avec moins de circonspection que les Etats-Unis ? Une telle politique, vue de l'Europe, provoque infailliblement une pression que les puissances atomiques

actuelles se considèrent comme des « adultes » qui croient devoir nous interdire, à nous « enfants sous-évolués » de jouer avec des allumettes. Sans doute, la politique des Etats-Unis est aussi largement influencée par le souci que la prolifération atomique modifierait radicalement la situation réciproque entre les pays du monde occidental. N'aboutirait-on pas sur le plan militaire à une égalisation entre « petits » et « grands ». En tous cas, si l'on ne résout pas la question atomique d'une façon satisfaisante, ce sera peut-être celle-ci qui provoquera l'éclatement du Pacte Atlantique. L'argument qu'une aide nucléaire accordée par les Etats-Unis à ses alliés inciterait à son tour l'Union Soviétique à agir similairement dans le cadre du Pacte de Varsovie, est loin d'être convaincant. Même si Moscou s'y décidait, ce fait n'aurait qu'une importance théorique, aucun satellite n'osant employer ces armes sans l'accord du Kremlin. De plus, les gouvernements communistes à Prague, Varsovie, Budapest ou Bucarest sont trop étroitement liés à Moscou pour faire dépendre leur appartenance au Pacte de Varsovie de l'élargissement du club atomique, contrairement à ceux du Pacte Atlantique.



Le projet de doter l'alliance occidentale d'une force de frappe, qu'on appelle multilatérale ou multinationale, ne rencontre pas non plus beaucoup d'enthousiasme à Paris, surtout parce qu'on ne voit guère en quoi la situation actuelle se modifierait. Une faculté de décision authentique ne peut s'exercer que par un gouvernement souverain, propriétaire en plein droit de ses moyens. En tout cas, les conceptions et plans basés sur des armes atomiques appartenant malgré toutes les combinaisons à d'autres, ne seraient que des arrangements provisoires de valeur douteuse et dénués de réalisme. Car au fond, chacun des membres de l'OTAN attend de ses alliés une attitude que lui-même n'oserait se risquer à prendre en défense des autres. En résumé, les caractéristiques d'une force de frappe de l'OTAN, qu'elle soit multilatérale ou multinationale, seraient :

1. Du point de vue économique, un alourdissement considérable des charges militaires pour les membres européens, ce qui provoquerait irrévocablement un désintéressement encore plus grand pour les forces conventionnelles. Pour une sécurité

atomique qui ne serait pas plus efficace que la présente, on serait désormais obligé de payer.

2. Militairement, ce plan évoque l'image d'un fermier qui s'achète un gros canon pour protéger ses champs contre les voleurs. Ceci lui permet de tirer à 12 km; sans toutefois défendre sa propriété contre les incursions nocturnes des voleurs. Des gardes armés de matraques seront, sans doute, plus efficaces.

3. Politiquement, une force de frappe atomique de l'OTAN serait comme si plusieurs personnes achetaient en commun une voiture. Tous reçoivent une clé de la portière tandis que le vendeur garderait par-devers lui la clé de contact.

La question « qui devrait finalement donner l'ordre de feu » n'a pas de solution, surtout si tous les propriétaires se réservent le droit de veto, ce qui contredit en toute logique l'obligation de s'engager pour les associés. Une attitude solidaire est inimaginable sauf dans le cas hautement improbable que pour tous, un problème d'importance égale soit en jeu. En conséquence, des points faibles apparaîtront sur l'échiquier de la politique mondiale, surtout dans les régions où le degré d'intérêt entre les pays atlantiques est manifeste. Malgré le raccourcissement radical des distances par la technique, les Etats-Unis et l'Europe occidentale sont néanmoins trop éloignés pour avoir des vues identiques dans toutes les questions. Le fonctionnement d'une force de frappe OTAN serait plutôt concevable — et encore — si seules les voix des trois grands étaient décisives, sans accorder le droit de veto à des pays dont les problèmes sont strictement locaux. Après pas mal de confusion au cours des dernières années, l'impression se dégage :

1. Qu'une puissance atomique accepterait difficilement le risque inévitable de représailles auxquelles elle s'expose en défendant les intérêts d'un pays atomique. (Le ministre de la Défense des Etats-Unis n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'une attaque sur l'Amérique provoquerait au moins quelques 10 millions de victimes ?)

2. Il en résulte, qu'en définitive ce seraient les puissances atomiques actuelles qui décident de ce qui doit être défendu ou bien abandonné. En conséquence, les non-atomiques, devenues méfiantes, redoutent non sans raison d'être délaissées, s'il s'agissait de leurs propres intérêts.

3. Car les puissances atomiques n'agiraient vraisemblablement qu'en défense de leurs intérêts vitaux, et même seulement en cas extrême. D'où, par ailleurs, la crainte des non-atomiques de se voir mêlées à des conflits qui leur seront étrangers.

4. Il s'ajoute à tout cela, *last but not least*, la méfiance des Etats-Unis qui redoutent, d'être impliqué par des pays atomiques nouveaux dans des conflits qui ne les regardent pas.

Dans la grande « bataille atomique » qui fait actuellement rage au sein de l'OTAN les arguments avancés contre la prolifération des armes atomiques semblent aussi simplistes que ceux qui tendaient naguère à démontrer qu'une guerre nucléaire pouvait tout de même être circonscrite dans un domaine dit « tactique et stratégique ». Il a fallu des années avant de reconnaître que l'emploi des armes atomiques par paliers serait aussi risqué que si l'on voulait distinguer en cas d'incendie entre un saut du troisième ou du huitième étage. Ceci établi, une politique basée sur une stratégie aussi incertaine est loin de présenter une sécurité suffisante pour que l'on puisse tabler sur elle. S'il en est ainsi, il est illogique de prétendre :

1. Qu'une « petite puissance atomique » ne pourrait pas exercer un effet de dissuasion vis-à-vis d'une « grande ». Puisque les armes atomiques sont causes de la saturation de leur force destructive absolue, on ne peut guère parler d'une supériorité atomique au sens propre. Un armement nucléaire conçu en tant que couverture stratégique d'un système militaire équilibré, c'est-à-dire des forces conventionnelles, n'a aucunement besoin d'être égal soit en qualité ou quantité à celui de l'adversaire. Une force de frappe développée dans ce but peut se passer de Spoutniks et Vostoks. Pour un état européen, une portée atomique de 3.500 km semble assez pour exercer l'effet de dissuasion nécessaire. La possibilité « d'hiroshimatiser » vingt-cinq des objectifs les plus importants pourrait constituer une épée de Damoclès suffisamment redoutable, pour introduire la modération dans les décisions politiques, et donc militaires, d'un antagoniste qui tenterait le chantage.

2. Aucune puissance atomique — si forte soit-elle — n'a la certitude de pouvoir détruire préventivement toutes les facultés de représailles, même celles d'une « petite » puissance atomique. Les armes atomiques subsistantes suffiraient à infliger à

l'agresseur initial des dommages incalculables, ce qui représente un risque que ce dernier se gardera bien de courir. Dans le domaine de la guerre aérienne les progrès techniques réalisés par l'offensive sont totalement disproportionnés par rapport aux possibilités de défense. Quelque soit l'argent dépensé, la plupart des assaillants échapperont toujours, tandis que les moyens défensifs, en se compliquant, deviennent de plus en plus onéreux. Aucune puissance n'est actuellement capable de protéger son territoire contre les attaques aériennes. Les manœuvres annuelles aux Etats-Unis montrent que les Américains ne sont pas en mesure de détruire même le tiers des bombardiers ennemis, sans parler des fusées offensives, et la situation ne se présente pas mieux dans le ciel soviétique. C'est ce qui permet d'évaluer sérieusement que sur cent ogives nucléaires d'une « petite puissance atomique », la moitié atteindrait probablement son objectif.

3. La théorie de la stratégie *contre force* et *contre town* est comme tant d'autres, aujourd'hui loin d'être la preuve d'un réalisme militaire. La première n'envisage que la destruction de la capacité offensive de l'ennemi, par des attaques sur son infrastructure atomique, par opposition à la méthode des agressions contre les centres urbains et industriels « tellement plus inhumaine ». Aussi, les « petites puissances atomiques » seraient, nous dit-on, déjà dangereuses, car elles devraient employer forcément leurs rares bombes contre les villes (hypothèse non dénuée de fondement), tandis que la *contre force strategy* ne serait dirigée que contre les bases aériennes et les rampes de lancement de l'adversaire, ce qui suppose, il est vrai, des milliers de projectiles dont les grandes puissances atomiques sont les seuls détenteurs. En réalité, sur les milliers de bombes ou fusées, des centaines atteindraient inévitablement des objectifs non militaires, ce que l'adversaire considérerait difficilement comme une *contre force strategy*. Ne riposterait-il donc, sans merci, avec la *contre town strategy*. En effet, il n'est véritablement pas facile de comprendre les idées souvent étranges des Clauzewitz modernes.

Les Etats-Unis — nous dit-on — ne deviendraient jamais des agresseurs. Ils attendront donc le premier coup « dogma », dit dans le jargon des savants atomiques américains *the second strike strategy*. S'il en était ainsi en toute logique, il

faudrait bien que ce soient les Soviétiques qui attaquent les premiers pour qu'il y ait une guerre atomique. Et comme ces derniers, comparés aux Américains, ne disposent pas de plusieurs milliers de projectiles, ils n'auraient, sans doute, d'autre alternative que de recourir à la *contre town strategy*. Est-ce que les Américains « qui n'attaqueront jamais », et donc ne peuvent être que les victimes d'une attaque, riposteraient alors sur la *contre town strategy* des Soviétiques par la *contre force strategy* ? Avec le temps, on finira bien par découvrir ces banalités, qui font tant de bruit dans la presse mondiale, et le plus tôt sera le mieux.

Sans doute une puissance gagne en mobilité politique si elle est en mesure d'agir par dissuasion en défense de ses intérêts avec des moyens propres. C'est pourquoi, contrairement à l'opinion en cours, on pourrait aussi bien imaginer que l'élargissement du club atomique établirait, par suite de la répartition des risques et de la neutralisation réciproque pénétrant plus dans les détails, un équilibre politique plus sûr, que celui d'aujourd'hui. Ce dont il s'agit en réalité, c'est moins du problème de l'indépendance de l'Europe, que de sa dépendance excessive même dans des cas où il serait exigeant d'attendre des USA de s'exposer atomiquement. Si, au contraire, la stratégie atomique centralisée actuellement sur les États-Unis reposait sur deux piliers, en se partageant en deux composants — Europe et Amérique — la politique rigide actuelle de l'Ouest gagnerait en souplesse. En toute logique une telle division des risques réduirait considérablement le jeu des Soviétiques.

*
**

C'est dans cet ordre d'idées que nous aborderons la question épineuse de la force de frappe française. Doit-elle servir comme couverture des forces conventionnelles, ou en tant que l'élément principal d'une stratégie donnée ? Car il est bien certain, même pour des petites puissances atomiques de demain, l'essence des problèmes évoqués n'en sera guère modifiée, seul leur ordre de grandeur varie.

L'exemple du fermier qui espère défendre ses champs avec un gros canon tirant à 12 km, est également valable pour les petites forces de frappe. On aboutit inévitablement à la même conclusion d'une part qu'il est devenu impossible d'avoir une

stratégie autonome sans être couvert par l'*ultima ratio* atomique, tout comme il est impossible de pratiquer une politique offensive en s'appuyant uniquement sur la stratégie nucléaire rigide. Plus une puissance dispose de forces traditionnelles, moins elle est dépendante de ses armes atomiques, et inversement. Une puissance qui ne possède pas de forces traditionnelles, en nombre suffisant n'est pas en situation de traiter à partir d'une position de force, particulièrement si l'adversaire est lui-même en possession des deux genres d'armes. Inévitablement; elle se trouve acculée dans le dilemme, ou bien employer des armes atomiques, même lorsque l'objet du litige ne justifie pas le risque à endosser, ou bien céder.

S'il en est ainsi, et il serait difficile de prouver le contraire, la France en négligeant ses forces conventionnelles, s'exposerait également au danger d'une paralysie semblable à la situation d'un joueur d'échecs qui renonce à ses pions. Les grandes pièces dont il dispose ne lui permettent pas de mettre l'adversaire échec et mat qu'à condition que son roi soit mis en échec aussi. Malgré leur lenteur les pions sont indispensables pour tenir certains emplacements, gagner du temps, neutraliser l'adversaire, détourner son attention, pour lui interdire certains coups ou le fixer frontalement, pour lui barrer le chemin ou bien protéger des pièces importantes. Entre les grandes pièces les pions représentent l'élément fixateur et, sans eux, le jeu perdrait vite sa cohérence. Il en va de même en stratégie et dans ses rapports avec la politique.

Tandis que dans les pays atlantiques, des nouveaux Clausewitz s'efforcent de découvrir des théories-miracles, on s'occupe à peine de connaître le fond de la pensée militaire soviétique. En agissant ainsi, ne semble-t-on pas faire l'addition sans le sommelier ? Une stratégie efficace doit tenir compte, outre des menaces qui pourront surgir de l'évolution politique, également de l'organisation et de l'armement des forces adverses, ainsi que de leurs doctrines d'emploi. Sinon on s'expose au risque de s'équiper en vue de conflits qui ne se produiront pas, tout en négligeant des menaces réellement dangereuses, voire en ne les remarquant pas et de ne pouvoir parer celles-ci avec les moyens réunis et l'organisation existante. Remarquons que tout cela n'est évidemment pas nouveau, il s'agit tout simplement de rappeler des vérités évidentes aujourd'hui souvent négligés.

Le contraste entre la pensée militaire de l'Est et de l'Ouest est frappant. Les puissances communistes ont aligné leur stratégie sur l'évolution politique et non inversement, ce qui semble être le cas de l'Occident. Dans le système soviétique les armes nucléaires y figurent plutôt en tant que couverture des forces conventionnelles; et non comme l'élément déterminant. Actuellement la défense occidentale se base sur des bombes qui sont trop puissantes, et sur des armées qui ne le sont pas assez, alors que l'Est dispose aussi bien des « grosses bombes » que des « gros batailleurs ». Pour revenir à une image : alors que les puissances occidentales ne peuvent jouer que des basses notes d'un clavier, les Russes nous font la musique sur toute son étendue. De plus, ils ont la possibilité de plaquer des accords et la stratégie a toujours été, surtout en conjonction avec la politique, d'harmoniser l'action de ses atouts dans l'espace et le temps. Si la dissuasion atomique suffisait à parer à toutes les menaces, pourquoi l'Ouest tremble-t-il constamment devant les forces conventionnelles de l'Est malgré toutes ses roquettes, sous-marins atomiques et d'autres armes-miracles ? En revanche, on peut se demander pourquoi les Soviétiques sont assez « vieux jeux » en maintenant plus de 160 divisions, au lieu de copier nos formules savantes. Assurément, si Moscou entretient des effectifs aussi colossaux, ce n'est pas dans la crainte d'une agression lancée avec les quelques divisions dont l'OTAN dispose. Donc la seule explication pour leur existence est qu'elles constituent un appui indispensable à une politique graduable, comme l'a d'ailleurs bien prouvé l'évolution depuis la fin de la guerre.

L'Ouest souffre de n'avoir pas d'autre choix que de recourir à ses moyens trop absolus. Ce fait est devenu un des éléments dominants de la politique mondiale, et conduit à consentir abandon sur abandon. Réduit à une défense rigide, n'offrant aucune possibilité de manœuvrer d'une façon politique offensive, l'Occident risque de succomber à sa paralysie. Le fait que l'on ne peut se passer des forces conventionnelles suffisamment nombreuses est hors de doute. L'Occident ne pourrait reconquérir sa mobilité politique perdue, qu'en s'affranchissant de la contrainte d'avoir à brandir les armes atomiques, ce qui de nos jours retentit moins sérieusement qu'un cliquetis de sabres. Qu'on retourne le problème comme on veut, l'augmentation substantielle des troupes conventionnelles est indispensable. L'argument selon lequel la défense de l'Europe

avec les 24 divisions actuelles est aussi illusoire qu'avec les quelques 30 divisions si désirées par l'OTAN est, sans doute, juste. Car pour couvrir les 1.300 km entre la Baltique et les Alpes; sans avoir à recourir à des armes nucléaires, ce qui est d'une importance politique suprême, le nombre des divisions disponibles devrait compter entre 60 et 70, ce que l'Europe Occidentale grâce à ses industries hautement développées et ses 170 millions d'habitants pourrait certainement se permettre. Ceux qui se hérissent contre une telle stratégie, opèrent avec des arguments qui ne résistent pas à une analyse approfondie. Notons qu'au fond il ne s'agit pas d'augmenter les moyens financiers de la Défense Nationale ou de retirer en temps de paix de l'économie de la main-d'œuvre indispensable. Pour y parvenir l'organisation d'un système militaire bien différent de l'actuel s'impose; il nous permettrait, à des conditions économiques acceptables, d'employer d'une manière plus rationnelle, notre potentiel humain disponible. Cependant, l'analyse de cette question nous mènerait trop loin.

Ajoutons brièvement que dans une étude publiée par l'inspecteur de l'Infanterie Suisse, le Colonel Max Weibel dans la revue de l'OTAN *The Fifteen Nations* en juillet 1960, on relève que tandis que la Suisse peut mettre par million d'habitants plus de deux divisions sur pied de guerre, c'est-à-dire 12 au total, les pays de l'Europe Occidentale n'utilisent que 5 % de leur capacité militaire. Selon Weibel, pour l'argent dépensé par les puissances de l'OTAN, l'Europe Occidentale devraient disposer d'une capacité de mobilisation d'environ 400 divisions. L'exemple de la Suisse ou de la Suède démontre que si l'on poursuit une politique militaire conséquente, les moyens employés actuellement permettent de constituer une défense incomparablement plus solide. Ce serait évidemment une erreur de vouloir se conformer à l'exemple suisse, bien que nous ayons certainement beaucoup à en apprendre.

Ce dont nous avons besoin en Europe en dehors des troupes conventionnelles mobiles, c'est d'un système de milice. Une telle politique militaire ne peut être réalisée autrement que par intégration. D'autre part, en dehors de celle-ci, la réalisation de toute défense européenne sérieuse se heurte, déjà sur le plan financier, contre des difficultés insurmontables. Bien entendu l'intégration militaire suppose l'intégration politique. Freiner cette évolu-

tion est irrationnel à une époque où la communauté du monde atlantique dans les domaines culturels, économiques et autres — provoquée plutôt par le progrès scientifique que par la sagesse de ses hommes d'état — ne peut plus être freinée dans sa marche. N'est-il pas absurde de croire que l'on puisse garder à l'écart de ce processus historique gigantesque, les problèmes de la stratégie étroitement liés à la politique et à l'économie ?

Certes, le Général de Gaulle a raison lorsqu'il dit qu'un pays dépourvu d'une politique militaire propre cesse d'être souverain. S'il en est ainsi ne faudrait-il pas accélérer la création d'une Europe unie en tant que grande puissance qui serait capable à elle seule d'équiper des forces tant atomiques que conventionnelles, et cela dans la mesure nécessaire pour parvenir à une indépendance politique totale ? La plupart des gens identifient la défense de l'Europe avec celle d'une ligne — le rideau de fer — qui, en cas d'agression soviétique, devrait être tenue. Pourtant, notre sort ne se décidera pas là. Ce qui doit être défendu d'une façon mobile, ce ne sont pas des lignes, mais des positions politiques et économiques, qui en majorité, se trouvent hors de l'Europe. En fait, il est moins question de savoir si une guerre future sera atomique, conventionnellement mobile ou statique, que de créer un système militaire offensif qui serve d'appui à une politique active, en vue d'assurer la paix mais une paix sans abandon, ce que l'on ne saurait atteindre que par la possibilité de l'échelonnement des moyens en fonction des menaces. Malheur à nous tous si nous ne résolvons le problème rapidement. Car l'évolution de la situation mondiale, surtout en Méditerranée, en Afrique et en Asie, ne permet aucunement de nous adonner à l'illusion que le temps travaille pour nous.

SUMMARY.

1. Introduction.

« Modernism » in the field of atomic strategy : a point to be put right in this respect. War is a struggle to safeguard interests; it is n't a suicide without extenuating circumstances.

2. Causes of Western depression.

The United States have lost their atomic monopoly.

Consequences of this situation. Atomic weapons do not replace conventional ones.

3. Where does Western strategy stand ?

A defensive attitude is a mere illusion.

The USSR considers its armed forces as a means of political pressure. Effects of subversive war. Does n't western policy reveal itself paralysed by a kind of atomic panic ? Atomic strategy is rigid and he who blindly adopts it loses his political mobility and, in consequence, the initiative.

Effects of mutual distrust amongst the nations of the Atlantic treaty. Distrust and scientific progress. It will soon be difficult to trace a clear line between civic and military use. Necessity for the United States to assist Europe.

What is to be thought of the Mac Mahon act ?

Political consequences. If the atomic question is n't solved satisfactorily, it will possibly itself provoke the galling apart of the Atlantic treaty.

4. What are the characteristics of the NATO striking force, be it multilateral or multinational ?

1) From the economic point of view.

2) From the military point of view.

3) From the political point of view.

5. Where do we actually stand ?

1) An atomic power would hardly accept the inevitable risk of reprisals to which it would expose itself in defending the interests of an atomic country.

2) The actual atomic powers decide what ought to be defended or not.

3) Priority of the defence of their vital interests.

4) Reserve of the United States who don't want to be involved in conflicts that do not regard them.

6. Some questions asked :

1) Might a « small atomic power » not have a dissuasive effect on a big one ?

2) Is there an atomic power — however strong — that has the certitude of being able preventively destroy all the faculties of reprisal, even those of a « small » atomic power ?

3) *Is there a power that would actually be able to protect its territory against attacks from the air.*

7. **What are we to think of the strategy « contre force » and « contre town » ?**

They are far from being a proof of military realism. A power gains in political mobility if it is in a position to act by dissuasion to the defence of its interests by its own means. What matters in reality is less the problem of European independence, than its excessive independence, even in the case in which it would be exacting to expect the USA to expose themselves automatically.

Could n't atomic strategy rest on two pillars : USA and Europe ?

8. **The question of the French striking force (force de frappe).**

Its aims.

Apart from threats which might result from political evolution, an efficient strategy ought to reckon

with the organisation and armament of the adverse forces, as well as with their doctrines of using them. There is no need to equip oneself with a view to conflicts that will not take place.

9. **Contrast of military thought in East and West.**

The communist powers have adjusted their strategy to the political evolution and not vice versa.

Is n't western defence based on too powerful bombs? And on armies that are n't strong enough?

Importance of conventional forces and relativity in strategy.

Example of Switzerland and Sweden. Military integration supposes political integration.

Most people identify European defence with hat of a line — the iron curtain — which, in case of Soviet aggression ought to be held. However, our destiny will not be decided on there.

What is to be defended, does n't consist of lines but of political and economic positions that, for the greater part, lie outside Europe.



Conclusions

par Victor CRABBE,

Secrétaire général de l'Institut belge de Science politique

★

I

A. — *Marcel Grégoire, Président de l'Institut belge de Science politique, a clos le colloque sur la défense militaire de l'Europe en déclarant qu'il s'abstenait, quant à lui, de dégager des conclusions définitives trop ambitieuses.*

Toutefois, un enseignement immédiat se dégage des lignes directrices que voici :

1. Il y a unanimité ou presque pour dire que l'Europe doit participer davantage aux décisions qui l'engagent. Il importe à cet effet qu'elle s'en donne elle-même les moyens. Cette exigence s'impose d'autant plus qu'avec la prospérité qu'elle a retrouvée, elle en a aujourd'hui la pleine possibilité.

2. Il y a unanimité ou presque pour reconnaître qu'une défense qui en vaille la peine suppose l'armement atomique.

Sans doute des divergences se sont-elles exprimées sur la façon de savoir s'il doit y avoir uniquement un tel armement ou si celui-ci doit exister conjointement avec un armement classique.

Mais il n'a pas été contesté que l'Europe devait posséder ou ne pouvait rester privée de l'armement atomique.

3. Il y a encore unanimité ou presque pour admettre que les progrès techniques ont rendu la position des Etats-Unis infiniment plus vulnérable qu'auparavant de sorte que, pour assurer la défense de l'Europe en cas d'une invasion soviétique, l'Amérique doit aujourd'hui courir le risque de représailles massives, et, peut-être même, celui de son extermination.

*
**

B. — Ces conclusions ayant été formulées, voici le raisonnement qu'à tenu à partir d'elles le Président Marcel Grégoire, étant entendu que chacun peut y ajouter des nuances.

1. Pourquoi s'en tenir à l'idée que l'Europe, qui a retrouvé la prospérité économique et la puissance financière, peut indéfiniment espérer des Etats-Unis que ceux-ci continueront à jouer les Saint-Nicolas ?

Cette attitude n'est d'ailleurs pas digne d'hommes libres comme aspirent à l'être les Européens. Ils ne devraient pas tenir à l'encontre des Américains le langage suivant : « De grâce, défendez-nous : vous êtes là pour cela ! ».

2. Il est aussi déraisonnable d'imaginer que les Américains sont des surhommes et imprudent de croire qu'ils vont toujours et en toutes circonstances, témoigner d'un civisme occidental dont les Européens ne sont hélas pas capables.

3. Il n'est pas sûr, davantage, qu'ils tairont leurs propres intérêts et que ceux-ci n'entreront pas un jour en conflit avec ceux de l'Europe.

4. Enfin, il faut abandonner cette illusion que les Américains seront toujours à ce point lucides qu'ils discerneront, dans tous les cas et à tous les moments, ce qui constitue leur propre intérêt avec la clairvoyance et le courage qu'il faudrait.

« Nous n'en sommes pas capables nous-mêmes, s'est exclamé Marcel Grégoire à propos de ces observations. Voudrions-nous qu'ils soient sages perpétuellement alors que nous le sommes si peu et si peu souvent ? ».

Et d'ajouter encore :

« Interrogeons-nous en effet avec honnêteté et demandons-nous quelles auraient été les réactions de nos opinions publiques s'il s'était agi d'aller

nous-mêmes nous battre pour Cuba ou pour le Liban ? Pour tout qui réfléchit, il est véritablement miraculeux que les Américains aient si bien compris l'importance que représentaient aussi bien pour eux que pour les Européens d'abord le danger hitlérien et ensuite le maintien de la Grèce et de Berlin dans le clan occidental. »

5. Le leitmotiv de beaucoup d'Européens qui font confiance à l'intervention des Etats-Unis est que ceux-ci ont intérêt à assumer la défense de l'Europe. Si l'Europe est envahie disent-ils, le tour des Américains ne tardera pas.

Certes, il peut en être ainsi et il faut avoir égard à cette attitude psychologique.

Mais pourquoi s'en tenir à elle alors que d'autres positions peuvent aussi être prises, à supposer qu'elles ne le soient pas déjà, et qu'à ce titre elles méritent aussi considération ? Les peuples ne sont-ils pas comme les individus ? Ne préfèrent-ils pas mourir le plus tard possible et croire que là où les autres succombent, ils réussiront eux à échapper ? Ne faut-il pas sensibiliser l'Europe à un tel raisonnement ?

*
**

C. — 1. Une autre grande leçon peut être tirée de ce colloque :

Si l'Europe doit formuler elle-même sa politique ou faire le point à la fois sur le présent et l'avenir, il ne peut être question pour elle ni d'attaquer ni de soupçonner les Américains de quelque impérialisme ou de quelque abandon.

2. Il est aussi déraisonnable et maladroit de présenter les inquiétudes et les souhaits des Américains comme autant de réactions à l'encontre des deux.

3. Marcel Grégoire rappelle à cette occasion qu'en ce qui concerne la force de frappe, l'attitude de la Grande-Bretagne n'a pas été différente de celle de la France. Cependant, la position américaine a été accueillie au départ sans critique tant par les Américains que par les Européens.

Pourquoi ce manque de protestation ? Parce qu'il y a la manière. « Celle du Général De Gaulle » dit Marcel Grégoire attire les orages. Un des bienfaits de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun serait que l'Europe applique les

idées de De Gaulle, mais suivant les procédés britanniques ».

5. Marcel Grégoire imagine très concrètement le langage suivant à faire tenir par les Européens aux Américains :

« Nous devons continuer à collaborer avec vous; nous avons besoin de vous et nous aurons toujours besoin de vous. Mais le fardeau des charges qui vous incombent est vraiment trop lourd. Maintenant que nous le pouvons, laissez-nous en prendre notre part, d'autant plus que vous avez fort à faire tant en Afrique qu'en Asie. Laissez-nous améliorer notre propre situation ; la vôtre n'a absolument rien à y perdre. En quelque sorte, aidez-nous à vous aider et que disparaisse en matière de secret atomique, cette loi stupide qui veut que nos adversaires à tous sont mieux informés que nous et disposent des moyens que vous nous refusez ; ne continuez pas à nous faire dépenser de l'argent qui pourrait mieux l'être si nous avions accès directement à la stratégie que vous concevez.

Toute bataille de retardement ne fait que provoquer d'inutiles amertumes. Par la force atomique, l'Europe peut réaliser bien davantage encore. La nécessité de coordonner ses efforts avec ceux des Etats-Unis ne vous échappera pas. »

6. La question du partenaire des Américains est ensuite abordée en ces termes :

« Pour qu'il y ait une gachette européenne, qui coûtera fort cher et qui exigera un effort tant sur le plan financier que sur le plan psychologique, comment s'y prendre ?

Le concours de l'Europe doit être sollicité et précisé. Elle ne peut se contenter de l'idée que sa défense sera assurée dans l'avenir comme elle l'a été jusqu'à présent, sans effort suffisant de sa part. »

*
**

D. — 1. Comme autre idée-force du colloque sur la défense militaire de l'Europe, Marcel Grégoire a estimé devoir retenir celle qui veut que l'armement nucléaire doit déboucher sur le continent.

Il s'agit là d'une question de délai. De dix ans peut-être ? Mais, comme le Général Gallois l'a aussi souligné, le soin incombera à l'Europe de prendre le relais.

Tous les participants au colloque ont été d'accord pour dire que la route qui mène à l'Europe et à sa défense adéquate passe nécessairement par l'Europe politique.

2. Mais il se fait que, dans l'immédiat, les états européens semblent être dans une impasse. Pour reprendre une expression du professeur Bouthoul, ne peut-on dire qu'« ils stagnent dans une ornière » ?

Cette situation résulte du refus du chef de l'Etat français de vouloir une union institutionnalisée entre les peuples. La France défend la thèse du caractère suffisant d'une simple association d'états souverains ne nécessitant la mise en place que d'un noyau pour coordonner les différentes politiques.

3. Il ne faut pas s'effrayer d'une telle prise de position ou uniquement s'en plaindre amèrement. Elle ne représente guère d'empêchement considérables. En politique, il faut distinguer la fin et les moyens et il est bien plus important d'être d'accord sur la fin que sur les moyens.

Aussi, ne faut-il pas reprocher au Général de Gaulle de manquer de clairvoyance. Sans doute diffère-t-il pour atteindre le but commun sur les moyens à utiliser puisque, précisément, il s'en tient à ceux qui viennent d'être indiqués et qu'il rejette l'idée de l'intégration européenne.

Faut-il en conséquence renoncer à tout espoir ?

Non. Essayons de faire confiance à l'esprit français et tenons compte surtout des orientations qu'il veut prendre.

Si l'on est d'accord sur les résultats, une nécessité des moyens s'ensuivra d'autre part.

Comme le déclarait encore un Britannique à propos d'une question similaire, ne faut-il pas commencer par continuer et continuer en commençant, c'est-à-dire passer outre à toute une série de préalables qui justifient tout simplement une position d'immobilisme qui donne bonne conscience ?

Marcel Grégoire déclare à ce propos :

« Certes, pour l'instant, les diverses politiques sont contradictoires mais il y a lieu de remarquer que cette contradiction touche aussi bien la politique des Américains que celle des Britanniques ou même celle des Français. »

De là une certaine perplexité de l'opinion publique et qui peut être la pousse au silence en Europe, selon la formule déjà utilisée par le Cardinal de Retz : « Dans les moments difficiles, il faut courber le dos, se taire et ne reprendre la parole que pour discuter d'autre chose ».

4. Et c'est précisément de cette autre chose qu'il nous faut discuter et dont il importe de prendre conscience parce que nous nous trouvons dans une période de transition, c'est-à-dire de contradiction et, de plus, il faut admettre qu'il n'est guère possible de pousser jusqu'à la logique la plus extrême les politiques actuellement proposées.

Il faut tenir compte de l'attitude humaine qui veut que jamais on ne pousse jusqu'à ses aspects les plus absolus, c'est-à-dire les plus éloignés de la réalité et de ses exigences, le principe de vie ou de comportement que l'on se définit soi-même.

Transposant cette idée sur le plan de la question posée par la défense militaire de l'Europe, Marcel Grégoire répète sa raison d'espérer et de croire à la possibilité de franchir l'étape qui caractérise la situation actuelle.

Ce qui, en revanche, est plus inquiétant, c'est le sort de l'Alliance Atlantique qui n'a pas elle, le Marché Commun pour support. Mais d'en parler serait sortir de notre colloque, et l'objet de celui-ci était déjà assez vaste.

II

Le Général Valluy, ancien Commandant en chef des Forces alliées Centre-Europe, Secrétaire général de l'Association pour le Traité Atlantique, a, pour clôturer le colloque, convié les participants à quelques réflexions générales sur l'histoire de la défense militaire de l'Europe occidentale.

Cette défense s'est organisée, il y a quatorze ans, contre les expansions territoriales d'un adversaire dont les objectifs et les moyens étaient totalitaires. Elle s'est accomplie et a abouti heureusement, dans le cadre d'une association atlantique, grâce à l'action prépondérante d'une nation extra-européenne ; les Etats-Unis, à la survie et à la restauration même de notre continent.

L'adversaire a de ce fait été bloqué au centre et aux ailes de celui-ci ; il s'est trouvé également dans l'obligation de modifier les points d'application géographiques et la nature même de son effort. Une sorte de défi officiel en est résulté : la coexistence pacifique qui n'est ni plus ni moins qu'une âpre compétition dans tous les domaines, y compris celui de l'armée, et même au-delà de celui-ci pour le rendre justement inopérant.

Mais, depuis quatorze ans, la situation a changé, d'abord à l'intérieur de chaque bloc antagoniste, ensuite eu égard aux rapports des forces entre les partenaires en présence.

A l'Ouest — faut-il le rappeler — des nations comme la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas ont pratiquement assuré, avec plus ou moins de bonheur, les ultimes opérations de liquidation d'un empire colonial. Le Portugal les achève à son tour dans la douleur. L'Allemagne est redevenue une grande puissance, vigoureuse et armée ; mais elle n'a pu réaliser son unité brisée, il y a dix-huit ans. Et elle reste fragile.

L'Italie se cherche politiquement. Les institutions ont changé en France et en Turquie. Les vicissitudes intérieures ont affecté le Canada, la Belgique et la Grèce avec des germes de sécession dans les deux premiers pays. La France et la Grande-Bretagne, puissances atomiques relativement récentes et modestes, n'ont pas encore découvert le sens véritable de leur nouvelle vocation. Le Portugal risque de rester en pleine crise. Les Etats-Unis sont désormais vulnérables et moins prospères. Les quinze pays de l'OTAN ont accru ou retrouvé leur personnalité nationale. Et quelques-uns ont personnalisé d'une manière très accrue leur pouvoir. La plupart d'entre eux se sont socialisés dans leurs structures autant que dans leurs desseins.

A l'Est, on constate que l'URSS a obtenu la parité atomique par rapport aux Etats-Unis ; elle a raté, jusqu'à plus ample informé, son dernier plan quinquennal ou septennal et elle a dû admettre, en son sein, des ressurgences d'individualisme et de capitalisme. Elle a consenti à l'émancipation de ses satellites. En Asie, elle a été supplantée par la Chine, encore que celle-ci soit en période de difficultés économiques indéniables. Il n'en reste pas moins que l'URSS est en pleine discordance philosophique et stratégique avec elle et que cette

nation, dont on sait que la **démographie est galopante**, ne manquera pas de devenir, par ses propres moyens, une puissance atomique.

Les pays d'au-delà du rideau de fer ont eux aussi, mais à un degré infiniment moindre que ceux de l'ouest, récupéré un peu de leur personnalité nationale. Ils sont sans doute restés socialistes mais ils se sont eux aussi libéralisés ; ils l'ont fait plus dans leurs desseins que dans leurs structures. Dans chaque bloc, les Etats-Unis et l'URSS ne sont plus des leaders incontestés et exclusifs. On n'a jamais été aussi loin de l'unité de direction dans les deux blocs. Des groupements se sont constitués ; ils se concurrencent ou sont en rapport direct avec des partis du bloc adverse ou avec le tiers monde. Celui-ci, révolutionnaire dans sa stratégie, est néocolonialiste dans sa tactique, c'est-à-dire dans ses profits ; il joue sur les deux tableaux.

Le Japon, les Indes, l'Amérique latine et d'autres pays encore s'interrogent.

Le tiers monde, pour en revenir à lui, n'a politiquement basculé ni d'un côté ni de l'autre. Il a provoqué sur le monde communiste, monolithique et organisé face au monde libre, divisé et anarchique une profonde déception.

Quelle est la portée du changement survenu dans le monde communiste ? S'agit-il d'un bouleversement organique ou d'un détournement passager ? Ses objectifs semblent rester les mêmes ; et ses moyens sont en déclin et son dynamisme apparemment en perte de vitesse.

Une étude clinique des possibilités véritables du monde communiste en 1963-1964, de l'ampleur et de l'urgence de ces menaces multiformes reste à faire. Elle permettrait, sans aucun doute, une meilleure connaissance des facteurs qui conditionnent la défense militaire de l'Europe occidentale qui, il convient de la rappeler, est actuellement diluée dans une défense globale de l'Ouest. Celle-ci n'est pas uniquement thermonucléaire comme elle n'est pas non plus uniquement conventionnelle.

A défaut d'une telle étude, le Général Valluy propose de s'en tenir à deux faits essentiels :

1. Les Etats-Unis ne sont plus capables d'accorder à l'Europe des garanties absolues pour sa défense.

2. L'Europe occidentale a repris une certaine liberté de manœuvre et entend devenir maître de son destin.

En ce qui concerne la force de frappe française, il conviendrait aussi de la situer dans son véritable contexte international. Il s'agit en effet d'une force destinée d'une part à interrompre, en France, une sorte de déclasserement scientifique ; elle est aussi en rapport des investissements, nécessaire à des fabrications futures en dehors du domaine purement militaire.

Il n'est donc point douteux que l'Europe entière pourra en profiter un jour. C'est une erreur de croire qu'elle visait à impressionner l'URSS ; ne cherchait-elle pas plutôt à détourner superbement les Etats-Unis d'une œuvre qu'elle considérait comme unique et durable ?

Les garanties offertes par l'Amérique restent très fortes et très sincèrement méditées ; elles sont toujours nécessaires et suffisantes, à condition qu'en vue de la quiétude indispensable des populations se trouvant à proximité du rideau de fer, un certain renforcement de l'équipement de nature conventionnelle soit réalisé par toutes les nations de la société atlantique, et plus particulièrement par la France et par la Grande-Bretagne.

On peut fort bien comprendre que l'Europe tienne essentiellement à se conférer elle-même toutes les garanties de sa défense ; elle veut en avoir la possession directe avec toute la gamme des instruments de dissuasion : un deterrent purement européen peut très bien s'amorcer par une collaboration franco-britannique, au-delà du climat de mésentente cordiale qui est bien celui de l'imédiat présent.

Le Général Valluy doute que les Européens puissent jamais rattraper les Américains sans l'assistance de ces derniers. S'engage-t-on dès lors irrévocablement dans la voie du *partnership* ? Sans doute mais de quel partenaire européen s'agit-il ?

En ce moment, deux Europes se présentent et se tournent un peu le dos. En effet, d'une part, on trouve une Europe vraiment européenne, conçue et animée par les continentaux, indirectement et très justement ressuscitée par le Général de Gaulle et par le traité franco-allemand.

Et puis, il y a une autre Europe, atlantique, celle-là : c'est bien la nôtre, elle va de San Francisco à Berlin. Celle-ci prime la première dans le développement d'une Europe aspirant à ses vraies dimensions.

On peut admettre sans peine que la négociation avec l'URSS au sujet de l'Europe occidentale ne sera possible que si la libéralisation intérieure de la Russie s'accroît et si, le danger asiatique se confirmant, elle trouve en face d'elle non pas une Europe réduite mais tout le monde libre.

Dans cette Europe de conception occidentale, dans le monde occidental, de grands sacrifices s'imposent à tous. Nos amis anglo-saxons doivent en assumer leur part. Si de grandes initiatives doivent être prises avec de grandes générosités, il faut se dire qu'elles doivent venir de nos amis anglo-saxons qui, au cours de ces dernières années, ont été un peu trop nationalistes et égocentriques — sans doute inconsciemment —.

Il n'en reste pas moins que cette situation a suscité à son tour des complexes fâcheux qui, aujourd'hui, sont une cause de péril autant qu'un retard dans l'unification des communautés.

Pourquoi les Américains qui ont un surplus de puissance en ce domaine n'en feraient-ils pas un don aux Européens ? Serait-ce un cadeau empoisonné ? Ce n'est pas sûr ?

Il est difficile parfois pour chacun d'entre nous à l'intérieur de ses familles, de se faire des amis. On peut craindre que ce geste soit mal interprété par ses proches alors que, précisément, il faut vaincre cette réserve ou ces préjugés.

Le Général Valluy a terminé son intervention en développant cette idée et en l'illustrant en ces termes :

« Les Jésuites souffrent pour l'Eglise, par l'Eglise ; il faut que nous exercions par nous-mêmes, en nous apparentant un peu à eux, une sorte de transcendance et que nous souffrions pour la Belgique, par la Belgique, pour les Etats-Unis, par les Etats-Unis, pour la France, par la France. C'est là le sort de nos enfants et de nos petits-enfants européens... ».



Armements nucléaires et union européenne

par Roberto DUCCI,

Ambassadeur,

Directeur adjoint des Affaires politiques du Ministère des Affaires Etrangères (Italie).

★

Cet article a pour objet l'étude de l'influence — positive ou négative — que les armements de type nouveau, c'est-à-dire les armements nucléaires, exercent ou pourront exercer sur les tentatives d'unification de l'Europe. L'existence dans le monde de ces armes aide-t-elle à l'instauration d'une Union Européenne, ou au contraire la rend-elle superflue ? La possession d'armes nucléaires de la part d'un ou de plusieurs Etats de l'Europe est-elle contradictoire avec l'unification européenne, ou bien peut-elle justement donner l'impulsion à cette unification ? Ou encore, et finalement, peut-on conclure à l'indifférence des armes modernes par rapport à l'Union européenne ?

Telles sont certaines des questions auxquelles j'essayerai de donner une réponse tout au moins préliminaire (*).

Armes nucléaires et société internationale

Bien que cela semble renverser l'ordre logique, on pourra anticiper la réponse à la dernière question. Il paraît en effet d'évidence immédiate qu'on ne peut pas conclure à un état de non interférence entre armes modernes et Union européenne. Cette dernière est une forme possible d'organisation d'un secteur de la société internationale de notre temps. L'influence déterminante que l'existence des armes nucléaires exerce sur la société et sur la vie internationale actuelle n'est plus niée par personne. Il serait étrange que les tentatives d'instaurer une Union Européenne restent soustraites à cette influence. Chaque semaine les faits de la vie internationale nous démontrent d'ailleurs le contraire.

Certaines des transformations radicales et même révolutionnaires que les armes nucléaires ont apportées à la société internationale intéressent directement la question européenne. Depuis l'invention

des explosifs nucléaires et des moyens pour les lancer à très grande distance, sans qu'il y ait de possibilité pratique de les intercepter (une telle possibilité existant toutefois en théorie), la notion de la puissance internationale a changé. Deux catégories d'Etats se sont formées — Etats nucléaires et non-nucléaires — qui n'ont plus de commune mesure quant à la puissance, les seconds étant complètement désarmés vis-à-vis des premiers même s'ils continuent à disposer d'armes conventionnelles et même s'ils sont unis en ligue entre eux. La différence quantitative qui existait autrefois entre une grande puissance et une petite puissance a été remplacée par une différence de qualité. Il y a eu « saut qualitatif » : les sociétés qui n'ont pas pu ou voulu faire un tel saut sont désormais en état de dépendance ou de protectorat, même si cet état est pudiquement voilé par des formules telles que « alliance, appartenance à un bloc » ou bien « neutralité active, non-engagement ». On parle à juste titre de club atomique : ce club existe et c'est un club des plus fermés comme il sied à une association de seigneurs, de maîtres ou plus précisément d'égaux et d'indépendants ; hors du club est la foule bigarrée des Nations dépendantes.

Ces seigneurs (au nombre très limité mais auxquels d'autres peuvent se joindre avec le temps) possèdent la puissance suprême, qui est celle de détruire non seulement les adversaires mais soi-même. Quel usage peuvent-ils en faire ? L'usage que l'on fait de toute forme de puissance dans quatre-vingt-dix fois sur cent cas : celui de la montrer, ce qui provoque déjà toute une série d'effets, révérentiels et autres. Rationnellement, on devrait toujours et en tout cas s'en tenir là. On raconte que les plus rationnels des humains, les

(*) Le présent rapport a été présenté par M. R. Ducci au Centre Européen de la Culture, à Genève, le 18 janvier 1964.

« seigneurs de la guerre » des temps troubles de l'Empire Chinois, comptaient les fantassins armés qui se dévisageaient sur le champ de bataille et concédaient la victoire au chef qui en avait le plus grand nombre.

Une telle sagesse est rare au monde. En occident on l'a vue peut-être seulement au XVIII^e siècle, avant qu'un déchaînement de folie fit suite aux révolutions populaires. Malgré toutes les tentatives de rationaliser la guerre jusqu'à en faire une continuation de la politique (activité prétendue rationnelle elle aussi) il y a toujours eu dans la guerre classique un élément de compétition sportive, de pari, de risque et d'amusement, qui n'a pas permis aux guerriers de se limiter à compter le nombre des hallebardes ou des mitrailleuses.

Les armes nucléaires forcent l'humanité à réintroduire cette sagesse, faute de quoi elle serait perdue. Leur pouvoir destructif étant énorme, l'emploi effectif de ces armes devient un cas limite : de plus, tout élément personnel et individuel de sport et d'amusement en est banni. Ceci ne veut pas dire, hélas, que les guerres sont devenues impossibles, comme on l'a espéré un peu hâtivement après l'invention des explosifs nucléaires. (Elles seraient devenues impossibles si ces armes étaient restées le monopole d'une seule puissance et qui en plus fût bien décidée à s'en servir pour établir un gouvernement mondial.) En laissant de côté les guerres entre Etats non-nucléaires, les guerres civiles et les guerres qu'on appelle de libération, même la guerre entre Puissances nucléaires reste possible : car il faut toujours faire la part du mauvais calcul, du faux prestige et de la spirali-sation des accidents. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que la guerre, et surtout une guerre nucléaire, soit probable : on peut même affirmer que sa probabilité devrait être très proche de zéro.

La raison en est que dans l'ère nucléaire, la guerre entre grands Etats a cessé d'être une opération rentable et que, par conséquent, on ne peut rationnellement la proposer comme moyen ou but pour une action politique. Les raisons en sont multiples. Entre autres, les Puissances nucléaires auront de plus en plus d'armes pratiquement invulnérables (souterraines ou submersibles) de sorte qu'il deviendra impensable d'espérer anéantir l'adversaire d'un seul coup et échapper à des représailles terribles, à condition de posséder un certain nombre d'armes invulnérables on peut établir un *équilibre*

de la terreur même avec un adversaire beaucoup plus fortement armé.

La dispute sur la stratégie

Improbable mais non impensable, la guerre nucléaire est en train d'être pensée par les Etats-Majors et surtout les « analystes nucléaires » d'invention américaine. On connaît les termes de la dispute qui fait rage, non sans conséquences directes sur les alliances.

a) *Stratégie de Samson*. Il y a d'un côté l'école de ceux que j'aimerais appeler « les disciples de Samson ». Ils soutiennent que, même si les étudiants ne réussiront jamais à fabriquer des bombes atomiques dans les caves comme le prévoyait Léon Blum, chaque Etat qui en a la volonté peut se fabriquer un arsenal nucléaire (bombes et vecteurs) suffisant. Suffisant à quoi ? Suffisant pour se faire respecter même par une Puissance possédant une force nucléaire *de luxe*, celle-ci pourrait en effet détruire totalement l'Etat-Samson, mais ne le ferait pas pour s'éviter des dégâts difficilement supportables, tels que la destruction d'un certain nombre de ses villes.

Les conditions pour qu'une telle stratégie soit valable sont que l'arsenal nucléaire puisse effectivement remplir la mission limitée qui lui est confiée (ce qui n'est actuellement vrai ni dans le cas de la force de frappe britannique prise isolément, ni dans celui de la force française, mais qui pourrait bien le devenir un jour si l'un ou l'autre des deux Pays consentait aux sacrifices nécessaires), qu'on ne puisse pas douter de la volonté de la direction politique du Pays intéressé d'aller jusqu'au fond et d'accepter la destruction de son peuple plutôt que de se rendre. Il s'agit donc du même type de volonté que celle qui animait Samson quand il abattit les colonnes du temple pour écraser, avec soi-même tous les Philistins (en réalité, seulement les Philistins qui se trouvaient à l'intérieur du temple).

La première remarque qu'on peut faire à propos de cette stratégie, dont le nom technique est « dissuasion proportionnée », est qu'elle est en tout cas plutôt une stratégie pour après-demain que pour aujourd'hui. Elle présuppose en effet que la Puissance qui l'emploie possède un certain nombre d'armes invulnérables : ce qui, en Europe Occidentale, veut dire des sous-marins atomiques avec missiles à tête nucléaires. Or, même dans le

cas britannique, c'est-à-dire avec l'aide technique américaine, ces sous-marins n'existeront pas avant 1970. Entretemps une Puissance nucléaire de première classe comme l'URSS pourrait facilement détruire d'un seul coup les bases de la force de frappe anglaise ou française, après quoi ces deux Nations seraient à sa merci. Si en réalité cela ne peut se faire, c'est à cause de la protection atomique que les Etats-Unis assurent à ces deux Etats. On peut toutefois retenir que des nations moyennes à l'échelle mondiale comme les trois ou quatre « grandes » nations européennes pourraient avoir, entre 1970 et 1980, un armement nucléaire capable de servir de base à la stratégie dont on discute.

Cette stratégie aura-t-elle la « crédibilité » en tous les cas ? Serait-elle capable d'assurer la défense de tous les types d'intérêts importants ? Il ne faut jamais oublier qu'il ne s'agit pas ici d'une stratégie visant à gagner la guerre : au contraire, et par définition, la guerre et la vie même du Pays seraient perdues. « Dans ce cas, vous et moi, nous mourrons ensemble, Monsieur l'Ambassadeur » le Général de Gaulle aurait, prétend-on, dit un jour à M. Vinogradov. Une attitude semblable n'est pas impossible, il y a même quelques précédents historiques, toutefois, elle paraît vraisemblable dans les cas limites (choix entre l'asservissement total et la destruction totale), mais beaucoup moins lorsqu'il s'agirait de défendre des intérêts moindres ou des intérêts d'autrui. En plus, la « crédibilité » d'un *bluff* dépend en bonne partie de la *poker face* du joueur qui l'annonce : cette qualité est rare même parmi les chefs d'Etats, et conditionnée très souvent par l'inexistence ou le silence forcé de l'opinion publique.

Pour toutes ces raisons la stratégie de la « dissuasion proportionnée » ne semble convenir ni à la situation présente ni à toutes les situations de l'avenir. Si elle est invoquée dès maintenant, c'est qu'un peuple a besoin de justifications immédiates, et qu'il est difficile de le faire persister dans son effort en lui promettant que l'effort ne servira à quelque chose qu'après une dizaine d'années.

b) *Stratégie de la réponse contrôlée.* L'autre stratégie nucléaire est propre aux Américains qui l'appellent stratégie de la réponse flexible, ou encore mieux de la réponse contrôlée. Elle se base sur un arsenal extrêmement riche et très diversifié d'armes atomiques et vecteurs, ainsi que sur un

système très « sophistiqué » de communications, d'informations et de commandement. Elle met beaucoup moins l'accent sur la dissuasion que sur la possibilité d'initier même un échange nucléaire sans que celui-ci doive nécessairement conduire par le processus en spirale jusqu'à l'Apocalypse totale ; on pourrait donc dire que la dissuasion opérerait par paliers successifs, de sorte qu'on ne jouerait pas le sort de l'humanité en un seul coup de dés.

On ne peut que rendre hommage à l'effort intellectuel et politique accompli par les Américains, depuis M. Mac Namara jusqu'au dernier analyste de la Rand, pour essayer de développer une doctrine qui ne mène pas nécessairement à Armageddon et de tracer une ligne de conduite politico-militaire qui soit proportionnée aux différents degrés de menaces. On ne peut pas toutefois en ignorer les limites : dues au fait que la réalité change rapidement (invulnérabilité croissante des armes) et qu'on n'est pas du tout sûr que la situation resterait bien en main des « contrôleurs » au cas où on en venait au pire. En plus, la stratégie de réponse contrôlée est faite pour les pays riches ou en tout cas très avancés dans le domaine nucléaire.

Un dernier mot sur une conséquence politique très importante que certains théoriciens (en tout premier lieu les Américains) tirent de ce type de stratégie. Selon eux, cette stratégie étant la seule raisonnable et l'autre étant une affaire de fous, seuls les Pays très développés ou en tout cas dotés d'amples ressources peuvent se permettre de disposer des armements nucléaires. Les Grandes Puissances nucléaires ne peuvent ni doivent donc avaliser les forces de frappe « des pauvres » : car celles-ci ne pouvant être employées que contre les villes, tout conflit spiralerait immédiatement. Si des alliés (cas anglais ou français) possèdent de telles forces de frappe, il faut qu'elles soient strictement intégrées (c'est-à-dire subordonnées) au commandement suprême nucléaire de la Grande Puissance. Il serait encore préférable que les Alliés mineurs soient privés d'armes nucléaires, qui seraient réservées aux chefs de file des blocs.

De ces considérations on peut tirer les conclusions suivantes. Selon la doctrine américaine la plus avancée, même des Etats à l'échelle des « Grands » européens ne peuvent pas avoir un système moderne d'armements nucléaires. Une Union

Européenne, comprenant deux cents millions d'hommes dotés d'un équipement industriel très avancé, pourrait toutefois se payer le luxe d'acquiescer en un certain nombre d'années un arsenal du type américain. Tandis que l'existence d'armes nucléaires chez des alliés de deuxième classe est à long terme dangereuse et inacceptable, une *force de frappe européenne* pourrait être coordonnée avec une américaine grâce par exemple à une division de travail (à l'Europe) la dissuasion envers l'URSS, aux EU la dissuasion envers la Chine), ou bien elle pourrait à *long terme* constituer la base d'une indépendance totale pour l'Europe, l'Alliance Atlantique actuelle étant remplacée par une entente généralisée mais, non nécessairement militaire entre Pays appartenant à la même civilisation. Ce sont des conclusions auxquelles parviennent les analystes américains eux-mêmes. Pas un seul ne soutient que l'Europe unie étant incapable d'avoir un véritable système moderne d'armement, et les divers Pays européens en étant incapables par définition, la seule chose qui reste à faire est d'établir un système politique qui laisse *nunc et semper* aux Etats-Unis seuls la possession, la charge et la responsabilité de l'armement nucléaire. Thèse qu'enseignent au contraire plusieurs Européens plus royalistes que le roi, et à laquelle ils oublient volontiers d'ajouter qu'elle ne serait justifiable et justifiée que par la création d'une Fédération Atlantique sur base démocratique, en l'absence de laquelle cette thèse n'aboutirait qu'au constat de la satellisation de l'Europe.

Solution atlantique et solution européenne

Il appert donc que le problème posé au monde occidental (et d'une manière analogue au monde oriental) par l'existence des armements modernes, par les transformations qu'ils apportent à la société internationale et par la stratégie qui doit assurer le bien primordial qu'est la survie, est susceptible de deux solutions alternatives. L'une est que le monde qu'on appelle libre ou Occidental n'ait qu'un *système unitaire de défense*, et donc qu'une politique unitaire : ce qui postule des institutions politiques et militaires communes, bref une Union fédérale atlantique. L'autre solution est fondée sur la conception que dans le monde occidental il y a place pour *deux systèmes de défense*, l'Américain et l'Européen, les deux Autorités politiques les contrôlant ayant entre elles un pacte spécial, qu'on

appellera *partnership* selon le mot de feu le Président Kennedy.

a) *Fausse solution* : il y a en plus une troisième solution, qui nous semble être une fausse solution ou pas une solution du tout; c'est celle vers laquelle nous poussent, depuis quelques années, les deux sœurs ennemies, la Grande-Bretagne et la France. Bien que fausse, ou justement à cause de cela, elle mérite d'être étudiée plus attentivement que les deux autres. C'est pourquoi nous commencerons par elle.

Disons tout de suite que cette prétendue solution, qui est celle qui veut assurer l'indépendance de certains Etats historiques du continent européen grâce à l'armement nucléaire, est en contradiction directe avec l'idée et l'idéal de l'Europe. Si en effet il était possible d'assurer à l'un ou à l'autre de ces Etats l'indépendance nucléaire (c'est-à-dire la possibilité de décider de son propre destin contre tout venant) cet Etat n'aurait plus aucun stimulant à annuler son indépendance en un Etat fédéral, dit Europe Unie. Les Etats-Unis se sont faits car chacune des colonies craignait d'être incapable de résister seule au Roi d'Angleterre : *either we hang together or we'll be hung severally*. Si New-York ou la Virginie avaient pu se maintenir indépendants par leurs propres efforts, ils ne se seraient pas pliés à la nécessité de concentrer le pouvoir suprême en une Assemblée siégeant à Washington. De même dans notre Europe d'aujourd'hui : si la Grande-Bretagne ou la France accédaient à la puissance suprême en des conditions qui les mettraient *en fait* au pair avec les EU et l'URSS, elles n'abandonneraient certes pas cette position pour les beaux yeux de l'Europe. Au mieux, l'une ou l'autre d'entre elles chercheraient à établir en Europe un système politique rappelant celui de Napoléon d'avant 1805, une sorte de vague protectorat sur le reste du continent, ou bien elles diviseraient l'Europe en deux zones d'influence, *ce que en fait elles essaient de faire* dès maintenant avec la CEE et l'AELE.

Deux conséquences s'en dégagent. La première est que la politique des forces de frappe nationales ne peut pas rester le fief d'un seul pays. Si la Grande-Bretagne la suit, la France la suivra. Si la France la suit, l'Allemagne fera de même un jour ou l'autre. Après ces trois exemples, il n'est pas impensable que l'Italie ou d'autres Etats ne se laissent tenter s'ils réussissaient, le nombre

d'Etats en Europe irait en augmentant qui, pour accéder à la puissance atomique, devrait se donner un régime autoritaire, probablement de droite. En cas d'impossibilité, ces Etats préféreraient trouver refuge dans la neutralisation, position qui, de plus en plus souvent, constitue la forme moderne d'évasion des responsabilités de l'histoire. Voilà l'Alliance Atlantique assujettie à une crise très grave et l'Europe unifiée réduite à une peau de chagrin.

La deuxième conséquence : tous ceux qui proclament comme objectif l'unification européenne tout en agissant pour que leur Pays acquiert une force une force de frappe autonome, *ou bien* ne croient pas à l'unité véritable de l'Europe, *ou bien* (essays de garder un certain optimisme) ne croient pas à leur force de frappe et se préparent à la verser au sein d'une Union européenne quand les temps et les esprits seront mûrs. Voilà un dilemme duquel il faudra bien sortir un jour, et le plus tôt sera le mieux. Si une Puissance nucléaire parle de l'unité de l'Europe la réponse est dans la question : que veux-tu faire de ta force de frappe ? De sa réponse devrait dépendre l'attitude à adopter quant à toute proposition d'unification européenne.

b) *Communauté atlantique ou Partnership entre égaux*. La solution au problème du contrôle des armes nouvelles qu'on pourrait appeler Communauté Atlantique (en traversant l'Océan les mots ont une certaine pudeur, et Fédération sentirait trop fort) est très défendable logiquement. L'alliance Atlantique inclut la plus grande Puissance nucléaire du monde : à quoi bon dissiper des ressources en constituant d'autres arsenaux nucléaires dans d'autres Pays alliés, si l'on peut être sûr que cette puissance sera employée pour défendre Salonique ou Narvik sans la moindre hésitation et de la même manière que s'il s'agissait de Portland, Maine ou Portland, Oregon ?

Ramenée à un autre plan, la question ici est de savoir si l'on pourrait être sûr que en toute circonstance, le territoire et la cause des Pays européens seraient défendus par la force nucléaire américaine comme s'il s'agissait du territoire et de la cause des Etats-Unis. En laissant de côté les doutes qui sont émis par le gouvernement français, il faut reconnaître que la réponse n'a pas toujours été univoque même dans la bouche des responsables américains, parmi lesquels figure au moins un Secrétaire d'Etat. Or, en matière de sécurité, on ne peut pas prendre des risques et surtout quand

cela pourrait signifier l'anéantissement de son propre peuple. La seule manière de réduire au minimum le risque serait d'obtenir que le renoncement à l'autodéfense soit compensé, non pas comme le préconisent les leaders du Labour Party par une participation européenne à l'élaboration de la politique nucléaire de l'Alliance, mais par une extension formelle des responsabilités américaines à toutes les régions européennes de l'Alliance. La seule manière grâce à laquelle le gouvernement américain se sentirait vraiment responsable, serait qu'il dépende pour son autorité de la voix du peuple de ces régions.

En d'autres termes, il faudrait passer de l'Alliance au moins à la Confédération, mieux encore, à un système fédéral comprenant un Parlement et un Gouvernement communs.

Est-ce qu'une telle proposition est réaliste ? Est-ce que les gens de la côte du Pacifique, est-ce que les gens de religion protestante, est-ce que les gens de souche anglo-saxonne accepteraient que leur Président soit élu avec le concours peut-être décisif d'une foule de gens habitant la rive gauche de l'Atlantique, de religion catholique et de souche celtolatine ? Il se peut que cela devienne possible un jour, mais il serait prudent de ne pas trop y compter pour l'instant.

L'histoire toutefois ne s'arrête pas pour attendre que « les temps deviennent mûrs » ; si elle rencontre des obstacles elle a la fâcheuse habitude de les contourner, comme le ferait un fleuve, et d'avancer dans d'autres directions. Si, en attendant que les législateurs américains proclament que tout autre Etat (probablement tout autre Etat blanc !) peut être accueilli au sein des Etats-Unis lorsqu'il le demande, et, en attendant qu'on trouve en Europe la volonté politique d'accepter une telle offre, on ne fait rien, il apparaît déjà clairement où tout cela nous mènera. L'issue la plus probable de l'affaire serait la situation suivante en Europe : certains Etats, grâce à de lourds sacrifices, auraient des forces de frappe atomique « de poche », insuffisantes à leur conserver des lettres de noblesse sur le continent à l'instar des petits princes souverains de l'Empire bismarckien ; un autre Etat jouerait un jeu de bascule entre Ouest et Est, désaxant l'équilibre de l'Europe, le restant des Etats de l'Europe occidentale cherchant refuge et justification morale à leur impuissance dans le neutralisme. Une telle Europe serait évidemment

prête à tous les marchandages avec l'Union Soviétique, ce qui amènerait les États-Unis à les devancer par une négociation directe avec l'URSS, par dessus la tête de l'Europe, aboutissant enfin à un nouvel isolationnisme.

c) *Solution européenne.* Personne ne pouvant désirer un tel état de choses, sauf les adversaires de l'Occident et de la paix, il faut évidemment prôner le choix d'un autre chemin, qui est celui de l'union de l'Europe. L'Union qui n'aurait pas pour but la puissance, comme Jean Monnet se plaît constamment à le faire remarquer, mais la paix, car la voie de la paix ne peut que passer par une négociation avec l'URSS menée par une Europe forte, et donc unie, et alliée à l'Amérique. Mais une Union qui se ferait par la mise en commun des instruments de puissance, en particulier de la puissance nucléaire, pour empêcher justement qu'en restant « nationaux » ils ne détruisent tout espoir et toute possibilité d'union véritable.

Tout développement historique important est la réponse à un défi ; encore faut-il, pour que la réponse soit la bonne, que le défi soit exactement identifié. En 1949 on a bien répondu par l'Alliance Atlantique à la menace stalinienne de subversion de l'Europe. En 1955 on a bien répondu par la création du Marché Commun, au défi de la révolution technologique. Certes, il serait beau et digne des plus hautes vertus humaines que l'impulsion à l'unification politique de l'Europe fût donnée par la nécessité de poser les bases d'un nouvel humanisme, à travers le raffermissement de la liberté et de la démocratie. Mais le véritable défi, la menace qui pèse sur nous au cours de ces quelques années, est due à l'existence même des armements modernes. On a l'habitude de les accuser de rendre pos-

sible la destruction éventuelle du monde. A court terme, il serait plus juste de reconnaître qu'ils sont coupables d'amorcer une tendance vers la désunion qu'il serait difficile sinon impossible d'arrêter et qui aurait des conséquences les plus funestes. C'est à cette menace qu'il faut parer au plus tôt : nous avons essayé de dire comment.

d) *Solution transitoire : La Force multilatérale.* Quelques mots, en guise de postscriptum, sur l'initiative américaine de résoudre le problème des armements modernes en Occident par la constitution d'une Force Multilatérale. C'est, pour l'instant, le seul autre projet de solution, avec celui du Général de Gaulle qui consiste, en fait, à encourager chaque Etat historique à trouver son salut par lui-même. (Il est à remarquer qu'il y a en ce moment une carence totale d'initiative anglaise, qui n'est pas dû seulement à l'approche des élections politiques).

Je ne m'étendrai pas sur les détails du projet, mais je dirai brièvement mon opinion quant à ses avantages et désavantages. L'avantage principal se trouve dans le fait qu'il désamorce en partie le mouvement en direction de la création de forces atomiques nationales en Europe ainsi que de son contraire, l'évasion dans le neutralisme. Le désavantage réside dans le fait que cette initiative laisse elle aussi le problème de fond entre deux eaux. Elle ne nous fait pas avancer véritablement vers la solution que j'ai appelée Communauté Atlantique et tend à faire oublier la solution « force de frappe de l'Europe fédérale ». Toutefois l'initiative peut nous permettre de progresser dans la bonne direction à condition qu'elle réserve expressément, et par là même encourage, la création éventuelle d'une force européenne.



Le mythe de la planification soviétique

par Léo MOULIN,
Professeur au Collège d'Europe (Bruges).

★

« Il serait intéressant de savoir comment fonctionnent les économies planifiées de l'Union soviétique et de ses satellites, de connaître les résultats qu'elles ont atteints et les moyens qu'elles peuvent mettre en œuvre aujourd'hui », écrivait naguère M. P.-A. Rutsaert, dans le *Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales*, de Louvain (mars 1960).

L'entreprise est sinon impossible, du moins malaisée, car la plupart des données essentielles nécessaires à la mesure d'une croissance économique manquent ; et celles dont on dispose sont loin d'être fiables. On ignore donc ce que valent exactement les systèmes de planification. C'est à peine si les puissantes analyses d'A. Gerschenkron, G. Grossman, N. Iasny, A. Bergson, M. Allais, W. Nutter, J. Marczeswki et autres soviétologues spécialisés arrivent à jeter quelque lumière sur les résultats d'un régime aussi mal connu que vanté.

M. Zaleski a travaillé sous la direction de quelques-uns des grands maîtres de la soviétologie cités plus haut. Il était donc qualifié pour répondre aux questions suivantes : « Les fluctuations sont-elles le privilège exclusif des pays capitalistes ? La planification collectiviste réussit-elle à éliminer les germes des fluctuations qui s'épanouissent ailleurs ? » Pour y répondre, M. Zaleski a été amené à étudier de façon extrêmement approfondie les techniques même de la planification, « vues non seulement sous l'angle de l'élaboration du Plan, mais aussi sous celui de l'exécution et des mécanismes de correction et d'ajustement » (préface du professeur Piatier) (1).

Que ressort-il de cette immense enquête, dont le moindre coup d'œil sur le livre qui en résulte suffit à établir le sérieux et la solidité ?

Il n'entre évidemment pas dans notre intention

d'analyser une œuvre aussi compacte. Contentons-nous de pointer quelques-unes des conclusions qui méritent, semble-t-il, de retenir l'attention.

Première remarque : ils se trompent ceux qui s'imaginent que le système de planification soviétique est un système cohérent et d'une haute rationalité économique. C'est, au contraire, un système profondément politisé dans lequel se multiplient, au niveau le plus élevé, les décisions politiques et idéologiques. « Un pouvoir économique absolu n'a, en fait, jamais existé en URSS » (p. 285). « Le Plan ne maximise pas des objectifs purement économiques », mais bien des objectifs purement politiques : le maintien du Parti au pouvoir, la puissance de l'Etat soviétique, l'application de la prétendue idéologie marxiste-léniniste.

Loin donc d'être le triomphe des techniciens-technocrates, des spécialistes et des ingénieurs, les régimes de planification centralisée sont le terrain d'élection des décisions administratives, politiques et politiciennes.

Deuxième remarque : les Plans soviétiques n'ont rien de la cohérence prospective, de la rationalité, de la lucidité à long terme, que leur prêtent les Occidentaux. Ils se présentent à l'observateur comme des « leviers de croissance » (p. 292), des idéologies de développement, des « rêves plutôt que des plans », des « images d'avenir plus ou moins utopiques », « un art de manier les hommes autant que les choses ou les chiffres » (p. 299).

La planification consiste en un processus permanent d'élaboration et d'ajustement de divers plans

(1) Planification de la croissance et fluctuations économiques en U.R.S.S., tome I, 1918-1932. Préface de M. André Piatier, Edit. Sedes, Paris, 1962, 371 pages.

(p. 286) dont la durée réelle varie selon les circonstances, les résultats partiels obtenus, les décisions du Parti, les poussées de l'opinion publique, les échecs, la doctrine. Processus qui se fragmente en une série de décisions à court terme, de parades, de remaniements dans l'immédiat dont les effets, la technique, l'esprit ne diffèrent guère, finalement, de ce qui s'observe dans les régimes de libre entreprise. La pratique ininterrompue de « l'opération planifiante » (p. XII), les « réajustements multiples » (XV) (et bien souvent contradictoires ou, à tout le moins, incohérents) exercent à ce point leurs effets dans les profondeurs essentielles de l'économie que la majestueuse ordonnance initiale du Plan a tôt fait de disparaître. Il s'ensuit des troubles profonds, des fluctuations, subies bien plutôt qu'orientées (p. 278), saisonnières (p. 281) ou autres (p. 283), des « mouvements ondulants », des crises même (p. 274), lesquelles se sont produites, chose curieuse, à des dates voisines des crises occidentales : 1931-1933, 1937-1939, 1951-1953 et 1956-1957 (p. XXVII).

Ces perturbations cycliques, que les soviétiques baptisent pudiquement du nom de « ralentissement des systèmes de croissance », disloquent évidemment le système de planification.

Or, par définition, un Plan doit atteindre une certaine cohérence, sans quoi sa rationalité cesse d'exister et avec elle, sa raison d'être.

Qu'en est-il en fait ? Citons M. Zaleski ; on ne pourrait trouver meilleur guide, ni plus objectif : l'économie soviétique évolue « assez indépendamment de la volonté des planificateurs » ; il existe une « spontanéité économique » qui déconcerte les Plans ; de toute façon, la fréquence des réajustements (qui vont jusqu'à se faire tous les six mois !) rend illusoire la parfaite harmonie des projets et prouve la vanité des prévisions ; les dirigeants soviétiques « se sont installés... dans cette planification « incohérente » en ne prenant au sérieux qu'une partie du Plan » (celle qui, pour des raisons idéologiques, a leurs préférences). « La planification s'est faite... dans un chaos total des prix » (p. XXV). « Plusieurs Plans n'ont pris leur figure définitive qu'après un certain temps au-delà du début de la période couverte par eux », donc après avoir reçu un commencement d'application. D'autres Plans ont été abandonnés après quelques années et remplacés par d'autres, à plus long terme,

d'ailleurs destinés à se fragmenter à leur tour en d'innombrables décisions à court terme, sans cesse « précisées », c'est-à-dire remises en question, avancées, déplacées ou postposées *sine die*. D'une façon générale, les Plans ont toujours pêché par sous-évaluation des coûts (p. 274). Bien souvent, les investissements nouveaux « prévus » par les Plans ont été destinés à combler l'écart existant entre les objectifs visés et les moyens mis en œuvre (p. 298). Autrement dit, à mettre au clair une situation passée et non à bâtir l'avenir.

Au demeurant, « une parfaite exécution du Plan peut voiler une exécution très différente des parties composantes ». « Très différente », autant dire « incohérente », au sens propre du terme.

D'où la préférence des dirigeants soviétiques pour les pourcentages d'exécution, les quantités globales, qui camouflent les différences de rythmes de croissance et la diversité des évolutions (p. 277), autrement dit : l'échec du principe même de la planification.

On retrouve donc les fluctuations, bien souvent de même nature, dans les deux systèmes économiques qui se disputent actuellement l'hégémonie du monde.

Mais, dans le régime « capitaliste », il s'agit de fluctuations dues à la surabondance, alors que l'économie soviétique doit ses fluctuations à la disette ou à la rareté des biens et des services, qu'aggravent encore le plein-emploi apparent de la main-d'œuvre et la rigidité du système.

En outre, si l'économie planifiée paraît éliminer certains risques, il en crée beaucoup d'autres. Ceux-ci prennent la forme d'un « ensemble de chocs déséquilibrants » (p. 296), « d'actions de réajustement ou de rattrapage, dans un plan court ou ultracourt », destinées à sauver « un secteur en bloquant les autres » (p. XXVIII), de si grands écarts, une dispersion si prolongée, que le Plan ne sert plus désormais qu'à rééquilibrer l'économie.

Le moins qu'on puisse dire de ce système, c'est qu'il est loin d'avoir remplacé les fluctuations capitalistes par une croissance équilibrée et harmonieuse.

Troisième remarque, qui rejoint la précédente : non seulement les réalités économiques démantibulent régulièrement la belle ordonnance apparente

du Plan, mais encore il n'est pas le moins du monde prouvé qu'il soit possible, *techniquement parlant*, d'assurer à un Plan, quel qu'il soit, cette cohérence interne dont les partisans de la planification parlent si volontiers.

D'une façon plus générale, la lecture du beau livre de M. Zaleski, incite à se demander dans quelle mesure la planification elle-même est possible, du moins, la planification telle que la définirait un Plan central rigide de dimensions macroéconomiques. Car, pour le reste, et le professeur Piatier le souligne fort justement (p. XIII) : « Tous les pays sont planifiés ». La différence consiste en ce que, en Occident, l'évolution de l'économie est assurée par la coexistence d'une multitude de plans microéconomiques, multipliés, décentralisés, plus ou moins rationnels et plus ou moins compatibles entre eux ; alors qu'en URSS, s'impose la suprématie d'un plan unique, centralisé, et prétendant à la pure rationalité économique. C'est là précisément que gît la difficulté : l'homme possède-t-il (déjà) les moyens assurés de gouverner l'économie moderne d'un grand pays ? Il semble que l'on soit loin de compte.

Et, je le repète, non pas seulement parce que les réalités soviétiques s'y opposent, mais encore parce que les instruments d'élaboration, de prévision, d'exécution sont loin d'être suffisants, sinon, chose curieuse, aux Etats-Unis que l'équipement statistique dont ils disposent autoriserait peut-être à concevoir des plans à long terme avec un minimum d'erreurs, du moins dans les pays économiquement sous-développés et dans les pays dits « socialistes ».

Dans sa très belle et lumineuse préface, le professeur Piatier insiste sur ce fait capital (p. XIV), et M. Zaleski en donne la preuve tout au long de son œuvre. « Si, d'un seul coup, le Plan était parfait, c'est-à-dire s'il disposait de la quantité et de la qualité d'informations suffisantes et si le calcul central était concevable sous ses innombrables aspects... l'exécution du Plan ne serait guère que de routine ». Mais voilà : quand ils élaborent le Plan à venir, les économistes ne disposent que d'une image très floue — et qui se révélera nécessairement fautive, tout au moins dans certaines de ses parties les plus importantes — de ce que sera l'économie 3, 4 ou 5 ans plus tard. Qu'un secteur fasse défaut ou progresse trop vite,

et tout l'édifice est jeté à bas. Sinon dans la réalité, car il faut compter sur la force d'inertie de la croissance qui lui permet de courir sur son erre quelque temps encore, du moins, dans son principe.

De plus, et ce n'est pas la moindre difficulté, il faut passer de la prévision *stricto sensu* à la procédure obligatoire ; insérer tel plan de 3 ou 5 ans, dans un plan de 10 ou de 20 années ; tenir compte des plans latéraux d'approvisionnement matériel et technique qui, à leur tour, peuvent faire défaut (cela se voit chaque année) : tout cela n'est pas simple. Ce l'est si peu que le Plan finit par n'être plus qu'« une juxtaposition d'objectifs de nature différente et non hiérarchisés » (p. XVIII), une « dynamique d'ensembles planifiés » (p. XIX), bien plus qu'un jardin à la française. Par la faute des hommes, en raison de leur faiblesse première, de leur inertie mentale, de leur esprit de routine ? Bien sûr. Mais encore, et surtout, parce que l'équipement statistique, les techniques de prévision, la science économique étant ce qu'ils sont, il serait difficile de faire mieux.

Quatrième remarque : finalement, il apparaît que les différences qui opposent les économies « planifiées » des pays de l'Est et les économies « non planifiées » de nos pays sont bien moindres qu'on ne le croit communément ; et que, lorsqu'il y en a, elles ne vont pas toujours à l'avantage des économies planifiées. C'est un fait, le taux de croissance, les taux de production et de productivité, le niveau de vie, le revenu national réel par habitant sont incomparablement plus élevés dans les pays « capitalistes » que dans les pays « socialistes ». La planification à la russe ne s'est pas imposée comme le moyen par excellence d'assurer une croissance très rapide. En revanche, elle apparaît à l'observateur comme un moyen dont le coût social et humain est particulièrement élevé.

Même les communistes ne nient plus aujourd'hui le poids de la bureaucratie économique en URSS (p. 293), la lourdeur et la lenteur des décisions, le manque de souplesse et d'adaptabilité du système. M. K. lui-même l'a reconnu, puisqu'il s'est efforcé, sans grand succès d'ailleurs, d'y porter remède.

On ne nie plus les vastes pertes dues au gaspillage, aux malfaçons, à la gabegie, aux vols, au chapardage, imputables à l'absence de tout critère

objectif pour mesurer les prix de revient autant qu'à la négation trop brutale de l'intérêt individuel.

On sait que l'exécution des Plans a exigé que soit maintenu « le niveau de vie au minimum socialement acceptable » (p. 295), et nul n'ignore jusqu'où on a été, avec un peuple aussi naturellement passif et résigné que le peuple russe.

On sait aujourd'hui que quarante années de collectivisation, de planification et de motorisation acharnée n'ont pas permis au secteur de l'agriculture de dépasser le niveau de 1913 et qu'en octobre 1963, on en est à parler de « rationnement officieux » (qui se souvient encore du « pain gratuit » promis il y a quelques années?) et à acheter du blé aux Américains.

Et que penser des pertes en vies humaines qui se chiffrent par millions ; du niveau de vie dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'est guère élevé

(disons qu'il se situerait entre celui de la Grèce et celui de l'Italie du Sud); du sacrifice total des libertés, qu'a exigé non seulement l'abjection stalinienne — cet accomplissement du léninisme — mais encore le léninisme lui-même dans ce qu'il a de plus pur et de plus authentique ?

Si accoutumé qu'il soit à regarder sans frémir les spectacles de l'histoire, le politicologue ne peut s'empêcher de penser que le coût humain et social de l'expérience soviétique a été particulièrement élevé. En tout cas, et ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'œuvre remarquable qu'a édifiée M. Zaleski de nous l'avoir démontré, il est hors de doute que les exigences de la planification autoritaire et centralisée qu'a subie l'économie soviétique ont coûté cher au peuple russe, sans que les résultats obtenus puissent servir d'excuse, tant s'en faut, à la grande oppression dont il a été la victime.



L'année politique en Belgique

1^{er} septembre au 31 décembre 1963

I. — INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES, DÉPOUILLÉS ET DES ABRÉVIATIONS CORRESPONDANTES, UTILISÉES DANS LA BIBLIOGRAPHIE

Le Soir	SR
La Libre Belgique	LB
La Cité	C
La Dernière Heure	DH
Le Peuple.	P
Le Drapeau Rouge	DR
La Gazette de Liège	G. LG
La Wallonie	WAL
Vers l'Avenir	V. AV
L'Avenir du Luxembourg.	AV. LUX
Le Courrier de l'Escaut	C. ESC
L'Avenir du Tournaisis	AV. T
La Flandre Libérale.	FL
La Métropole	Métro
L'Echo de la Bourse	EB
L'Informateur économique et financier	IEF
Het Laatste Nieuws.	LN
De Nieuwe Gids	Gids
De Standaard	STA
Het Volk	HV
Vooruit	Voor
Volksgazet	VG
De Nieuwe Gazet	NG
Het Belang van Limburg (Zondag in Limburg)	B. LIM
De Linie	LIN
Europe Magazine	Eur. M
Pan	Pan
La Relève.	REL
Pourquoi Pas?	PP
La Gauche.	GAU

Ont également fait l'objet d'un dépouillement les publications suivantes : Au Travail, La Tribune, Le Syndicaliste libéral, La Voix des Indépendants, Bulletin du MIC, Le Médecin Belge, Le Journal des UIPA, Bulletin de la Kredietbank, La Construction.

Légende.

() Les parenthèses signalent que nous avons abrégé le titre de l'article.

/4 Le nombre placé derrière un tiret vertical (après la date de la référence) précise la page de l'article cité, sauf si celui-ci se trouve en première page.

Pour la plupart des hebdomadaires, plus faciles à parcourir que les quotidiens, nous avons préféré ajouter la mention de leur numéro.

II. POLITIQUE INTERIEURE

A — CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

Gouvernement, Parlement et Partis

(Voyez également la rubrique « Rapports Flamands-Wallons »)

3 octobre. — Au Sénat, démission du baron de Dorlodot.

4 octobre. — Décès de M. René Drèze, vice-président du PLP.

13 décembre. — Décès du comte Pierlot, ancien Premier ministre.

22 décembre. — Les communistes de la tendance « chinoise » tiennent une Conférence Nationale et s'organisent en trois partis distincts (un pour chacune des trois régions du pays).

Rapports Flamands-Wallons

1. LA REFORME DES LOIS LINGUISTIQUES

1^{er} septembre. — Mise en application des nouvelles lois linguistiques. Dans les Fouron, transférés à la province de Limbourg, une manifestation de protestation du Comité d'Action Wallonne a lieu dans le calme.

10 septembre. — Incident à l'aéroport de Bruxelles-National (Zaventem) où des documents douaniers rédigés en français sont d'abord refusés. La mesure est rapportée provisoirement à la suite d'une protestation de la Chambre syndicale des transporteurs.

19 septembre. — La presse publie la lettre adressée, au nom du Conseil Supérieur des Ecoles européennes, par M. Van Houtte, qui demande au gouvernement de suspendre l'application de la nouvelle législation à l'Ecole européenne de Mol.

20 septembre. — A Strasbourg, 84 chefs de famille francophones de la région de Louvain déposent une requête devant la Commission Européenne des Droits de l'Homme.

25 septembre. — Le Conseil Economique Wallon demande la création en Wallonie d'un Centre nucléaire, complémentaire de celui de Mol.

7 octobre. — Dans un ordre du jour voté à l'unanimité, le Conseil Provincial de Liège demande le retour des Fouron à la province.

5 décembre. — La Chambre vote un ordre du jour de confiance en conclusion de deux interpellations sur l'application des lois linguistiques au Centre nucléaire de Mol.

12 décembre. — Le « Studentenkorps » de Louvain rend public un mémorandum réclamant la scission complète de l'Université et la création d'un campus universitaire catholique en Wallonie.

17 décembre. — M. Spinoy confirme que l'équilibre linguistique sera réalisé au sein de la représentation gouvernementale au Conseil d'Administration du Centre de Mol.

19 décembre. — Un « Manifeste pour le Droit et la Liberté », signé par 300 professeurs d'Université, s'élève contre l'application du principe du *jus soli* en matière linguistique.

2. L'ADAPTATION DES SIEGES ET LA REVISION DE LA CONSTITUTION

19 septembre. — M. Vanaudenhove présente les propositions du PLP relatives à la revision de la Constitution.

20 septembre. — M. Vanden Boeynants préconise la conclusion d'un pacte national.

24 octobre. — Le groupe de travail politique, chargé de préparer la revision, dépose le rapport contenant la synthèse de ses travaux.

24 octobre. — A la RTB, M. Collard rappelle que pour son parti, la réadaptation des sièges ne pourra être votée que lorsqu'un accord sera intervenu, dans le cadre de la revision constitutionnelle, pour donner aux Wallons des garanties contre leur minorisation.

26 octobre. — A Namur, le MOC wallon se prononce pour des réformes au niveau provincial et se montre favorable à un système d'« interprovincialisme ».

7 novembre. — Le rapport du groupe de travail, accompagné d'un message du gouvernement, est remis aux présidents des trois partis traditionnels.

9 novembre. — La Fédération liégeoise du PSB repousse le « Compromis des Socialistes » par 161 voix contre 94.

12 novembre. — Dans leurs discours de rentrée, les présidents réélus des deux Chambres se prononcent contre le fédéralisme et pour la décentralisation.

17 novembre. — Au Congrès du PSB, 88 % des délégués approuvent le « Compromis des Socialistes ».

20 novembre. — Le Bureau politique du PLP décide que le parti participera aux travaux préparatoires de la revision constitutionnelle.

28 novembre. — Première rencontre tripartite (MM. Lefèvre, Spaak et les présidents des partis traditionnels) en vue de préparer la Table Ronde constitutionnelle. De nouvelles réunions auront lieu les 4, 12 et 19 décembre.

29 novembre. — Le Conseil de Cabinet se prononce pour l'adaptation des sièges et le maintien du nombre actuel des députés et des sénateurs élus directement. Selon le projet, les arrondissements flamands auront

107 représentants (+3), les arrondissements wallons en auront 72 (—4) et Bruxelles 33 (+1).

3 décembre. — A la Chambre, M. Lefèvre annonce que les problèmes de l'adaptation des sièges et des garanties contre la minorisation wallonne seront résolus parallèlement.

15 décembre. — A l'unanimité, le Congrès du PSC approuve les procédures proposées pour la conciliation et l'harmonisation des points de vue des deux communautés.

3. LES PARTIS TRADITIONNELS ET LES MOUVEMENTS FEDERALISTES

8 septembre. — A Louvain, le Davidsfonds approuve une résolution fédéraliste.

13 septembre. — A Ostende, de nombreuses maisons portant des inscriptions rédigées en français sont goudronnées pendant la nuit.

19 septembre. — Le Vlaams Aktiekomitee renonce à une troisième marche sur Bruxelles qu'il remplace par une manifestation qui aura lieu à Anvers.

21 septembre. — A Gand, le Liberaal Vlaams Verbond se prononce contre le fédéralisme.

24 septembre. — A Gand, une explosion au domicile de M. Stassart, ancien membre du Comité d'Action Nationale (CAN), révèle un arsenal clandestin où sont fabriquées des bombes destinées à perturber les manifestations de la Volksunie.

26 septembre. — M. Stassart et huit autres personnes sont arrêtés. Simultanément, des membres du Vlaamse Militanten Orde (formation militante de la Volksunie) sont arrêtés également et inculpés pour le goudronnage d'Ostende. La Volksunie décide de dissoudre ce groupement.

26 septembre. — Le Comité de direction du PLP déclare que l'action menée par le Mouvement Libéral Wallon (MLW) est en contradiction avec la politique d'unité nationale défendue par le parti.

29 septembre. — Revenant sur sa résolution antérieure, le Davidsfonds se déclare incompétent pour prendre position sur les problèmes politiques.

9 octobre. — Le Bureau du PSB s'oppose à la campagne du pétitionnement en Wallonie.

10 octobre. — La Fédération namuroise du PSB décide de se retirer du Comité régional d'Action Wallonne.

15 octobre au 15 novembre. — Campagne du pétitionnement organisé par le Collège Exécutif de Wallonie.

21 octobre. — MM. Bary et Cugnon, députés socialistes, démissionnent de leurs fonctions au sein du Collège Exécutif de Wallonie.

Le PSC liégeois repousse une motion condamnant le pétitionnement.

25 octobre. — Le Bureau de la Fédération liégeoise du PLP laisse aux membres de la Fédération la liberté de signer la pétition.

28 octobre. — M. Massart, député de Namur, quitte le PSB.

10 novembre. — A Anvers, importante manifestation fédéraliste organisée par le Vlaams Aktiekomitee. Estimations du nombre des participants : 32.000 selon la police ; 150.000 selon les organisateurs.

20 novembre. — M. Vanden Boeynants présente son plan pour la réforme du PSC et insiste sur l'unité nécessaire du parti.

21 novembre. — La démission de M. De Saeger (président de l'aile flamande et vice-président du PSC) est confirmée.

2 décembre. — Le Bureau du PSB déclare incompatibles l'attitude du MPW qui refuse le « Compromis des Socialistes » et le vote du Congrès du parti.

11 décembre. — Dans un message télévisé au peuple belge, le pape Paul VI qualifie de « querelles stériles » les problèmes qui divisent le pays.

15 décembre. — A Malines, le Congrès de la Volksunie demande l'instauration d'un fédéralisme économique et politique.

17 décembre. — Les organisateurs du pétitionnement wallon déposent les listes au Greffe du Sénat et annoncent qu'ils ont recueilli 645.499 signatures.

19 et 20 décembre. — Plusieurs démissions de personnalités au sein des instances régionales du MPW à Charleroi et à Liège (parmi elles, le professeur Florin).

22 décembre. — La Fédération liégeoise du PSB ratifie une résolution de son Comité se ralliant au « Compromis des Socialistes ».

24 décembre. — Dans son message de Noël, le Roi lance un appel à l'union des Belges.

Réforme de l'assurance maladie-invalidité

18 septembre. — Première réunion entre le gouvernement et les représentants des organisations médicales.

24 septembre. — Le CNAC pose des préalables à la poursuite des négociations. Le gouvernement estime ne pouvoir les accepter : c'est l'impasse.

19 octobre. — Les Etats-Généraux du Corps Médical annoncent le refus des médecins de signer toute convention proposée dans le cadre de la loi Leburton.

26 octobre. — A Huy, une manifestation socialiste réclame l'application de la loi du 1^{er} janvier 1964.

1^{er} novembre. — Le *Moniteur* publie la loi Leburton.

6 novembre. — Un questionnaire du CNAC est remis au gouvernement par l'intermédiaire des professeurs des Facultés de Médecine qui ont proposé leurs bons offices pour la reprise des pourparlers.

12 novembre. — Le CNAC n'est pas satisfait des réponses du gouvernement et décide de ne pas participer à la réunion prévue pour le lendemain.

20 novembre. — A Liège, M. Leburton participe à une réunion d'information tumultueuse et ne parvient pas à prononcer son discours.

4 décembre. — Les Académies de Médecine demandent au gouvernement d'étendre à douze mois la durée de la période transitoire prévue par la loi. Un amendement en ce sens est discuté en Commission du Sénat réunie pour l'examen du projet de loi « complémentaire ». Il est soutenu par le gouvernement et adopté le 12 décembre par la Commission.

19 décembre. — Le projet de loi « complémentaire » est adopté par les deux Chambres.

20 décembre. — La Fédération des Chambres syndicales des Médecins réaffirme sa volonté de s'opposer à l'application de la loi.

21 décembre. — L'Académie de Médecine (franco-phone) refuse d'envoyer des observateurs au sein des nouvelles institutions créées par la loi.

29 décembre. — L'Union professionnelle des Médecins socialistes invite ses membres à ne pas signer de convention qui ne serait pas librement discutée.

30 décembre. — Les grandes organisations professionnelles médicales confirment leur opposition à la loi Leburton et à la loi « complémentaire ».

Les médecins liégeois et luxembourgeois demandent l'omission de leur nom au tableau de l'Ordre des Médecins de leur province.

Problèmes économiques et sociaux

17 septembre. — Le Bureau de la FGTB donne la priorité à la revendication pour la troisième semaine de vacances.

21 septembre. — Les Gildes wallonnes du Boerenbond réunies à Bruxelles entendent un discours du président, M. Van Hemelrijck, consacré aux prix agricoles. Le lendemain, à Huy, l'Alliance agricole belge étudie le malaise paysan.

26 septembre. — Fin du conflit social dans le secteur de la chaussure au Borinage.

27 septembre. — Le Congrès des Francs-Mineurs (CSC) revendique la semaine de cinq jours et la journée de 8 heures sans réduction des salaires.

29 septembre. — Nouvelle manifestation du personnel des Finances lors des examens de rédacteur.

15 octobre. — M. Vanaudenhove installe le Centre national des Indépendants et des Cadres.

18 octobre. — Echec d'une nouvelle grève du personnel des Finances.

19 octobre. — Au Congrès de la CSC à Gand, M. Cool revendique la troisième semaine de vacances.

31 octobre. — Nouvelle hausse du taux d'escompte : de 4 % à 4,25 % (une précédente hausse est intervenue le 18 juillet : de 3,5 % à 4 %).

29 novembre. — Blocage des prix de la farine.

8 décembre. — A Namur, la Commission agricole du PSB présente une « Charte de la paysannerie ».

12 décembre. — Un accord paritaire est signé pour la réalisation progressive de la troisième semaine de vacances. Au Sénat, M. Vanaudenhove interpelle sur la hausse des prix et les menaces d'inflation.

13 décembre. — Blocage du prix du beurre.

15 décembre. — A Spa, le PLP présente une « Charte agricole ».

18 décembre. — La Fédération nationale et l'Union nationale des Classes moyennes réalisent leur fusion au sein d'une « Fédération nationale des Unions de Classes moyennes ».

21 décembre. — A Val Duchesse, M. Spinoy signale l'existence de germes d'une situation inflationniste.

Les délégués des organisations patronales refusent de participer aux négociations pour un accord de programmation sociale. Cet accord est réalisé le lendemain entre le gouvernement et les syndicats de travailleurs.

RESULTATS DES ELECTIONS SOCIALES

TABLEAU I. — Conseils d'Entreprises

Syndicats	1963*		1958**	
	% des voix	Nombre de sièges	% des voix	Nombre de sièges
Ouvriers				
Libéraux	4,93	158	3,50	129
CSC	40,80	2.611	38,40	2.450
FGTB	54,27	3.203	57,20	3.532
Employés				
Libéraux	6,88	100	5,40	59
CSC	52,20	1.059	49,70	755
FGTB	40,92	687	44,50	656
Jeunes travailleurs				
Libéraux	2,23	13		
CSC	54,79	462		
FGTB	42,98	321		
			Ce collège n'existait pas en 1958 pour les Conseils d'Entreprises	

TABLEAU II. — Comités de Sécurité et d'Hygiène

Syndicats	1963*		1958**	
	% des voix	Nombre de sièges	% des voix	Nombre de sièges
Ouvriers				
Libéraux	4,98	381	3,62	185
CSC	41,75	5.600	38,73	3.804
FGTB	53,27	6.022	57,65	5.067
Employés				
Libéraux	7,45	215	4,84	105
CSC	51,04	2.134	49,13	1.529
FGTB	41,51	1.397	44,85	1.100
Jeunes travailleurs				
Libéraux	2,32	23	1,61	10
CSC	55,47	686	54,25	533
FGTB	42,21	430	43,54	348

* Les résultats officiels et définitifs de 1963 nous ont été obligamment communiqués par le Ministère du Travail.

** D'après la « Revue du Travail », novembre 1959 (annexes).

B — BIBLIOGRAPHIE

Institutions politiques

GOUVERNEMENT : Action gouvernementale Rôle de l'opposition

- M. STYNS : « De wachtende taak ». — *LN* 3.9.63.
A. HOUSIAUX : « Du pain sur la planche ». — *P* 6.9.63.
A. USELDING : « Rentrée ». — *AV. LUX* 7.9.63.
X. : « La rentrée politique ». — *REL* 7.9.63.
V. LAROCK : « Rentrée ». — *P* 9.9.63.
F. GROOTJANS : « Hoe lang nog ? ». — *NG* 10.9.63/2.
X. : « Retour de M. Larock ». — *EB* 10.9.63.
A. VANHAVERBEKE : « Zwijgen is goud ». — *Gids* 11.9.63.
L. COLLARD : « Le « timing » du gouvernement ». — *P, VG, Voor* 11.9.63.
D. D. : « Interview de M. Vanaudenhove ». — *SR* 12.9.63.
J. BLUME : « A quoi doit servir le gouvernement ? ». — *DR* 14.9.63.
Ch. MOUREAUX : « Le temps de la dernière chance ». — *SR* 24.9.63.
A. VANHAVERBEKE : « De laatste kans ! ». — *Gids* 25.9.63.
V. LAROCK : « Priorité au social ». — *P* 30.9.63.
O. VANAUDENHOVE : « Geschokte burgerzin ». — *NG* 7.10.63/2.
V. LAROCK : « L'Unité d'Action ». — *P* 7.10.63.
J. DESMARETS : « Prudente rentrée ». — *C* 18.10.63.
BOEY : « Leiders en misleiders ». — *NG* 22.10.63/2.
G. VAN SEVEREN : « Quatre ministres au lieu d'un seul ! ». — *FL* 25.10.63.
SNYERS D'ATTENHOVE : « L'opposition devrait constituer un « shadow-cabinet ». — *DH* 7.11.63/3.
A. HELLA : « Sommes-nous un peuple de petites « questions ? ». — *V. AV* 7.11.63.
O. VANAUDENHOVE : « Een zware hypotheek ». — *NG* 11.11.63/2.
G. D. : « Rentrée parlementaire ». — *FL* 12.11.63.
H. R. : « Au seuil d'une session parlementaire décisive ». — *AV. LUX* 13.11.63.
X. : « La rentrée parlementaire ». — *LB* 13.11.63/2.
X. : « La session parlementaire la plus importante ». — *WAL* 13.11.63.
X. : « Le silence du Roi ». — *PP* 15.11.63 (n° 2346).
X. : « Le temps des réformes ». — *REL* 16.11.63.
Ch. MOUREAUX : « En marge d'une interpellation ». — *SR* 30.11.63.
A. VANHAVERBEKE : « Oproep van Eerste-minister ». — *Gids* 4.12.63.
J. P. : « Sommes-nous coupables ou juges ? ». — *G. LG* 10.12.63.
F. GROOTJANS : « Geen dialoog ». — *NG* 10.12.63/2.
X. : « Les aveux du Premier ministre ». — *LB* 17.12.63.
X. : « La colle et les morceaux ». — *PP* 20.12.63 (n° 2351).
X. : « La majorité qui se cherche ». — *REL* 21.12.63.
X. : « Un gouvernement de plus en plus exaltant ». — *LB* 21.12.63.
L. COLLARD : « L'année qui finit ». — *P, VG, Voor* 27.12.63.
X. : « Gouverner, c'est mentir... ». — *PP* 27.12.63 (n° 2352).

R. PIRMOLIN : « Le travaillisme, formule politique que les catholiques doivent rejeter ». — *G. LG* 27.12.63.

H. R. : « Des ombres menaçantes ». — *AV. LUX* 31.12.63.

H. d'ASPREMONT-LYNDEN : « Perspectives politiques ». — *Bulletin du MIC*, 7.9.63.

PARLEMENT : Démocratie Crise du Parlementarisme

(Voyez également la rubrique « La préparation des élections »)

A. VANHAVERBEKE : « Politieke ongerustheid ». — *Gids* 12.9.63.

J. De. : « (Pour rendre confiance à l'ensemble des Belges). » — *Métro* 17.9.63.

M. A. PIERSON : « Le contrôle parlementaire et la protection des citoyens ». — *SR* 20.9.63.

X. : « L'Etat ». — *REL* 21.9.63.

A. HOUSIAUX : « Dépolitisation ». — *P* 5.10.63.

Sen. R. HOUBEN : « La démocratie : les meilleurs avantages mais aussi de très grandes exigences ». — *C* 1. 15. 10.63/4; 2. 16.10.63/4; 3. 17.10.63/4.

A. VANHAVERBEKE : « De rijkende politiek ». — *Gids* 18.10.63.

X. : « Violence ». — *C* 19.10.63.

X. : « Les vertus du régime ». — *REL* 19.10.63.

X. : « Irresponsabilité ». — *P* 22.10.63.

A. HELLA : « Opinion publique et vie politique ». — *V. AV* 25.10.63.

W. DEB. : « Verval der democratie ». — *Voor* 7.11.63.

D. V. : « Parlementair dagwerk ». — *Gids* 9.11.63.

P. WIGNY : « Les Belges croient-ils encore à la politique ? ». — *C. ESC* 14.11.63.

X. : « Et la liberté d'expression ? ». — *AV. T* 15.11.63.

F. DAVID : « Interview de M. Van Acker ». — *SR* 15.11.63.

X. : « Pour réformer le travail parlementaire ». — *EB* 15.11.63.

E. GLINNE : « A quoi servent les parlementaires ? ». — *GAU* 22.11.63/6.

R. CAPELLE : « Conformistes et non-conformistes ». — *LB* 3.12.63.

ALIAS : « Les dégoûtés ». — *SR* 4.12.63.

L. COLLARD : « Les partis et la démocratie ». — *P, Voor* et *VG* 6.12.63.

X. : « La démocratie belge a-t-elle encore des chances ? ». — *REL* 7.12.63/6.

R. GLORIEUX : « Programmation et amélioration de nos institutions ». — *V. AV* 16.12.63.

X. : « Pour une réforme en profondeur du pouvoir législatif ». — *REL* 21.12.63/10.

A. HOUSIAUX : « La démocratie en question ? ». — *P* 26.12.63.

J. V.M. : « La suppression de la case de tête ? ». — *Bulletin du MIC*, 5.10.63.

C. DE BAEK : « Le rôle du Sénat ». — *Bulletin du MIC*, 9.11.63.

LA FUSION DES CONSEILS DE L'ECONOMIE ET DU TRAVAIL

X. : « La présence de la FGTB dans de nombreux organismes se justifie-t-elle ? ». — *GAU* 13.9.63/6.

Dr J. VAN WATERSCHOOT : « Vijftien jaar structuurhervormingen ». — *Gids* 20.9.63.

X. : « Création d'un Conseil économique et social ». — *P* 12.12.63.

C. L. B. : « Le Conseil économique et social soumis à l'appréciation des Chambres ». — *SR* 12.12.63.

X. : « (Un « Conseil économique et social ») ». — *LB* 12.12.63/5.

TENAX : « Een verdachte lading ». — *B. LIM* 18.12.63.

A. VANHAVERBEKE : « Een Sociaal-Economische Raad ? ». — *Gids* 24.12.63.

Voir également :

« Au Travail ! », 3.8.63.

« Bulletin du MIC », 5.10.63.

La préparation des élections

G. MUNDELEER : « La chasse à l'électeur est ouverte ». — *DH* 29.9.63/6.

R. DACHET : « Ils ouvrent la bataille électorale contre... l'électeur ». — *DR* 26.10.63/2.

X. : « Elections au printemps 1964 ? ». — *DH* 6.11.63/6.

TENAX : « De verkiezingen niet vervroegen ». — *B. LIM* 16.11.63.

E. G. : « Elections générales en octobre ? ». — *G. LG* 16.11.63.

X. : « Encore les élections... ». — *C* 19.11.63/3.

B. : « Elections législatives en 1964 ? ». — *DH* 19.11.63.

L. SIAENS : « Congressen en verkiezingen ». — *LN* 20.11.63.

P. D. : « Voter socialiste ? ». — *G. LG* 21.11.63.

S. N. : « Pour des listes communes des gauches ». — *DR* 7.12.63/2.

J. GERARD : « (Interview de MM. Vanandenhove et Vanden Boeynants) ». — *Eur. M* 25.12.63 (n° 968).

Partis politiques

GENERALITES

J. DESMARETS : « Nervosité dans les partis politiques ». — *C* 11.10.63.

J. LIZIN : « La désintégration des partis politiques belges ». — *Métro* 16.10.63/4.

G. MUNDELEER : « Deux concessions.. deux trahisons ». — *DH* 17.10.63.

A. HOUSIAUX : « Des partis ». — *P* 23.10.63.

X. : « Le sursaut des partis ». — *REL* 26.10.63.

E. VERDON : « La Constitution et les partis ». — *C. ESC* 27.10.63.

J. DESMARETS : « Avant des congrès ». — *C* 15.11.63.

L. COLLARD : « Les partis et la démocratie ». — *P, Voor, VG* 6.12.63.

Le PSC

(Voyez également la rubrique :
« La position du PSC »)

M. RUYS : « Verjonging ». — *STA* 9.9.63.

X. : « Le parti se tâte ». — *REL* 14.9.63.

J. NIHOUL, sénateur : « Appel aux jeunes ». — *G. LG* 18.9.63.

V. LAROCK : « Le Parti ». — *P* 23.9.63.

X. : « Vanden Boeynants ontwerpt plan voor hervorming CVP ». — *STA* 3.10.63.

F. GROOTJANS : « Eindelijk klaarheid ? ». — *NG* 3.10.63/2.

SCHILDWACHT : « Organisatorische hervormingen in de CVP ». — *HV* 4.10.63.

J. DESNERCK : « Malaise du PSC Wallon et démission des citoyens ». — *C. ESC* 4.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Van Tweekerkenstraat naar Louizalaan ». — *Gids* 4.10.63.

M. RUIYS : « Gunstige evolutie ». — *STA* 4.10.63.

X. : « Plan VDB pour la réforme du PSC ». — *C* 4.10.63.

X. : « Et les problèmes essentiels ? ». — *LB* 4.10.63/2.

X. : « Nul op tien ». — *Voor* 5.10.63.

X. : « Discipline ! ». — *C* 5.10.63/3.

X. : « (La position du MIC) ». — *LB* 5.10.63/2.

G. VAN SEVEREN : « L'Aveu ». — *FL* 5.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Twee hervormingsplannen ». — *Gids* 5.10.63.

E. G. : « Réforme du PSC propose le MIC ». — *G. LG* 5.10.63.

X. : « Cogitations et agitations sociales-chrétiennes ». — *LB* 11.10.63/2.

X. : « Difficultés sociales-chrétiennes ». — *EB* 11.10.63.

CHARPENTIER : « Un groupe PSC francophone ? ». — *GLG* 12.10.63.

X. : « Comment redresser le PSC ». — *REL* 12.10.63.

P. FONTAINE : « De l'encyclique Vanden Boeynants ». — *Eur. M* 16.10.63 (n° 958).

X. : « Les congrès du PSC ». — *EB* 16.10.63.

X. : « Retour à l'unité au PSC ? ». — *EB* 18.10.63.

E. GLINNE : « La souveraineté renversée ? ». — *GAU* 19.10.63/7.

J. H. : « Physiologie du PSC ». — *LB* 1.22.10.63 ; 2. 23.10.63 ; 3. 24.10.63 ; 4. 25.10.63 ; 5. 26.10.63 ; 6. 28.10.63 ; 7. 29.10.63 ; 8. 6.11.63.

SCHILDWACHT : « Veel verbeelding en weinig geheugen ». — *HV* 23.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Scherpe kritiek op CVP ». — *Gids* 23.10.63.

J. VERHOEVEN : « Interview de M. Vanden Boeynants ». — *C* 24.10.63.

L. COLLARD : « Et après ? ». — *P, VG et Voor* 25.10.63.

V. L. : « En face ». — *P* 29.10.63/2.

G. DESGUIN : « Les catholiques et le PLP ». — *FL* 7.11.63.

SCHILDWACHT : « Politiek zelfmoordcomplex ? ». — *HV* 7.11.63.

J. MOREAU DE MELEN : « Physiologie du PSC ». — *DH* 9.11.63/7.

L. DERBAIX : « (Ce que les sociaux-chrétiens wallons attendent du PSC) ». — *C. ESC* 10.11.63.

X. : « De Legioenen van De Saeger en de anti-Belgische Scholen van de Bisschoppen ». — *VG* 14.11.63.

SCHILDWACHT : « Splinters en balken ». — *HV* 15.11.63.

X. : « Point de vue du PSC ». — *EB* 15.11.63.

Prof. R. VANDEPUTTE : « Hoe zie de CVP de industrie-financiering ? ». — *STA* 15.11.63/4.

M. RUIYS : « Vaart Waalse CVP-vleugel een eigen koers ». — *STA* 16.11.63/2.

X. : « La discorde sociale-chrétienne donnerait « carte rouge » aux collectivistes dans ce pays ». — *LB* 19.11.63.

M. RUIYS : « Vlaamse CVP afgezonderd ? ». — *STA* 20.11.63.

J. DEMARTEAU : « M. De Saeger s'en va... ». — *G. LG* 21.11.63.

A. VANHAVERBEKE : « Oproep van de voorzitter ». — *Gids* 21.11.63.

X. : « M. Vanden Boeynants plaide pour le PSC ». — *EB* 21.11.63.

X. : « Wat wil de heer De Saeger ? ». — *Voor* 21.11.63.

M. RUIYS : « Eenheid of eendracht ? ». — *STA* 21.11.63.

X. : « Une démission controversée ». — *EB* 22.11.63.

H. R. : « La crise du PSC est une crise d'hommes ! ». — *V. AV* 22.11.63.

R. HOUBEN : « Le PSC contesté ». — *C* 1.7.12.63/4 ; 2. 9.12.63/4.

X. : « Pour un nouveau pacte social au sein du PSC ». — *EB* 10.12.63.

X. : « Encore voter pour le PSC ? ». — *LB* 11.12.63/2.

X. : « Ligt in het Verleden van de Katholieke Partij het Heden van de CVP ? ». — *VG* 12.12.63.

L. VAN GEYT : « Les convoitises du PSC flamand ». — *DR* 27.12.63.

R. PIRMOLIN : « Le travaillisme, formule politique que les catholiques doivent rejeter ». — *G. LG* 27.12.63.

A. DE CALUWE : « Réforme politique ». Bulletin du MIC, 5.10.63.

X. : « Le PSC veut-il se réformer ? ». — Bulletin du MIC, 19.10.63.

Le PSB

(Voyez également la rubrique :
« Compromis des Socialistes »)

X. : « Des socialistes catholiques ? ». — *G. LG* 9.9.63.

G. HEBBELINCK : « Het socialisme is een stroom ». — *Voor* 1.10.63.

V. LEEMANS : « Leidt automatie naar socialisme ? ». — *STA* 5.10.63.

X. : « Restaurer la force de frappe socialiste... ». — *LB* 14.10.63/2.

TENAX : « De Luikse Bastille ». — *B. LIM* 15.10.63.

J. HEINEN : « Paraboles socialistes ». — *C* 16.10.63.

TENAX : « Bij het naderen van de bocht ». — *B. LIM* 16.10.63.

X. : « Serait-ce donc la participation au gouvernement qui guiderait le programme du PSB ? ! ». — *WAL* 16.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Eenheid in partijen vereist ». — *Gids* 16.10.63.

M. RUIYS : « Waalse doordrijvers ». — *STA* 16.10.63.

X. : « Réponse à « La Wallonie ». — *P* 17.10.63.

F. GROOTJANS : « Lange nagalm ». — *NG* 17.10.63/2.

X. : « Faut-il répondre au « Peuple ? ». — *WAL* 18.10.63.

X. : « Pour conclure ! ». — *WAL* 19.10.63.

V. LAROCK : « La critique ». — *P* 21.10.63.

X. : « La crise socialiste ». — *EB* 22.10.63.

X. : « Entreprise antiparti ». — *P* 24.10.63.

X. : « Parti pris ». — *WAL* 25.10.63.

X. : « Afwijking naar kleinburgerlijk Nationalisme ». — *VG* 26.10.63.

V. LAROCK : « Chez les militants ». — *P* 28.10.63.

G. HEBBELINCK : « Eenvoudige vragen ». — *Voor* 29.10.63.

F. MASSART : « A propos d'un incident et de la voie conduisant au socialisme ». — *WAL* 29.10.63/4.

X. : « En vue du congrès socialiste ». — *EB* 30.10.63.

X. : « Waalse « socialisten ». — *Voor* 30.10.63.

L. COLLARD : « Déviationisme et division ». — *P* et *Voor* 1.11.63.

J. YERNA : « Qui s'isole des travailleurs ? ». — *GAU* 1.11.63.

O. DE SWAEF : « Ons socialisme is onverenigbaar met nationalisme ». — *Voor* 4.11.63.

X. : « Le congrès socialiste ». — *C* 6.11.63/3.

- X. : « Prioriteit voor het socialisme », — *Voor* 9.11.63.
 X. : « Priorité au socialisme et pas à l'Etat unitaire », — *GAU* 15.11.63.
 X. « Un bock avec... le député F. Massart », — *PP* 15.11.63 (n° 2346).
 M. RUIYS : « Voorzichtig vaag en voorlopig », — *STA* 18.11.63.
 G. HEBBELINCK : « Socialistische perspectieven », — *Voor* 19.11.63.
 X. : « Silence dans les rangs », — *LB* 22.11.63.
 SCHILDWACHT : « De socialistische partij en het Waalse federalisme », — *HV* 22.11.63.
 L. COLLARD : « Le MPW et les mandataires socialistes », — *P, VG, Voor* 29.11.63.
 M. A. PIERSON : « La multiple splendeur d'E. Vandervelde », — *SR* 6.12.63.
 E. GLINNE : « A propos du droit de tendance », — *GAU* 13.12.63/6.
 L. COLLARD : « Présence de Vandervelde », — *P, Voor* et *VG* 13.12.63.
 — « Texte de la résolution de la Fédération liégeoise du PSB », — *P* 23.12.63/4.
 J. BLUME : « L'opération contre-vérité », — *DR* 24.12.63.
 Fr. STRIELEMAN : « Een Waals-nationale partij? », — *NG* 26.12.63/2.
 J. YERNA : « La fédération liégeoise du PSB... fidèle à tous ! », — *GAU* 27.12.63/12.

Le PLP

- E. MENDE : L'avenir du libéralisme », — *Métro* 21.9.63; *DH* 6.10.63.
 E. VERDON : « Le PLP divisé comme les autres », — *C. ESC* 19.10.63.
 X. : « Et le PLP ? », — *EB* 25.10.63.
 H. VAN NIEUWENHUYSE : « Une voie dangereuse », — *FL* 31.10.63.
 G. DESGUIN : « Les catholiques et le PLP », — *FL* 7.11.63.
 — « Résolution du cercle PLP de Charleroi », — *DH* 14.11.63/3.
 X. « Interview de M. F. Janssens », — *PP* 22.11.63. (n° 2347).
 — « Le message de Noël du président du PLP », — *SR* 25.12.63/7; *DH* 25.12.63.

Le PC

- M. DRUMAUX : « Trois moyens pour étendre l'influence de notre parti », — *DR* 12.9.63.
 E. BURNELLE : « Une intervention irresponsable », — *DR* 24.9.63.
 X. : « Un bock avec J. Terfve », — *PP* 18.10.63 (n° 2342).

La Volksunie

- X. : « La Volksunie tente de mettre ses milices au pas », — *LB* 28.9.63/2.
 J. A. : « Pas de suicide ! », — *FL* 30.9.63.

AUTRES PARTIS

- « Motion du parti social indépendant », — *SR* 3.12.63/2.
 X. : « Interview du député L'Allemand », — *PP* 6.12.63. (n° 2349).

Politique générale

MAINTIEN DE L'ORDRE

- E. VERDON : « Le pouvoir judiciaire mieux armé », — *C. ESC* 1.9.63.

Voir également :

- « Au travail ! », — 18.5.63, 25.5.63, 1.6.63.
 « La Tribune », — Février 63 (n° 4), mars 63 (n° 5).
 « La Voix des Indépendants », — 2.3.63, 24.8.63.

Rapports flamands-wallons Problèmes linguistiques

LA REFORME DES LOIS LINGUISTIQUES

- L. LINDEMANS : « De nieuwe gerechtelijke taalwet », — *STA* 2.9.63/2.
 Fr. STRIELEMAN : « Voorbijgestreefde betoging », — *NG* 2.9.63/2.
 J. VERROKEN : « Valorizatie van het Nederlandstalig diploma », — *STA* 3.9.63/2.
 X. : « Provocation flamingante dans l'enseignement à Wemmel », — *P* 4.9.63/5.
 J. DESAMORY : « L'enseignement en langue française à Wemmel », — *SR* 4.9.63/2.
 H. VAN NIEUWENHUYSE : « La flamandisation de Bruxelles », — *FL* 4.9.63.
 M. RUIYS : « Eerste reakties op de nieuwe taalwet », — *STA* 5.9.63.
 A. LAMMERTIN : « Feitelijke overwinning maar psychologische nederlaag », — *STA* 5.9.63/2.
 X. : « M. Van Elslande et l'application des lois linguistiques », — *LB* 5.9.63.
 F. PAPON : « Vlaamse ontvoogding en het buitenland », — *NG* 5.9.63/2.
 TENAX : « Bezinning nodig », — *B. LIM* 6.9.63.
 M. RUIYS : « Soepel ? », — *STA* 6.9.63.
 J. D. : « La fin des querelles ? », — *G. LG* 6.9.63.
 X. : « Du sable dans les rouages linguistiques », — *C* 7.9.63/4.
 J. VERROKEN : « Taalwet 1963 », — *STA* 9.9.63/2.
 X. : « Incidenten rond toepassing van de taalwetten op Zaventem », — *STA* 12.9.63.
 X. : « L'emploi des langues à Zaventem », — *EB* 12.9.63.
 A. H. : « Les services douaniers refusent les documents rédigés en français », — *DH* 12.9.63.
 P. BARY : « Remous linguistiques à Zaventem », — *SR* 12.9.63/7.
 M. GREGOIRE : « Les deux suffrages universels », — *SR* 12.9.63.
 B. : « (Mise en application des nouvelles lois linguistiques) », — *DH* 13.9.63/3.
 X. : « Va-t-on appliquer les lois linguistiques « d'une façon raisonnable et humaine ? », — *LB* 13.9.63.
 R. L. : « La « libération » de Renaix », — *PP* 13.9.63. (n° 2337).
 M. RUIYS : « Naar een radikale konfrontatie ? », — *STA* 14.9.63/2.
 X. : « Les échecs francophones dans la périphérie bruxelloise », — *LB* 14.9.63.
 H. VAN NIEUWENHUYSE : « La Constitution violée », — *FL* 14.9.63.
 SCHILDWACHT : « De toepassing der taalwetten », — *HV* 14.9.63.
 Senator LEYNEN : « Een recht lijn ! », — *B. LIM* 15.9.63.

X. : « L'école francophone libre de Wezembeek-Oppem et les lois linguistiques ». — *LB* 15.9.63/2.

X. : « De Brusselse olievlek indijken? ». — *STA* 16.9.63/5.

J. CLAES : Interview met minister Van Elslande ». — *HV* 17.9.63.

X. : « Sur le front linguistique ». — *EB* 17.9.63.

X. : « Vous n'avez rien à déclarer? ». — *Pan* 18.9.63/2.

J. M. : « Waar komt nieuwe grens tussen Overijse en Ter Hulpen? ». — *STA* 18.9.63/2.

X. : « (La loi linguistique à « la Corniche ») ». — *DH* 19.9.63/3.

X. : « Heverlee, Kasteschool ». — *STA* 20.9.63.

J. FRANCIS : « L'honorable M. Théo ». — *PP* 20.9.63 (n° 2338).

SCHILDWACHT : « Mol en St-Lambrechts-Woluwe ». — *HV* 20.9.63.

X. : « Droits de l'homme et lois linguistiques ». — *SR* 20.9.63/2.

J. VERROKEN : « Voor Zaventem is het debat niet gesloten ». — *STA* 23.9.63/2.

VANDEZANDE : « Taalwet wordt te ruim geïnterpreteerd ». — *STA* 24.9.63/9.

X. : « M. Gilson l'avait-il prévu? ». — *Métro* 25.9.63.

F. GROOTJANS : « De taalwetten ». — *NG* 25.9.63/2.

H. VAN NIEUWENHUYSE : « Après ». — *FL* 25.9.63.

J. GERARD : « Je le jure! ». — *Eur. M* 25.9.63, n° 95.

R. VANDEZANDE : « De vernederlandsing van het bedrijfsleven ». — *STA* 26.9.63/2.

J. Br. : « Rotterdam flirt met Luik ». — *STA* 26.9.63/4.

X. : « Les compétences du vice-gouverneur du Brabant ». — *SR* 26.9.63.

J. DEMARTEAU : « Anvers veut-il se saborder? ». — *G. LG* 27.9.63.

J. GERARD : « La politique raciste et médiévale du gouvernement ». — *Eur. M* 2.10.63 (n° 956).

P. B. : « La controverse de la Corniche ». — *SR* 3.10.63/7.

C. V. : « Liberté linguistique et Droits de l'homme ». — *DH* 5.10.63/3.

J. M. : « Walen maken van La Corniche een nieuwe Voerkwestie ». — *STA* 10.10.63/2.

X. : « (A cause d'une virgule) ». — *LB* 16.10.63.

X. : « Démenti de M. Van Elslande ». — *LB* 18.10.63.

X. : « De nouveaux cas ahurissants dans les écoles de Charleroi, Crainhem et Hoeilaart ». — *SR* 17.10.63/2.

M. RUIYS : « Doelmatig of uitgehold? ». — *STA* 18.10.63.

M. G. : « Taalwetten : twee nabeschouwingen ». — *LIN* 18.10.63 (n° 785).

X. : « M. Van Elslande s'obstine à démentir et à nier l'évidence ». — *LB* 19.10.63/2.

J. VERROKEN : « Erkent Frankrijk rechten van de mens? ». — *STA* 1. 21.10.63/2; 2. 24.10.63/2.

DEFENSOR : « Wie overtreedt de nieuwe taalwet? ». — *STA* 21.10.63/2.

X. : « Parler français pour entrer de plain pied en Wallonie ». — *G. LG* 1. 25.10.63; 2. 26.10.63.

X. : « Le mur de la honte ». — *PP* 25.10.63 (n° 2343).

C. HUYSMANS : « De taalkundige waanzin in België ». — *VG* 29.10.63.

L. SIAENS : « De taalwet in bestuurszaken ». — *LN* 31.10.63.

X. : « (Les absurdités linguistiques à Anvers) ». — *LB* 2.11.63/2.

SCHILDWACHT : « Anti-Vlaamse egelstellingen moeten verdwijnen ». — *HV* 13.11.63.

— « Lettre au Roi des bourgmestres des cantons de l'Est ». — *SR* 17.11.63/3; *DH* 17.11.63/3.

L. LINDEMANS : « De faciliteiten in de Brusselse randgemeenten ». — *STA* 1. 18.11.63/2; 2. 19.11.63/2; 3. 21.11.63/2.

X. : « Les absurdités linguistiques ». — *LB* 20.11.63.

M. GREGOIRE : « La minorisation en marche? ». — *SR* 21.11.63.

— « Lettre de la Chambre syndicale des Transports de Bruxelles ». — *LB* 3.12.63/2.

S. : « Un plaidoyer pour le bilinguisme au port d'Anvers ». — *SR* 8.12.63/6.

G. D. : « Anvers, port mondial ». — *FL* 9.12.63.

M. STYNS : « Brussel-Hoofdstad ». — *LN* 10.12.63.

R. VANDEZANDE : « Rijksadministratie en grondwetsherziening ». — *STA* 1. 18.12.63/2; 2. 19.12.63/2.

— « Manifeste des professeurs d'Université (texte et signatures) ». — *DH* 19.12.63; *PP* 20.12.63 (n° 2351); *SR* 20.12.63.

X. : « Les problèmes linguistiques au port d'Anvers ». — *LB* 20.12.63.

G. DESGUIN : « Le « Rassemblement ». — *FL* 20.12.63.

X. : « Beginselen moeten worden nageleerd ». — *STA* 26.12.63/2.

Ch. MOUREAUX : « La révolte de l'intelligence ». — *SR* 27.12.63.

**LE PROBLEME LINGUISTIQUE
A L'UNIVERSITE DE LOUVAIN**

Senator K. VAN CAUWELAERT : « Leuven opnieuw in 't gedrang? ». — *HV* 5.9.63.

E. VERDON : « Louvain, anticipation de la Belgique de demain? ». — *C. ESC* 6.9.63.

X. : « Eloignez de moi ces petits enfants ». — *PP* 13.9.63 (n° 2337).

J. FRANCIS : « Heverlee-Birmingham (Alabama) ». — *PP* 4.10.63 (n° 2340).

X. : « Le discours du Recteur : un appel à l'entente ». — *C* 8.10.63/4; *LB* 8.10.63/2.

X. : « La rentrée universitaire à Louvain ». — *EB* 8.10.63.

J. SCHEPMANS : « Interview des étudiants francophones ». — *C* 9.10.63.

M. RUIYS : « Rektorale rede ». — *STA* 9.10.63.

TENAX : « Spreiding van het universitair onderwijs ». — *B. LIM* 9.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Hoopvolle vooruitzichten ». — *Gids* 9.10.63.

M. RUIYS : « Uitbreiding Leuvense universiteit naar Waals-Brabant? ». — *STA* 12.10.63/2.

X. : « Déplacer Louvain? ». — *REL* 7.12.63.

X. : « Louvain : Walen buiten? ». — *Métro* 18.12.63.

F. MONHEIM : « Louvain : le prix que les francophones ont payé ». — *Métro* 19.12.63.

LA QUESTION DES FOURON

Senator LEYNEN : « Geen sprake van! ». — *B. LIM* 1.9.63/3.

L. FRANKART : « Est-ce la révolte des modérés? ». — *DH* 1.9.63/3.

X. : « Manifestations dans les Fouron ». — *EB* 1.9.63.

F. V. : « Vaudeville in de Voer ». — *Gids* 2.9.63.

J. BLUME : « Une journée fructueuse ». — *DR* 3.9.63.

M. RUIYS : « Slechte dag voor Waalse federalisten ». — *STA* 3.9.63.

G. DESGUIN : « Ils ont bien joué la pièce ! ». — *FL* 3.9.63.

X. : « Het laatste Bedrijf is af... gevoerd ! ». — *VG* 3.9.63.

A. VANHAVERBEKE : « Na de Waalse betoging ». — *Gids* 3.9.63.

X. : « La manifestation des fédéralistes wallons ». — *LB* 3.9.63.

X. : « Schromelijke overdrijvingen rond de Voerstreek ». — *HV* 4.9.63.

P. BARY : « (Le problème des écoles dans les Fouron) ». — *SR* 4.9.63/2.

F. VAN HAELMEERSCH : « Ne s'agitent que les agitateurs ». — *C. ESC* 4.9.63.

X. : « Les Fouron 1^{er} septembre ». — *Eur. M.* 4.9.63 (n° 952).

X. : « (Als « la Wallonie » een Waalse Rexist uitspeelt) ». — *VG* 5.9.63.

X. : « Geen verdelerswerk ». — *Voor* 5.9.63.

X. : « (Une déclaration d'André Genot) ». — *WAL* 5.9.63/4.

X. : « La bataille des « Fouron ». — *PP* 6.9.63 (n° 2336).

M. G. : « Voer voor dwazen ». — *LIN* 6.9.63/2.

X. : « Les Fouron sous l'emprise flamingante ». — *WAL* 7.9.63/2.

X. : « Proposition de loi pour le retour des Fouron à la province de Liège ». — *WAL* 13.9.63/4.

X. : « La question des Fouron ». — *G. LG* 1. 24.9.63; 2. 25.9.63/5.

X. : « M. Gilson lance un défi aux Fouron ». — *WAL* 2.10.63/4.

X. : « L'école de Remersdael doit rester française ». — *G. LG* 5.10.63.

J. D. : « Flamand obligatoire à la douane de Mouland ». — *G. LG* 10.10.63.

X. : « Pas de « facilités » pour les Fouron ». — *WAL* 12.10.63/4.

J. D. : « Quand la « Libre Belgique » décrit les problèmes linguistiques de province... ». — *G. LG* 18.11.63.

X. : « Le problème linguistique dans les écoles des Fouron ». — *SR* 8.12.63/6.

LE PROBLEME LINGUISTIQUE A MOL

X. : « Danger atomique à Mol ? ». — *WAL* 3.9.63/4.

O. MARCHAL : « (Mol : le clichage linguistique) ». — *Méto* 3.9.63.

X. : « A propos du Centre nucléaire de Mol ». — *EB* 4.9.63.

X. : « Les Belges à l'école européenne de Mol ». — *LB* 4.9.63.

X. : « Que va-t-on faire pour Mol ? ». — *P* 5.9.63.

X. : « Il faut créer un centre nucléaire en Wallonie ». — *WAL* 5.9.63/4.

P. BARY : « Vers le dédoublement dans les Fagnes du Centre d'études nucléaires ? ». — *SR* 5.9.63.

G. DESGUIN : « Le scandale de Mol ». — *FL* 6.9.63.

Ch. MOUREAUX : « Les lois linguistiques au centre nucléaire de Mol ». — *SR* 6.9.63.

J. FRANCIS : « L'énergie nucléaire flamande ». — *PP* 6.9.63 (n° 2336).

X. : « Kritiek op ministeriële richtlijnen voor Mol ». — *STA* 9.9.63/2.

X. : « Wantoestanden te Mol ». — *STA* 1. 10.9.63/2; 2. 11.9.63/2; 3. 12.9.63/2; 4. 13.9.63/2; 5. 14.9.63/2; 6. 18.9.63/2; 7. 19.9.63/2.

J. VERROKEN : « Taalwet van toepassing te Mol ». — *STA* 11.9.63/2.

X. : « Le temps du mépris est passé ». — *SR* 11.9.63/2.

X. : « Il faut changer le statut de Mol ». — *P* 11.9.63.

P. BARY : « Interview de M. Janne ». — *SR* 14.9.63.

X. : « Les anomalies linguistiques au Centre de Mol ». — *G. LG* 16.9.63.

P. B. : « (Une pétition flamande). — *SR* 17.9.63.

— « Une mise au point de M. Janne ». — *SR* 19.9.63.

— « Lettre de M. A. Van Houtte aux ministres Janne et Van Elslande ». — *LB* et *DH* 19.9.63; *SR* 20.9.63.

X. : « Les Communautés européennes demandent la suspension des mesures linguistiques relatives à Mol ». — *LB* 19.9.63.

X. : « Mol et l'Europe ». — *EB* 22.9.63.

C. V. : « Le gouvernement va-t-il nous couvrir de ridicule ? ». — *DH* 22.9.63.

G. D. : « Nos lois violent nos traités ! ». — *FL* 24.9.63.

X. : « L'école européenne de Mol et les problèmes linguistiques ». — *LB* 24.9.63.

X. : « Le CEW réclame la création d'un centre nucléaire en Wallonie ». — *LB* 26.9.63/2; *WAL* 26.9.63; *SR* 27.9.63/7.

A. VANHAVERBEKE : « Wat wil Waalse Economische Raad ? ». — *Gids* 26.9.63.

Sen. K. VAN CAUWELAERT : « Belangwakkende eis van de Waalse Economische Raad ». — *HV* 27.9.63.

J. Fr. : « Des isotopes flamands S.V.P. ». — *PP* 27.9.63 (n° 2339).

J. COLIN : « L'abstention s'impose ». — *G. LG* 2.10.63.

G. D. : « Mol, coup dur pour Bruxelles ». — *FL* 12.10.63.

Luc D. : « Het schandaal van Mol ». — *STA* 17.10.63/2.

Luc D. : « Vlaamse solidariteit rond Mol ». — *STA* 23.10.63/2.

D. V. : « Atoomcentrum en taalkwestie ». — *Gids* 26. 10.63.

X. : « L'avenir de l'énergie nucléaire en Belgique est en jeu ». — *SR* 27.10.63.

Luc D. : « Mol splitsen ? ». — *STA* 28.10.63.

Fr. STRIELEMAN : « Politieke atoomkracht ». — *NG* 28.10.63/2.

Luc D. : « Spinoy mag niet langer zwijgen ». — *STA* 31.10.63.

J. DEMARTEAU : « Les divisions absurdes à Mol et ailleurs ». — *G. LG* 31.10.63.

Luc D. : « Mol wordt tweede Brussel ». — *STA* 11.11. 63/2.

Luc D. : « Vlaamse CVP eensgezind omtrent Mol ». — *STA* 14.11.63/2.

X. : « Les problèmes linguistiques au Centre nucléaire de Mol ». — *LB* 16.11.63/5.

J. H. : « Fikse wanorde op Europese school in Mol ». — *STA* 20.11.63.

Luc D. : « Benoeming te Mol is nietig ». — *STA* 22.11. 63/2.

Luc D. : « Spinoy contra Spinoy ». — *STA* 27.11.63.

Luc D. : « Misbruik van brief ». — *STA* 29.11.63.

X. : « Encore Mol ». — *EB* 12.5.63.

J. DEMARTEAU : « Controverses autour de Mol ». — *G. LG* 18.12.63.

Rapports flamands-wallons

LES ASPECTS POLITIQUES : Revendications fédéralistes

SCHILDWACHT : « Een betoging te veel » — *HV* 2.9.63.

- X. : « Et demain ? ». — C. ESC 2.9.63.
- A. VANHAVERBEKE « Wie zijn de verantwoordelijken ». — *Gids* 4.9.63.
- L. COLLARD : « Le compromis des Belges de 1929 ». — *P, Voor, VG* 4.9.63.
- X. : « Depuis 1830, la Belgique a été gouvernée par des gouvernements où les Flamands étaient majoritaires ». — *WAL* 4.9.63/4.
- TENAX : « Het vergelijk van 1929 ». — *B. LIM* 5.9.63.
- X. : « Partisans de l'unité belge ? ». — C. ESC 5.9.63.
- X. : « Compromis des socialistes belges ». — *WAL* 6.9.63.
- J. DESMARETS : « La nausée ». — C 6.9.63.
- X. : « Les mystificateurs ». — *GAU* 6.9.63.
- X. : « (Lessen van Jules Destrée) ». — *VG* 7.9.63.
- SCHILDWACHT : « Eendracht- de eerste Vlaamse plicht ». — *HV* 10.9.63.
- M. STYNS : « Midden binnenlandse strubbelinge ». — *LN* 10.9.63.
- G. D. : « La recherche d'un point d'équilibre ». — *FL* 10.9.63.
- J. HEINEN : « Que veut-on ? ». — C 12.9.63.
- X. : « Un peuple à protéger ». — *WAL* 13.9.63/4.
- TENAX : « Dit zijn waarborgen ». — *B. LIM* 13.9.63.
- SCHILDWACHT : « Grauwe theorie ! ». — *HV* 13.9.63.
- M. RUIYS : « Nuttig vermaan ». — *STA* 17.9.63.
- J. HEINEN : « Pour que tout soit clair ». — C 18.9.63.
- X. : « Force aux (mauvaises) lois ». — *WAL* 18.9.63/4.
- M. RUIYS : « Voor alles eendracht ». — *STA* 20.9.63.
- G. D. : « Anvers, c'est « plus sûr ! ». — *FL* 20.9.63.
- X. : « Pourquoi interdire la « Marche » des flamingants sur Bruxelles ? ». — C. ESC 20.9.63.
- X. : « Le Sénateur Delbouille a raison de réclamer un congrès des socialistes wallons ». — *WAL* 20.9.63.
- J. BLUME : « Vrai et faux fédéralisme ». — *DR* 21.9.63.
- A. HOUSIAUX : « Le ver dans le fruit ». — *P* 21.9.63.
- X. : « Le Grand méchant loup ». — *WAL* 21.9.63/4.
- X. : « Quand l'ex-parti libéral prônait le fédéralisme ». — *WAL* 24.9.63/4.
- G. HEBBELINCK : « Twee Congressen ». — *Voor* 24.9.63.
- W. DEB. : « Vrijzinning getto ? ». — *Voor* 26.9.63.
- E. VERDON : « (Une vérité élémentaire) ». — C. ESC 26.9.63.
- J. FRANCIS : « Le bon sens d'Achille Van Acker ». — *PP* 1. 27.9.63 (n° 2339); 2. 4.10.63 (n° 2340); 3. 11.10.63 (n° 2341); 4. 18.10.63 (n° 2342).
- X. : « Importante déclaration de la fondation Plisnier ». — *WAL* 28.9.63/4.
- O. MARCHAL : « (La Belgique convalescente ?) ». — *Métro* 1.10.63.
- M. STYNS : « Onze rechten in het land ». — *LN* 1.10.63.
- E. VERDON : « L'alternative pour les Wallons ». — C. ESC 1.10.63.
- J. HEINEN : « Tirez les premiers ». — C 2.10.63.
- G. V. S. : « Recul du fédéralisme ». — *FL* 2.10.63.
- G. V. S. : « Les Wallons devant la menace de « minorisation ». — *FL* 3.10.63.
- X. : « La partie n'est pas encore jouée ». — *WAL* 3.10.63/4.
- M. G. : « Fetisj-federalisme ». — *LIN* 4.10.63 (n° 783). (Un texte de Jules Destrée): « S'il y a deux peuples, il ne peut y avoir unité ». — *WAL* 4.10.63/4.
- L. COLLARD : « Quadrature du cercle ? ». — *P, Voor, VG* 4.10.63.
- J. LECLERQ : « Se comprendre ». — C 5.10.63.
- Sen. LEYNEN : « Rond het minorisatie-kompleks ». — *B. LIM* 6.10.63/3.
- Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 8.10.63/4.
- H. MOREAU DE MELEN : « L'abus de majorité ». — *G. LG* 9.10.63.
- X. : « Où en est le fédéralisme ? ». — *WAL* 10.10.63/4.
- J. DEMARTEAU : « Le président du Vlaams Economisch Verbond collaborateur du « Grand Liège ». — *G. LG* 11.10.63.
- TENAX : « Begin van dialoog ». — *B. LIM* 12.10.63.
- X. : « Existe-t-il un problème flamand-wallon ? ». — *Métro* 17.10.63/4.
- M. STYNS : « Een noodlottige strekking ». — *LN* 22.10.63.
- R. DACHET : « Ce n'est pas l'avenue de Tervueren ». — *DR* 22.10.63.
- X. : « Referendum ». — *Métro* 23.10.63.
- X. : « Reprise au « groupe de travail ». — *EB* 23.10.63.
- X. : « Le bon fédéralisme est européen ». — *P* 25.10.63/2.
- X. : « Sommes-nous toujours une nation ? ». — C. ESC 26.10.63.
- J. DEMARTEAU : « Des garanties qui fonctionneront « à l'envers ». — *G. LG* 26.10.63.
- P. WIGNY : « Les relations entre les deux communautés nationales ». — C. ESC 27.10.63.
- X. : « Un appel de Rénovation Wallonne aux Sociaux Chrétiens Wallons ». — *G. LG* 28.10.63.
- « Compte rendu de la journée d'étude du MOC Wallon ». — C 28.10.63; *LB* 28.10.63/6.
- Luc D. : « Mikmak » in de mog ». — *STA* 29.10.63/2.
- H. R. : « Pour un nouveau pacte des Belges ». — *AV. LUX* 29.10.63.
- H. VANDERPOORTEN : « Gevuld dossier ». — *NG* 29.10.63/2.
- M. STYNS : « Verspilling van krachten ». — *LN* 29.10.61.
- Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 29.10.63/4.
- A. VANHAVERBEKE : « Hervormingsplannen ». — *Gids* 30.10.63.
- M. RUIYS : « Dupe-spel ». — *STA* 30.10.63.
- J. HEINEN : « Le dialogue dans l'égalité ». — C 30.10.63.
- « (Réponses des lecteurs au « Référendum ») ». — *Métro* 30.10.63/7.
- E. MANDEL : « Fédéralisme et intérêts de classe ». — *GAU* 1.11.63/6.
- M. RUIYS : « Tussen brede oevers ». — *STA* 7.11.63.
- E. CHARPENTIER : « Les dangers linguistiques ». — *LB* 7.11.63.
- M.A. PIERSON : « Suggestions PLP ». — *SR* 8.11.63.
- TENAX : « Het minorisatie-kompleks ». — *B. LIM* 8.11.63.
- J. BLUME : « Les faits seront plus forts que les confusions ». — *DR* 12.11.63.
- G. HEBBELINCK : « Willen Vlamingen en Walen nog samenwonen ? ». — *Voor* 12.11.63.
- F. GROOTJANS : « Samen leven ». — *NG* 13.11.63/2.
- J. HEINEN : « Le nouvel accord ». — C 13.11.63.
- Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 13.11.63/4.
- TENAX : « Tweespalt en raddraaijerij ». — *B. LIM* 14.11.63.
- Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 14.11.63/4.
- X. : « De Legioenen van De Saeger en de anti-Belgische Scholen van de Bisschoppen ». — *VG* 14.11.63.
- R. DACHET : « Pour vivre ensemble ». — *DR* 14.11.63.
- X. : « Le Malaise wallon ». — *LB* 15.11.63.
- M. STIJNS : « Herstel van de eendracht ». — *LN* 19.11.63.

M. THIRY : « Les démissions et les impasses ». — *SR* 20.11.63.
 H. VAN NIEUWENHUYSE : « M. De Saeger et les extrémistes ». — *FL* 20.11.63.
 M. STIJNS : « Waar wij naartoe gaan ». — *LN* 27.11.63.
 X. : « Un appel et un réquisitoire ». — *WAL* 3.12.63/4.
 A. GENOT : « La comédie va commencer ». — *WAL* 4.12.63/4.
 E. BURNELLE : « Une bataille de classe ». — *DR* 5.12.63.
 R. SIXTE : « Bruxelles, la Flandre et le Fédéralisme ». — *GAU* 6.12.63/6.
 SCHILDWACHT : « Het knelpunt ». — *HV* 11.12.63.
 A. GENOT : « Du mépris des réalités à la catastrophe ». — *WAL* 11.12.63/4.
 Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 11.12.63/4.
 X. : « Paul VI adresse un message au peuple belge ». — *LB* 12.12.63.
 X. : « Et Bruxelles ? ». — *EB* 17.12.63.
 R. MOTZ : « Quel sort veut-on réserver à Bruxelles ? ». — *DH* 17.12.63/5.
 A. GENOT : « Notre combat ». — *WAL* 18.12.63/4.
 A. VANHAVERBEKE : « Partijcongressen en federalisme ». — *Gids* 19.12.63.
 — « Manifeste des professeurs d'Université (texte et signatures) ». — *DH* 19.12.63; *PP* 20.12.63 (n° 2351); *SR* 20.12.63.
 G. DESGUIN : « Le « Rassemblement ». — *FL* 20.12.63.
 H. VAN NIEUWENHUYSE : « Fédéralisme et révolution ». — *FL* 21.12.63.
 X. : « Le message du Pape au peuple belge grossièrement critiqué par des universitaires catholiques flamands ». — *LB* 23.12.63/2.
 — « Message de Noël du Roi ». — *LB* 25.12.63.
 H. VAN NIEUWENHUYSE : « La Flandre et le Pape ». — *FL* 26.12.63.
 Ch. MOUREAUX : « La révolte de l'intelligence ». — *SR* 27.12.63.
 SCHILDWACHT : « Toekomstoverweging ». — *HV* 27.12.63.
 TENAX : « De Paus en de Koning ». — *B. LIM* 27.12.63.
 A. VANHAVERBEKE : « Oproepen voor vruchtbare dialoog ». — *Gids* 28.12.63.
 H. VAN NIEUWENHUYSE : « Et maintenant ? ». — *FL* 28.12.63.

*LES GROUPES DE PRESSION
 LINGUISTIQUES ET FEDERALISTES
 VVB, MPW, etc.)*

L. SIAENS : « Het aandeel van het Liberaal Vlaams Verbond ». — *LN* 9.9.63.
 X. : « Davidsfonds-Kongresbesluiten ». — *STA* 9.9.63/5.
 SCHILDWACHT : « Welk spel spelen sommige Vlaamse extremisten ? ». — *HV* 9.9.63.
 X. : « Nog eens MPW ». — *VG* 10.9.63.
 A. VANHAVERBEKE : « Oproepen van het Davidsfonds ». — *Gids* 10.9.63.
 X. : « Het Davidsfonds dreigt te ontsporen ». — *B. LIM* 10.9.63.
 M. RUIYS : « Ontijdig ». — *STA* 10.9.63.
 F. GROOTJANS : « Voor federalisme ». — *NG* 10.9.63/2.
 TENAX : « Improvisatie en lichtzinnigheid ». — *B. LIM* 11.9.63.
 L. SIAENS : « Tekenen aan de wand ». — *LN* 11.9.63.
 X. : « Van culturele organisatie tot drukingsgroep ». — *Voor* 11.9.63.

X. : « Heilzame Reactie ». — *VG* 12.9.63.
 G. D. : « Réactions flamandes ». — *FL* 12.9.63.
 G. DESGUIN : « Le plaidoyer et les faits ». — *FL* 13.9.63.
 X. : « Liberaal Vlaams Verbond viert ». — *Voor* 13.9.63.
 M. G. : « Davidsfonds ». — *LIN* 13.9.63 (n° 780).
 Mgr A. JANSSENS : « Davidsfonds opteerde niet voor federalisme ». — *STA* 16.9.63.
 X. : « Het Davidsfonds antwoordt en ontwikkelt ». — *VG* 18.9.63.
 G. D. : « Les apprentis sorciers ». — *FL* 18.9.63.
 X. : « Leur Marche ». — *P* 18.9.63.
 N.L. ALBESSART : « S'ils veulent continuer ». — *Métro* 19.9.63.
 A. VANHAVERBEKE : « Betwistingen rond een Mars ». — *Gids* 19.9.63.
 H. VANDERPOORTEN : « 50 jaar LVV ». — *NG* 20.9.63/2.
 M. RUIYS : « Waarom werd de mars afgelast ? ». — *STA* 21.9.63/2.
 X. : « De derde Mars op Brussel werd afgelast ». — *Voor* 21.9.63.
 X. : « Mise au point du MPW ». — *WAL* 23.9.63/2.
 X. : « Brussel en Taalgrens marsieren... naar Antwerpen ! ». — *VG* 24.9.63.
 X. : « Data, feiten... en leugens in een jammerlijke Komedie ». — *VG* 25.9.63.
 M. RUIYS : « Met wie of... waarvoor ? ». — *STA* 26.9.63.
 SCHILDWACHT : « Eindelijk een lichtstraal... in de rookwolken ». — *HV* 26.9.63.
 X. : « Bommen zijn geen argumenten ». — *Voor* 27.9.63.
 F. GROOTJANS : « Wakker geschud ? ». — *NG* 27.9.63/2.
 H. V. N. : « De la bêtise à la folie ». — *FL* 27.9.63.
 N.L. ALBESSART : « La tragique bêtise de cette haine ! ». — *Métro* 27.9.63.
 X. : « Terroristes arrêtés ». — *EB* 27.9.63.
 X. : « Interview de M. A. Genot ». — *GAU* 27.9.63.
 F. BAILLY : « Blousons dorés ». — *DR* 30.9.63.
 X. : « La manifestation flamande d'Anvers nra-t-elle lieu ? ». — *C* 1.10.63.
 X. : « Davidsfonds laat zijn leden de vrije keuze ». — *STA* 1.10.63/10.
 X. : « (van Brussel naar Antwerpen...) ». — *VG* 1.10.63.
 A. VANHAVERBEKE : « Vlaamse cultuur en politiek ». — *Gids* 1.10.63.
 SCHILDWACHT : « De crisis van het Vlaams Aktiecomitee ». — *HV* 1.10.63.
 X. : « Crise au sein du « Vlaams Actiecomitee ». — *EB* 2.10.63.
 R. : « Een antwoord aan de H. Van Eynde ». — *STA* 2.10.63.
 X. : « Remous au « Vlaams Komitee ». — *C* 3.10.63/3.
 W. : « Waar zal de Onzin eindigen ? ». — *VG* 3.10.63.
 Prof. R. DERINE : « Mars of geen Mars ? ». — *STA* 4.10.63/2.
 X. : « L'O. A. S. ke ». — *PP* 4.10.63 (n° 2340).
 X. : « Voorlopige slogans voor betoging te Antwerpen ». — *STA* 5.10.63/2.
 J. D. : « L'Actiecomitee maintient sa manifestation à Anvers ». — *G. LG* 5.10.63.
 N. L. A. : « Interview du Commodore Timmermans ». — *Métro* 7.10.63.
 D. V. : « Voor klaarheid en ondubbelzinnigheid ». — *Gids* 8.10.63.
 W. MARTENS : « Mars of geen Mars ? (replik) ». — *STA* 11.10.63/11.

H. TODTS : « De VVB en de betoging te Antwerpen ». — *STA* 18.10.63/2.

X. : « Dubbelzinnig ». — *Voor* 19.10.63.

— « Résolution du Congrès de « Wallonie libre ». — *SR* 21.10.63/2.

M. RUIYS : « Waarom ? ». — *STA* 22.10.63.

X. : « Onze elzassers !... ». — *VG* 22.10.63.

X. : « De ware Vrienden ». — *VG* 23.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Actiecomité en sociaal-economische slogans ». — *Gids* 24.10.63.

M. RUIYS : « Aktie en doctrine ». — *STA* 25.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Aktiecomité en conservatisme ». — *Gids* 29.10.63.

P. DAELS : « De VVB in de branding ». — *STA* 1.11.63/2.

E. AMTER : « Mars naar Antwerpen ». — *LIN* 8.11.63 (n° 788).

G. D. : « Fédéralistes, communistes et C° ». — *FL* 9.11.63.

X. : « Fédéralistes flamands et wallons ». — *EB* 10.11.63.

M. RUIYS : « Waarschuwing ». — *STA* 11.11.63.

SCHILDWACHT : « Een prestatie en een feit ». — *HV* 11.11.63.

G. DESGUIN : « Les politiciens comprendront-ils ? ». — *FL* 11.11.63.

A. VANHAVERBEKE : « Betekenis van een betoging ». — *Gids* 12.11.63.

M. LINZ : « La manifestation flamande d'Anvers a pris un caractère antinational ». — *SR* 12.11.63/2.

M. GRAMMENS : « De Mars der vernieuwing ». — *LIN* 15.11.63 (n° 789).

— « Résolution du Conseil général du MPW ». — *WAL* 25.11.63.

L. COLLARD : « Le MPW et les mandataires socialistes ». — *P, VG, Voor* 29.11.63.

X. : « Van het doorzichtig Spel van J. Terfve tot de ijdele Verbolgenheid van het « Vlaams Aktiekomitee ». — *VG* 30.11.63.

X. : « Enig Vlaams Correspondentieadres voor de MPW: De Volkunie ! ». — *VG* 18.12.63.

M. FLORKIN : « Vous arriverez bien à créer un nouveau parti ». — *P* 21.12.63.

J. BLUME : « L'opération contre-vérité ». — *DR* 24.12.63.

X. : « L'épreuve de force entre le PSB et le MPW ». — *EB* 24.12.63.

Fr. STRIELEMAN : « Een Waals-nationale partij ? ». — *NG* 26.12.63/2.

R. BEELEN : « Echee aux diviseurs ! ». — *DR* 31.12.63.

LA REVISION DE LA CONSTITUTION :

Généralités

X. : « En vue de la revision de la Constitution ». — *EB* 3.9.63.

X. : « Les Wallons exigent des garanties ». — *V. AV* 5.9.63.

L. SIAENS : « Een dringende taak ». — *LN* 6.9.63.

F. GROOTJANS : « De grondwetsherziening ». — *NG* 7.9.63

E. DE LA VALLEE POUSSIN : « Dans quel sens reviser la Constitution ». — *SR* 13.9.63.

F. DAVID : « Le renouvellement de l'Etat (interview de M. Gilson) ». — *SR* 13.9.63.

A. VANHAVERBEKE : « Bijdrage tot grondwetsherziening ». — *Gids* 14.9.63.

E. DE LA VALLEE POUSSIN : « Deux présidents ». — *SR* 18.9.63.

C. L. BINNEMANS : « Les propositions du PLP sur la revision constitutionnelle ». — *SR* 18.9.63.

X. : « Le PLP et la revision constitutionnelle ». — *EB* 18.9.63.

— « Numéro référendum (numéro spécial sur la revision de la constitution) ». — *Méto* 18.9.63.

X. : « De Mop van de week ». — *Voor* 18.9.63.

M. RUIYS : « Apart overleg ». — *STA* 19.9.63.

X. : « La proposition libérale ». — *P* 19.9.63.

O. VANAUDENHOVE : « Trefpunt voor een gesprek ». — *NG* 19.9.63/2.

L. V. N. : « De nieuwe staatsstructuren ». — *B. LIM* 19.9.63.

X. : « Meilleur climat pour la revision de la constitution ». — *LB* 20.9.63.

X. : « Proposition du PLP ». — *LB* 20.9.63.

J. DESMARETS : « Constitution ». — *C* 20.9.63.

J. SCHEPMANS : « Interview de M. Gilson ». — *C* 20.9.63.

X. : « Le PLP fait connaître son plan de réforme de la Constitution ». — *DH* 20.9.63.

J. DEMARTEAU : « M. Vanden Boeynants appuie la thèse flamande ». — *G. LG* 20.9.63.

R. DACHET : « Caricature dangereuse ». — *DR* 20.9.63.

F. DAVID : « Interview de M. Vanden Boeynants ». — *SR* 20.9.63.

G. ST. : « Le plan du PLP ». — *REL* 21.9.63/7.

ALIAS : « La grande épreuve ». — *SR* 21.9.63.

X. : « Pas d'accord ! M. Hulpiaw ». — *P* 24.9.63.

H. R. : « Comment jumeler deux revendications ? ». — *AV LUX* 24.9.63.

J. DEMARTEAU : « De bonnes volontés pour reviser la constitution ». — *G. LG* 24.9.63.

J. HEINEN : « Les conditions du débat ». — *C* 25.9.63.

SCHILDWACHT : « Taai misverstand ». — *HV* 25.9.63.

X. : « La procédure pour la revision de la Constitution ». — *EB* 26.9.63.

J. VAN OFFELEN : « Vers une négociation tripartite ». — *DH* 26.9.63.

M. GREGOIRE : « La protection des minorités ». — *SR* 26.9.63.

A. HOUSIAUX : « Souveraineté populaire ». — *P* 27.9.63.

X. : « (Nieuwe ijdele Haarkloverij) ». — *VG* 28.9.63.

X. : « Le gouvernement, les partis et la revision de la Constitution ». — *LB* 1. 28.9.63 ; 2. 30.9.63.

X. : « Des garanties constitutionnelles pour les minorités ». — *EB* 28.9.63.

X. : « La revision de la Constitution ». — *LB* 1.10.63.

X. : « Referendum-geschiedenis ». — *VG* 2.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Breuk tussen staat en natie ? ». — *Gids* 3.10.63.

E. GLINNE : « Des arguments de farceurs ». — *GAU* 4.10.63/12.

E. GLINNE : « Referendum et objectivité ». — *WAL* 5.10.63/4.

SCHILDWACHT : « De Vlamingen en de Grondwetsherziening ». — *HV* 5.10.63.

M. THIRY : « Les trois partis, Constituante ? ». — *SR* 5.10.63.

J. HEINEN : « Rendre confiance ». — *C* 9.10.63.

X. : « Un Sénat national ? » — *Eur. M* 9.10.63 (n° 957).

X. : « Démocratie, referendum et participation du peuple au pouvoir ». — *WAL* 9.10.63/4.

M. GREGOIRE : « Le droit au-dessus du pouvoir ». — *SR* 9.10.63.

- A. VANHAVERBEKE : « Suggesties voor grondwetsherziening ». — *Gids* 10.10.63.
- J. DESNERCK : « Adaptation du nombre des sièges et garanties contre la minorisation : un seul et même problème ». — *C. ESC* 11.10.63.
- F. GROOTJANS : « Moeilijke keuze ». — *NG* 11.10.63/2.
- O. VANAUDENHOVE : « Deux questions vitales ». — *DH* 12.10.63.
- E. VERDON : « Une indispensable revision ». — *C. ESC* 13.10.63.
- X. : « Un acte honnête ». — *P* 12.10.63.
- X. : « Les fausses innocences ». — *P* 15.10.63.
- Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 15.10.63/4.
- A. HOUSIAUX : « Objectivité et référendum ». — *P* 16.10.63.
- H. V. N. : « La Constitution bafouée ». — *FL* 16.10.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Gevaar niet te onderschatten ». — *Gids* 17.10.63.
- M. A. PIERSON : « Un Sénat national ». — *SR* 18.10.63.
- X. : « Verzoekschrift, referendum, vergelijk... ». — *VG* 19.10.63.
- TENAX : « De positieve inhoud der 2/3 formule ». — *B. LIM* 23.10.63.
- ALIAS : « Le fond du problème ». — *SR* 23.10.63.
- F. DAVID : « La revision de la Constitution ». — *SR* 23.10.63/2.
- J. VERHOEVEN : « Interview de M. Vanden Boeynants ». — *C* 24.10.63.
- M. RUIYS : « Geen indiening « pro forma ». — *STA* 24.10.63.
- X. : « Secrétaires d'Etat et compétences du Sénat ». — *EB* 24.10.63.
- P. VAN BRABANT : « Herziening van de grondwet ». — *LN* 24.10.63.
- F. DAVID : « Pour une Constitution adaptée à notre temps ». — *SR* 24.10.63.
- TENAX : « De impasse vermijden ». — *B. LIM* 25.10.63.
- M. G. : « Grondwetsherziening ». — *LIN* 25.10.63(n°786).
- X. : « La revision de la Constitution ». — *LB* 25.10.63.
- X. : « Interview de M. Th. Lefèvre ». — *DH* 25.10.63/3.
- H. R. : « Les Wallons demandent des garanties ». — *AV. LUX* 25.10.63.
- J. DESMARETS : « Les options sont prises ». — *C* 25.10.63.
- Sen. K. VAN CAUWELAERT : « Bedenkingen bij het verslag van de Werkgroep tot voorbereiding van de Grondwetsherziening ». — *HV* 26.10.63.
- X. : « Une procédure en neuf étapes pour la revision de la Constitution ». — *LB* 26.10.63.
- C. L. B. : « Revision de la Constitution et réaction des partis ». — *SR* 26.10.63/2.
- X. : « De grondwetsherziening ». — *Voor* 26.10.63.
- Sen. LEYNEN : « Naar een nieuw België ». — *B. LIM* 27.10.63/3.
- X. : « Un « congrès » du MOC wallon à Namur ». — *EB* 27.10.63.
- P. VAN BRABANT : « Herziening van de Grondwet ». — *LN* 28.10.63.
- X. : « Interview de M. Vanaudenhove ». — *DH* 29.10.63.
- M. GREGOIRE : « Vraies et fausses garanties ». — *SR* 30.10.63.
- X. : « Les trois partis précisent leurs positions ». — *EB* 31.10.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Partijen voor hun verantwoordelijkheid ». — *Gids* 1.11.63.
- F. DAVID : « Le gouvernement examine le « message » aux partis ». — *SR* 1.11.63.
- M. G. : « De ponder op België ». — *LIN* 1.11.63(n°787).
- X. : « L'adaptation des sièges parlementaires et les nouvelles garanties constitutionnelles ». — *REL* 2.11.63/8.
- R. DERINE : « Het gevaar van een driepartijenakkoord ». — *STA* 2.11.63/4.
- V. LAROCK : « Les droits sociaux ». — *P* 4.11.63.
- X. : « Les idées de M. De Saeger ». — *EB* 5.11.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Het gevaar van een driepartijenakkoord ». — *Gids* 5.11.63.
- X. : « Drie presidentiële Verklaringen ». — *VG* 5.11.63.
- Ch. MOUREAUX : « La revision de la Constitution ». — *SR* 5.11.63.
- F. GROOTJANS : « De grondwetsherziening ». — *NG* 6.11.63/2.
- H. V. N. : « Majorités qualifiées ». — *FL* 6.11.63.
- J. HEINEN : « Pouvoirs provinciaux ». — *C* 6.11.63.
- P. HARMEL : « Affronter ou concilier? ». — *G. LG* 6.11.63.
- J. GERARD : « La Constitution ». — *Eur. M* 1. 6-11.63 (n° 961); 2. 13.11.63 (n° 962).
- X. : « Referendum ». — *Méto* 1. 6.11.63/7; 2. 7.11.63/4; 3. 8.11.63/4; 4. 12.11.63/4; 5. 13.11.63/7; 6. 21.11.63/4.
- E. GILLARD : « Réformer la Constitution, mais comment? ». — *G. LG* 7.11.63.
- X. : « Revision de la Constitution ». — *P* 7.11.63.
- Sen. K. VAN CAUWELAERT : « De Vlaamse CVP en de regeringsboodschap aan de partijen ». — *HV* 8.11.63.
- J. DESMARETS : « Le grand départ ». — *C* 8.11.63.
- X. : « (Le « message » du gouvernement aux partis) ». — *LB* 8.11.63.
- X. : « Le « message » du Gouvernement aux partis traditionnels ». — *EB* 8.11.63.
- L. COLLARD : « A propos du référendum ». — *P, VG, Voor* 8.11.63.
- X. : « Le message du Gouvernement aux formations politiques ». — *P* 8.11.63/2.
- J. L. : « Léopold II, le référendum et la revision de la Constitution ». — *SR* 9.11.63.
- Dv. : « Le message sur la Constitution remis aux présidents des partis ». — *SR* 9.11.63/2.
- F. PERIN : « Réponse à Léo Collard ». — *WAL* 9.11.63/4.
- P. VAN BRABANT : « Het geschenk der regering ». — *LN* 9.11.63.
- O. VANAUDENHOVE : « Le renouvellement des structures de l'Etat ». — *DH* 10.11.63.
- Ch. TERLINDEN : « La course à l'abîme ». — *AV. T* 12.11.63.
- X. : « Notre opinion ». — *Méto* 13.11.63.
- M. RUIYS : « Arbitrage of kortsluiting? ». — *STA* 14.11.63.
- P. VAN BRABANT : « Grondwet en Parlement ». — *LN* 15.11.63.
- M. RUIYS : « Vaart Waalse CVP-vleugel een eigen koers? ». — *STA* 16.11.63.
- Sen. LEYNEN : « Een verzoenings-procedure? ». — *B. LIM* 17.11.63/3.
- E. VERDON : « Pour les Wallons, la plus mauvaise politique serait celle du tout ou rien ». — *C. ESC* 18.11.63.
- X. : « La discorde sociale-chrétienne donnerait « carte rouge » aux collectivistes dans ce pays ». — *LB* 19.11.63.
- F. DAVID : « Interview de M. Struye ». — *SR* 20.11.63.
- G. DESGUIN : « Pour un sauvetage national ». — *FL* 21.11.63.

N. E. : « Interview de M. Vanaudenhove ». — *DH* 21.11.63/6.

X. : « (La préparation de la revision de la Constitution) ». — *LB* 22.11.63.

X. : « La synthèse présentée par le groupe de travail ». — *REL* 23.11.63/8.

F. PERIN : « Du fédéralisme suisse à « la démocratie enrayée ». — *WAL* 26.11.63/4.

X. : « Le Roi règne et ne gouverne pas ». — *PP* 29.11.63 (n° 2348).

F. GROOTJANS : « Gevaarlijke formules ». — *NG* 29.11.63/2.

P. VAN BRABANT : « Aan de ronde tafel ». — *LN* 30.11.63.

X. : « N'éludons pas les vrais problèmes ». — *LB* 30.11.63.

M. RUIYS : « Duidelijke richtlijnen voor overleg ». — *STA* 2.12.63.

A. GENOT : « La comédie va commencer ». — *WAL* 4.12.63/4.

L. SIAENS : « De partijen en de Grondwet ». — *LN* 4.12.63.

P. VAN BRABANT : « Grondwet en partijen ». — *LN* 6.12.63.

O. VANAUDENHOVE : « De grondwetsherziening ». — *NG* 6.12.63/2.

L. SIAENS : « De Grondwetsherziening ». — *LN* 7.12.63.

P. DE VISSCHER : « La revision de la Constitution ». — *LB* 1. 9.12.63; 2. 10.12.63; 3. 11.12.63; 4. 12.12.63.

P. BARY : « Interview de M. Duvieusart ». — *SR* 10.12.63.

X. : « La réforme des institutions ». — *C* 10.12.63/4.

L. SIAENS : « De Grondwetsherziening ». — *LN* 13.12.63.

M. BARZIN : « A propos de la revision constitutionnelle ». — *DH* 1. 14.12.63; 2. 18.12.63; 3. 25.12.63.

H. VAN NIEUWENHUYSE : « Vers la revision ». — *FL* 18.12.63.

R. VANDEZANDE : « Rijksadministratie en grondwetsherziening ». — *STA* 1. 18.12.63/2; 2. 19.12.63/2.

ALIAS : « La première manche ». — *SR* 19.12.63.

F. DAVID : « L'ordre du jour et le calendrier de la table ronde tripartite ». — *SR* 19.12.63.

A. VANHAVERBEKE : « Grondwetsherziening en openbare opinie ». — *Gids* 20.12.63.

J. DESMARETS : « Le jeu à trois ». — *C* 20.12.63.

— Proclamation du Collège exécutif de Wallonie. — *WAL* 20.12.63.

P. NOTHOMB : « Avant la table ronde ». — *AV. LUX* 21.12.63.

A. VRANCKX : « België voor een derde Herziening van zijn Grondwet ». — *VG* 1. 24.12.63; 2. 26.12.63; 3. 28.12.63; 4. 31.12.63.

H. R. : « Adaptation des sièges et garanties constitutionnelles ». — *AV. LUX* 27.12.63.

E. VAN CAUWELAERT : « Nieuwe jaar staat in teken van grondwetsherziening ». — *HV* 31.12.63/Supplément p. 1.

LE « COMPROMIS DES SOCIALISTES »

.W : « Contribution en vue d'un dialogue entre socialistes wallons et flamands ». — *WAL* 27.9.63.

E. GLINNE : « Un point de vue sur le « Compromis des socialistes ». — *GAU* 27.9.63.

X. : « Le compromis des socialistes présenté par le bureau du PSB ». — *P* 1. 1.10.63/4; 2. 2.10.63/6; 3. 3.10.63/4; 4. 4.10.63/4; 5. 5.10.63/4; 6. 8.10.63/4; 7. 9.10.63/4; 8. 10.10.63/4; 9. 11.10.63/4

X. : « Le compromis des socialistes ». — *GAU* 4.10.63/9.
E. GLINNE : « Vive le compromis... de 1929! ». — *GAU* 11.10.63/12; *WAL* 12.10.63/4.

X. : « Het Centraal Comité ». — *Voor* 12.10.63.
La Gauche : « Avec ou contre les travailleurs... ». — *GAU* 19.10.63.

R. SIXTE : « Il n'y a pas de compromis! ». — *GAU* 25.10.63/3.

P. B. : « Entretien avec M. L. Harmegnies ». — *SR* 30.10.63/6.

X. : « Rond het « vergelijk der socialisten ». — *VG* 31.10.63.

E. GLINNE : « Amendements de pacotille! ». — *GAU* 1.11.63/12.

R. NICOLAS : « Réflexions sur deux éditoriaux du président Collard ». — *GAU* 8.11.63/3.

X. : « Les Fédérations du PSB prennent position ». — *P* 11.11.63/2.

E. VAN BOGAERT : « Het vergelijk der socialisten en de grondwetsherziening ». — *Voor* 13.11.63.

X. : « L'enjeu d'un congrès ». — *GAU* 15.11.63/12.

X. : « Geestdrift? ». — *VG* 16.11.63.

X. : « Victoire des unitaires au congrès socialiste ». — *EB* 17.11.63.

M. RUIYS : « Voorzichtig vaagen voorlopig ». — *STA* 18.11.63.

— Le « Compromis des Socialistes » (texte adopté par le Congrès du PSB). — *P* et *VG* 18.11.63.

— Comptes rendus et commentaires du Congrès du PSB. — *P*, *VG*, *LB*, *C*, *WAL*, *STA*, *LN*, *Métro* 18.11.63; *SR*, *EB*, *NG*, *VG*, *AV. T*, *STA*, *DR*, *B. LIM*, *FL*, *G. LG*, *Gids*, *V. AV* 19.11.63.

M. RUIYS : « Uitdaging ». — *STA* 19.11.63.

— « Un communiqué de J. Yerna et F. Perin ». — *WAL* 19.11.63/4.

A. HOUSIAUX : « Pour une solution harmonieuse ». — *P* 20.11.63.

X. : « De schok ». — *VG* 20.11.63.

SCHILDWACHT : « Het socialistisch congres en de Vlaams-Waalse verhouding ». — *HV* 20.11.63.

R. LAMBION : « Une victoire à la Pyrrhus ». — *WAL* 20.11.63.

X. : « Les complices ». — *P* 21.11.63.

A. VANHAVERBEKE : « Na het socialistisch compromis ». — *Gids* 22.11.63.

TENAX : « De Waalse Vesuvius ». — *B. LIM* 22.11.63.

M. GRAMMENS : « Als God met ons is wie is er dan tegen ons? ». — *LIN* 22.11.63 (n° 790).

L. COLLARD : « L'esprit du Congrès ». — *P*, *VG*, *Voor* 22.12.63.

J. YERNA : « La lutte continue ». — *GAU* 22.11.63.

R. B. : « Après le Congrès PSB ». — *DR* 23.11.63/2.

R. LAMBION : « Euphorie dangereuse ». — *WAL* 23.11.63.

M. A. PIERSON : « Un grand congrès ». — *SR* 23.11.63.

J. GERARD : « Le national-socialisme de M. L. Collard ». — *Eur. M* 27.11.63 (n° 964).

X. : « La Fédération liégeoise du PSB dans l'attente (textes des deux résolutions) ». — *WAL* 16.12.63/5.

LA POSITION DU PSC

L. DERBAIX : « (Ce que les sociaux-chrétiens wallons attendent du PSC) ». — *C. ESC* 10.11.63.

L. DRION : « Avant le Congrès ». — *G. LG* 20.11.63.

X. : « (Analyse du rapport de M. Vanden Boeynants) ». — *LB* 21.11.63/5; *SR* 22.11.63.

- X. : « Wat is de Christelijke Volkspartij en waarom bestaat zij? ». — *HV* 21.11.63.
- X. : « Un bon rapport doctrinal ». — *LB* 21.11.63.
- J. DESMARETS : « Le goût du suicide? ». — *C* 22.11.63.
- F. GROOTJANS : « Woorden en daden ». — *NG* 22.11.63/2.
- SCHILDWACHT : « De CVP en de Grondwetsherziening ». — *HV* 23.11.63/2.
- X. : « Congrès pour l'unité ». — *REL* 23.11.63.
- X. : « Le PSC à la recherche de son compromis... ». — *C* 23.11.63/4.
- X. : « (Le texte du « compromis social-chrétien ») ». — *LB* 26.11.63.
- A. VANHAVERBEKE : Eensgezinde voorstellen aan het congres ». — *Gids* 26.11.63.
- Sen. K. VAN CAUWELAERT : « Fundamentele bedenkingen over de revolutie-ontwerpen voor het CVP-congres ». — *HV* 26.11.63/2.
- X. : « Le PSC propose ». — *C* 26.11.63/9.
- P. HERBIET : « Entre deux congrès ». — *G. LG* 27.11.63.
- X. : « Het Socialistisch « Vergelijk » heeft de CVP veroordeeld tot Eenheid of Ondergang... ». — *VG* 27.11.63.
- Dv. : « Les thèses sociales-chrétiennes sur la revision de la Constitution ». — *SR* 27.11.63/4.
- L. SIAENS : « Beroering ingevolge een ontslag ». — *LN* 28.11.63.
- X. : « Crisis van het Ondervoorzitterschap en mislukte « Test » in de CVP ». — *VG* 28.11.63.
- X. : « Een slecht resolutie-ontwerp ». — *Voor* 28.11.63.
- A. HOUSIAUX : « Le projet du PSC ». — *P* 28.11.63.
- M. RUIYS : « Grondwetsherziening ook voor Vlaanderen ». — *STA* 28.11.63.
- SCHILDWACHT : « De socialisten maken het zich gemakkelijk! ». — *HV* 29.11.63.
- P. WIGNY : « Solidarité ». — *C. ESC* 1.12.63.
- X. : « Le PSC divisé ». — *EB* 4.12.63.
- X. : « Un rapport consacré à la revision de la Constitution ». — *LB* 4.12.63.
- « Conférence de presse de M. Vanden Boeynants ». — *STA* 4.12.63.
- J. HEINEN : « Le congrès difficile ». — *C* 4.12.63.
- X. : « Le PSC et la revision de la Constitution ». — *C* 4.12.63.
- H. R. : « Le sort du PSC est en jeu! ». — *V. AV* 5.12.63.
- X. : « Waarheen met de CVP? ». — *Voor* 5.12.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Waarborgen en minderheden ». — *Gids* 5.12.63.
- SCHILDWACHT : « Een tweespalt die niet is wat men denkt, noch waar men denkt ». — *HV* 5.12.63.
- G. D. : « Insécurité avant un congrès ». — *FL* 5.12.63.
- M. RUIYS : « Waarom zo unitair? ». — *STA* 5.12.63.
- F. DAVID : « Importantes divergences de vues au PSC ». — *SR* 5.12.63.
- X. : « Le conflit au sein du PSC à propos de la « procédure de conciliation ». — *LB* 5.12.63.
- M. GRAMMENS : « Vlamingen willen geen dupe meer zijn ». — *LIN* 6.12.63 (n° 792).
- M. RUIYS : « Basis van gesprek ». — *STA* 6.12.63.
- X. : « Vlaamse CVP-parlementsleden wensen sterker kongresbesluiten ». — *STA* 6.12.63.
- J. DESNERCK : « L'heure du courage ». — *C. ESC* 6.12.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Het rapport Wigny-Moyersoën ». — *Gids* 6.12.63.
- X. : « Les sociaux-chrétiens wallons et flamands restent sur leurs positions ». — *LB* 6.12.63.
- P. NOTHOMB : « Positions nettes ». — *AV. LUX* 7.12.63.
- X. : « Le PSC à l'heure de la vérité ». — *G. LG* 7.12.63.
- SCHILDWACHT : « Meer licht! ». — *HV* 7.12.63.
- X. : « Het staat niet in de sterren geschreven ». — *Voor* 7.12.63.
- M. RUIYS : « Positief overleg ». — *STA* 9.12.63.
- H. R. : « Que les modérés se ressaisissent à l'égard des extrémistes ». — *AV. LUX* 10.12.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Als de jongeren maar wilden... ». — *Gids* 10.12.63.
- A. HOUSIAUX : « Avant un congrès ». — *P* 11.12.63.
- J. HEINEN : « L'accord ». — *C* 11.12.63.
- TENAX : « Van het kongres naar de onderhandeling ». — *B. LIM* 11.12.63.
- X. : « En de CVP-leden? ». — *VG* 11.12.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Het geslacht der engelen ». — *Gids* 11.12.63.
- J. DEMARTEAU : « Les sociaux-chrétiens flamands renouvellent leur « niet ». — *G. LG* 11.12.63.
- J. DEMARTEAU : « Les promesses de garanties seront bien fragiles ». — *G. LG* 12.12.63.
- P. VAN BRABANT : « Schommelende stemming ». — *LN* 12.12.63.
- X. : « Un message du pape aux Belges, avant le congrès PSC ». — *EB* 12.12.63.
- M. G. : « Maar één vraag ». — *LIN* 13.12.63 (n° 793).
- X. : « Au congrès de Bruxelles, le PSC pourra-t-il sauver son unité? ». — *Métro* 13.12.63.
- J. DESMARETS : « Ce qui est en jeu ». — *C* 13.12.63.
- X. : « La revision de la Constitution ». — *LB* 13.12.63.
- M. RUIYS : « Kongres van de dialoog ». — *STA* 13.12.63.
- X. : « L'heure du courage ». — *C. ESC* 13.12.63.
- A. VANHAVERBEKE : « Een beslissend congres ». — *Gids* 13.12.63.
- H. VAN NIEUWENHUYSE : « Entre le pape et M. De Saeger ». — *FL* 13.12.63.
- H. R. : « A l'aube d'un Congrès qui s'annonce agité ». — *AV. LUX* 13.12.63.
- « Comptes rendu et commentaires du Congrès du PSC ». — *LB, Gids, STA, Métro, C. ESC, G. LG, SR, Voor* 14.12.63; *NG* 14.12.63/2; *C* 14.12.63/4; *EB, SR* 15.12.63; *B. LIM* 15.12.63/3; *LB, C, Gids, STA, HV, V. AV, Métro, C. ESC, LN, FL* 16.12.63; *NG* 16.12.63/2; *G. LG* 16.12.63/3; *Gids, B. LIM, AV. LUX, FL, VG* 17.12.63; *SR* 17.12.63/2; *C, STA, Voor* 18.12.63.
- E. DE LA VALLEE POUSSIN : « En marge du Congrès du PSC ». — *SR* 14.12.63.
- V. LEEMANS : « In de marge van een kongres ». — *STA* 14.12.63.
- X. : « Le chemin de l'unité ». — *REL* 14.12.63.
- J. GERARD : « Du pastis dans l'eau bénite! ». — *Eur. M* 18.12.63 (n° 967).
- Le Visieur : « Point de Mire ». — *WAL* 19.12.63/4.
- J. DEMARTEAU : « On cherche toujours l'esprit de conciliation ». — *G. LG* 19.12.63.
- P. WIGNY : « Lendemain du Congrès du PSC ». — *C. ESC* 19.12.63.
- M. GRAMMENS : « CVP-Kongres ». — *LIN* 20.12.63.
- X. : « La colle et les morceaux ». — *PP* 20.12.63.
- O. DE SWAEF : « Indrukken van het CVP-congres ». — *Voor* 23.12.63.
- X. : « Interview de M. Vanden Boeynants ». — *Bulletin du MIC* 7.12.63.

J. SARI : « Les enseignements d'un congrès ». — Bulletin du MIC 21.12.63.

L'ADAPTATION DU NOMBRE DES SIEGES

J. DEMARTEAU : « Vers l'adaptation des sièges parlementaires ». — G. LG 5.9.63.

F. GROOTJANS : « De Zetelaanpassing ». — NG 18.9.63/2.

K. VAN CAUWELAERT : « De Zetelaanpassing ». — HV 18.9.63.

J. DEMARTEAU : « Le cas des citoyens non représentés ». — G. LG 19.9.63.

L. V. N. : « Zetel-verwarring... ». — B. LIM 25.9.63.

M. RUIYS : « Socialistisch veto ». — STA 25.9.63/2.

X. : « Waarom zetelaanpassing? ». — B. LIM 29.9.63/3.

LUC : « Suffrage universel? ». — V. AV 2.10.63.

M. RUIYS : « Bezinning ». — STA 3.10.63.

M. STYNS : « De Samenhang in het land ». — LN 15.10.63.

TENAX : « Waarom dit attentisme? ». — B. LIM 18.10.63.

J. HEINEN : « L'opinion des citoyens ». — C 23.10.63. — « Déclaration de M. Collard à la RTB ». — P 26.10.63/2.

X. : « Mauvais prétexte ». — LB 9.11.63/2.

Fr. STRIELEMAN : « Wordt de aftocht voorbereid? ». — NG 12.11.63/2.

A. VANHAVERBEKE : « Zetelaanpassing door verhoging van aantal? ». — Gids 14.11.63.

P. VAN BRABANT : « Kamer en Senaat ». — LN 22.11.63.

X. : « Un siège de député par 43.347 habitants ». — EB 1.12.63.

— « Un communiqué du parti communiste ». — DR 2.12.63.

M. RUIYS : « Politici ontevreden over zetel-aanpassing ». — STA 3.12.63.

X. : « L'adaptation du nombre des sièges est équitable, mais ne favorisera pas le PSC ». — LB 3.12.63.

— Ordre du jour de la Fédération PLP de l'arrondissement de Charleroi ». — SR 3.12.63/6.

X. : « La nouvelle répartition des sièges parlementaires ». — C 27.12.63/4.

X. : « (Le projet Gilson) ». — LB 27.12.63.

X. : « Dépôt du projet sur l'adaptation des sièges ». — EB 27.12.63.

Sen. LEYNEN : « De nieuwe zetelverdeling ». — B. LIM 29.12.63.

L. LINDEMANS : « Wijziging van de kiesomschrijvingen ». — STA 30.12.63/2.

LA CAMPAGNE DE PETITIONNEMENT EN WALLONIE

Collège exécutif de Wallonie : « Appel au peuple de Wallonie ». — WAL 25.9.63/4.

J. TERFVE : « La signification du pétitionnement ». — DR 26.9.63.

J. BLUME : « La peur de la démocratie est mauvaise conseillère ». — DR 8.10.63.

— « (Position du bureau du PSB à l'égard du pétitionnement) ». — P, Voor 10.10.63.

X. : « Les socialistes et le MPW ». — EB 10.10.63.

X. : « Le Bureau National du Parti Socialiste scie la branche qui le porte ». — WAL 10.10.63.

L. COLLARD : « Le pétitionnement ». — P, V.G. et Voor 11.10.63.

X. : « Sans rimes, ni raisons ». — WAL 11.10.63/5.

TENAX : « Le parti réel contre le parti légal ». — B. LIM 11.10.63.

M. RUIYS : « BSP blijft Waals denken ». — STA 11.10.63.

A. VANHAVERBEKE : « Een gewichtige beslissing ». — Gids 11.10.63.

J. TERFVE : « Dans la ligne des congrès des socialistes wallons ». — DR 14.10.63.

L. SIAENS : « Het Waalse verzoekschrift ». — LN 16.10.63.

M. THIRY : « La pétition ». — SR 16.10.63.

J. LEVAUX : « Pourquoi le pétitionnement? ». — G. LG 16.10.63.

X. : « Succès du pétitionnement et amorce d'un virage politique ». — WAL 17.10.63.

F. SCHREURS : « (Signez!) ». — WAL 17.10.63/4.

Le Viseur : « Point de Mire ». — WAL 19.10.63/4.

S. PAQUE : « L'heure de l'action a sonné ». — WAL 19.10.63/4.

VAN MICHEL : « Le pétitionnement répond aux vœux de l'immense majorité du peuple wallon ». — WAL 22.10.63/4.

X. : « Les deux objectifs du pétitionnement ». — WAL 23.10.63.

X. : « Portée d'une pétition ». — WAL 23.10.63/4.

J. DEMARTEAU : « Pour ou contre le pétitionnement ». — G. LG 23.10.63.

Ch. RADELET : « Contre le pétitionnement? Oui certes... ». — G. LG 30.10.63.

J. BLUME : « Le pétitionnement est à mi-chemin ». — DR 2.11.63/2.

H. VAN NIEUWENHUYSE : « Un beau gâchis ». — FL 4.11.63.

E. BURNELLE : « Une défaite cuisante de la réaction ». — DR 5.11.63.

F. PERIN : « La signification de la pétition et sa portée inattendue ». — WAL 5.11.63/4.

E. VERDON : « Je ne signerai point la pétition ». — C. ESC 8.11.63.

F. PERIN : « Réponse à Léo Collard ». — WAL 9.11.63/4.

R. BEELEN : « (Nous avons confiance) ». — DR 9.11.63/2.

— « Un ordre du jour du Comité pour l'unité du pays ». — SR 10.11.63/3.

J. PENELLE : « Les résultats du pétitionnement en valeur relative ». — WAL 14.11.63/4.

— « Motion de la fédération des jeunesses PLP des arrondissements Tournai-Ath ». — AV. T 15.11.63.

X. : « Le MPW et le pétitionnement ». — SR 26.11.63/6.

J. BLUME : « Ça ne porte pas bonheur ». — DR 3.12.63.

M. THIRY : « 650.000 fois non ». — SR 13.12.63.

X. : « La pétition du Collège exécutif wallon ». — LB 20.12.63/6.

— « Proclamation du Collège exécutif de Wallonie ». — WAL 20.12.63.

DECENTRALISATION : Provinces et régions

J. COENEN : « De streekontwikkeling ». — LN 2.9.63.

A. PARISIS : « La décentralisation ». — G. LG 4.9.63.

X. : « Pour la création de deux conseils régionaux — une proposition de loi Duvieusart ». — C 9.9.63/4.

G. HEBBELINCK : « De maatschappijen voor Streek Ontwikkeling ». — Voor 10.9.63.

F. DAVID : « Il faut confier aux régions l'examen de leurs problèmes ». — SR 15.9.63.

A. VANHAVERBEKE : « De as Antwerpen-Brussel ». — *Gids* 2.10.63.
 P. NOTHOMB : « Régionalisme économique ». — *AV. LUX* 12.10.63.
 X. : « De as Antwerpen-Brussel ». — *VG* 16.10.63.
 X. : « Un nouveau mauvais coup de M. Gilson ». — *WAL* 31.10.63.
 — « Le discours de M. De Saeger en faveur de la décentralisation provinciale ». — *HV* 4.11.63/2 ; *STA* 4.11.63.
 J. DEMARTEAU : « La proportionnelle dans les députations permanentes ». — *G. LG* 5.11.63.
 G. HEBBELINCK : « Geen provincialisme ». — *Voor* 5.11.63.
 M. RUIYS : « Eerste stap ». — *STA* 5.11.63.
 E. DE LA VALLEE POUSSIN : « Y a-t-il des problèmes régionaux ? ». — *SR* 6.11.63.
 SCHILDWACHT : « Het decentralisatieprobleem ». — *HV* 6.11.63.
 X. : « (Le dossier de la décentralisation) ». — *C. ESC* 6.11.63.
 X. : « Provincialisme.. wij denken er niet aan ! ». — *VG* 9.11.63.
 Sen. LEYNEN : « Een ontijdig ontwerp Spinoy ». — *B. LIM* 10.11.63/3.
 V. L. : « Positions du PSC ». — *P* 12.11.63/2.
 TENAX : « Economische decentralisatie ». — *B. LIM* 20.11.63.
 Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 28.11.63/4.
 V. L. : « Le régionalisme en France ». — *P* 5.12.63/2.
 X. : « Interview du chevalier Lamalle ». — *PP* 20.12.63 (n° 2351).

AUTONOMIE CULTURELLE

Luc D. : « Is dat Kultuurautonomie ? ». — *STA* 16.9.63/2.
 F. PAPON : « Gemeenschappelijke belangen ». — *NG* 24.10.63/2.
 SCHILDWACHT : — « Spreiding en doordringing van hoger onderwijs in Vlaanderen ». — *HV* 9.11.63.
 V. LAROCK : « Conseils culturels ». — *P* 2.12.63.
 SCHILDWACHT : « Culturele autonomie ». — *HV* 4.12.63.
 P. VAN BRABANT : « Culturele autonomie ». — *LN* 28.12.63.

Rapports wallons-flamands

ASPECTS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET DEMOGRAPHIQUES

« Adresse des métallurgistes liégeois de la FGTB au Premier Ministre ». — *WAL* 17.9.63.
 A. VANHAVERBEKE : « Hoopvolle blik in de toekomst ». — *Gids* 17.9.63.
 X. : « Cockerill-Ougrée ». — *IEF* 18.9.63.
 « Métallurgistes FGTB de Liège. Réponse à M. Lefèvre ». — *WAL* 20.9.63.
 « M. Lefèvre : « pas d'accord avec la FGTB de Liège ». — *SR* 20.9.63/2.
 « La FGTB de Liège répond au Premier Ministre ». — *SR* 21.9.63/2.
 X. : « Le premier ministre et « la Wallonie ». — *REL* 28.9.63.
 X. : « Bonne nouvelle... pour l'Italie ». — *WAL* 2.10.63.
 X. : « Profits et problèmes de Wallonie ». — *C* 5.10.63/11.
 X. : « M. Lefèvre, la Wallonie vous parle ». — *WAL* 5.10.63/4.

L. V. : « Les investissements régionaux ». — *SR* 9.10.63.
 STRUCTOR : « Wallonie 1963 ou l'heure de la vérité ». — *WAL* 23.10.63/5.
 J. VERHOEVEN : « Les hommes dont la Wallonie a besoin ». — *C* 29.10.63.
 A. VANHAVERBEKE : « Betwistingen rond een plan ». — *Gids* 7.11.63.
 X. : « Le malaise wallon ». — *LB* 15.11.63.
 F. BAUDHUIN : « Wallonie en péril ? ». — *LB* 16.11.63.
 X. : « L'eau de Wallonie nous appartient ». — *WAL* 20.11.63/4.
 J. HEINEN : « Le malade imaginaire ». — *C* 20.11.63.
 X. : « Scripta manent... ». — *VG* 23.11.63.
 P. GOUSSET : « Les investissements étrangers en Belgique en 1962 ». — *WAL* 29.11.63/4.
 F. BAUDHUIN : « Economie wallonne ». — *LB* 30.11.63.
 X. : « Chertal ou le courage d'entreprendre ». — *REL* 30.11.63/10.
 R. LATIN : « A « Volksgazet » la Fraternelle ». — *WAL* 5.12.63/4.
 F. BAUDHUIN : « L'économie wallonne ». — *LB* 7.12.63.
 P. GUILLAIN : « Le malaise wallon, mythe ou réalité ? ». — *V. AV* 13.12.63.
 F. BAUDHUIN : « La Wallonie en décadence ? ». — *LB* 14.12.63.
 X. : « Interview du chevalier Lamalle ». — *PP* 20.12.63 (n° 2351).

LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DE WALLONIE

A. H. : « Interview de G. Bohy ». — *P* 26.9.63.
 P. BARY : « Quand sera achevée l'autoroute de Wallonie ». — *SR* 26.9.63/7.
 X. : « L'autoroute de Wallonie ne sera pas faite avant 1970 ». — *WAL* 26.9.63/4.
 F. BAUDHUIN : « Les autoroutes ». — *LB* 23.11.63.
 X. : « L'autoroute de Wallonie menacée ». — *WAL* 27.11.63/4.
 X. : « Weg met Bohy ». — *PP* 27.12.63 (n° 2352).

Politique scolaire

PACTE SCOLAIRE : Neutralité-Rationalisation

Luc D. : « Schoolpakt vereist nieuwe geest ». — *STA* 12.9.63/2.
 X. : « Nouvelles écoles ». — *P* 12.9.63.
 F. STRIELEMAN : « Nog de neutraliteitsverklaring ». — *NG* 14.9.63/2.
 X. : « L'Etat va créer douze nouvelles écoles moyennes en 1964 ». — *DH* 26.10.63.
 F. GROOTJANS : « De verdraagzaamheid ». — *NG* 27.12.63/2.

ENSEIGNEMENT : Démocratisation. Université. Recherche scientifique

F. PEETERS : « Faut-il multiplier les universités en Belgique ? ». — *SR* 7.9.63.
 R. ANGER : « L'Université en crise ». — *WAL* 1. 26.9.63/4 ; 2. 2.10.63/4 ; 3. 8.10.63/4 ; 4. 11.10.63/4.
 C. L. B. : « Que serait une « grande politique de l'enseignement ? ». — *SR* 29.9.63/3.
 J. TORDEUR : « Un vaste plan d'extension à l'ULB ». — *SR* 3.10.63.

I. CABAY : « La Belgique consacre 1 % de son produit national à la recherche ». — *G. LG* 4.10.63.

F. GROOTJANS : « Rectorale tegenspraken ». — *NG* 9.10.63/2.

J. CASIMIR : « La menace de grève du personnel scientifique des universités ». — *GAU* 11.10.63/3.

A. DE BLOCK : « Het wetenschappelijk onderzoek ». — *Voor* 12.10.63.

G. V. H. : « Voorstel-Bouckaert is niet zo dwaas ». — *STA* 14.10.63/2.

V. L. : « Essaimage universitaire ? » *P* 17.10.63/2.

SCHILDWACHT : « De overgang van middelbaar onderwijs naar de universiteit ». — *HV* 17.10.63.

M. DE CORTE : « Les contradictions de la politique scientifique ». — *LB* 18.10.63.

X. : « Is er géén behoefte aan een « hogere retorika » ? ». — *STA* 18.10.63/2.

F. PEETERS : « Thèse ou dossier ? ». — *SR* 25.10.63.

C.-L. BINNEMANS : « Faut-il « programmer » la recherche scientifique ? ». — *SR* 5.11.63/7.

« Centre d'Etudes de « La Gauche » de Liège : Y a-t-il encore une doctrine socialiste en matière d'enseignement ? ». — *GAU* 22.11.63/2.

V. L. : « Omnivalence ». — *P* 3.12.63.

F. GROOTJANS : « Weldra 50 miljard ? ». — *NG* 4.12.63/2.

J. DESMARETS : « Une chose sérieuse ». — *C* 6.12.63.

L. CRAEYBECKX : « De « mindere man » in de Universiteit ». — *VG* 7.12.63.

P. GUILLAIN : « L'aide aux études ». — *V. AV* 27.12.63.

Institutions administratives

FONCTION PUBLIQUE ET PARASTATAUX

X. : « La situation des chemins de fer belges ». — *WAL* 1. 16.9.63/4 ; 2. 17.9.63/4.

C. L. BINNEMANS : « Interview de M. Gilson ». — *SR* 28.9.63/2.

X. : « Six milliards de pertes aux chemins de fer ». — *LB* 12.11.63.

X. : « Fin de la première étape de la réforme administrative ». — *REL* 16.11.63/8.

X. : « Le gouffre des chemins de fer ». — *LB* 23.11.63.

M. GREGOIRE : « Les hauts fonctionnaires ». — *SR* 5.12.63.

X. : « La hausse des tarifs aux chemins de fer ». — *LB* 31.12.63.

F. COLLIN : « Le secteur paraétatique ». — *Bulletin de la Kredietbank* ». 15.6.63.

COMMUNES : Fusions. Finances communales

X. : « Interview de M. Maurice Destenay ». — *DH* 17.9.63/3.

M. BAUWENS : « Interview de M. Gilson ». — *SR* 8.11.63/2.

A. H. : « Problèmes communaux ». — *DH* 10.12.63/5.

X. : « La politique communale du Gouvernement ». — *REL* 14.12.63.

X. : « L'assainissement fondamental des finances communales ». — *REL* 1. 14.12.63/8 ; 2. 21.12.63/8.

M. BAUWENS : « Interview de M. Bracops sur le Fonds des communes ». — *SR* 22.12.63.

COMMUNES : Grandes agglomérations

H. R. : « (Pourquoi Charleroi cinquième grande agglomération) ». — *DH* 6.9.63.

X. : « Interview de M. Gilson ». — *DH* 26.10.63/3 ; *SR* 26.10.63.

J. T. : Réactions favorables dans les milieux communaux à la déclaration de M. Gilson ». — *SR* 26.10.63/3.

X. : « Premier programme d'agglomération pour Bruxelles ». — *REL* 9.11.63.

Politique militaire

X. : « Les chefs d'état-major hostiles à la nouvelle réorganisation de l'armée ». — *SR* 13.9.63.

X. : « Les chefs d'état-major marquent leur désaccord sur la réorganisation de l'armée ». — *C* 14.9.63.

X. : « Deux chefs d'état-major démissionnent pour devenir inspecteurs généraux ». — *DH* 14.9.63.

X. : « Les chefs d'état-major présentent leur démission ». — *SR* 14.9.63.

X. : « Remous autour de la réorganisation de l'armée ». — *EB* 15.9.63.

X. : « L'affaire des généraux » n'est-elle qu'une querelle de sérail ? ». — *LB* 16.9.63/4.

X. : « Onze Generaals ». — *VG* 17.9.63.

L. SIAENS : « Gekruiste Sabels ». — *LN* 18.9.63.

X. : « La guerre des casquettes ». — *PP* 20.9.63(n° 2338).

X. : « Un communiqué de la Défense Nationale sur la réorganisation de l'armée ». — *LB* 24.9.63/2.

Gal F. HONTOY : « Emoi dans le haut commandement de l'armée ? ». — *SR* 26.9.63/7.

X. : « Minister Segers gaf voorkeur aan centralistische formule ». — *STA* 4.10.63.

X. : « M. Segers expose son plan de réorganisation de l'armée ». — *LB* 4.10.63/2.

M. BAUWENS : « La réorganisation de l'armée ». — *SR* 5.10.63.

L. SIAENS : « De wederuitrusting van het leger ». — *LN* 12.10.63.

Gal F. HONTOY : « Notre armée — budget et structures ». — *SR* 30.10.63/2.

V. L. : « Crédits militaires ». — *P* 26.2.63/2.

Problèmes économiques et sociaux

PROBLEMES ECONOMIQUES : Généralités

VANDEPUTTE : « Waarom worden geen nijverheidswaarden uitgegeven ? ». — *STA* 21.9.63/4.

Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 6.11.63/4.

P. JOYE : « Le fardeau du capitalisme ». — *DR* 11.11.63.

Y. SEGHNIN : « L'économie belge au seuil de l'hiver ». — *V. AV* 11.11.63.

J. SCHELLEKENS : « Une fausse réforme de structure ». — *GAU* 6.12.63/3.

D. V. : « Economische bloei, politieke zorgen ! ». — *Gids* 21.12.63.

V. LEEMANS : « Keuze van de beslissingen ». — *STA* 28.12.63.

PROGRAMMATION : Budget économique

E. GLINNE : « Le budget économique et social 1964 : orientation néo-capitaliste ». — *GAU* 20.9.63/12.

P. DULIEU : « Mystique de la planification ». — *V. AV* 30.9.63.

Y. LAMBERT : « La Belgique entre dans la voie de la planification ». — *V. AV* 4.10.63.
 V. L. : « La Belgique en 1965 ». — *P* 8.10.63/2.
 E. NOLS : « Le premier programme d'expansion ». — *IEF* 14.10.63.
 V. LAROCK : « La prospérité et l'effort ». — *P* 14.10.63.
 X. : « Les hypothèses fausses de la programmation économique ». — *WAL* 15.10.63/4.
 X. : « Les objectifs économiques pour 1964 ». — *WAL* 21.11.63/4.
 D. V. : « Economische vooruitzichten ». — *Gids* 23.11.63.
 Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 12.11.63/4.

Voir également :

« Bulletin de la Kredietbank ». — 18.5.63 ; 13.7.63.
 « Au travail ». — 28.9.63 ; 30.11.63.

ENERGIE : Charbon

X. : « Le problème charbonnier en Belgique ». — *Métro* 4.9.63.
 ALEX : « Interview de M. Evalenko ». — *SR* 10.9.63.
 M. STANDAERT : « Hoever staat de fusie der Kemische mijnen? ». — *HV* 31.10.63.
 TENAX : « De mijnnijverheid in convalescentie? ». — *B. LIM* 23.11.63.
 CENSOR : « Maintien de notre production charbonnière ». — *FL* 2.12.63.
 X. : « Politique de l'énergie, où es-tu? ». — *WAL* 6.12.63/4.
 X. : « La crise charbonnière belge est-elle surmontée? ». — *Bulletin de la Kredietbank*, 5.10.63.

FINANCES. MONNAIE. CREDIT. FISCALITE

X. : « (Recettes et dépenses de l'Etat) ». — *Métro* 11.9.63.
 Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 28.9.63.
 L. VERBIST : « Beloften van de regering ». — *LN* 28.9.63
 F. DAVID : « La revision des barèmes fiscaux suivra-t-elle la hausse de l'index? ». — *SR* 3.10.63.
 X. : « Indexation des impôts ». — *P* 3.10.63.
 X. : « Quand le PSC se prépare à étudier les problèmes financiers ». — *REL* 12.10.63/8.
 V. LEEMANS : « Fiskaliteit en ekonomie ». — *STA* 19.10.63.
 SCAILTEUR : « Principes d'une réforme de la taxe de transmission ». — *EB* 20.10.63.
 L. PAYOT : « La haute conjoncture n'est qu'un vulgaire bobard! ». — *Eur. M* 30.10.63 (n° 960).
 X. : « Fuir les réalités ». — *LB* 31.10.63/2.
 J. DESMARETS : « Signal d'alarme? ». — *C* 1.11.63.
 X. : « Des fautes gouvernementales aux scrupules de la CSC et à l'avertissement de la FIB ». — *LB* 1.11.63.
 W. DE CLERCQ : « De openbare financiën ». — *NG* 1.11.63/2.
 TENAX : « Inflation-tendens? ». — *B. LIM* 2.11.63.
 R. VANDEPUTTE : « Wat zegt de bankkommissie? ». — *STA* 4.11.63/4.
 P. JOYE : « Inflation et monnaie fondante ». — *DR* 4.11.63.
 W. FRAEYS : « La hausse du taux de l'escompte ». — *P* 5.11.63/4.
 J. VAN OFFELEN : « L'inflation à nos portes ». — *DH* 6.11.63.

F. BAUDHUIN : « Notre politique monétaire ». — *LB* 9.11.63.
 CUSTOS : « (Les capitaux belges fuient le pays) ». — *Métro* 9.11.63.
 A. T. : « Hervorming omzetbelastingen ». — *STA* 12.11.63.
 X. : « Deux projets de loi fiscaux ». — *LB* 14.11.63/2.
 Prof. R. VANDEPUTTE : « Hoe ziet de CVP de industrie-financiering? ». — *STA* 15.11.63/4.
 X. : « Point de vue PSC ». — *EB* 15.11.63.
 X. : « Présocialisation? ». — *LB* 18.11.63.
 X. : « Atteinte au crédit de l'Etat ». — *PP* 22.11.63 (n° 2347).
 W. DE CLERCQ : « Nieuwe belasting ». — *NG* 25.11.63/2.
 P. GOUSSET : « Les exportations de capitaux belges ». — *WAL* 27.11.63/4.
 X. : « Au « Soir » perroquet ». — *PP* 29.11.63 (n° 2348).
 X. : « L'indexation des barèmes fiscaux ». — *LB* 29.11.63.
 G. DESGUIN : « Pour nos élus, c'est sans intérêt! ». — *FL* 3.12.63.
 X. : « Finances et démagogie ». — *P* 7.12.63.
 X. : « La réforme des impôts indirects ». — *LB* 7.12.63/5.
 Ch. MOUREAUX : « Sombres lendemains ». — *SR* 11.12.63.
 M. DEQUAE : « La Bourse et l'autorité publique ». — *IEF* 12.12.63.
 W. DE CLERCQ : « Een fopspeen ». — *NG* 13.12.63/2.
 J. G. : « Où en sont nos finances? ». — *LB* 14.12.63.
 X. : « Le franc belge en 1963 ». — *EB* 22.12.63.
 W. DE CLERCQ : « Un attrape-nigaud : « l'indexation des impôts ». — *AV. T* 24.12.63.

Voir également :

« Bulletin de la Kredietbank ». — 2.11.63.

LE BUDGET DE 1964

F. GROOTJANS : « Budgettaire zorgen ». — *NG* 6.9.63/2.
 X. : « L'augmentation du budget ». — *EB* 11.9.63.
 X. : « De taak ». — *VG* 14.9.63.
 LUC : « Un budget ordinaire de 150 milliards ». — *V. AV* 19.9.63.
 CENSOR : « Le budget pour 1964 ». — *FL* 23.9.63.
 F. GROOTJANS : « Een mislukking ». — *NG* 4.10.63/2.
 X. : « Le budget du Premier ministre ». — *EB* 9.10.63.
 X. : « Le budget de 1964 ». — *LB* 10.10.63.
 D. V. : « Verdubbeld op 15 jaar! ». — *Gids* 12.10.63.
 W. DE CLERCQ : « De openbare financiën ». — *NG* 15.10.63/2.
 F. BAUDHUIN : « Nos finances ». — *LB* 19.10.63.
 Ch. MOUREAUX : « L'écrasant budget ». — *SR* 19.10.63.
 M. PHILIPPART : « L'ascension vertigineuse des dépenses publiques ». — *G. LG* 23.10.63.
 C. L. BINNEMANS : « Interview de M. Deruelles ». — *SR* 27.10.63.
 X. : « L'exposé général du budget de 1964 : jusqu'où et jusqu'à quand? ». — *LB* 28.10.63.
 F. GROOTJANS : « Voor Honoré Gepluimd ». — *NG* 30.10.63/2.
 VERBIST : « De begroting 1964 ». — *LN* 30.10.63.
 L. AMEYE : « Les comptes de l'Etat ». — *SR* 31.10.63.
 N. E. : « Scepticisme quant à l'équilibre du budget de 1964 ». — *DH* 31.10.63.
 LUC : « 150 milliards à l'ordinaire ». — *V. AV* 1.11.63.
 X. : « Budget 1964 ». — *REL* 2.11.63.
 D. V. : « Voorrang aan de begrotingen ». — *Gids* 2.11.63.

X. : « Budget de prospérité ». — P 5.11.63.
 P. GOUSSET : « Le budget pour 1964 ». — WAL 7.11.63/4.
 X. : « Un bock avec M. W. De Clercq ». — PP 8.11.63 (n° 2345).
 W. FRAEYS : « Options budgétaires ». — P 12.11.63/4.
 L. COLLARD : « Finances publiques ». — P, Voor, VG 15.11.63.
 X. « Dépenses de l'Etat, trésorerie publique, prix, salaires et inflation potentielle (rapport de M. Scheyven) ». — LB 25.11.63.
 F. DAVID : « Interview de M. Dequae ». — SR 26.11.63.
 X. : « Le budget des Voies et Moyens devant la Chambre ». — EB 28.11.63.
 D. V. : « Het begrotingsdebat ». — Gids 3.12.63.
 R. VANDEPUTTE : « Wat te denken over de Rijksfinanciën ? ». — STA 16.12.63/2.
 F. BAUDHUIN : « Nos finances ». — LB 21.12.63.
 X. : « Le budget de 1964 ». — LB 28.12.63.

Voir également :

« La Construction ». — 21.9.63, 2.11.63.
 « La Voix des Indépendants ». — 14.9.63.

INFLATION : Prix et salaires. Hausse de l'index

X. : « Le gouvernement de la vie chère ». — PP 25.10.63 (n° 2343).
 X. : « Pas de ça ! Lisette ». — P 9.11.63.
 SYNDICALIST : « De « Noodlottige Spiraal » en de « Sociale Tucht ». — VG 11.11.63.
 O. DE SWAEF : « In ieder geval geen sociale pauze ». — Voor 11.11.63.
 P. JOYE : « Salaires et prospérité ». — DR 18.11.63.
 Le Viseur : « Point de Mire ». — WAL 20.11.63/4.
 CENSOR : « Pêril : inflation ». — FL 29.11.63.
 F. GROOTJANS : « Dreigende inflatie ». — NG 3.12.63/2.
 V. LEEMANS : « Zin en onzin over inflatie ». — STA 7.12.63.
 CENSOR : « Chercherait-on à provoquer l'inflation ? ». — FL 12.12.63.
 X. : « Pas de blocage des salaires ». — GAU 13.12.63.
 V. LEEMANS : « Te veel gepraat over inflatie ». — STA 21.12.63.
 R. GLORIEUX : « Emprunts extérieurs et inflation ». — V. AV 23.12.63.
 A. BALTUS : « Politique de l'index ». — G. LG 24.12.63/3.
 E. GLINNE : « Consommateurs, à vous de juger... ». — GAU 27.12.63/3.
 TENAX : « Prijzen en Lonen ». — B. LIM 28.12.63.
 F. BAUDHUIN : « La hausse des prix ». — LB 28.12.63.
 EVC : « De weerslag van het nieuwe indexcijfer ». — HV 30.12.63.

Voir également :

« Au travail ». — 26.10.63, 16.11.63.
 « La Tribune ». — Décembre 63 (n° 21).
 « La Construction ». — 9.11.63.
 « Le Journal des UPA ». — 28.12.63.

LA REFORME DE L'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE (AMI)

Luc D. : « Interview van de h. Verschuere (VBN). Paritair beheer moet gelden voor ZIV ». — STA 5.9.63.

F. STRIELEMAN : « Hervormde hervorming ? ». — NG 9.9.63/2.
 J. DEMARTEAU : « Un cri d'alerte de nos hôpitaux ». — G. LG 10.9.63.
 X. : « Le corps médical et l'assurance maladie ». — LB 10.9.63/2.
 X. : « Guerre ou paix avec l'AMI ». — P 11.9.63/2.
 J. D. : « Le conflit « Médecins-Leburton ». — G. LG 1. 12.9.63 ; 2. 13.9.63 ; 3. 14.9.63 ; 4. 16.9.63.
 X. : « Sociale Geneeskunde ». — Voor 12.9.63.
 J. VERHOEVEN : « Le dossier de l'AMI ». — C 1. 13.9.63/4 ; 2. 14.9.63/4 ; 3. 17.9.63/4 ; 4. 18.9.63/4 ; 5. 24. 9.63/4.
 A. HOUSIAUX : « Trahi par les siens ». — P 13.9.63.
 X. : « Les syndicats libéraux favorables à la réforme de l'AMI ». — SR 13.9.63/2.
 A. H. DOSOGNE : « Jamais les médecins ne failliront à leur mission ». — Métro 16.9.63.
 — « Le projet Custers sur l'hospitalisation ». — LB 17. 9.63/2.
 X. : « De beslissende ronde ». — B. LIM 18.9.63.
 — « Lettre du « Werkgroep » au Premier Ministre ». — STA 19.9.63.
 R. ADAMS : « De opstand der geneesheren ». — LN 19.9.63.
 X. : « Un interview du docteur Delvigne ». — WAL 20.9.63/4.
 J. VERHOEVEN : « Interview de M. Leburton ». — C 21.9.63.
 X. : « Dokters, gebruikt uw verstand ». — Voor 25.9.63.
 — « Communiqué du gouvernement ». — SR 25.9.63.
 X. : « Poujadisme des médecins ? ». — P 25.9.63.
 X. : « Les négociations entre les médecins et le gouvernement sont dans l'impasse ». — LB 25.9.63.
 X. : « Préalables inacceptables de l'Action commune des médecins ». — C 25.9.63.
 X. : « Une déclaration des Chambres syndicales des médecins ». — LB 26.9.63/2.
 Luc D. : « Medewerken of hopeloze oorlog ». — STA 26.9.63/2.
 J. DESMARETS : « Rupture ? ». — C 26.9.63.
 X. : « Les préalables posés par le Comité national d'Action commune ». — SR 26.9.63/2.
 TENAX : « Krachtproef vermijden ». — B. LIM 27.9.63.
 R. DACHET : « L'affaire de l'AMI ». — DR 27.9.63.
 M. BAUWENS : « Interview des docteurs Wynen et Malfiet ». — SR 27.9.63/2.
 X. : « Gentlemen's agreement ou épreuve de force ? ». — REL 28.9.63/6.
 X. : « Les avantages sociaux de la réforme de l'AMI ». — P 1.10.63.
 X. : « Un médecin donne son avis sur les points controversés ». — C 1.10.63/4.
 X. : « (La doctrine du corps médical) ». — LB 1.10.63.
 L. V. N. : « Krisis van het vertrouwen ». — B. LIM 1.10.63.
 O. MARCHAL : « Ultimatum des médecins à M. Lefèvre ». — Métro 2.10.63.
 — « Lettre du CNAC au Premier ministre ». — DH et SR 2.10.63.
 X. : « Médecins-gouvernement ». — C 2.10.63.
 X. : « Le CNAC et le gouvernement demeurent braqués sur un préalable purement formel ». — LB 2.10.63/2.
 X. : « (Les médecin socialistes et l'AMI) ». — P 2.10.63.
 X. : « La loi Leburton, inapplicable sans la collaboration des médecins ». — G. LG 2.10.63.

- X. : « Diagnostic réservé ». — *Pan* 1. 2.10.63/2 ; 2. 9.10.63/2 ; 3. 16.10.63/2.
- « Note de la Chambre syndicale des Médecins de l'agglomération bruxelloise ». — *Méto* 1. 3.10.63 ; 2. 4.10.63.
- X. : « Le Gouvernement, les médecins et l'opinion publique ». — *REL* 5.10.63.
- X. : « Willen de Dokters een vervroegde Kiescampagne over een nationale Gezondheidsdienst? ». — *VG* 5.10.63.
- X. : « (Le projet de loi sur les hôpitaux) ». — *SR* 6.10.63.
- X. : « Syndikale kamers der geneesheren willen aan oplossing medewerken... ». — *STA* 7.10.63.
- E. CHARPENTIER : « Avec les médecins socialistes ». — *G. LG* 7.10.63.
- SYNDICALIST : « Het Conflict met de Geneesheren- is er nog hoop? ». — *VG* 7.10.63.
- TENAX : « Er moet gepraat worden ». — *B. LIM* 8.10.63.
- Dr M. DELVIGNE : « Autour du colloque médico-gouvernemental ». — *WAL* 12.10.63/4.
- X. : « Interview d'un dirigeant du CNAC ». — *DH* 15.10.63/3.
- X. : « Le projet de M. Custers sur l'hospitalisation ». — *LB* 15.10.63.
- Le Viseur : « Point de Mire ». — *WAL* 16.10.63/4.
- X. : « M. Théo Lefèvre annonce des amendements « médicaux » à la loi Leburton ». — *LB* 17.10.63.
- X. : « Guerre ouverte imminente entre les médecins et le pouvoir ». — *Méto* 18.10.63.
- « Le communiqué du gouvernement ». — *SR* 18.10.63/2.
- « La lettre des professeurs (textes) ». — *SR* 18.10.63/2.
- G. D. : « Le diktat de l'AMI ». — *FL* 18.10.63.
- R. ADAMS : « De uitoefening van de geneeskunde ». — *LN* 18.10.63.
- X. : « Singulier assainissement... ». — *LB* 19.10.63.
- M. B. : « Le CNAC donne le mot d'ordre de ne signer aucune convention ». — *SR* 19.10.63/2.
- TENAX : « Is het vijf voor twaalf? ». — *B. LIM* 19.10.63.
- J. DEMARTEAU : « Faut-il souhaiter « l'épreuve de force »? ». — *G. LG* 19.10.63.
- X. : « Vers l'épreuve de force entre le Gouvernement et les médecins ». — *EB* 20.11.63.
- G. D. : « Bas les pattes! ». — *FL* 21.10.63.
- O. DE SWAEF : « Nog het conflict met de artsen ». — *Voor* 21.10.63.
- SYNDICALIST : « De weerspannige Dokters willen de « Krachtproef ». — *VG* 21.10.63.
- X. : « Chahut de carabins aux états généraux des médecins ». — *C* 21.10.63.
- J. VERHOEVEN : « L'épreuve de collaboration ». — *C* 22.10.63.
- X. : « Le corps médical est rassemblé ». — *LB* 22.10.63.
- H. VAN NIEUWENHUYSE : « La révolte des médecins ». — *FL* 23.10.63.
- X. : « Naar Hoei ». — *VG* 24.10.63.
- Dr P. DEPAGE : « Une réforme de la médecine est-elle à envisager? ». — *SR* 24.10.63/2.
- C. V. : « Interview des dirigeants de la Fédération Médicale Belge ». — *DH* 25.10.63.
- H. V. N. : « M. Leburton cédera-t-il? ». — *FL* 26.10.63.
- SYNDICALIST : « Als er oorlog komt ». — *VG* 28.10.63.
- Dr WYNEN : « Lettre du CNAC au Premier ministre (texte) ». — *SR* 29.10.63/3.
- X. : « M. Leburton veut-il faire échouer la mission de bons offices? ». — *LB* 29.10.63/2.
- X. : « Où va l'argent? ». — *PP* 1.11.63 (n° 2344).
- X. : « De Wet-Leburton in het « Belgisch Staatsblad ». — *VG* 1.11.63.
- C. V. : « La réforme de l'AMI ». — *DH* 1.11.63/3.
- G. D. : « Un certain zèle marxiste... ». — *FL* 1.11.63.
- G. D. : « Praticiens contre politiciens ». — *FL* 5.11.63.
- X. : « Alles wat men weten moet over de Wet-Leburton ». — *VG* 1. 6.11.63 ; 2. 7.11.63.
- R. A. : « Uitoefening der geneeskunde ». — *LN* 6.11.63.
- E. HENCKAERTS : « « AMI ». — *G. LG* 9.11.63.
- X. : « La réponse du gouvernement au questionnaire du CNAC ». — *LB* 11.11.63.
- « Communiqué de la Fédération nationale des Chambres Syndicales des médecins ». — *LB* 12.11.63/4.
- Dr M. DELVIGNE : « Hippocrate est mort ». — *WAL* 13.11.63/4.
- X. : « Epreuve de force ». — *P* 14.11.63.
- R. ADAMS : « De belangen van de geneeskunde en van de zieken ». — *LN* 14.11.63.
- G. D. : « Tout ou rien ». — *FL* 14.11.63.
- X. : « Erop of erover alles of niets ». — *Voor* 14.11.63.
- X. : « Le Corps médical constate son désaccord fondamental avec le gouvernement ». — *LB* 14.11.63.
- N. E. : « Est-ce la rupture totale entre les médecins et le gouvernement? ». — *DH* 14.11.63.
- O. MARCHAL : « AMI — c'est l'impasse ». — *Méto* 14.11.63.
- « La déclaration du CNAC » (texte). — *SR* 14.11.63/2.
- F. GROOTJANS : « Koorts stijgt ». — *NG* 15.11.63/2.
- A. VANHAVERBEKE : « Betwistingen rond ziekteverzekering ». — *Gids* 15.11.63.
- Luc. D. : « Dokters en regering ». — *STA* 15.11.63.
- J. DEMARTEAU : « Les médecins refusent de se laisser « grignoter ». — *G. LG* 15.11.63.
- X. : « Le grand tournant de la médecine ». — *REL* 16.11.63/12.
- H. V. N. : « Un piège de M. Lefèvre ». — *FL* 18.11.63.
- X. : « La Fédération nationale des Chambres syndicales des médecins précise sa position ». — *LB* 19.11.63.
- P. DE PAEPE : « De stem van de zieken ». — *HV* 19.11.63.
- J. VERHOEVEN : « AMI : retour au Parlement ». — *C* 19.11.63.
- M. G. : « Dokters klagen ». — *LIN* 22.11.63 (n° 790).
- X. : « Interview de M. Leburton ». — *P* 22.11.63.
- J. COLLIN : « Un ministre chahuté ». — *G. LG* 22.11.63.
- S. M. : « Un témoignage contre la médecine dirigée ». — *DH* 22.11.63/4.
- X. : « Le pays jugera ». — *WAL* 22.11.63/4.
- X. : « M. Leburton manifeste sa méchante humeur ». — *LB* 22.11.63/4.
- Chambre syndicale des médecins bruxellois : « Le coût du traitement du cancer ». — *SR* 23.11.63/2.
- « Réplique du ministre Leburton ». — *SR* 27.11.63/2.
- O. DE SWAEF : « Tegenstrijdigheden ». — *Voor* 26.11.63.
- Dr DOSOGNE : « Un « répit de six mois » n'aura pas raison de la Charte Médicale ». — *LB* 27.11.63.
- TENAX : « Zes maanden overgang ». — *B. LIM* 28.11.63.
- X. : « Le projet rectificatif sur l'assurance maladie ». — *LB* 28.11.63.
- X. : « Interview du docteur Wynen ». — *LB* 29.11.63/4.
- J. DEMARTEAU : « Vers l'épreuve de force entre médecins et gouvernement ». — *G. LG* 30.11.63.
- L. V. N. : « Geen achterbakse manoeuvres ». — *B. LIM* 3.12.63.
- J. VERHOEVEN : « Pour une politique de la santé ». — *C* 3.12.63.

X. : « Les indépendants et l'assurance-maladie ». — *EB* 3.12.63.

Dr A. DOSOGNE : « (Maintenant que la farce est jouée) ». — *Métro* 4.12.63/6.

Y. SALMON : « Le projet de loi sur les hôpitaux ». — *G. LG* 5.12.63.

X. : « Les Académies de médecine proposent une période expérimentale durant toute l'année 1964 ». — *LB* 5.12.63.

M. VANDEN BOSSCHE : « Dokters klagen ». — *LIN* 6.12.63 (n° 792).

X. : « Le gouvernement rejette les propositions, pourtant conciliantes, des Académies de médecine ». — *LB* 7.12.63/4.

X. : « Une mise au point du gouvernement ». — *DH* 8.12.63/4.

X. : « Les Académies de médecine et le gouvernement ». — *LB* 9.12.63.

X. : « Le conflit entre le Gouvernement et les médecins ». — *EB* 11.12.63.

X. : « Lettre ouverte de la Fédération ». — *SR* 11.12.63/2.

P. DE PAEPE : « De ziekteverzekering en de zieken ». — *HV* 12.12.63.

C. V. : « Une interview du docteur A. Wynen ». — *DH* 13.12.63.

X. : « Veertien op 263 ». — *Voor* 13.12.63.

L. PONCELET : « Messieurs les médecins ». — *G. LG* 14.12.63.

Dr P. ANET : « Problèmes médico-sociaux ». — *SR* 15.12.63.

F. GROOTJANS : « Wie zal betalen ? ». — *NG* 18.12.63.

F. VAN BRABANT : « Parlement in loopspas ». — *LN* 19.12.63.

X. : « De Wet is de Wet... ook voor de Dokters ! ». — *VG* 19.12.63.

L. COLLARD : « L'égalité vraie ». — *P. Voor et VG* 20.12.63.

J. DEFOSSA : « La loi morale supérieure à toute législation humaine ». — *Métro* 21.12.63/4.

E. G. : « Le corps médical maintient son opposition ». — *G. LG* 21.12.63.

— « Déclaration de la Fédération nationale des Chambres syndicales des médecins ». — *SR et LB* 21.12.63.

Sen. LEYNEN : « En nu de bezinning ! ». — *B. LIM* 22.12.63/3.

M. DELVIGNE : « Questions d'argent ». — *WAL* 24.12.63/4.

X. : « La nouvelle organisation de l'assurance maladie-invalidité ». — *SR* 1. 25.12.63 ; 2. 27.12.63/2 ; 3. 28.12.63/6 ; 4. 29.12.63/6.

X. : « Résistance des médecins ». — *EB* 26.12.63.

A. HOUSIAUX : « La démocratie en question ? ». — *P* 26.12.63.

X. : « Halt, heren dokters ». — *Voor* 28.12.63.

Dr P. ANET : « Secret Médical ». — *SR* 29.12.63/2.

X. : « Les médecins socialistes opposés à M. Leburton ! ». — *EB* 29.12.63.

X. : « (Les lois Custers et Leburton) ». — *LB* 30.12.63.

X. : « L'application de la loi Leburton (divers communiqués) ». — *LB* 30.12.63/4.

E. HENCKAERTS : « Une réforme ». — *G. LG* 31.12.63.

TENAX : « Verstarring in de geneeskundige kringen ? ». — *B. LIM* 31.12.63.

G. D. : « Echec à Leburton ». — *FL* 31.12.63.

X. : « Le conflit médico-gouvernemental ». — *LB* 31.12.63.

X. : « Force doit rester à la loi ». — *P* 31.12.63.

Voir également :

« Le médecin belge ». — 15.2.63/87 ; 15.4.63/300 ; 30.4.63/475 ; 15.5.63/483 ; 15.5.63/487 ; 31.5.63/552 ; 15.6.63/574 ; 30.6.63/624 ; 31.7.63 (annexe) ; 15.9.63/881 ; 30.9.63/905 ; 30.9.63/908 ; 30.9.63/918 ; 15.11.63/1019.

« Au travail ! ». — 29.6.63, 27.7.63.

« Le Syndicaliste libéral : septembre 1963 (communiqué de la Centrale des Syndicats libéraux) ».

« La Voix des Indépendants ». — 18.5.63 ; 3.8.63 ; 18.9.63 ; 19.10.63 ; 23.11.63.

« Bulletin du MIC ». — 23.11.63 ; 21.12.63.

PROBLEMES SOCIAUX

X. : « Quatre revendications sociales prioritaires ». — *P* 10.9.63.

G. GLINEUR : « Pour choisir et faire triompher les revendications principales ». — *DR* 13.9.63.

J. VERHOEVEN : « La position ébranlée de la FIB ». — *C* 23.9.63.

O. DE SWAEF : « Prioriteit voor de sociale problemen ». — *Voor* 30.9.63.

J. VERHOEVEN : « Les progrès de la « socialisation ». — *C* 1.10.63.

J. BLUME : « Salaires, discussions, revendications ». — *DR* 2.10.63.

R. FORTON : « L'enquête sur les budgets familiaux ». — *GAU* 25.10.63/6.

W. D'HAVE : « Aktuele vakbondseisen ». — *STA* 4.11.63/2.

J. VERHOEVEN : « Le tardif rendez-vous social ». — *C* 5.11.63.

M. GREGOIRE : « Sur la réforme de l'entreprise ». — *SR* 7.11.63.

Luc. D. : « Interview de M. Cool ». — *STA* 8.11.63.

J. VERHOEVEN : « Pas de régression sociale ». — *C* 12.11.63.

R. BEELEN : « Répondre à Fabrimetal ! ». — *DR* 15.11.63.

D. V. : « Lonen, prijzen en index ». — *Gids* 16.11.63.

X. : « La part du gâteau ». — *GAU* 6.12.63.

SYNDICATS

X. : « M. Cool ». — *REL* 14.9.63.

L. V. N. : « Vakbondsprivileges in de onderneming ». — *B. LIM* 24.9.63.

X. : « Avantages sociaux pour les seuls syndiqués ». — *P* 28.9.63.

SYNDICALIST : « Het « Verbond der Belgische Nijverheid », advocaat van een slechte Zaak ». — *VG* 30.9.63.

W. D'HAVE : « Evolutie van het syndikale feit ». — *STA* 30.9.63/2.

SYNDICALIST : « De niet-Gesyndiceerden zullen betalen ». — *VG* 4.11.63.

X. : « Une quatrième centrale syndicale ? ». — *REL* 30.11.63/12.

A. HOUSIAUX : « Syndicats apolitiques ». — *P* 4.12.63.

Voir également :

« Le Syndicaliste libéral ». — Mai 63/8.

« La Tribune ». — Janvier 1963 (n° 1) (résolutions du Congrès FGTB).

« La Voix des Indépendants ». — 16.3.63 ; 10.8.63.

ELECTIONS SOCIALES

« Au travail! ». — 16.2.63; 16.3.63; 30.3.63; 18.5.63; 1.6.63; 8.6.63; 15.6.63; 22.6.63;
« Le Syndicaliste libéral » — Avril 1963, juin 1963.

LE PROJET SERVAIS

R. LONNOY : « A rejeter en bloc! ». — DR 9.9.63.
R. LATIN : « Le projet Servais veut intégrer les syndicats dans le système institutionnel ». — WAL 12.9.63/4.
J. SCHELLEKENS : « (L'avant-projet Servais) ». — GAU 1. 20.9.63/3; 2. 4.10.63./3; 11.10.63/6.
G. MOULIN : « Un nouveau danger pour les libertés ». — DR 19.10.63/4.

Voir également :

« Au travail! ». — 31.8.63; 28.9.63; 12.10.63; 19.10.63; 9.11.63.
« La Construction ». — 3.8.63.

PROGRAMMATION SOCIALE

J. VERHOEVEN : « Plus de programmation sociale? ». — C 16.9.63.
J. VERHOEVEN : « La deuxième étape ». — C 15.10.63.
Luc. D. : « Toelichting van regering vereist ». — STA 16.10.63/2.
J. BLUME : « Le verrou des 3,5 % — qu'en dira la métallurgie? ». — DR 31.10.63.
X. : « Programmation prudente et limitée ». — REL 16.11.63/11.
R. ADAMS : « Maatschappelijke vraagstukken ». — LN 2.12.63.
SYNDICALIST : « Verlof en gezinspolitiek ». — VG 2.12.63.
Luc D. : « Waarschuwing ». — STA 20.12.63.
CUSTOS : « Le rendez-vous social de samedi n'aura pas lieu ». — Métro 20.12.63.
X. : « La position du gouvernement ». — SR 22.12.63.
— « La déclaration des employeurs ». — SR 22.12.63/7.
G. D. : « Notre économie de plus en plus dirigée ». — FL 23.12.63.
SCHILDWACHT : « Een overwinning ». — HV 23.12.63.
X. : « Toch Sociale Programmatie in 1964 ». — VG 23.12.63.
O. MARCHAL : « A chaque jour sa rupture, nouveau slogan gouvernemental? ». — Métro 23.12.63.
J. VERHOEVEN : « Une nouvelle étape... ». — C 23.12.63.
X. : « (La conférence de Val Duchesse) ». — LB 23.12.63.
F. GROOTJANS : « Een Kerstpakket ». — NG 24.12.63/2.
TENAX : « Driehoeks-evenwicht ». — B. LIM 24.12.63.
Luc D. : « Echtscheiding tussen ekonomie en sociale politiek ». — STA 24.12.63.
CUSTOS : « Val Duchesse ou le triomphe de l'absurde ». — Métro 24.12.63.
X. : « (Les étrennes du Val Duchesse) ». — LB 24.12.63.
Le Viseur : « Point de Mire ». — WAL 27.12.63/4.

Voir également :

« Le Syndicaliste libéral ». — Août 1963,
« La Construction ». — 28.12.63.
« La Voix des Indépendants ». — 19.1.63; 26.1.63; 28.12.63.

LA TROISIEME SEMAINE DE VACANCES

R. DE STAERCKE : « Werktijd inkorten? ». — STA 10.10.63/2.
S. H. : « Le jeu de la FIB ». — DR 11.10.63/2.
V. L. : « La troisième semaine ». — P 15.10.63/4.
SYNDICALIST : « Drie weken verlof? 't is zover! ». — VG 16.12.63.
W. SCHUGENS : « Les leçons d'une victoire ». — WAL 16.12.63/5.

DEMOGRAPHIE : Politique familiale

X. : « Allocations familiales : 14 milliards en 1963 ». — V. AV 14.11.63.
X. : « Immigratie of gezinspolitiek? ». — HV 27.11.63.
X. : « Un vœu du congrès socialiste ». — V. AV 28.11.63.
X. : « Toujours les allocations familiales ». — V. AV 19.12.63.
SCHILDWACHT : « Wil men een demografische politiek of niet? ». — HV 21.12.63.
Fr. VAN MECHELEN : « Begin van gezinsbeleid en demografische programmatie ». — STA 26.12.63/2.
J. VERHOEVEN : « Une politique familiale équitable ». — C 31.12.63.
X. : « Interview de M. Vanden Boeynants ». — Bulletin du MIC, 25.5.63.

CLASSES MOYENNES

X. : « Le régime de la pension des indépendants ». — LB 6.9.63.
J. MOREAU DE MELEN : « Les indépendants doivent être présents partout ». — DH 11.9.63/3.
J. VERHOEVEN : « Vitalité des classes moyennes ». — C 8.10.63.
J. MOREAU DE MELEN : « Une lettre ouverte à M. Vanden Boeynants ». — DH 19.10.63.
D. BAESKENS : « Hervorming Hoge Raad Middenstand ». — STA 3.12.63/2.
Voir également :
« La Voix des Indépendants ». — 2.2.63; 6.4.63; 18.5.63; 21.12.63.
« La Construction ». — 27.7.63.

AGRICULTURE

ALEX : « Interview du secrétaire des LIPA ». — SR 4.9.63/6.
A. DE BLOCK : « De landbouw vraagt de aandacht ». — Voor 13.9.63.
X. : « Mesures en faveur de l'agriculture ». — C 18.10.63.
G. BREYNE : « De belgische landbouw in 1962 ». — Voor 19.10.63.
VAN HEMELRIJCK : « Les décisions gouvernementales en matière agricole ». — IEF 19.10.63.
Fr. STRIELEMAN : « Mistevreden landbouwers ». — NG 21.10.63/2.
P. BALLIEUX : « Le malaise agricole ». — C 1. 5.11.63/7; 2. 6.11.63/7; 3. 7.11.63/7; 4. 8.11.63/7; 5. 9.11.63/13; 6. 12.11.63/7; 7. 13.11.63/7; 8. 14.11.63/7; 9. 15.11.63/7; 10. 16.11.63/13; 11. 19.11.63/9; 12. 20.11.63/7.
G. BREYNE : « Herrie rond de landbouwprijzen ». — Voor 23.11.63.
Prof. M. VAN MIEGROET : « Het landbouwprobleem ». — NG 27.1.63/2.

X. : « Le prix du froment et le protectionnisme agricole ». — *WAL* 28.11.63/4.

P. DEMEUSE : « Interview de M. J. Bary ». — *P* 6.12.63/7.

R. VANDEPUTTE : « Ook landbouwers vragen krediet ». — *STA* 6.12.63/4.

R. VANDEPUTTE : « Jaarverslag van Belgische Boerenbond ». — *STA* 20.12.63/4.

Voir également :

« Le journal des UPA ». — 24.8.63 ; 28.9.63 ; 26.10.63.

« La Voix des Indépendants ». — 29.6.63.

III. POLITIQUE EXTERIEURE

A — CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

Europe

5 novembre. — Au Conseil des Ministres de la CEE, M. Mansholt présente son plan tendant à fixer un prix européen pour les céréales.

12 novembre. — La poursuite de la discussion du plan Mansholt est remise au 16 décembre.

19 novembre. — M. Spaak estime possible la reprise des discussions pour la relance de l'unification politique de l'Europe.

16 au 21 décembre. — Reprise du « Marathon agricole ».

23 décembre. — Un accord est réalisé pour la création d'un Marché commun agricole.

Relations Est-Ouest

8 octobre. — A l'Assemblée Générale de l'ONU, M. Spaak déclare que la politique de détente doit se poursuivre.

6 au 10 décembre. — Voyage en Pologne de M. Spaak qui s'entretient avec M. Gomulka et signe à Varsovie l'accord culturel belgo-polonais (9 décembre).

Congo

29 septembre au 29 octobre. — Séjour à Bruxelles de onze secrétaires généraux congolais qui effectuent un stage dans nos ministères.

4 octobre. — M. Spaak annonce que la Belgique contribuera aux dépenses du maintien des « casques bleus » de l'ONU au Congo pendant le premier semestre de 1964.

B — BIBLIOGRAPHIE

EUROPE : Développement de la Communauté

J. HEINEN : « L'Europe à faire ». — *C* 4.9.63.

Fr. STRIELEMAN : « Handen tekort in Europa ». — *NG* 4.9.63/2.

P. STRUYE : « L'Europe de Robert Schuman ». — *LB* 9.9.63.

P. STRUYE : « Elargissements européens ». — *LB* 16.9.63.

X. : « ...En toen kwam Paul Struye ». — *STA* 21.9.63.
Senator LEYNEN : « Europees gewetensonderzoek ». — *B. LIM* 22.9.63/3.

P. STRUYE : « Débats strasbourgeois ». — *LB* 30.9.63.
A. HELLA : « Il faut changer nos mythes historiques ». — *V. AV* 11.10.63.

V. LEEMANS : « Europa-dokter gevraagd ». — *STA* 12.10.63.

P. STRUYE : « Construction européenne ». — *LB* 21.10.63.

G. HEBBELINCK : « De Gemeenschappelijke markt ». — *Voor* 22.10.63.

P. NOTHOMB : « L'Europe est-elle en panne ? ». — *AV. LUX* 26.10.63.

A. DE BLOCK : « De moeilijke weg der EEG ». — *Voor* 26.10.63.

TENAX : « Nieuwe Europese aanpak langs de WEU ». — *B. LIM* 31.10.63.

ALIAS : « Un empire divisé contre lui-même ». — *SR* 9.11.63.

V. L. : « L'Union européenne ». — *P* 15.11.63/2.

Y. SEGHNIN : « Les négociations économiques de Bruxelles ». — *V. AV* 18.11.63.

Fr. STRIELEMAN : « De nieuwe landbouwmarché ». — *NG* 18.11.63/2.

Y. T. : « Vers une relance politique de l'Europe des Six ». — *SR* 21.11.63.

V. LEEMANS : « Europese politieke initiatieven ? ». — *STA* 25.11.63.

A. DE BLOCK : « Economische ruimtelijke ». — *Voor* 27.11.63.

E. DE LA VALLEE POUSSIN : « Nouveau départ du Mouvement européen ». — 27.11.63.

Y. TOUSSAINT : « Le dossier d'un nouveau marathon européen ». — *SR* 1. 6.12.63 ; 2. 7.12.63/2 ; 3. 8.12.63/6.

P. STRUYE : « Contradiction de l'Europe politique ». — *LB* 9.12.63.

L. TINDEMANS : « Sensatie te Brussel ? ». — *Gids* 9.12.63.

A. VANHAVERBEKE : « Europa aan de orde ». — *Gids* 12.12.63.

L. AMEYE : « Le marathon agricole ». — *SR* 12.12.63.

Ch. REBUFFAT : « Paris et Bonn restent sur leurs positions ». — *SR* 13.12.63.

P. JOYE : « La crise du Marché Commun ». — *DR* 16.12.63.

A.G. SAMOY : « Landbouwingegratie ». — *Gids* 18.12.63.

D. DEMAIN : « Une réunion de la dernière chance ? ». — *V. AV* 18.12.63.

G. DESGUIN : « Bravo les « Six ! ». — *FL* 24.12.63.

Y. TOUSSAINT : « Journée décisive pour l'Europe des Six ». — *SR* 24.12.63.

D. DEMAIN : « Un nouveau pas irréversible de l'Europe ». — *V. AV* 25.12.63.

Y. TOUSSAINT : « Marathon des Six : victoire pour l'Europe ». — *SR* 25.12.63.

A.G. SAMOY : « Na de EEG - landbouwmarché ». — *Gids* 27.12.63.

J. DESMARETS : « Succès et demi-succès européens ». — *C* 27.12.63.

L. AMEYE : « Point de Mire ». — *WAL* 28.12.63/4.
L. AMEYE : « Les heureux dénouements ». — *SR* 28.12.63.

L. TINDEMANS : « Opluchting en voldoening ». — *Gids* 30.12.63.

CECA

A. DE BLOCK : « Energiekapitaal tegen Europabelangen ». — *Voor* 27.9.63.

V. LEEMANS : « Energiebeleid zonder vervalddag ». — *STA* 9.11.63.

X. : « Un bouclier pour l'acier européen ? ». — *EB* 13.11.63.

R. FORTON : « L'avenir de l'industrie charbonnière d'Europe et de Wallonie ». — *GAU* 29.11.63/12.

Y. C. : « Sidérurgie et politique européennes ». — *EB* 4.12.63.

BENELUX

X. : « A propos de la nouvelle liaison Escaut-Rhin ». — *LB* 3.10.63/2.

P. BARY : « La nouvelle liaison Escaut-Rhin et la concurrence Anvers-Rotterdam ». — *SR* 20.10.63/14.

Fr. STRIELEMAN : « Troebel-zoet-watervissers ». — *NG* 25.10.63/2.

OTAN : Relations Est-Ouest

X. : « Une résolution du Comité central du Parti communiste ». — *DR* 17.9.63.

P. STRUYE : « Du leadership américain au partnership atlantique ». — *LB* 23.9.63.

E. DE LA VALLEE POUSSIN : « M. Spaak dit non à la force nucléaire ». — *SR* 15.10.63.

Gén. e.r. F. HONTOY : « L'alliance atlantique à la croisée des chemins ». — *SR* 4.12.63/2; 28.12.63/2.

J. BLUME : « Une fin ou un commencement ? ». — *DR* 11.12.63.

P. STRUYE : « L'Europe et la détente ». — *LB* 16.12.63.

J. BLUME : « L'OTAN et la Belgique à la veille de Noël ». — *DR* 21.12.63/2.

COOPERATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

X. « Interview du Ministre Brasseur ». — *DH* 24.9.63.

C. L. BINNEMANS : « Un « plan Brasseur ». — *SR* 24.9.63.

Y. SEGGIN : « Le plan Brasseur ». — *V. AV* 25.11.63.

CONGO (Léopoldville)

J. GERARD : « Le Congo est un gouffre pour l'Etat belge ». — *Eur. M* 11.9.63 (n° 953).

M. RIJYS : « Keerpunt in Kongo ». — *STA* 2.10.63.

P. DAVISTER : « Les Cent jours ». — *PP* 11.10.63 (n° 2341).

L. SIAENS : « De hulp aan Congo ». — *LN* 14.10.63.

L. PAPLEUX : « Le Congo a besoin des colons, mais les colons ne peuvent pas retourner au Congo ». — *Métro* 1. 15.10.63; 2. 16.10.63.

P. DAVISTER : « Casques bleus et chimères noires ». — *PP* 18.10.63 (n° 2342).

R. FALONY : « Le marasme congolais ». — *P* 19.10.63/4.

L. SIAENS : « De hulp aan Congo ». — *LN* 23.10.63.

B. : « Interview de M. Van Offelen ». — *DO* 24.10.63/3.

P. DAVISTER : « Le gouvernement de M. Adoula est-il trop riche ? ». — *PP* 1.11.63 (n° 2344).

X. : « M. M. Tshombe nous écrit ». — *PP* 8.11.63 (n° 2345).

L. AMEYE : « Les chemins malaisés de l'indépendance ». — *SR* 14.11.63.

HENDRICKX : « België moet meer waarborgen eisen ». — *STA* 18.11.63/2.

CUSTOS : « En attendant la prochaine dévaluation ». — *Métro* 18.11.63/4.

A. VILLERS : « Congo ingrat ». — *Eur. M.* 20.11.63 (n° 963).

F. PAPON : « De Kongolese leningen ». — *NG* 21.11.63/2.

J. VAN OFFELEN : « Le Congo demain ». — *DH* 1. 21.11.63; 2. 22.11.63; 3. 23.11.63; 4. 24.11.63/3; 5. 28. 11.63; 6. 29.11.63; 7. 30.11.63; 8. 1.12.63; 9. 3.12.63; 10. 4.12.63; 11. 5.12.63.

CENSOR : « La dévaluation du franc congolais ». — *FL* 22.11.63.

L. SIAENS : « De hulp aan Congo ». — *LN* 26.11.63/3.

L. PAYOT : « Opéra nègre ». — *Eur. M.* 4.12.63 (n° 965).

X. : « M. Spaak a longuement reçu l'ancien président du Katanga ». — *LB* 6.12.63.

P. DAVISTER : « La « Bonana » des Congolais ». — *PP* 27.12.63 (n° 2352).



PRIX EUROPÉEN ÉMILE BERNHEIM - 1964**EUROPESE ÉMILE BERNHEIM - PRIJS 1964****But.**

Encourager et récompenser l'auteur d'un mémoire apportant une contribution importante à l'étude des problèmes relatifs à l'intégration européenne. Ce mémoire doit représenter un apport constructif permettant d'orienter la pensée et l'action de ceux qui sont engagés dans la réalisation de cette intégration sous ses divers aspects, notamment dans le cadre du Marché Commun.

Les candidats ont la liberté de présenter tous travaux conformes au règlement du Prix.

Ces travaux peuvent relever du domaine des sciences économiques, sociales, politiques, administratives, commerciales, financières ou juridiques, sans que cette énumération soit limitative; ils doivent être rédigés en français ou en flamand.

Montant du prix.

Le Prix Européen Emile Bernheim 1964 est d'un montant de 100.000 Fr.

Conditions de présentation.

Peuvent se porter candidats au Prix, les titulaires d'un diplôme de docteur, licencié ou ingénieur, décerné depuis 3 ans au moins par une Université belge ou l'une des hautes écoles reconnues par la Fondation Universitaire.

Date de remise des mémoires.

Les candidats doivent adresser leur demande et déposer leur mémoire, en double exemplaire, au Secrétariat de la Fondation Universitaire, 11, rue d'Egmont à Bruxelles 5, au plus tard le premier août 1964.

Pour tous renseignements, s'adresser au Secrétariat de la Fondation Universitaire.

Doel.

Aanmoedigen en belonen van de auteur van een verhandeling welke een belangrijke bijdrage is tot de studie van de vraagstukken betreffende de Europese integratie. Die verhandeling moet een konstruktieve aanwinst zijn, waardoor de gedachte en de actie kunnen worden geleid van hen die de Europese integratie in haar diverse aspecten en namelijk in het raam van de Euromarkt helpen verwezenlijken.

Het staat de kandidaten vrij elk werk in te dienen dat met het reglement van de Prijs overeenstemt.

De werken mogen behoren tot het gebied van de economische, sociale, staatkundige, bestuurlijke, commerciële, financiële en juridische wetenschappen en deze opsomming is niet beperkend; ze moeten in het Nederlands of in het Frans zijn opgesteld.

Bedrag van de prijs.

De Europese Emile Bernheim-Prijs 1964 belooft 100.000 Fr.

Voorwaarden voor de kandidaatstelling.

Kunnen zich voor de Prijs kandidaat stellen de houders van een diploma van doctor, licentiaat of ingenieur dat ten minste sedert 3 jaar door een Belgische Universiteit of door een van de door de Universitaire Stichting erkende hogescholen is uitgereikt.

Datum voor het indienen der verhandelingen.

De kandidaten moeten hun aanvraag en hun verhandeling, in dubbel eksemplaar, uiterlijk op 1 augustus 1964 indienen bij de Universitaire Stichting, Egmontstraat 11, Brussel 5.

Voor alle inlichtingen wende men zich tot het Sekretariaat van de Universitaire Stichting.



Sixième Congrès mondial de l'Association internationale de Science politique

L'Institut belge de Science politique a l'honneur d'annoncer aux lecteurs de la revue *Res Publica* que le sixième Congrès mondial de l'Association internationale de Science politique se tiendra à Genève du lundi 21 au vendredi 25 septembre 1964.

Les sujets suivants ont été mis à l'ordre du jour :

Le fédéralisme (rapporteur général : M. Carl J. Friedrich, professeur à l'Université de Harvard).

La décentralisation (rapporteur général : M. A.H. Hanson, professeur à l'Université de Leeds).

La jeunesse et la vie politique (rapporteurs généraux : MM. Georges Lavau, professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris et Directeur d'Etudes à la Fondation nationale des Sciences politiques, et Roy C. Macridis, professeur à l'Université de l'Etat de New-York, Buffalo).

Le leadership politique (rapporteur général : M. R. Bhaskaran, professeur à l'Université de Madras (Inde)).

Les organisations internationales (rapporteur général : M. Inis L. Claude Jr., professeur à l'Université du Michigan).

Le concept de droits de l'homme dans la théorie politique (rapporteur général : M. M.D. Raphael, professeur à l'Université de Glasgow).

En outre, des Commissions restreintes examineront un certain nombre de problèmes spéciaux tels que les élections, les groupes d'intérêt, les ressources financières des partis politiques, l'histoire des idées politiques, etc.

Les membres de l'Institut et les lecteurs de *Res Publica* qui seraient intéressés par les problèmes inscrits à l'ordre du jour et qui souhaiteraient participer au Congrès sont priés de prendre contact avec le Secrétariat de l'Institut qui communiquera les modalités d'inscription et les formulaires à remplir.



RES PUBLICA

Revue de l'Institut belge de Science politique

Tijdschrift van het Belgisch Instituut voor Politiek Wetenschappen

★

Principaux articles publiés dans les trois derniers numéros :
Voornaamste artikelen verschenen in de drie vorige nummers :

V/1963.2 :

Georges Burdeau, **Réflexions sur la personnalisation du pouvoir.**
Jacques Fauvet, **Information et démocratie.**
Henri Simonet, **La programmation de l'économie et la réforme de l'Etat.**
Max Frank, **Le contrôle des recettes fiscales par la Cour des comptes.**
Jean William Lapierre, **Eléments pour une sociologie du civisme.**
M. Ludovic Robberechts, **Prolégomènes politiques.**

V/1963.3 :

Pierre Massé, **Planification et démocratie.**
Michel Mouskhely, **Vers la dissolution de l'Etat soviétique ?**
Henri Brugmans, **Un cas de pathologie politique : l'« Action française ».**
D^r Yvo Nuyens, **Pressiegroepen en politieke partijen.**
Ivo Rens, **L'enquête internationale en droit constitutionnel et parlementaire comparé.**
Richard A. Holmes, B.S. **The national farmers union and the British negotiations for membership in the european economic community.**
L'année politique en Belgique (1^{er} janvier au 30 avril 1963).

V/1963.4 :

André Philip, **L'avenir de la démocratie.**
M.J. Ellul, **La propagande et la démocratie.**
Urbain Destrée et Jean-Maurice Dehousse, **La répartition des compétences dans les projets fédéralistes des socialistes wallons.**
Henri Brugmans, **Le front populaire : une révolution qui pouvait réussir ?**
E. Van Leuven, **De administratie als leidende groep.**
A. Delpérée, **Déconcentration et décentralisation fonctionnelles.**
Herman-Frans De Croo, **Le pairage.**
G. Deleixhe, **A propos de « La paix ».**
Bibliographie. — Bibliografie.
L'année politique en Belgique (1^{er} mai au 31 août 1963).
Comptes rendus.

★

CONDITIONS DE VENTE ET D'ABONNEMENT DE LA REVUE **RES PUBLICA** :

VERKOOPS- EN ABONNEMENTSVOORWAARDEN VAN HET TIJDSCHRIFT **RES PUBLICA** :

	1961	1962	1963	1964
Vente au numéro - Verkoop per nummer	100	100	100	100
Abonnement annuel - Jaarlijks abonnement :				
Etudiants - Studenten				100
Benelux	250	250	250	250 francs belges
Autres pays - Andere landen	300	300	300	300 Belgische frank

Ces sommes sont à verser au C.C.P. n° 533.74 de l'Institut belge de Science politique ou au compte 68.702 de la Banque de la Société Générale, 3, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Deze sommen moeten gestort worden op P.C.R. n° 533.74 van het Belgisch Instituut voor Politieke Wetenschappen of op rekening n° 68.702 van de Bank van de « Société Générale », 3, Warandeburgstraat. Brussel.

★

Les membres de l'Institut belge de Science politique sont informés d'office de ses publications et de ses activités (conférences, colloques, journées d'étude).

De leden van het Belgisch Instituut voor Politieke Wetenschappen worden ambshalve op de hoogte gesteld van zijn publicaties en van zijn bezigheden (voordrachten, colloquia, studiedagen).

La Revue **RES PUBLICA** leur est distribuée gratuitement.

Het Tijdschrift **RES PUBLICA** wordt hun kosteloos bezorgd.

Droits d'inscription pour l'année 1964 : 250 FB, à verser au C.C.P. n° 533.74 de l'Institut belge de Science politique, 43, rue des Champs-Élysées, Bruxelles 5. Tél. 48.79.65 ou au compte 68.702 de la Banque de la Société Générale, 3, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Inschrijvingsbedrag voor het jaar 1964 : 250 BF, op P.C.R. n° 533.74 te storten van het Belgisch Instituut voor Politieke Wetenschappen, 43, Elyse Veldenstraat, Brussel 5. Tel. 48.79.65 of op rekening n° 68.702 van de Bank van de « Société Générale », 3, Warandeburgstraat, Brussel.

Etudiants - Studenten : 100 FB.



BIBLIOTHEQUE DE L'INSTITUT BELGE DE SCIENCE POLITIQUE
BIBLIOTHEEK VAN HET BELGISCH INSTITUUT VOOR POLITIEKE WETENSCHAPPEN



1^{re} SERIE - 1^{ste} REEKS

- N° 1. **Aspects du régime parlementaire belge**, par G. Ciselet, H. Fayat, W.J. Ganshof van der Meersch, M.-L. Gérard, M. Grégoire, P. Harmel, H. Rolin et P. Wigny.
1 vol., 1956, 144 pages. Prix : 140 francs belges.
- N° 2. **Le contrôle parlementaire de l'action gouvernementale. Colloque du 17 mars 1956.**
1 vol., 1957, 131 pages. Prix : 120 francs belges.
- N° 3. **Le problème des grandes agglomérations en Belgique. Colloque organisé le 17 novembre et le 1^{er} décembre 1956.**
Préface de V. Crabbe, Assistant à l'Université libre de Bruxelles, Secrétaire général de l'Institut belge de Science politique.
1 vol., 1957, 220 pages. Prix : 200 francs belges.
- N° 4. **Euratom. Analyse et Commentaires du Traité**, par J. Errera, Professeur à l'Université libre de Bruxelles ; E. Symon, Directeur des relations internationales au Centre d'Études de l'Énergie nucléaire (Bruxelles) ; J. Van der Meulen, Directeur général au Ministère des Affaires économiques de Belgique, et L. Verneave, membre du secrétariat de la Haute Autorité de la C.E.C.A.
Préface de P. Guillaumat, administrateur général, délégué du Gouvernement français près le Commissariat à l'Énergie atomique (Paris).
1 vol., 1958, 476 pages. Prix : 425 francs belges.
- N° 5. **Aspects de la Société belge**, par P. Tschoffen, C. Bronne, le Chanoine Leclercq, le Lieutenant Général e.r. G. Beernaerts, M^{me} P. Wigny, A. Molitor, A. Peeters, L. Camu, A.-S. Gérard, P. Goldschmidt-Clermont, A. Delfosse, M. Lamberty et le Comte Louis de Lichtervelde.
Préface de Marcel Grégoire, Président de l'Institut belge de Science politique.
1 vol., 1958, 332 pages. Prix : 320 francs belges.
- N° 6. **Grands Problèmes de la Science politique contemporaine**, par G. Vedel, A. Siegfried, A. de Staercke, J. Fourastié, M. Florin, P. van Zeeland, A. Sauvy, A. Molitor et P. Ryckmans.
1 vol., 1958, 264 pages. Prix : 250 francs belges.
- N° 7. **Les Elections législatives belges du 1^{er} juin 1958**, par C. Deguelle, M.P. Herremans, L. De Groote, Fr.J. De Weert, R. Rifflet, R. Clausse, M. Laloire, V. Crabbe, R. Evalenko et Senatus.
1 vol., 1959, 320 pages. Prix : 300 francs belges.
- N° 8. **L'avenir politique du Congo belge. Colloque du 28 novembre 1958.**
Introduction de A. Doucy, Professeur à l'Université libre de Bruxelles, Secrétaire général de l'Institut de Sociologie Solvay, Membre de l'Académie royale des Sciences coloniales.
1 vol., 1959, 127 pages. Prix : 150 francs belges.

2^{me} SERIE - 2^{de} REEKS

- N° 1. **Pouvoir de fait et règle de droit dans le fonctionnement des institutions politiques**, par W.J. Ganshof van der Meersch, Professeur à la Faculté de Droit et à la Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques de l'Université libre de Bruxelles.
1 vol., 1957, 173 pages. Prix : 140 francs belges.
- N° 2. **La fonction et les services du Premier Ministre en Belgique**, par R. Urbain, conseiller juridique aux Services du Premier Ministre.
Préface de W.J. Ganshof van der Meersch, Professeur à la Faculté de Droit et à la Faculté des Sciences sociales, politiques et économiques de l'Université libre de Bruxelles.
1 vol., 1958, 257 pages. Prix : 200 francs belges.

Les ouvrages précités sont édités par la Librairie encyclopédique, 7, rue du Luxembourg, à Bruxelles. Tél. 11.35.51. - C.C.P. n° 7087.07.

De bovenvermelde werken worden uitgegeven door de « Encyclopedische Boekhandel », 7, Luxemburgstraat, te Brussel. Tel. 11.35.51. - P.C.R. n° 7087.07.

★

NOUVELLE SERIE
NIEUWE REEKS

- N° 1. **Aspects actuels des problèmes de la Défense nationale**. Colloque du 21 et du 28 novembre 1959.
Préface de A. Gilson, Ministre de la Défense nationale.
1 vol., 1960, 304 pages. Prix : 220 francs belges.
- N° 2. **La démocratie enrayée**, par Fr. Perin, chargé de cours à l'Université de Liège.
1 vol., 1960, 288 pages. Prix : 250 francs belges.
- N° 3. **La querelle du recensement**, par P.M.G. Lévy, Membre du Conseil supérieur de statistique de Belgique.
1 vol., 1960, 172 pages. Prix : 175 francs belges.
- N° 4. **Quelques aspects de l'activité de la Société Nationale du crédit à l'industrie**, par R. Vandeputte, professeur à l'Université catholique de Louvain.
1 vol., 1961, 122 pages. Prix : 120 francs belges.

Les ouvrages de la Nouvelle Série sont édités par l'Institut belge de Science politique, 43, rue des Champs-Élysées, Bruxelles 5. C.C.P. n° 533.74.

De werken van de Nieuwe Reeks worden uitgegeven door het Belgisch Instituut voor Politieke Wetenschappen, 43, Elyzeese Veldenstraat, Brussel 5. P.C.R. n° 533.74.

★

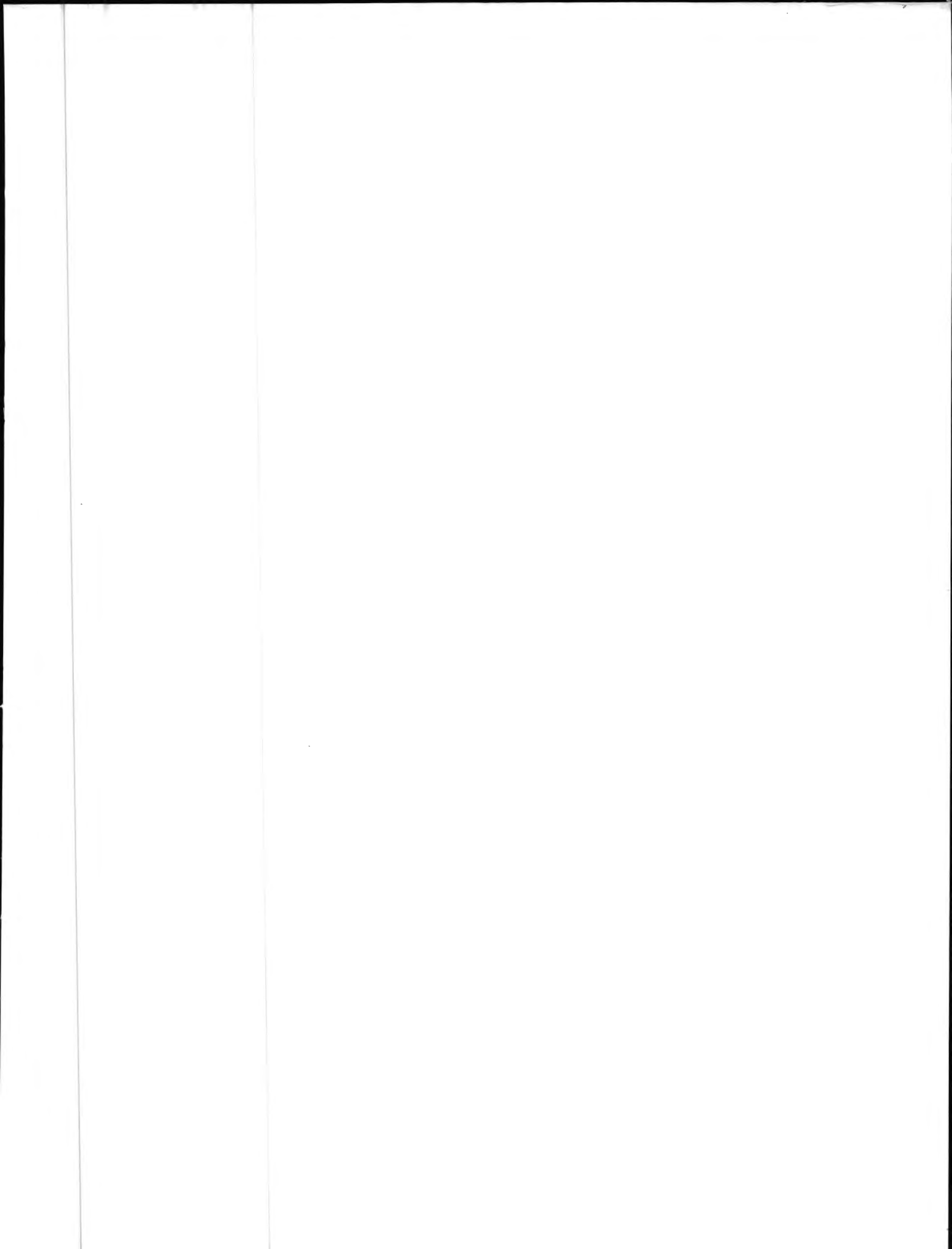
**La revue RES PUBLICA est publiée avec le concours
du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture
et de la Fondation Universitaire**

★

**Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven
met de medewerking van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur
en van de Universitaire Stichting**

★





IMPRIME EN BELGIQUE
par
L'IMPRIMERIE DES SCIENCES, S. A.
75, avenue Emile de Beco
Bruxelles 5

*

Dir. : Jos. HILGERS
44, Berensheide, Bruxelles 17